

LA DICTATURE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

DARIOUSH KARIM

ДИКТОРАТЪТ НА КУКАА



colección polémica internacional

**Darioush Karim
(Nahuel Moreno)**

La dictature révolutionnaire du prolétariat

Table des matières

Avertissement concernant cette édition	p.6
Avant propos	p.7
Introduction	p.8
I. Un programme de "liberté politique illimité" pour le Shah ou un programme pour l'écraser sans pitié ?	p.14
1. Libertés totales et absolues pour les contre-révolutionnaires et leurs partis.	p.14
2. Une guerre civile soumise à un code pénal rigoureux et ultra-libéral.	p.15
3. La terreur rouge.	p.15
4. Que firent les dirigeants des autres grandes révolutions ?	p.17
5. Le SU sera-t-il conséquent ? Luttera-t-il en faveur de la "liberté politique illimitée" pour le Shah, Pinochet et Somoza ?	p.19
6. Un exemple qui éclaire tout.	p.20
7. La mobilisation, ouvrière contre la réaction capitaliste : une contradiction insoluble pour la "dictature" du SU.	p.20
II. Messianisme européiste : la contre-révolution impérialiste disparaît.	p.21
1. Uniquement des avantages pour l'Europe.	p.21
2. De la lutte armée en tous temps et tous lieux à un semi-pacifisme.	p.24
3. Un choix malheureux de Mandel : l'exemple chilien.	p.25
4. Cuba dément l'optimiste irresponsable du SU.	p.26
5. La contre-révolution impérialiste et le danger de restauration capitaliste.	p.27
III. Démocratie bourgeoise ou démocratie ouvrière ?	p.30
1. Deux conceptions de la démocratie et des libertés ouvrières.	p.30
2. La Chine de Chang-Kai-Chek et celle de Mao, à égalité pour la démocratie prolétarienne ?	p.31
3. Une dictature sans obligations, sans une stricte discipline ?	p.32
4. Trotsky sur les syndicats anglais.	p.33
5. Un programme démocratique-bourgeois	p.34
6. Notre position : accorder les libertés qui aident à consolider et développer la révolution socialiste et la dictature révolutionnaire.	p.35
7. Trotsky sur la liberté de la presse.	p.36
8. Trotsky clôt la discussion.	p.36
9. Démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière dans la révolution européenne.	p.37
10. Démocratie impérialiste et démocratie coloniale.	p.38
IV. Qui prend le pouvoir et pourquoi faire ?	p.40
1. Normes et institutions contre mobilisation permanente.	p.40
2. L'Etat, institution des institutions.	p.41
3. Le rapport entre le parti et les autres institutions.	p.42
5. Un modèle néo-réformiste.	p.43
6. Dictature révolutionnaire et mobilisation permanente.	p.45
7. L'avenir des soviets et des partis.	p.46
V. Le fétichisme soviétique.	p.49
1. Les soviets : un "principe" organisationnel ?	p.49
2. Que doivent être les soviets ?	p.49
3. Trotsky et l'avenir des soviets en URSS.	p.51
4. Les soviets et la Commune de Paris selon Trotsky.	p.52
VI. Le rôle du parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale.	p.54
1. Que représentent les partis politiques ?	p.54
2. Deux types de partis ouvriers.	p.55
3. Parti unique ou pluripartisme soviétique ? Encore une fois sur le rôle du parti révolutionnaire.	p.56
4. Une révision du programme trotskyste pour l'URSS.	p.57
5. L'avenir du parti révolutionnaire et la lutte contre sa bureaucratisation.	p.59
6. Le rôle de la IV ^e Internationale.	p.59

VII. Une supposée autocritique de Trotsky	p.62
1. Mandel interprète Trotsky.	p.62
2. Les menchéviks avaient-ils raison ?	p.62
3. La fatidique année 1921.	p.63
4. La position de Trotsky aux débuts de la lutte contre le stalinisme.	p.64
5. Trotsky continue à défendre ses positions.	p.64
6. La supposée autocritique de Trotsky.	p.65
7. La position théorique de Trotsky.	p.65
VIII. Qu'est-ce que la dictature du prolétariat ?	p.67
1. Une définition normative et antédiluvienne.	p.67
2. L'URSS et la Chine sont-elles des dictatures prolétariennes ?	p.67
3. La seule définition correcte : superstructure étatique d'une économie en transition ou Etats ouvriers.	p.68
4. Les deux dictatures prolétariennes : bureaucratique-réformiste et révolutionnaire.	p.68
5. Les nouveaux partis ouvriers bureaucratifiés.	p.69
6. Les gouvernements ouvriers et paysans.	p.70
7. La défense des dictatures prolétariennes existantes.	p.71
8. Quelle doit être notre position face à de possibles guerres entre les Etats ouvriers ?	p.72
IX. Construction socialiste dans un seul pays ou révolution socialiste internationale ?	p.74
1. Stalinisme conséquent.	p.74
2. Les maîtres du marxisme et la transition au communisme.	p.74
3. Mais les choses se passèrent différemment .	p.75
4. Socialisme dans un seul pays ou révolution permanente ?	p.76
5. Est-ce que la dictature du prolétariat s'affaiblit ou se renforce ?	p.77
6. L'analyse de Trotsky pour l'URSS.	p.78
7. Le problème de l'impérialisme.	p.79
8. Notre analyse : il y a deux étapes de la dictature du prolétariat.	p.81
9. Trois programmes pour l'étape de transition du capitalisme au socialisme.	p.82
X. Trotskysme et trotskysme vulgaire : un résumé de nos divergences.	p.84
1. Trotskysme vulgaire : quelques considérations théoriques et de méthode.	p.84
2. Un résumé de nos divergences.	p.86
3. Les sept caractéristiques essentielles de la dictature révolutionnaire du prolétariat.	p.88
Bibliographie	p.90

Avertissement concernant cette édition

Ce livre constitue la réponse à la résolution de la majorité du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (SU) intitulée "Démocratie Socialiste et Dictature du Proletariat".

N. Moreno, qui utilise alors le pseudonyme de Darioush Karim pour des raisons de sécurité, s'explique dans l'avant-propos sur les raisons du retard de ce document qui aurait dû paraître en 1978.

Couverture :

Le soldat de l'Armée Rouge dévoile, au dessous de la cape du baron Wrangel, la coalition impérialiste qui le soutient.

Avant-propos

L'écriture de cet ouvrage polémique, dirigé contre la Résolution du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale "Démocratie Socialiste et Dictature du Proletariat", a été terminée en juillet 1978. Je remis les manuscrits à un important groupe d'amis politiques, lesquels l'approuvèrent, avec quelques modifications et quelques suggestions. Aucune d'entre elles n'apportait au texte de modifications substantielles, à l'exception de celle qu'effectua un ami italien, sur la définition de la dictature révolutionnaire. Son opinion était qu'il fallait ajouter aux six points par lesquels elle était définie, un point qui précise son caractère. Je recueillis cette observation, comme presque toutes les autres qui m'ont été faites.

Alors qu'il ne manquait, pour remettre ce travail à l'imprimerie, que les touches finales, je partis pour le Moyen Orient en tant que "touriste-journaliste", avec l'intention de n'y rester que deux semaines. C'est alors que j'ai été arrêté avec d'autres camarades socialistes en Iran. Cette nouvelle situation m'a demandé alors plusieurs mois pour récupérer ma liberté et réorganiser mon activité.

C'est à toutes ces circonstances qu'est dû le retard de l'impression de cet ouvrage. J'ai l'habitude d'écrire l'Introduction et l'Avant-propos, comme à la fin de tout travail. Je dois avouer que pris entre le cours de mes affaires personnelles et l'effort pour parvenir à une introduction qui intéresse les jeunes lecteurs de gauche, auxquels est fondamentalement destiné cet ouvrage, ce n'est que récemment, en décembre, que je pus terminer l'introduction. Tout cela me donna le temps d'ajouter les exemples du Shah et des mobilisations en Iran à celles du texte initial, qui se rapportaient à Pinochet, Somoza, Franco ou Salazar.

Je suis convaincu que pendant les six mois écoulés depuis que j'ai pratiquement terminé ce livre, le cours accéléré de la révolution mondiale a confirmé

quelques-uns des points les plus importants qui y sont traités. Je crois qu'il est nécessaire d'en mettre deux en exergue. Le lecteur remarquera qu'un des points centraux de ma critique au SU consiste en l'ignorance, dans la résolution, de la possibilité de guerres ou d'invasions d'une dictature prolétarienne par une autre, et en l'absence de politique face à ces événements inévitables.

L'autre point est ma critique constante adressée au SU, de ne pas reconnaître la nécessité d'affronter, dans des circonstances déterminées, la contre-révolution de manière violente et par les armes, et d'insister sur le fait que cet affrontement doit toujours être soumis à une loi écrite. Ce qui s'est passé en Iran vient appuyer ma critique. Les masses iraniennes ont dû s'armer pour exécuter les bourreaux de la Savak et affronter les troupes qui étaient restées loyales au Shah. Par bonheur, elles ont fait tout le contraire de ce que proclame la résolution du SU. Il n'est venu à l'idée d'aucun ouvrier, paysan ou étudiant iranien de faire un jugement public sans en appeler "au concept de délinquance rétroactive" contre les assassins et les exploités du régime déchu. Ils ont fait comme tous les révolutionnaires dans l'histoire : juger et exécuter démocratiquement, sur le champ.

Ces deux exemples sont un indice du fait que mon livre, au minimum, traite de problèmes actuels et fondamentaux dans le développement de la révolution mondiale. Le titre du livre synthétise ma position : à la place de la démocratie socialiste et de la dictature du prolétariat du SU, je suis revenu aux sources, ai tenté de faire revivre la vieille formule marxiste, tant de fois reprise par Trotsky, de dictature révolutionnaire. Dit d'une autre manière, une dictature pour développer la révolution, et non pour produire de la "démocratie socialiste" immédiatement.

Bogota, février 1979

Darioush Karim

Introduction

Quand les principaux partis communistes occidentaux, français, espagnol et italien, retirèrent de leur programme le mot d'ordre de "dictature du prolétariat", on vit se généraliser une discussion sur le phénomène auquel on a donné le nom d'"eurocommunisme", et qui implique un abandon de la conception marxiste-léniniste de l'état, conjointement à une légère critique des pires caractéristiques des bureaucraties staliniennes gouvernantes.

Dans cette discussion, comme dans toutes les grandes polémiques antérieures, sont en jeu tous les enseignements du marxisme, confirmés ou enrichis par plus d'un siècle d'expérience révolutionnaire.

Pour défendre ces enseignements apparut l'an dernier une résolution du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale. Cette résolution s'intitule "Démocratie Socialiste et Dictature du Prolétariat" ; en même temps que sa publication, les auteurs appelèrent à un débat public sur ce thème, ce qui fut une réussite dans la mesure où cette question passionne toute la gauche européenne et occidentale.

Et ce n'est pas un hasard, puisque les PCs retirèrent ce mot d'ordre juste au moment où l'Europe connaît une montée ouvrière qui s'est étendue à l'Amérique Latine, aux Etats-Unis, et aux masses coloniales d'Afrique et d'Asie.

En réalité, il ne font ainsi qu'accorder la théorie à leur pratique quotidienne déjà ancienne : l'abandon de la lutte de classes et de sa conclusion, la dictature du prolétariat. Et ils le font au moment même où leurs impérialismes respectifs intensifient leur pression sur les partis communistes et socialistes, pour qu'ils acceptent les plans d'austérité.

Les partis communistes les plus puissants d'Europe occidentale se trouvent soumis aux pressions de deux forces : l'offensive de leur impérialisme contre le niveau de vie et l'emploi de la classe ouvrière, et la résistance de cette dernière, qui refuse de payer la crise du régime capitaliste.

L'impérialisme - européen, yankee ou japonais -, pour affronter la résistance des travailleurs, fait appel à leurs préjugés démocratiques-bourgeois. A travers ses fantastiques moyens d'information, il soumet en permanence les masses de ces pays à une campagne d'exaltation de la démocratie bourgeoise et de ses libertés, et de critique, sous cet aspect, des Etats ouvriers. Au lieu de comparer les formidables conquêtes de la classe ouvrière, comme l'expropriation de la bourgeoisie, la planification, le droit au travail pour toute la population, etc., qui feraient pencher la balance en faveur des Etats ouvriers, *il compare les libertés formelles* et attaque le caractère totalitaire, répressif, de ces pays. Depuis les moyens de diffusion, il provoque quotidiennement les partis de gauche et les travailleurs avec l'argument suivant : "Nous vous accordons les plus larges libertés pour nous combattre. Nous ne vous réprimons que si vous vous soulevez contre la constitution démocratique nationale ; par exemple, si vous menez des grèves sauvages ou des actions terroristes, ou si vous tentez d'imposer votre volonté sans attendre le résultat des élections, sans accepter les décisions du parlement librement élu. Au contraire, dans les Etats ouvriers, il y

a des camps de concentration, et chaque citoyen doit penser comme l'exige le parti communiste dominant, sinon il va en prison ou dans une clinique psychiatrique. Quant à nous, nous sommes démocratiques : nous vous donnons la liberté de penser et d'écrire ce que vous voulez, de vous présenter aux élections et même, si vous les gagnez, de prendre le pouvoir. Le choix est le suivant : pour les libertés des pays capitalistes, ou pour le totalitarisme des dictatures prolétariennes. *Assurément, pour maintenir ce régime, il faut se sacrifier en travaillant plus et en gagnant moins.* Choisissez donc : libertés ou totalitarisme ?"

Ces questions visent exactement les préjugés démocratiques-bourgeois des travailleurs occidentaux. Quiconque a milité parmi les étudiants ou les ouvriers des pays avancés connaît ce sentiment, qui fondamentalement consiste à croire que sous le capitalisme, malgré tous les problèmes qu'il occasionne, on peut tout choisir (où vivre, où travailler, quelles études faire, etc.), - sans remarquer le caractère relatif de ces privilèges. Et, plus grave, sans comprendre que le peu que l'on possède provient de l'appartenance à des pays riches, qui exploitent toute l'humanité. Les partis communistes ont contribué au développement de ces préjugés, eux qui, depuis des dizaines d'années, se sont joints aux sociaux-démocrates pour revendiquer ces sentiments. Ce développement a été favorisé par le boom économique, qui a permis l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière et de la nouvelle classe moyenne, par le spectacle tragique des régimes bureaucratiques des pays ouvriers de l'Europe de l'Est, principalement l'URSS ; par la terrible expérience vécue sous les régimes fascistes totalitaires et, enfin, par la lutte triomphante contre les colonels grecs, le salazarisme et le franquisme, qui a ouvert pour les masses une période de bienfaits démocratiques, qu'elle ne veut pas perdre.

Ne voulant pas en rester là, chaque impérialisme pose aux partis ouvriers de son pays, principalement aux partis communistes, les questions suivantes : "Etes-vous disposés à nous aider à surmonter la crise de l'économie nationale, à sauvegarder les libertés démocratiques et le système parlementaire ? Vous comporterez-vous en politiciens sérieux, dignes de confiance, convaincrez-vous la classe ouvrière de la nécessité de se sacrifier sur l'autel du développement de l'économie nationale ? Etes-vous pour la patrie nationale et le développement de son économie, ou pour la défense de l'URSS et des intérêts sectoriels des travailleurs ?"

A l'heure actuelle, de nombreux partis communistes sont exempts de ce type de demandes. A cause de leur faiblesse, de leur absence des postes parlementaires importants, de la faiblesse de leur implantation dans l'appareil étatique et dans les appareils, syndicaux de leurs pays, ils continuent à dépendre de l'aide de Moscou, pour l'existence de leur direction. C'est pour quoi, ils maintiennent des positions traditionnelles.

Mais pour les plus forts, connue le parti communiste italien, cela veut dire : "Que désirez-vous : perdre les millions de dollars du commerce avec l'URSS, des participations municipales, perdre des milliers d'adhérents qui se retrouveront sans travail, perdre l'immense partie de l'appareil bureaucratique que vous

contrôlez dans les villes, pour recommencer à dépendre de l'URSS comme les PCs les plus faibles ? Et pour quoi ? Est-ce que par hasard les plans d'austérité vous feraient perdre de votre influence dans le cadre du régime parlementaire ? Notre régime vous garantit vos postes et privilèges. En échange, est-ce beaucoup vous demander que de discuter avec nous la législation du travail, les conventions collectives, afin de convaincre les travailleurs qu'il leur faut gagner un peu moins et travailler un peu plus ?". C'est pour cela que les partis communistes ont accepté, les bras ouverts, de collaborer avec les plans d'austérité des patrons, comme cela s'est déjà vu en Italie et en Espagne.

Cependant, conscients du fait que cette politique peut provoquer chez eux des crises sérieuses, qu'ils peuvent être débordés par le mouvement de masse ou perdre des voix aux élections, ils tentent de compenser cela par des concessions sur d'autres terrains. Dans le fond, les mêmes que ceux du patronat, mais avec un habillage marxiste.

Ils "démocratisent" leur programme, et leur politique, et s'efforcent de tout ramener à des discussions qui éloignent leurs militants et l'avant-garde de la résistance aux plans économiques des gouvernements patronaux. Par exemple, en s'appuyant sur la haine légitime que lui porte les masses, ils attaquent l'impérialisme yankee au lieu de désigner comme le principal ennemi la bourgeoisie de leur propre pays. Dans le même but, ils mettent en cause le monopole et le système unipartiste de la sinistre bureaucratie russe au pouvoir ; ils critiquent quelques-unes des manifestations les plus irritantes de l'implacable répression exercée par le gouvernement de l'URSS et ceux des autres états ouvriers bureaucratisés contre leurs opposants et contre d'autres états ouvriers, se revendiquant de quelques-uns des martyrs des procès de Moscou, d'autres victimes du stalinisme, de la Tchécoslovaquie.

Et quand ils retirent de leur programme la dictature du prolétariat, acceptant ouvertement le suffrage universel et le système parlementaire, c'est pour canaliser les fausses espérances démocratiques des travailleurs, et gagner en crédibilité auprès de la bourgeoisie. Ils proposent un pluripartisme total pour avant et après la prise du pouvoir, s'appuyant sur les illusions ouvrières selon lesquelles tout s'arrangerait par une voie réformiste, pacifique, parlementaire. Et ils sont allés jusqu'à affirmer que si une fois au pouvoir, ils perdaient les élections au profit des partis réactionnaires, ils remettraient le pouvoir au vainqueur, puisque leur respect du suffrage universel est une chose sacrée. Et, comme il fallait s'y attendre, ils ont commencé à ériger le patriotisme de leur propre pays impérialiste, en opposition au vieil et aveugle "patriotisme russe" qui caractérisait le stalinisme juvénile. Pour les mêmes raisons, ils ont commencé à introduire, beaucoup plus timidement, le droit à être en désaccord au sein de leurs propres partis, et des organisations ouvrières qu'ils contrôlent.

Et ils s'affrontent aux trotskystes avec des arguments identiques à ceux qu'utilise l'impérialisme : "Ne soyez pas dogmatiques, abandonnez une fois pour toutes la lutte de classes, la révolution et la dictature ouvrières qu'ont préconisées Marx, Lénine et Trotsky, et adaptez-vous aux temps nouveaux et aux sociétés occidentales avancées. Pourquoi ne vous engagez-vous

pas, comme nous, à accorder des libertés politiques illimitées, si vous prenez le pouvoir ? Pourquoi n'abandonnez-vous pas une bonne fois les concepts erronés de "lutte de classes", "révolution ouvrière" et "dictature du prolétariat", pour adopter ceux des libertés démocratiques et du système parlementaire ? Pourquoi ne défendez-vous pas le suffrage universel et la voie démocratique parlementaire, pour gouverner avec la majorité de la population ?".

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale écrivit et publia sa résolution précisément pour répondre aux eurocommunistes et défendre les positions de Lénine et de Trotsky sur ces questions. Tout cela aurait été tout à fait louable et aurait bénéficié de notre soutien inconditionnel, si le SU n'avait pas commis un véritable crime politique, théorique et historique, en donnant à la dictature du prolétariat un objectif et un programme identiques à quatre-vingt dix pour cent au programme eurocommuniste, et diamétralement opposé à celui de nos maîtres.

Selon le SU, la dictature du prolétariat devra garantir à la bourgeoisie restaurationniste et à ses partis une "liberté politique illimitée", à partir du jour de son instauration et pour toujours, tant qu'ils ne prennent pas les armes et ne commencent pas la guerre civile. "Voilà ce qui constitue notre norme programmatique et de principe : liberté politique illimitée pour tous les individus, groupes, tendances et partis qui, dans les faits, respectent la propriété collective et la constitution de l'état ouvrier." (SU, 1977) [1]. [*] Que veut dire "dans les faits" ? "*Cela signifie que la liberté d'organisation politique devrait être accordée à tous ceux, y compris les éléments pro-bourgeois, qui, dans les faits, respectent la Constitution de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire qui ne sont pas engagés dans des actions violentes de renversement du pouvoir des travailleurs et de la propriété collective des moyens de production.*" (Idem) [2].

Il peut sembler ridicule que nous devions expliquer qu'il ne peut y avoir obligatoirement de "liberté politique illimitée" ou de "suffrage universel" sous une dictature de classe ; que nous devions engager une discussion pour établir que dictature s'oppose à "liberté politique illimitée" pour tous les habitants, dans la mesure où cela signifie une certaine forme d'oppression, une contrainte politique pour quelqu'un, parce que sinon ce n'est pas une dictature. Mais quand on passe au terrain politique en donnant à cette formule son contenu actuel ("liberté politique illimitée pour Somoza, Pinochet et le Shah, tant qu'ils n'organisent pas de soulèvement armé contre la dictature du prolétariat, et sans qu'ils puissent être jugés pour leurs crimes passés"), cette discussion, de ridicule, devient tragique. Pour justifier sa position, le SU s'efforce de s'appuyer sur Lénine et Trotsky. Cependant, il est facile de démontrer que son nouveau programme n'a rien à voir avec ce qu'ils ont dit et fait.

Pour Lénine, après la Révolution d'octobre, la seule chose "illimitée" sous la dictature, c'est son pouvoir dictatorial, et non la "liberté politique". "La notion scientifique de dictature s'applique à un programme que rien ne limite, qu'aucune loi, qu'aucune règle absolument ne bride et qui se fonde directement sur la violence." (Lénine, 1920) [3]. Dans *L'Etat et la Révolution*, il cite Engels : "Tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point dans l'intérêt de la

liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel". (Lénine, 1917) [4] (souligné dans l'original). Et dans le Programme du Parti Communiste, écrit par Lénine et réaffirmé par Trotsky en 1936, il avait insisté sur "les restrictions... à la liberté", tant que l'on ne serait pas parvenu au socialisme, à la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme : "... , la privation des droits politiques et les restrictions, quelles qu'elles soient, de la liberté, ne s'imposent qu'à titre de mesures provisoires... Dans la mesure où disparaissent les racines objectives de l'exploitation de l'homme par l'homme, disparaît la nécessité d'imposer ces mesures transitoires..."

Dans *La Révolution Trahie*, cet ouvrage qui, selon le SU, est censé apporter une base à sa "norme programmatique et de principe", Trotsky insiste sur le fait que sous la dictature du prolétariat, il doit y avoir une "sévère limitation de la liberté" ("la dictature révolutionnaire, nous l'admettons, constitue en elle-même une sévère limitation de la liberté") (Trotsky, 1936) [5]. Depuis son exil, il nous avait déjà averti en nous disant que "... naturellement, la dictature du prolétariat est inconcevable sans l'utilisation de la force, y compris contre des secteurs du prolétariat lui-même". Et en 1938, dans le *Programme de Transition*, il répétait que "... les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.) ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat" (Trotsky, 1938) [6].

La norme programmatique traditionnelle du marxisme est donc suffisamment claire : on n'accordera les "libertés politiques illimitées" que lorsque "les racines objectives de l'exploitation de l'homme par l'homme auront disparu", c'est-à-dire lorsque l'impérialisme aura été définitivement écrasé, lorsque les classes auront disparu. Tant que ces possibilités objectives ne se seront pas concrétisées, il y aura, en accord avec Trotsky, "une sévère limitation de la liberté", ainsi que "privation des droits politiques" et "restrictions, quelles qu'elles soient, de la liberté", selon Lénine. Ce "pouvoir illimité" sera rendu nécessaire par la défense de la révolution socialiste nationale et internationale. Nous n'attendons pas que les contre-révolutionnaires prennent l'initiative de la guerre civile contre le nouveau gouvernement pour limiter leur liberté, mais nous les empêcherons de s'organiser et de s'armer. Pour cette raison, nous ne nous risquerons pas à leur accorder une "liberté politique illimitée",

- ce qui ne veut pas dire que nous leur interdirons toute activité légale à tout moment. Ils bénéficieront de "libertés politiques limitées", en fonction des exigences de la dictature du prolétariat.

Nous croyons que ces citations, comme notre argumentation, démontrent de manière suffisamment claire que le SU a complètement révisé la position marxiste-révolutionnaire sur la dictature du prolétariat. En disant cela, nous n'affirmons pas, à ce moment de notre exposé, qu'ils se sont trompés. Nous nous limitons à signaler un fait en lui-même suffisamment significatif : la position actuelle du SU est opposée à celle traditionnellement défendue par le marxisme. C'est ce reconnaît avec une honnêteté totale un de ses plus enthousiastes partisans : "Je pense concrètement, et nous le saluons au passage, qu'il s'agit d'une

rectification positive et nécessaire. En conséquence, *il faut le dire clairement*, il faut établir clairement les bases matérielles, les raisons politiques qui nous amènent à cette position. Autrement, nous aurions l'impression de nous écarter de la résolution qui a toujours été la position traditionnelle de la IV^e Internationale, de l'opposition de gauche, du "bolchévisme-léninisme", *ce qui ne serait pas sérieux*." Et il continue : " Et le programme à ce stade n'est ni le même, ni semblable à celui des bolchéviks en 1917, ni à celui que nous soutenions traditionnellement." [7].

Le lecteur se posera entre autres questions : "A quoi obéit ce changement ? Etant donné qu'on ne peut admettre une "erreur" ou un "oubli" théorique, est-ce une capitulation ? Et sinon, qu'est-ce ? Comment définir ce qui est en train de se passer ?

Ce qui s'est produit est qu'un secteur du mouvement trotskyste européen et occidental s'est transformé en courroie de transmission des préjugés démocratiques-bourgeois des travailleurs occidentaux, ce phénomène étant combiné avec les résidus idéologiques de l'influence ultra-gauchiste estudiantine européenne, encore présente il y a quelques années.

Ces préjugés se manifestent dans son programme de "libertés politiques illimitées", et l'influence ultra-gauchiste au travers de la négation formelle, académique, des institutions démocratiques-bourgeoises.

Bien que cette influence aille en diminuant, bien qu'elle laisse de plus en plus la place aux institutions bourgeoises, comme le démontre la volonté de Mandel d'imposer le "vote universel" à la dictature ouvrière.

Ce qui se passe dans les rangs de ce secteur du trotskysme constitue un phénomène symétrique à l'euro-communisme : le programme du SU et des PCs occidentaux est le même ("libertés politiques illimitées"), quoique le premier l'avance pour la dictature du prolétariat, et les seconds pour les régimes capitalistes et de transition. Et il obéit à des raisons similaires.

L'Internationale Communiste sous Lénine et ensuite les trotskystes ont insisté sur l'existence des préjugés démocratiques-bourgeois des masses occidentales. Leur expression politique est précisément la force des partis sociaux-démocrates et communistes. Ceux-ci incarnent la synthèse idéale : ils sont "de la classe ouvrière" et sur ce point donnent raison aux travailleurs. Ils ne sont pas l'impérialisme ; leurs critiques à l'égard des états ouvriers sont formulées d'un point de vue "démocratique". Mais la crise et la montée européenne ont commencé à éroder ces préjugés bien que, contradictoirement, elles les renforcent au début. Comment ? C'est très simple. A mesure que se développe la montée, qui signifie avancée, qui signifie en un sens pouvoir, les ouvriers croient qu'il est possible que tout se solutionne par l'arrivée de leurs partis au gouvernement, par une voie pacifique, à travers les élections.

Ceci nous pose un problème théorico-politique. La Quatrième Internationale européenne et nord-américaine vit au sein d'une société et parmi des masses travailleuses bourrées de préjugés démocratiques-bourgeois. Le fait que des dirigeants et des courants de notre mouvement reflètent en son sein ces préjugés en est une conséquence inévitable. Qui sont-ils ? Par malheur, formuler cette question est y répondre. *La majorité du*

SU. Si ce ne sont pas eux, qui est-ce ? Quelqu'un doit les refléter. A la fin des années 60, quand le mouvement étudiant européen se tournait massivement vers le soutien à la Révolution Cubaine et faisait de Che Guevara son héros, et de la guerre de guérilla sa méthode, ce phénomène politico-social possédait également sa courroie de transmission dans notre Internationale. Il ne pouvait en être autrement. Cela en a toujours été ainsi, et cela demeurera ainsi. Une Internationale qui vit et n'est pas une secte reflétera toujours les processus politico-sociaux dans lesquels elle est immergée. Mais qu'elle les reflète ne veut pas dire qu'elle se transforme en leur porte-parole. Nous continuons à croire, avec Trotsky, que pour diriger la révolution nous devons "nager contre le courant".

Mais l'actuel SU de la IV^e Internationale, tous ses documents et sa politique, expriment au sein des rangs trotskystes une capitulation totale aux préjugés démocratiques-bourgeois des masses occidentales. Son document sur la "Démocratie socialiste et Dictature du Proletariat" constitue la synthèse la plus poussée, jusqu'à présent, de cette nouvelle tendance révisionniste, qui a commencé à se former. Trotsky, en son temps, avait comparé le fascisme et le stalinisme en tant que phénomènes parallèles provoqués par l'avancée de la contre-révolution dans le monde. Nous pouvons dire aujourd'hui que l'euro-communisme et la politique actuelle du SU sont, *grosso modo*, des phénomènes symétriques ayant comme source les mêmes raisons politico-sociales, à savoir la montée du mouvement ouvrier européen et les préjugés démocratiques-bourgeois des masses.

En disant qu'ils sont symétriques nous ne disons pas qu'ils sont identiques. Les camarades du SU défendent formellement, contre l'eurocommunisme, la dictature du prolétariat et la nécessité d'une révolution ouvrière contre les institutions démocratiques-bourgeoises. Ils affirment avec insistance défendre les enseignements de Lénine et de Trotsky. Et pour cela ils s'efforcent de faire croire aux travailleurs et à l'opinion publique que la dictature du prolétariat qu'ils définissent comme la plus juridique, judicieuse, pleine de bonté, libertaire, démocratique avec les partis contre-révolutionnaires, de toutes les dictatures de classe ayant jamais existé de par le monde, est celle qui a été préconisée par nos maîtres

Mais il n'en est pas ainsi. La majorité du SU a pour la dictature du prolétariat le même programme que les eurocommunistes pour le socialisme et le régime capitaliste. Il doit y avoir sur ce point une clarté absolue ; la majorité du SU et les eurocommunistes sont d'accord sur le pluripartisme et sur le fait d'accorder aux partis bourgeois les libertés les plus complètes à toutes les étapes de la lutte de classes, contre la position traditionnellement défendue par le marxisme.

En fonction de cela il convient de caractériser scientifiquement l'actuelle orientation de la majorité du SU de la 4^e Internationale, d'*eurotrotskisme*, et de la définir connue un libéralisme bourgeois fiévreux ; c'est à dire comme une orientation qui, tout en étant profondément opportuniste, est de temps en temps ultra-gauchiste.

Il s'agit de lutter pour faire revenir ce courant eurotrotskyste à des positions véritablement trotskystes.

En résumé, le SU ne s'oppose pas, comme devrait le faire un trotskyste, aux pressions eurocommunistes, au contraire, il dit, acceptant la plus grande partie de leurs prémisses : "Nous continuons à être pour la dictature du prolétariat et la révolution ouvrière ; mais ne confondez pas, notre dictature accordera une "liberté politique illimitée" à tous les citoyens, y compris les contre-révolutionnaires, depuis le premier instant de son instauration, et à la place du parlement nous installerons des organes bien plus démocratiques, les soviets, où entrera toute la population, et pas seulement les ouvriers". Et le camarade Mandel de sceller cette capitulation face à l'eurocommunisme, assurant qu'il est un "partisan intransigeant" du suffrage universel, "avant, pendant et après la prise du pouvoir par les travailleurs". (*El Pais*, Madrid, 7-8-78).

Ce résultat hybride de l'introduction, dans le concept marxiste de révolution ouvrière et dictature du prolétariat, d'un contenu et d'un programme eurocommunistes, oblige le SU à tenter de démontrer une théorie absurde : que la "dictature du prolétariat" signifie "liberté politique illimitée" pour les contre-révolutionnaires.

Si le document n'avait pas encore été écrit, et si quelqu'un avait souligné la possibilité de voir cette position du SU - dictature trotskyste avec des libertés eurocommunistes - se cristalliser en une résolution, cela aurait certainement été considéré comme étant impossible. On aurait pensé, par exemple, qu'il fallait pour cela prendre des libertés avec l'histoire, ou quelque chose de semblable, dans le style des historiens du PCUS. C'est pour cette raison que la résolution du SU ne peut soutenir la double contradiction à laquelle le SU se trouve confronté avec son nouveau programme : face à la position trotskyste traditionnelle d'une part, et face à la réalité de la lutte de classes de l'autre.

Ces camarades tentent de résoudre la première contradiction par un jeu de mots : en mettant un signe d'égalité entre "dictature du prolétariat" et "libertés politiques illimitées". Sur ce terrain, les eurocommunistes parviennent à être plus conséquents que nos camarades, en enlevant de leurs programmes la première formulation. Le SU, au contraire, s'obstine à ne pas sortir formellement du cadre du trotskysme, bien qu'il finisse par donner à cette formulation un contenu strictement eurocommuniste, et ainsi, à la nier comme telle.

Pour éviter la confrontation avec la réalité, le document inaugure un nouveau style marxiste : il flotte au-dessus de cette réalité. Ainsi, il ne fait aucune référence aux soixante-dix années de dictatures prolétariennes, et pourtant il s'agit d'une résolution sur la "dictature du prolétariat" ; il contient une thèse sur les partis politiques, et ne nomme dans cette thèse aucun de ceux qui existent aujourd'hui, ni socialistes, ni communistes, ni trotskystes. C'est la même chose en ce qui concerne la politique, la pratique : les affirmations théoriques ne sont jamais illustrées par des exemples actuels. Nous ne croyons pas que la capacité des membres du SU à apprécier la réalité se soit détériorée. Au contraire, nous pensons qu'ils se sont rendus compte qu'il valait mieux remonter à des temps lointains pour pouvoir défendre leur position. Parce qu'un exemple clair de l'application de la résolution serait de dire aux travailleurs iraniens : "Quand nous prendrons le pouvoir nous empêcherons de toute notre force que le Shah soit jugé et

nous lutterons pour qu'il bénéficie d'une liberté politique illimitée". Evidemment, le SU ne pourrait convaincre aucun révolutionnaire iranien de la correction de sa position.

C'est de là que vient ce style d'une grande nouveauté, cette rareté, le caractère étrange du document. C'est une résolution qui fait un saut de plus d'un siècle, du Lénine d'avant la prise du pouvoir aux téléphones cybernétiques du futur, ignorant autant le passé que tous les problèmes que nous posent le présent et le futur immédiats. C'est ainsi qu'il en résulte une oeuvre littéraire d'un genre nouveau. Les critiques littéraires la considéreraient certainement comme une expression typique du surréalisme tardif. D'autres, peut-être, comme la manifestation d'un nouveau courant, la science-fiction marxiste. Il faut reconnaître que par rapport à la science-fiction il souligne agréablement des éléments scientifiques réels, et des possibilités plus ou moins viables.

Mais d'un point de vue politique ce jeu imaginaire n'intéresse personne. Un document sur la dictature du prolétariat doit poser quelques questions fondamentales, comme, par exemple : que s'est-il passé pendant ces dernières soixante années avec les dictatures prolétariennes qui ont triomphé ?, quelle réponse donnons-nous à l'invasion d'une dictature prolétarienne par une autre ?, et de nombreuses autres questions de ce type. Mais la plus importante, celle qui est décisive, est : avec quel parti et quel programme parviendrons-nous d'ici cinq, dix ou vingt ans, à la dictature révolutionnaire du prolétariat pour laquelle nous luttons ? Et ainsi surgissent une autre série de questions : devront-elles affronter un blocus, des guerres civiles ? Une lutte à mort de la part des partis réformistes, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale ? Les premières dictatures dirigées par des trotskystes pourront-elles éviter une terrible guerre civile avec les états ouvriers bureaucratés, l'impérialisme, les partis bourgeois et les ouvriers opportunistes ? Seront-elles identiques dans les pays attardés et dans les pays avancés (il se dégage du document que oui) ? Et comment allons-nous l'imposer ? A travers l'insurrection et la guerre civile ?

Ce sont quelques-uns des problèmes qui se posent à nous, et face auxquels notre Internationale doit avancer un programme. Mais la résolution de la majorité du SU les ignore. Un document marxiste ne peut éviter de répondre à ces questions, convaincre ceux qui le lisent par des formulations futuristes ou évasives, ni faire des concessions pour ne pas choquer des préjugés généralisés afin de sauver la face ou de cacher des positions révisionnistes. En faisant cela, il empêche que sorte une ligne claire pour l'action politique de ces prochaines années.

Il nous faut à présent analyser les conséquences inévitables du processus révisionniste qui s'est engagé. Ce tournant, résultant de la pression démocratiste des masses occidentales, commence à être global, et a un caractère plus grave que celui qui se réalisa de fait sous l'influence de la mode guerrillériste passée. Celui-là indiquait et reflétait l'impatience quant aux objectifs à atteindre ; *celui-ci les abandonne*. C'est qu'on ne peut attaquer un des piliers du marxisme - ici la conception

de la dictature révolutionnaire - sans que tout l'édifice s'écroule.

L'article qui défend la résolution du SU poursuit, en ne laissant déjà plus aucun doute (article déjà cité de A. Heredia, NDTR) : "Quels effets provoquent ces phénomènes de nouvelles manifestations sur le fonctionnement de la classe ouvrière ? Quelle est la dialectique du rapport actuel entre le travailleur homme et femme, adulte ou jeune, travailleur manuel ou intellectuel, technique ou scientifique ? Quel est le rôle de ces phénomènes dans la relation entre la ou les avant-gardes de travailleurs avec les masses dans leur ensemble ? Quel est l'effet provoqué sur le rapport avec les organes que les masses se donnent ? Le rapport classe-parti-direction du temps de Lénine et de Trotsky est-il le même qu'aujourd'hui ? Est-il juste de répondre que le rapport du ou des partis d'avant-garde aujourd'hui est le même qu'en 1917 ? La relation du ou des partis avec l'état ? La structure du parti est-elle la même qu'à cette époque ? Le centralisme démocratique d'aujourd'hui est-il le même qu'hier ? Nous pensons que non, à partir du moment où nous nous engageons dans les rangs de ceux qui soutiennent que A n'est pas égal à A."

Le révisionnisme de la résolution, et cet article qui la défend, signifie l'abandon de tout l'héritage marxiste-léniniste-trotsky ; délier les mains de la bourgeoisie, aucun règlement de compte avec les fascistes et, en définitive et comme conséquence, une conception distincte de l'organisation du parti révolutionnaire et des étapes de la lutte de classes que, si elles n'étaient pas modifiées, amèneraient les partis trotskystes à l'abandon de la révolution ouvrière et de sa conclusion, la guerre civile.

C'est pour cela que nous considérons qu'avec notre réponse s'ouvre une des discussions les plus importantes qui se soient produites dans les rangs de la IV^e Internationale. Notre document a pour but de montrer aux jeunes récemment venus au marxisme que, en voulant les flatter, en cédant à leurs préjugés, les nouveaux et les anciens dirigeants formés dans les universités sont en train de provoquer des dégâts dans notre tradition marxiste. Nous tenterons de démontrer que la majorité actuelle du SU suit une mauvaise route, celle qu'ont emprunté Kautsky, Martov, Urbahns, Souvarine et tous les centristes, les opportunistes que le monde a connu, et non pas celle de Lénine et de Trotsky.

[*] L'année qui apparaît pour chaque citation, après l'auteur, est celle de la première édition. Le numéro se rapporte au titre et au numéro de la page à la fin du chapitre. Dans la table de références finale figurent les dates des éditions citées. Toutes les parties soulignées, sauf indication contraire, le sont par l'auteur.

Note du traducteur : lorsque le texte cité est disponible en français, c'est cette édition qui est citée et à laquelle se rapportent les notes. Les textes en anglais cités par l'auteur sont traduits directement de l'Espagnol. Les éditions utilisées pour les citations sont donc en partie différentes de celles utilisées par l'auteur, et citées dans ses notes et sa table de fin d'ouvrage.

Notes

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", *Inprecor* 7 juillet 1977, p.13.
2. Idem, p.13.
3. *Contribution à la question de l'histoire de la dictature*, Tome 31, p.366.
4. *L'Etat et la Révolution*, tome 25, p.475-476.
5. *La révolution trahie*, p.183.
6. *Le Programme de Transition*, p.49.
7. A Heredia : "Réaffirmation ou réévaluation de démocratie socialiste et dictature du prolétariat ?" p.10.

I. Un programme de "liberté illimitée" pour le Shah ou un programme pour l'écraser sans pitié ?

Loin de vouloir être cynique avec ce titre, nous pensons simplement qu'il résume les principales questions que pourrait poser un travailleur iranien qui serait entré en possession du document du SU. Non seulement, il ne trouvera aucune réponse à ses questions, mais surtout il apprendra que tout ce qu'il a fait est critiqué par le SU. Ce travailleur, qui sûrement a perdu plus d'un ami, compagnons de travail et parents dans les rues de Téhéran, certain que le Shah a du partir d'Iran grâce aux mobilisations auxquelles il a participé, ne se pose à ce moment que des questions qui touchent à la violence : comment s'armer, comment garantir la grève par la force, comment faire face à la police et à l'armée de Bakhtiar, comment convaincre les soldats de ne pas tirer sur le peuple, etc. Ce travailleur, s'il est certain de quelque chose, c'est que la terreur que ressentent aujourd'hui les agents de la Savak est

pleinement justifiée. Il ne doute pas qu'il faille fusiller plusieurs d'entre eux et il approuve sans hésiter les lynchages spontanés. Cela ne lui vient pas à l'idée qu'il est en train de lutter pour la "liberté politique illimitée" de personne, et l'image que peuvent avoir les masses des gens préoccupés par la démocratie ne le préoccupe pas. Il veut seulement être sûr que le Shah ne reviendra pas, que la Garde Impériale et la Savak soient dissoutes. Ce travailleur, qui ne connaît du trotskisme que le document du SU, ne voudra jamais devenir trotskiste, car il pensera avec raison, que si le Shah revient, on ne pourra pas lui appliquer le recours au "concept de délinquance rétroactive" mais que, au contraire, il faudra le laisser s'organiser politiquement dans un parti contre-révolutionnaire. Et n'importe qui sachant lire, pensera comme ce travailleur iranien.

Voyons pourquoi.

I. Libertés totales et absolues pour les contre-révolutionnaires et leurs partis.

Le SU réitère à s'en lasser sa position consistante à accorder une "liberté politique illimitée" aux contre-révolutionnaires. "La conduite d'une lutte sans répit contre ces idéologues *sur le terrain de l'idéologie elle-même* (souligné dans l'original). Mais une telle lutte ne peut réussir pleinement que dans des conditions de débat et de confrontations ouverts, c'est-à-dire de *liberté pour les défenseurs d'idéologies réactionnaires, de défendre leurs idées, de pluralisme idéologique-culturel (...)* Lorsque la classe bourgeoise est désarmée et expropriée, lorsque ses membres ont accès aux mass-média, seulement en rapport avec leur nombre et non leur fortune, il n'y a pas de raison de craindre une confrontation constante, libre et franche entre leurs idées et les nôtres. (...) Mais seulement les actes prouvés (souligné dans l'original) de ce genre devraient être punis, et non la propagande générale *explicitement ou implicitement favorable à la restauration du capitalisme*." (SU, 1977) [1]. Et, comme nous l'avons déjà vu, "*cela signifie que la liberté d'organisation politique devrait être accordée à tous ceux, y compris les éléments pro-bourgeois, qui, dans les faits, respectent la Constitution de l'Etat ouvrier*, (souligné dans l'original) c'est-à-dire qui ne sont pas engagés dans des actions violentes de renversement du pouvoir des travailleurs et de la propriété collective des moyens de production."

Comme on le remarque, le SU s'efforce, par tous les moyens, de ne pas appeler les phénomènes par leur nom marxiste. Il parle d'"idéologies réactionnaires", de "la classe bourgeoise", de "propagande générale explicitement ou implicitement favorable à la restauration du capitalisme", d'"éléments pro-bourgeois", sans préciser que tout cela n'est rien de plus ni rien de moins que "la contre-révolution bourgeoise", bien que, pour le moment, elle se borne à défendre son idéologie et à faire de la propagande, tandis qu'elle se prépare pour le soulèvement armé. Le SU croirait-il par hasard qu'il peut exister une "classe bourgeoise" logiquement

favorable à la "restauration capitaliste", avec des "idéologies réactionnaires", qui ne soit pas contre-révolutionnaire, c'est-à-dire qui ne soit pas pour le retour à la propriété privée des moyens de production, par quelque moyen que ce soit ?

Cette "liberté politique illimitée" pour les contre-révolutionnaires ne sera restreinte que lorsqu'ils se soulèveront par les armes, lorsqu'ils commenceront la guerre civile contre la dictature du prolétariat : "*Aucune classe sociale et aucun Etat n'ont jamais accordé pleine jouissance de droits politiques à ceux qui étaient engagés dans des actions violentes pour les renverser. La dictature du prolétariat ne pourra agir autrement à ce propos.*" (SU, 1977) [2]. Que veut dire cela ? Quelle est la conclusion qui se détache de ces affirmations ? Nous allons répondre. Les camarades du SU sont convaincus, ou s'efforcent de nous convaincre, que les différentes classes au pouvoir ayant existé dans l'histoire ont *accordé* la "pleine jouissance des droits politiques" à ceux qui "n'étaient pas engagés dans des actions violentes pour les renverser". Mais nous affirmons que c'est tout le contraire qui s'est réalisé : "*Aucune classe sociale ni état dominant n'a jamais concédé la pleine jouissance des droits politiques aux classes dominées et à leurs partis, pour plus pacifiques qu'ils aient été*". Le SU devrait dire ouvertement qu'il est d'accord que la prochaine dictature prolétarienne triomphante aille *contre* cette loi absolue de l'histoire de la société de classes, et qu'il inaugurerait la première dictature qui accorderait "la pleine jouissance des droits politiques" à ses ennemis de classe.

Ce programme du SU *pour après* la prise du pouvoir est la continuation de celui défendu par le camarade Novack pour les pays impérialistes *pour avant* la prise du pouvoir. Avec sa clarté coutumière, il l'avait formulé il y a quelque temps de la manière suivante : "Ceci requiert la mise en pratique d'un programme, d'une perspective et d'une stratégie révolutionnaires.

L'axe d'un tel programme est... de protéger les droits démocratiques et de les étendre".

(Novack, 1971) [3].

2. Une guerre civile soumise à un code pénal rigoureux et ultra-libéral.

La majorité du SU n'est pas moins démocratique et libérale avec la contre-révolution lorsque cette dernière se soulève en armes contre la dictature du prolétariat. Indubitablement, cette étape est celle pour laquelle le document souligne qu'il est nécessaire de faire certaines entorses aux "libertés politiques illimitées" dont doivent bénéficier les contre-révolutionnaires. Mais ces entorses seront prudentes, juridiques, et d'un libéralisme surprenant : "Il est donc nécessaire d'insister sur le fait que l'emploi de moyens d'autodéfense répressifs de la part du prolétariat et de son Etat *contre des tentatives de renverser le pouvoir des travailleurs par la violence, doit être strictement circonscrit à des crimes et actes prouvés, soit strictement séparé du domaine des activités idéologiques, politiques et culturelles.* Cela signifie en outre que la IV^e Internationale se prononce pour la défense et l'extension des conquêtes les plus progressistes des révolutions démocratiques bourgeoises dans le domaine du code pénal et de la justice, et lutte pour leur incorporation dans la constitution et le code pénal socialistes. Cela concerne des droits comme : a) *La nécessité de la loi écrite et le non-recours au concept de délinquance rétroactive.* L'accusation doit apporter la preuve du délit ; l'accusé est censé être innocent jusqu'à ce que cette preuve soit apportée. b) Les droits pleins et entiers de tous les individus pour déterminer leur propre défense. Immunité pleine et entière des avocats pour toute déclaration ou type de défense suivie au cours d'un procès. c) *Le rejet de tout concept de responsabilité collective de groupes sociaux, de familles, etc. (...).* e) L'extension et la généralisation des procès publics devant jurys. f) L'élection démocratique de tous les juges, avec droit de révocation de tous les élus au gré des électeurs." (SU, 1977) [4].

Il est nécessaire de rappeler que la majorité du SU ne se réfère pas ici au code soviétique idéal, à celui de l'époque où la dictature du prolétariat commence à cesser d'être nécessaire, mais à celui du moment culminant de la dictature révolutionnaire, quand une guerre mortelle est en cours avec la contre-révolution. Et c'est pour ce moment crucial qu'elle exige que ces normes pénales ultra-libérales soient strictement appliquées.

Comment se manifeste sur ce point l'artifice révisionniste du SU ? Le document fait une analogie historique, non seulement équivoque, mais aussi inédite.

3. La terreur rouge.

Il n'est déjà pratiquement plus nécessaire de démontrer que ces conceptions impliquent un abandon de la terreur rouge. Le document du SU ne peut le dire ouvertement, mais qu'est-ce, sinon, que cette mollesse, cet abandon du concept de "délinquance rétroactive" ? La terreur rouge prend des otages et applique des mesures pénales contre des "groupes sociaux et de familles", c'est-à-dire contre les représentants des classes exploiteuses, même s'ils n'ont rien fait. Y compris contre

Jusqu'à présent les marxistes ont toujours comparé la dictature du prolétariat, principalement quand il y a guerre civile, avec les dictatures de Cromwell et Robespierre, et jamais avec l'étape d'élaboration des codes pénaux bourgeois les plus progressistes, quand les têtes étaient déjà tombées. La majorité du SU oublie de dire que ces codes pénaux *ont été rédigés bien après que la bourgeoisie ait réussi à imposer sa dictature, et non pendant la guerre civile contre l'absolutisme et le féodalisme.*

Trotsky disait il y a de nombreuses années : "S'il faut comparer Lénine à quelqu'un, ce n'est pas à Bonaparte, c'est d'autant moins à Mussolini, c'est à Cromwell et à Robespierre. On est assez en droit de voir en Lénine le Cromwell prolétarien du XX^e siècle. Cette définition sera l'apologie la plus haute du Cromwell petit-bourgeois du XVII^e siècle." (Trotsky, 1926) [5].

"Cromwell fut en son temps un grand révolutionnaire et sut défendre, *sans s'arrêter devant rien*, les intérêts de la nouvelle société bourgeoise contre l'ancienne société aristocratique." (Idem) [6].

"Les analogies historiques exigent la plus grande prudence, surtout quand il s'agit du XVII^e et du XX^e siècles ; on ne peut pourtant pas n'être pas étonné de certains traits de ressemblance frappante entre les moeurs et le caractère de l'armée de Cromwell et de l'Armée Rouge." (Idem) [7]. Se référant aux futurs organes représentatifs de la révolution ouvrière anglaise, il assurait : "Elle aura d'autant plus de succès qu'elle aura mieux assimilé les leçons de l'époque de Cromwell".

Et résumant le rôle du droit pénal et constitutionnel sous les dictatures révolutionnaires, il disait que le prolétariat anglais : "...se convaincra par l'expérience de la Révolution anglaise, du rôle subalterne, auxiliaire et conventionnel du droit dans la mécanique des luttes sociales, surtout aux époques révolutionnaires, lorsque les intérêts fondamentaux des classes fondamentales de la société sont en jeu." (Idem) [8]. Et Trotsky comparait expressément les premières années de la dictature de Lénine avec celle de Robespierre : "Les mesures de terreur appliquées pendant la période initiale, et ainsi dénommée 'jacobine', de la révolution, furent imposées par les nécessités de fer de l'autodéfense" (Trotsky, 1935) [9].

leurs familles, comme avec le Tsar, qui fut exécuté avec tous les membres de sa famille, pour ne laisser aucune possibilité de revendications monarchiques. "Personne (comme Lénine) n'a compris aussi clairement, y compris avant la chute (du pouvoir), que *sans représailles contre les classes possédantes, sans mesures de terreur d'une sévérité sans parallèle dans l'histoire*, le pouvoir prolétarien, entouré d'ennemis des quatre côtés, ne pourrait jamais survivre. (...) La terreur

rouge fut une arme nécessaire de la révolution. Sans elle, celle-ci aurait péri. Il est arrivé plus d'une fois qu'une révolution a péri à cause de la faiblesse, de l'indécision et de la générosité du peuple travailleur en général" (Trotsky, 1924) [10]. Le SU prétend défendre le pouvoir de l'état du prolétariat révolutionnaire avec son code libéral, et non "en appliquant où cela est nécessaire les méthodes dictatoriales dures et implacables, sans reculer devant aucune mesure décisive pour écraser l'hypocrisie bourgeoise", comme disait Trotsky (1922) [11].

Mais une fois de plus, il faut voir si Lénine et Trotsky, chefs de la première dictature révolutionnaire triomphante, ont agi pendant la Guerre civile comme nous le disons, ou comme le régleme le document du SU. Et en passant, nous verrons si ce n'est vraiment qu'à partir de 1921 qu'ils ont divagué, comme le dit Mandel. Nous pensons que si nous appliquions les normes constitutionnelles et pénales du SU, nous parviendrions à la conclusion que nos maîtres furent des bureaucraties totalitaires incorrigibles, anti-démocratiques et répressifs, et qu'ils se trompèrent totalement bien avant 1921.

Voyons les faits. Comme le rapporte soigneusement Carr, presque immédiatement après l'insurrection d'Octobre, Trotsky lança publiquement un grave avertissement : "Nous retenons les cadets prisonniers, en tant qu'otages. Si nos hommes tombent aux mains de l'ennemi, que l'on sache que pour chaque ouvrier et chaque soldat nous exigeons cinq cadets... Ils croient que nous allons être passifs, mais nous démontrerons que nous pouvons être implacables lorsqu'il s'agit de défendre les conquêtes de la révolution". Un peu plus loin, il insistait : "Nous n'entrons pas dans le règne du socialisme avec des gants blancs et sur un sol ciré". A propos de l'illégalisation du parti des cadets, il disait : "A l'époque de la Révolution Française, furent guillotins par les jacobins, pour s'être opposés au peuple, des hommes plus honnêtes que les cadets ; nous n'avons exécuté personne et nous ne pensons pas le faire, mais il y a des moments où la colère du peuple est difficile à contrôler". En poursuivant ce type de raisonnement, il disait un peu plus loin : "demander que l'on renonce à toute répression en temps de guerre civile, c'est demander que l'on abandonne celle-ci... Vous protestez contre la douce et faible terreur que nous appliquons contre nos ennemis de classe, mais vous devez savoir que, avant que le mois ne se termine, la terreur assumera des formes plus violentes, suivant l'exemple des grandes révolutions françaises. La guillotine sera là pour nos ennemis, et non plus simplement la prison." La dictature de Lénine et de Trotsky donna à la Tchéka le pouvoir de châtier en accord avec les "circonstances de l'événement et les impératifs de la conscience révolutionnaire", et non sur la base de la loi écrite. Et nous n'oublions pas que plusieurs années plus tard Trotsky considéra la Tchéka comme le "véritable centre du pouvoir, pendant la période la plus héroïque de la dictature prolétarienne" (Trotsky, 1931) [12].

Mais revenons au récit de Carr. Sur la base d'un critère de classe, quelques semaines après l'insurrection d'Octobre, on appliqua le travail forcé, "envoyant les hommes et les femmes de la bourgeoisie creuser des tranchées pour la défense de la capitale contre les allemands", sans qu'il importe en rien qu'ils soient ou non

coupables de quelque chose, dans la mesure où ils étaient condamnés aux travaux forcés parce qu'ils appartenaient à la bourgeoisie. En 1918, Lénine écrivit un article, non publié en ce moment, où il proposait de "*mettre en prison dix riches, une douzaine d'escrocs et une demi-douzaine d'ouvriers rencontrés en dehors du chemin de leur travail*" et "*de fusiller sur le champs un sur dix des coupables de vagabondage*". Et même plus : "tant que nous n'imposerons pas la terreur - *fusillant sur le champ* - aux spéculateurs, nous ne parviendrons à rien".

Dans sa proclamation du 22 février 1918, dans laquelle était décrétée "la patrie socialiste en danger", la Tchéka ordonnait aux soviets locaux qu'ils "recherchent de toutes parts, arrêtent et fusillent *immédiatement* (Horreur ! sans loi écrite ni avocat !) tous les agents de l'ennemi, *agitateurs* et spéculateurs contre-révolutionnaires". A partir de cette proclamation, la Tchéka réalisa des exécutions dont "on ne peut déterminer en quelle quantité,- sans aucun processus régulier ou jugement public". Commentant ces faits, Sverdlov déclarait en juillet 1918 : "des dizaines de sentences de mort furent exécutées par nous dans toutes les villes, à Pétrograd, à Moscou et dans les provinces".

Quand en août 1918 se produisit un soulèvement koulak à Pnéja, Lénine ordonna de "mettre en marche une terreur de masse implacable contre les koulaks, *les prêtres*, les gardes blancs et... de garder les suspects dans un camp aux environs de la ville", recommandant que l'on "prenne des otages qui répondront de leur vie de la rapidité et de l'exactitude des livraisons de grain."

Une résolution du gouvernement soviétique du 29 juillet 1918, basée sur des discours antérieurs de Lénine et de Trotsky, dit : "Le pouvoir soviétique doit garantir ses arrières, plaçant la bourgeoisie sous la surveillance et appliquant contre elle la terreur des masses". C'est-à-dire, appliquant le "concept de délinquance rétroactive" et de "responsabilité collective des groupes sociaux". Expliquant cette doctrine léniniste et trotskyste, Dzedinsky déclarait : "La Tchéka n'est pas un tribunal ; c'est la défense de la révolution, comme l'est l'Armée Rouge et, de même que dans la guerre civile, l'Armée Rouge ne peut s'arrêter pour se demander si elle va nuire à des individus particuliers, mais ne doit prendre en compte qu'une seule chose : - *la victoire de la révolution sur la bourgeoisie* -, de même la Tchéka doit défendre la révolution et vaincre l'ennemi,... *bien que son épée tombe occasionnellement sur les têtes des innocents*." Après l'attentat dans lequel Uritsky fut tué et Lénine blessé, le gouvernement promulgua la résolution suivante : "Tous les contre-révolutionnaires et *ceux qui les incitent* seront considérés comme responsables de tous les attentats contre les fonctionnaires du gouvernement soviétique et ceux qui soutiennent les idéaux de la révolution socialiste. A la terreur blanche des ennemis du gouvernement des ouvriers et des paysans, répliqueront par une terreur rouge massive contre la bourgeoisie et ses agents." Pendant le second semestre de 1918 furent fusillés à Pétrograd cinq cent douze contre-révolutionnaires déclarés "otages". Il n'y a aucun doute que fut appliqué le "concept de délinquance rétroactive", dans la mesure où il s'agissait dans de nombreux cas de "ministres tsaristes et d'une importante liste de hauts personnages". La Tchéka "ne juge pas, mais châtie", disait un de ses

membres. Carr, avec toute son habileté, note : "L'essence de la terreur était *son caractère de classe*. Elle sélectionnait ses victimes, *non en raison de délits spécifiques*, mais de leur appartenance aux classes possédantes." Carr le comprit très bien, et non à la manière de ceux qui ont rédigé les thèses du SU, qui - abandonnant le point de vue de classe - ne condamneront que pour des "délits spécifiques" ou des "actes prouvés", pendant la guerre civile.

Si nous nous sommes à ce point arrêtés à ces citations, c'est pour démontrer que pour Lénine,

Trotsky et les bolcheviks, il n'y avait ni "loi écrite", ni "non recours au concept de délinquance rétroactive", ni "emploi de moyens répressifs circonscrits à des crimes et actes prouvés", ni "rejet de tout concept de responsabilité collective de groupes sociaux, de familles, etc.", et que l'accusé n'était pas "censé être innocent jusqu'à ce que fût apportée la preuve du délit" ; c'est-à-dire, qu'il n'y avait rien qui tienne devant la loi, celle-ci tout à fait absolue, de défense de la révolution contre les intentions armées de la contre-révolution.

4. Que firent les dirigeants des autres grandes révolutions ?

Pourquoi Lénine et Trotsky agirent-ils ainsi ? Furent-ils les premiers dans l'histoire ? Evidemment non ; toutes les grandes révolutions triomphantes firent de même.

Comment des idéaux comme "l'égalité civile", la "déclaration des droits de l'homme", qui tiennent éveillés les démocrates, purent-ils être imposés ? Il semblerait que le SU soit certain que ce fut grâce à un code pénal humanitaire ; mais Robespierre, au contraire, se demandait : "Faut-il juger les précautions exigées par le salut public en temps de crise, provoquée par l'impuissance-même des lois, avec le code criminel à la main ?" Et il expliquait : "Si l'attribut du gouvernement populaire dans les époques de paix est la vertu, ses attributs en temps de révolution sont à la fois la vertu et la terreur : la vertu sans laquelle la terreur est funeste, la terreur sans laquelle la vertu est impuissante. Il n'y a pas de terreur sans justice rapide, sévère, inflexible ; elle est pour cela une émanation de la vertu". Toujours Lénine, à propos de la Révolution Française, disait en 1920 au communiste Frossard : "un français ne peut en rien renoncer à la Révolution Russe, car par ses méthodes et ses procédés, elle recommence la Révolution Française". Et nos patriotes, ceux qui ont libéré l'Amérique du joug de la couronne espagnole ou anglaise, nos "libérateurs", les héros de "l'indépendance" et de la "démocratie", comment agirent-ils ?

Bolívar soutenait qu'il fallait fusiller les espagnols qui ne soutenaient pas la révolution. "Tout espagnol qui ne conspire pas contre la tyrannie en faveur de la juste cause, par les moyens les plus actifs et efficaces, sera tenu pour ennemi, et châtié en tant que traître à la patrie, et sera en conséquence irrémissiblement passé par les armes. Au contraire, un pardon général et absolu sera accordé à ceux qui passeront à notre armée avec ou sans leurs armes ; à ceux qui prêteront assistance aux bons citoyens qui s'efforcent de secouer le joug de la tyrannie. Les officiers de l'armée et les magistrats civils qui proclament le gouvernement de Venezuela et se joignent à nous conserveront leurs emplois et leurs charges ; en un mot, les espagnols qui se signalent par leurs services rendus à l'état seront considérés et traités comme des américains. (...) Espagnols et Canariens, comptez sur la mort, même en étant indifférents, si vous n'oeuvrez pas activement à la liberté de l'Amérique. Américains, comptez sur la vie, quand bien même vous seriez coupables." (Bolívar, 1813) [13]. Celui qui serait aujourd'hui un disciple conséquent de Bolívar promulguerait un décret disant que "tout grand bourgeois qui n'entre pas dans l'armée

prolétarienne et ne la soutient pas de toutes ses forces sera fusillé". Et Jefferson dit pendant la révolution américaine : "Dans la lutte, qui est nécessaire, tombèrent sans les formalités de la justice de nombreuses personnes coupables, et, avec elles, quelques-unes innocentes. Je le déplore plus que quiconque et pleurerai quelques uns d'entre eux jusqu'à ma mort, mais de la même manière que s'ils étaient tombés sur le champ de bataille. Il fut nécessaire d'utiliser l'arme du peuple, un mécanisme qui n'est pas aussi aveugle que les balles et les bombes, mais qui l'est jusqu'à un certain point."

En accord avec cette manière correcte de faire des analogies, il y eut toujours pour les marxistes cinq lois historiques de toute dictature révolutionnaire, qui sont immuables :

Premièrement : La bourgeoisie, lorsqu'elle réalisa sa révolution contre le féodalisme et l'absolutisme, imposa les grandes dictatures révolutionnaires de Cromwell et Robespierre, lesquelles ne donnèrent aucune sorte de libertés à leurs ennemis contre-révolutionnaires (rappelons-nous que ce n'est pas par hasard si la guillotine fut le symbole des meilleures années de la Grande Révolution Française de 1789).

Deuxièmement : Le prolétariat, comme vient de le montrer clairement l'exemple de la dictature révolutionnaire de Lénine et de Trotsky, n'a agi et n'agira pas autrement que Cromwell et Robespierre, bien qu'évidemment avec un caractère de classe différent, prolétarien et non bourgeois ou petit-bourgeois.

Troisièmement : il faut donc distinguer entre les situations révolutionnaires et de guerre civile, et celles de stabilisation d'une dictature. Quand il y a stabilité, il peut y avoir démocratie, jurisprudence, des normes relativement stables ; quand on entre dans une période révolutionnaire ou il s'agit pour la dictature, comme lors de la guerre civile, de s'imposer ou de survivre, tout se résout par les forces en lutte et non pas des normes. Plus précisément, celles-ci sont détruites par les classes et leurs partis qui se livrent une guerre mortelle.

Quatrièmement : Dans les moments critiques, la contre-révolution recourt à la plus féroce répression, et tout révolutionnaire qui se respecte doit recourir à la terreur révolutionnaire. Chaque classe en lutte pour sa survie recourt alors à la dictature la plus acharnée et implacable pour triompher ou survivre. La dictature révolutionnaire du prolétariat est l'application scientifique consciente de ces lois absolues de l'histoire des révolutions, de la lutte de classes et de l'établissement de toute dictature révolutionnaire.

Cinquièmement : il y a une autre loi qui complète les précédentes : chaque fois que les classes exploitées, pour n'avoir pas appliqué ces lois inexorables des révolutions et des dictatures révolutionnaires, se montrèrent "magnanimes", "humanitaires", "prudentes", "normatives", "juridistes", "démocratiques" avec

la contre-révolution, toujours cette dernière triompha.

Ce sont là les lois que le SU ignore. C'est la première fois que quelqu'un qui se dit trotskyste désire soumettre la révolution et la guerre civile à un code pénal. Trotsky affirma inlassablement le contraire.

5. Le SU Sera-t-il conséquent ? Luttera-t-il en faveur de la "liberté politique illimitée" pour le Shah, Pinochet et Somoza ?

Toute position a sa logique irréductible, dont les conséquences ne sont parfois pas prévues par ses auteurs. La position de James Burnham selon laquelle l'URSS n'était pas un état ouvrier, se transforma, au fil des années, en un soutien politique conséquent à l'impérialisme yankee. Quelque chose de semblable se produira avec les auteurs de "Démocratie Socialiste et Dictature du Proletariat" s'ils ne reviennent pas à la défense de la position marxiste. Ses conséquences politiques pratiques ne sont pas encore évidentes. Mais il y a là les prémisses théoriques qui amènent inexorablement à des positions politiques directement contre-révolutionnaires.

Supposons que demain la révolution ouvrière triomphe en Iran, en Espagne, au Portugal, au Nicaragua ou au Chili. Le mouvement de masses voudra se faire justice, de ses propres mains, et tentera de se venger du Shah, de Somoza, de Pinochet et des tortionnaires de Franco et Salazar. Quelle sera la position du SU face à cette alternative ?

S'ils sont conséquents avec leur résolution, il n'y a pas matière à des doutes : si le Shah, Pinochet ou les tortionnaires de Somoza sont emprisonnés, ils lutteront dans la rue pour leur liberté et pour éviter qu'ils soient jugés. Pourquoi ? Parce qu'ils veulent que "... La Quatrième Internationale se prononce en faveur... de la nécessité de la loi écrite et du non recours au concept de délinquance rétroactive" pour juger les contre-révolutionnaires. Si le pouvoir ouvrier édicte une loi, celle-ci ne pourra juger aucun délit qui se soit produit avant la date de sa promulgation. Comme cette loi sera promulguée sous la dictature ouvrière, qui sera toujours postérieure au gouvernement du Shah, de Somoza et de Pinochet, il n'y a pas à revenir en arrière, la dictature ouvrière du SU a les mains liées par les normes inviolables de sa résolution et ne pourra juger les dictateurs les plus sanguinaires de cette époque. Il faudra lutter pour leur libération immédiate et pour qu'ils ne soient pas jugés. La même chose se produira avec les membres des organisations terroristes d'extrême droite ou les briseurs de grèves professionnels : ils ne pourront pas être jugés parce que les lois de la dictature du SU n'ont pas d'effet rétroactif. C'en est fini de la justice de classe et révolutionnaire, qui laisse libre cours à l'initiative et à la haine des masses, exprimées dans des assemblées souveraines qui jugent les fascistes, les tortionnaires, les assassins, les briseurs de grèves et les traîtres pour ce qu'ils ont fait et pour ce qu'ils font, sans prendre en aucune manière en compte les lois préexistantes ou écrites.

Au lieu de cela commence la justice du SU, petite-bourgeoise, normative, qui veut imposer des normes écrites, inviolables, à la haine légitime de la

mobilisation des masses et qui semble nous dire : "Prenez garde de toucher un cheveu du sbire du Shah, de la PIDE, de Franco ou Pinochet, s'il n'y a pas de loi pénale écrite antérieure à son délit." Il n'en manquait pas plus ! Comment ces travailleurs incultes vont-ils prétendre se faire justice de leurs propres mains, sans connaître l'histoire du droit pénal et sans accepter "la défense et l'extension des conquêtes les plus progressistes des révolutions démocratiques-bourgeoises sur le terrain du Code Pénal et de la justice", en voulant nous tirer en arrière, à l'époque sauvage et illettrée de la justice directe, démocratique, à main levée, du communisme primitif ?

Ceci n'est pas une discussion académique. Si le SU est conséquent, cela signifiera la rupture de la IV^e Internationale et un affrontement physique dans la rue, depuis des tranchées opposées, entre les partisans du SU et nous. Si la révolution ouvrière triomphe en Iran ou si le Shah est renversé, les partisans de notre document lutteront dans la rue pour le jugement du sinistre monarque et de tous ses tortionnaires et collaborateurs, qu'il y ait ou non une loi qui justifie formellement son jugement. Dit d'une autre manière : sans prendre en compte en aucune manière le code pénal iranien et le "non recours au concept de délinquance rétroactive", nous appuyant sur la haine légitime du mouvement de masses à l'encontre du Shah et de ses sectateurs, ainsi que sur les besoins politiques des travailleurs, nous avancerons et nous lutterons pour le mot d'ordre de "jugement du Shah et de ses sbires assassins" ; le SU manifesterà dans les rues de Téhéran, en compagnie du Shah, de sa soeur et de ses tortionnaires, dans une manifestation opposée à la nôtre, sous le mot d'ordre de "Pour le non-recours au concept de délinquance rétroactive", "Pour le non-jugement du Shah et de ses sbires s'il n'y a pas de loi pénale préexistante".

Mais ce n'est pas tout. Après avoir lutté pour que le Shah et ses assassins soient libérés inconditionnellement des prisons de la dictature du prolétariat, le Secrétariat Unifié, s'il est conséquent, combattra pour que ces "individus" avec leur "groupe" aient une "liberté politique illimitée", "jouissent d'une liberté complète d'action, de propagande, d'agitation, et d'un plein accès aux moyens de diffusion en rapport avec leur nombre". C'est là la future politique du SU s'il n'est pas arrêté à temps. Nous espérons que cette image soit suffisamment répugnante pour que ceux qui suivent le SU fassent marche arrière et votent avec nous pour que les contre-révolutionnaires d'avant et d'après la dictature révolutionnaire soient jugés démocratiquement par le mouvement de masses, sans loi écrite ou code pénal préalable et sans l'interdiction d'appliquer la "délinquance rétroactive".

6. Un exemple qui éclaire tout.

N'importe quel ouvrier qui soit intervenu dans une grève plus ou moins combative pourra comprendre parfaitement bien ces divergences sur la dictature du prolétariat et la guerre civile, et combien la position de la majorité du SU est humanitaire, démocrate, libertaire. En somme, un nouvel anarchisme intellectuel. Supposons que nous soyons à la veille d'une grève, et que la majorité du SU nous envoie une résolution dans laquelle elle nous dise que "une fois la grève commencée, tous les membres de l'usine (président et membres de la direction, gérants, contremaîtres, employés et ouvriers) auront une "liberté politique illimitée" ", et que "ceux qui s'opposeraient à la grève par les armes seraient jugés par un code pénal très libéral, avec un tribunal ouvrier, une accusation publique et leurs avocats".

Supposons que le lendemain la grève se déclare et que quelques jaunes appellent à travailler, mais sans même entrer dans l'usine ni attaquer les grévistes physiquement. Que faisons-nous ? Nous accordons-nous à ce que vient de nous dire le SU, ou luttons-nous féroce-ment contre ceux qui appellent à briser la grève, en laissant primer sur toute autre considération l'intérêt suprême qui est de gagner cette lutte ? Tout ouvrier qui a une conscience de classe et est combatif sait que dans ces moments il faut appeler à se servir de n'importe quel moyen permettant d'écraser les propagandistes du patronat. N'importe quelle méthode est bonne si elle terrorise les briseurs de grève potentiels, affaiblit les patrons et fortifie la grève, et est mauvaise si elle ne permet pas d'atteindre ces objectifs. Bien que cela paraisse grossier, nous voulons en revenir à demander aux camarades du SU quel est leur programme pour la grève. Donner une liberté totale à tous les membres de l'usine, du patron bourgeois aux ouvriers vendus ? En arriver au point de laisser le parti politique du patron faire de la propagande dans l'assemblée ouvrière, si un seul ouvrier le demande, pour défendre dans un débat public son point de vue, en faveur du patronat, contre la grève lui donner la rotative du syndicat afin, qu'avec les ouvriers qui sont ses agents, il édite un bulletin

contre la grève ? Bien que cela soit saugrenu, c'est le programme du SU. Le choix est irréductible : nous faisons la grève en donnant une liberté d'expression complète à tous les membres de l'usine, les grévistes, les patrons et les ouvriers vendus qui leur sont dévoués, ou nous la faisons avec un programme trotskyste orthodoxe, celui de Lénine et de Trotsky, et qui continue à être le nôtre : chasser et réprimer sans aucun égard les briseurs de grève, sans leur donner aucune liberté pour leur propagande pro-patronale. Notre objectif est que la grève triomphe, et tout ce que nous faisons lui est subordonné. C'est la même chose avec la révolution ouvrière et la dictature révolutionnaire du prolétariat. Nous ne la faisons pas pour qu'il y ait immédiatement liberté pour tout le monde, mais pour que la révolution continue à avancer et pour écraser tous ceux qui s'opposent à elle, les contre-révolutionnaires et leurs agents. Nous devons agir de même avec ceux qui se lancent dans la propagande en faveur des patrons, afin de briser la grève, même s'ils ne viennent pas travailler pour le moment et ne répriment pas physiquement les grévistes. Parce qu'une grève n'est rien à côté des premières étapes d'une dictature révolutionnaire du prolétariat ; à côté, elle n'est qu'un jeu d'enfant.

Il est triste d'avoir à dire des vérités aussi élémentaires à des camarades comme ceux qui font aujourd'hui partie de la majorité du SU et ont écrit la résolution ; à des camarades qui ont pu se maintenir dans la voie du trotskysme malgré trente ans de pressions stalinienne. De même que dans une grève il n'y a pas de démocratie pour tous, mais pour ceux qui luttent pour elle, pour les grévistes, et de même qu'un briseur de grève est traité à coups de pieds, pendant les premières phases de la dictature ouvrière révolutionnaire, il y aura la démocratie pour les révolutionnaires, pour ceux qui sont engagés dans une lutte à mort contre la restauration bourgeoise impérialiste, dans la mesure où ils ont absolument besoin de cette liberté, pour trouver les moyens les plus adéquats qui leur permettent de continuer à développer la révolution et à parvenir à écraser définitivement les contre-révolutionnaires.

7. La mobilisation ouvrière contre la réaction capitaliste : une contradiction insoluble pour la "dictature" du SU.

Un des fondateurs du trotskysme argentin, Quebracho, lança une phrase qui fit carrière. Contre le front-populisme stalinien qui se refusait à organiser des comités de défense pour affronter les fascistes, il lança le mot d'ordre "On ne discute pas avec le fascisme, on le détruit" Ainsi, il ne faisait que suivre Trotsky, qui avait insisté sur la nécessité d'utiliser la force physique de l'avant-garde ouvrière, appuyée sur le prolétariat, pour attaquer, et si c'était possible, balayer définitivement tout groupe fasciste.

Jamais on a dit que si le fascisme n'utilisait que des méthodes propagandistes et idéologiques à des moments déterminés, il fallait le combattre exclusivement sur ces terrains. Quand et comment l'attaquer dépendait du rapport de forces et uniquement de cela, comme dans n'importe quelle autre lutte totale entre classes et

partis révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Pour cela, jamais aucun trotskyste n'a eu de doutes pour attaquer une réunion fasciste, n'aurait-elle été convoquée que pour étudier "Mein Kampf" de Hitler. Si l'avant-garde armée, appuyée sur le prolétariat, avait été disposée à prendre l'initiative contre ce groupe d'étude nazi, tout le trotskysme l'aurait applaudie, conscient que l'étude de "Mein Kampf" amènerait inévitablement à l'assassinat d'ouvriers de gauche, peut-être de nos camarades. Ces exemples montrent que la lutte propagandiste, idéologique, politique, physique, est étroitement liée, qu'il n'y a pas de barrières figées, et encore moins pour l'ennemi. Nous n'attendons jamais que le caractère de la lutte change pour le faire nôtre. Tout dépend des convenances. Nous pouvons donner l'exemple du groupe d'étude, de l'angle opposé. Si nous avons les

forces pour le faire, de l'étude, des écrits de Trotsky sur le fascisme, notre groupe d'étude passera à l'attaque physique contre les bandes fascistes.

Nous espérons que la majorité du SU n'a pas changé cette position marxiste classique pour les moments antérieurs à la prise du pouvoir. C'est à dire que nous croyons qu'ils continuent à défendre la combinaison des différentes formes de lutte quand les affrontements entre la classe ouvrière et les groupes contre-révolutionnaires deviennent violents, avec des caractéristiques de guerre civile. Parce que pour le reste des situations, ils ont changé leur conception.

Supposons qu'après la victoire de l'insurrection la classe ouvrière veuille continuer à agir de la même manière qu'avant et pendant la prise du pouvoir ; c'est-à-dire qu'elle soit disposée à continuer à se mobiliser physiquement contre les contre-révolutionnaires. Le SU pense que nous devons alors affronter la contre-révolution de manière idéologique et propagandiste, mais jamais en restreignant sa "liberté politique illimitée" et encore moins en l'attaquant physiquement : "... le seul moyen par lequel la classe ouvrière peut s'éduquer idéologiquement, et peut se libérer avec succès de l'influence des idées bourgeoises et petites-bourgeoises est la confrontation idéologique", "la conduite d'une lutte sans répit contre ces idéologues *sur le terrain de l'idéologie elle-même*". (SU, 1977) [14].

Le prolétariat victorieux, selon le SU, au lieu d'organiser les plus puissantes manifestations et d'attaquer de toutes ses forces les contre-révolutionnaires, devra envoyer un télégramme avec accusé de réception à chaque groupe ennemi qui n'aurait pas pris les armes contre le pouvoir ouvrier. S'il s'agit de l'Iran, il devra envoyer un télégramme au Shah, - si toutefois il n'a pas pris les armes contre le pouvoir ouvrier -, pour l'informer qu'il y aura un référendum pour savoir le nombre de ses adhérents, et ainsi procéder à l'octroi de ses espaces correspondants dans le cadre des mass-média. Chaque jour que nous allumerons la radio ou la télévision, en Iran, si la dictature du SU triomphe, nous verrons le Shah et ses sectateurs parler en chaîne de par tout le pays, pendant une heure entière, et ensuite le camarade Mandel ou un de ses partisans iraniens leur répondre en expliquant aux ouvriers qu'il ne faut pas attaquer ces personnes comme avant la prise du pouvoir, mais qu'il faut uniquement les combattre idéologiquement. La même chose se produira au Nicaragua avec Somoza, par exemple. Franco et Salazar n'auront pas d'heures d'antennes pour parler, non pas par décision du SU, mais parce qu'ils sont morts. Malgré tous nos efforts, nous ne comprenons pas pourquoi il faut que cela se passe ainsi.

Pour la majorité du SU, le prolétariat au pouvoir se conduira à l'encontre de la bourgeoisie et de la contre-révolution impérialiste, de la même manière dont, selon Hollywood, les chevaliers du Moyen Age se comportaient avec leurs pairs : il ne les attaquera pas physiquement s'ils ne l'ont pas fait auparavant contre lui, et utilisera les armes de l'adversaire. Ceci peut sembler une exagération polémique, mais néanmoins s'ajuste strictement à ce que dit le document de la majorité du SU. Ils y insistent sur le fait qu'il faut répondre à la bourgeoisie, aux partis réactionnaires et contre-révolutionnaires, idéologiquement s'ils emploient les armes idéologiques, que pour permettre le "duel" ils

leur donneront les droits les plus absolus d'organisation et de propagande, et qu'exclusivement dans le cas où ceux-ci utiliseraient des armes à feu, dans ce cas seulement, ils leur répondraient de la même manière et restreindraient leurs droits démocratiques. Tout est réduit à un prétendu code de l'honneur de la chevalerie médiévale, et non aux lois de fer de la lutte de classes.

Les affirmations du SU viennent en droite ligne du Siècle des Lumières, et du rationalisme français, avec sa surestimation de la force des idées dans le processus historique, et vont à l'encontre de tout ce que le marxisme a dit à ce sujet. Nous croyons que tant que l'économie mondiale continue à développer des formes capitalistes de production et à provoquer l'apparition de secteurs bourgeois, petit-bourgeois et d'ouvriers privilégiés, il n'y a absolument aucune possibilité que disparaisse l'influence des idées bourgeoises et petites-bourgeoises, quand bien même nous lutterions idéologiquement contre elles pendant un millénaire. Et, au contraire, nous affirmons que si nous implantons une forte dictature révolutionnaire qui parvienne à extirper toute perspective économique d'apparition de secteurs économiques privilégiés, pour parvenir à une économie mondiale socialiste, il n'y aura plus la plus minime possibilité que prospère un millimètre de ces idées. Ceci ne veut pas dire que nous n'ions la grande importance de la lutte idéologique, mais nous exigeons qu'elle soit remise à sa place véritable : qui est très importante, mais ne constitue pas le "seul moyen" : ou le moyen privilégié afin d'extirper l'idéologie bourgeoise. Sa fonction réside en un puissant soutien à la mobilisation permanente des travailleurs qui amène à l'extirpation du régime capitaliste. C'est-à-dire que le "seul moyen" qu'ait l'humanité pour dépasser l'idéologie bourgeoise n'est pas la lutte idéologique contre elle, mais de parvenir à un nouveau système de production.

Dans son soin à justifier qu'on ne doive combattre la contre-révolution que sur le terrain qu'elle-même choisit, sans que le parti révolutionnaire puisse jamais prendre l'initiative de l'attaquer de la manière qui lui convienne le mieux, le SU utilise un autre argument, complémentaire, mais de type négatif : toute mesure administrative contre les partis contre-révolutionnaires, sauf le moment où ils prennent les armes contre le pouvoir ouvrier, va à la longue à l'encontre des révolutionnaires. Ce n'est là rien qu'un autre fétiche, mais négatif : les mesures administratives ou punitives sont toujours mauvaises. Nous le nions, comme les autres fétichismes, juridiques, normatifs et institutionnalistes, de la majorité du SU. "La répression peut se montrer parfaitement efficace contre une classe qui quitte la scène, la dictature révolutionnaire de 1917-1923 l'a parfaitement démontré..." (Trotsky, 1936) [15]. La conception du SU est défensive. Et c'est également une conception métaphysique, de luttes séparées en compartiments étanches, sans aucune relation entre eux, et qui ne passent pas de l'un à l'autre si l'ennemi ne l'a pas lui-même fait auparavant. Posé de cette manière, on élimine la possibilité qu'un état ouvrier puisse prendre l'initiative de commencer une guerre révolutionnaire contre un état bourgeois. Cette possibilité fut soulignée par Lénine et Trotsky de nombreuses fois. C'est une variante qu'il n'est pas possible d'écarter pour le futur. Mais si nous sommes conséquents avec le raisonnement du SU, jamais un état ouvrier ne doit prendre

l'initiative d'une guerre révolutionnaire, il lui faut se limiter à opposer à la propagande de l'état bourgeois ennemi uniquement sa propre propagande. Nous ne sommes pas d'accord. Nous ne croyons pas qu'à la longue les mesures administratives et physiques soient mauvaises, que les sanctions pénales soient inutiles si elles ne sont pas appliquées avec un avocat et une loi écrite, que réprimer une lutte idéologique avec des méthodes violentes soit négatif parce qu'il ne faudrait opposer à la lutte idéologique que son égale. Comme nous ne croyons pas non plus que faire la guerre à l'Allemagne de Hitler en 1933 eut été une erreur, il s'agit là d'un critère petit-bourgeois avec un complexe de culpabilité, qui contraint à dire que c'est la bourgeoisie qui a lancé la première pierre. Pour nous, lancer la première pierre est un orgueil, un devoir. L'autre critère constitue une capitulation face à l'opinion publique petite-bourgeoise des pays occidentaux, et n'a rien à voir avec le marxisme. Celui-ci pense que la lutte de classes est une guerre totale dans laquelle sont utilisées toutes les méthodes et armes pour vaincre l'ennemi de classe : administratives, pénales, propagandistes, idéologiques, théoriques, économiques et principalement physiques et politiques, et que pour le vaincre on privilégie les plus adéquates sans se subordonner au fait que l'autre les ait ou non utilisées préalablement. Ce qui ne veut pas dire que chaque type de lutte n'ait pas ses lois spécifiques, oui, elle l'a, mais dans le cadre d'une unité d'ensemble. La plus importante de ces luttes est celle qui détruit physiquement et politiquement la contre-révolution. C'est ce que Trotsky nous a dit avec sa clarté habituelle : "la violence révolutionnaire fut la méthode fondamentale employée contre les propriétaires terriens et les capitalistes", au lieu des appels plaintifs du SU à

les combattre idéologiquement s'ils ne se soulèvent pas par les armes. Et dans la même page il insistait : "On ne peut gagner les exploités au socialisme ; il fallait briser leur résistance, quoi qu'il en coûte" (Trotsky, 1933) [16].

La résolution du SU nous donne un schéma presque complet pour après la prise du pouvoir, jusqu'à nous indiquer comment faire les appels téléphoniques pour nous informer. La "seule" chose qui n'est pas expliquée est ce que fera la dictature du SU face à une mobilisation ouvrière qui attaque physiquement les propagandistes de la contre-révolution bourgeoise, comme nous conseillons de le faire avant la prise du pouvoir. Et les normes du SU ? Est-ce qu'elles l'interdiront ? Est-ce qu'elles l'encourageront, ou, au moins, le permettront ? Et les ouvriers ? Pourront-ils prendre l'initiative d'agresser physiquement les militants des partis et les éditeurs des journaux contre-révolutionnaires ? Et s'ils le font, seront-ils punis par le code pénal du SU ?

Pour nous, il n'y a pas de doutes possibles : la contre-révolution impérialiste (même sous le nom honteux de "réaction" que lui donne la majorité du SU) doit être combattue de la manière que la classe ouvrière juge la plus utile et nécessaire pour la mettre en déroute, sans s'attacher ni s'engager avec aucune norme figée. Pour cela, au frontispice de l'arc de triomphe de la dictature révolutionnaire du prolétariat, en grandes lettres, nous paraphaserons la fameuse phrase de Quebracho : "SOUS LA DICTATURE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT, ON NE DISCUTE PAS AVEC LA CONTRE-REVOLUTION IMPERIALISTE, ON LA DETRUIT !" !

Notes

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 13.
2. Idem, p. 14.
3. Novack, *Democracia y revolucion*, p. 230.
4. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 14.
5. *Où va l'Angleterre*, p. 129.
6. Idem, p. 127-128.
7. Idem, p. 135.
8. Idem, p. 130.
9. "Romain Rolland executes an assignment", Writings, 1935-1936, p. 162.
10. "Our differences", *The Challenge of the Left Opposition*, p. 294.
11. "The Fourth World Congress", *The first 5 years of the Communist International*, Volume 2, p. 187.
12. "At the fresh grave of Kote Tsintsadze", *Portraits, political and personal*, p. 94.
13. "Decreto de guerra y muerte", *Ideas políticas y militares*, p ; 22 et 23.
14. Démocratie socialiste et dictature du prolétariat, p. 13.
15. *La révolution trahie*, p. 191.
16. "La degeneracion de la teoria y la teoria de la degeneracion", *Escritos*, Tomo IV (1932-1933), volumen 2, p. 325.

II. Messianisme européiste : La contre-révolution impérialiste disparaît.

1. Uniquement des avantages pour l'Europe.

Comme un Moïse moderne, Mandel croit que ses "pays européens" sont les élus pour avancer vers le socialisme. Et au lieu de un Messie, toute une série de conditions exceptionnelles joueront en sa faveur et les "sauveront" de la contre-révolution impérialiste et de toutes ses conséquences.

Le messianisme, expression typique de la petite bourgeoisie impressionniste, ne connaît ni nuance, ni contradiction. Il oscille sans cesse entre le pessimisme le plus absolu, comme celui de la guerre mondiale inévitable dans un délai déterminé, et l'optimisme total, qui est celui d'ignorer les difficultés et de ne considérer que les avantages absolus. Cependant la réalité n'est jamais ni absolument négative ou positive. Les éléments favorables ou défavorables à nos objectifs se combinent généralement d'une certaine façon, ce qui fait qu'à chaque moment précis il existe plus ou moins de conditions favorables pour la révolution ou la contre-révolution.

Le messianisme du SU se dévoile dans son document par les silences et par l'absence d'inconvénients envisagé par la révolution socialiste et la dictature du prolétariat. Pour Mandel cela se fait explicite. Durant l'interview qu'il accorda à Weber en Mai 1976, il explique pourquoi il considère que les peuples d'Europe occidentale devront parcourir un chemin différent de celui qu'ont dû parcourir jusqu'à maintenant le reste de l'humanité pour arriver à la révolution.

Le premier avantage est celui de l'improbable possibilité d'une intervention de la contre-révolution impérialiste. "Je n'ai pas remarqué au Portugal une "descente" de l'armée régulière espagnole, pour ne pas dire de l'armée régulière française ou allemande ou américaine - et je ne crois pas qu'une révolution victorieuse en Espagne, en Italie ou en France aura à faire face à cela, dans les premiers trois ou six mois. Le monde est aujourd'hui très différent de ce qu'il était en 1917." (Mandel, 1976) [1].

Et un peu loin, il ajoute, en se référant aux possibilités de permanence d'un gouvernement de front populaire européen, comme c'est arrivé au Chili : "Le Chili, ça a duré trois ans, avec une classe ouvrière infiniment plus faible qu'en Europe occidentale, et avec la possibilité d'une intervention directe de l'impérialisme américain, qui est tout de même plus réduite en Europe occidentale qu'au Chili". (Idem) [2].

Ces affirmations de Mandel sont totalement irresponsables. Au Portugal il n'y a pas eu de révolution triomphante qui oblige la contre-révolution étrangère à intervenir militairement. Comme le démontrèrent les faits postérieurs, la révolution portugaise fut rigoureusement contrôlée par l'impérialisme. Seuls ceux qui croyaient, avec les secteurs d'extrême-gauche de toutes sortes, que sous le gouvernement de V. Gonçalves allait se produire la révolution ouvrière, seuls ceux-là peuvent aujourd'hui considérer la nécessité pour l'impérialisme d'intervenir militairement. Pourquoi Mandel est-

il si sûr qu'une révolution triomphante au sud de l'Europe ne sera pas attaquée militairement par les armées bourgeoises de cette partie du continent durant les trois ou six premiers mois ? Quand donc ? Au bout de neuf mois ? Pourquoi une telle différence avec 1917 en ce qui concerne la guerre civile et les confrontations armées ? Seul un irresponsable peut écarter si catégoriquement cette éventualité. Examinons ce qui nous disent les faits de la réalité européenne. Les deux seules révolutions de caractère conseilliste sur le point de triompher, la hongroise de 1956 et la tchécoslovaque de 1968, furent, avant d'aboutir, immédiatement envahies par l'armée russe, avec l'accord de l'impérialisme.

Il n'a existé aucune autre expérience, ni même possibilité, de triomphe d'une révolution conseilliste en Europe, durant ce dernier quart de siècle. Et ces faits proclament qu'il n'existe aucune raison de croire que la révolution européenne sera beaucoup plus pacifique que les autres, ou qu'elle ne sera pas attaquée par les années bureaucratiques ou impérialistes.

Le second avantage pour l'Europe vient de ce que son "degré d'autarcie" "est infiniment plus élevé que le degré d'autarcie d'un pays comme le Chili" (Idem) [3].

Ceci est totalement faux puisque plus un pays est développé, moins il est autarcique. Trotsky n'a cessé de le répéter ; il disait, (et cela en 1928 !) que croire qu'un pays développé puisse construire le socialisme à l'intérieur de ses propres frontières, c'est "oublier la loi du développement inégal lorsqu'elle est le plus nécessaire". Et, prenant pour exemple les forces productives de l'Angleterre, il ajoute qu'à cause de son "développement exagéré (...) elle a besoin presque du monde entier pour s'approvisionner en matières premières et écouler ses marchandises." (Trotsky, 1928) [4]. "Cependant si nous abordons les problèmes de la construction du socialisme avec ce seul critère (celui de Mandel, pourrions nous ajouter), faisant abstraction des richesses naturelles du pays, des relations internes entre l'industrie et l'agriculture et de la place que celui-ci occupe dans le système mondial de l'économie nous tomberons dans de nouvelles erreurs non moins grossières.

Parlons de l'Angleterre. Représentant, indiscutablement, un degré supérieur du capitalisme, et *précisément pour cela*, (souligné dans l'original) ce pays n'a aucune probabilité d'organiser avec succès le socialisme dans le seul cadre de ses frontières insulaires. *L'Angleterre bloquée se noierait au bout de quelques mois*" (Idem) 5. Et ce que disait Trotsky en 1928 est chaque jour plus vrai. Comme c'est le cas pour le Japon ou les Etats-Unis, l'autarcie économique de n'importe quel pays d'Europe occidentale est pratiquement inexistante. Envisageons seulement le cas de l'Allemagne avec ses 110 mille millions de dollars en commerce extérieur ou de la France avec plus de 60 mille millions, pour nous rendre compte que leur économie

dépend infiniment plus de l'économie et du commerce mondial que celle du Paraguay, de l'Angola, ou de l'Inde. Moins développé est un pays, plus son degré d'autarcie est élevé, et cela représente un des avantages de ce retard. Jusqu'à maintenant seul les courants réformistes et nationalistes du mouvement ouvrier, ont soutenu le contraire.

Le troisième soi-disant avantage est la structure sociale des pays européens. Sa justification est économiste. En se référant à la composition des forces années européennes en relation aux chiliennes, il dit : "Sur ce terrain aussi, je crois que nous serons en mesure d'éviter ces erreurs, et d'obtenir de meilleurs résultats. Déjà l'expérience du mouvement des soldats ces dernières années, surtout au Portugal, mais aussi en France et en Italie, montre que nous partons d'une meilleure plateforme que les Chiliens, et que dans des pays hautement industrialisés (ou même dans l'armée on peut dire que la majorité absolue des recrues reflète la structure sociale du pays), avoir une colossale montée révolutionnaire qui ne se traduise pas par des oppositions à l'intérieur de l'armée, ça me paraît peu probable. Nous avons là, des atouts majeurs par rapport à la situation au Chili." (Mandel, 1976) [6].

Cela veut dire que le fait qu'il y ait un développement industriel plus important et qu'à l'intérieur de la société le prolétariat européen occupe une place plus importante que dans les pays arriérés, ces faits bénéficieront de façon absolue à la classe ouvrière européenne et affaibliront les armées bourgeoises. Mécanisme simple d'un syllogisme formel, sans contradiction, et, pour cette raison, erroné : A plus grand développement économique, plus grand nombre de travailleurs, à plus grand nombre de travailleurs, plus grande composition ouvrière des armées, à plus grande composition ouvrière des armées, moindre caractère contre-révolutionnaire de ces mêmes armées.

Avec ça, ce que Mandel veut nous dire, c'est qu'au Chili il y a moins de recrues (composition ouvrière) qu'en Europe. Mais ce qu'il semble ignorer c'est que de cette faible proportion de fils d'ouvriers, 80% étaient politiquement anti-impérialistes, ce qui s'est vu dans l'énorme crise des forces années chiliennes. Ce qu'il ne voit pas non plus, c'est qu'en Europe il existe une aristocratie ouvrière, résultat de l'exploitation des colonies et semi-colonies, ayant une vie relativement privilégiée si on la compare au secteurs ouvriers marginaux, surtout ceux des nationalités opprimées ; et c'est pourquoi, ce secteur de l'aristocratie ouvrière est pro-impérialiste et/ou réformiste. Que cela nous plaise ou non, la classe ouvrière est nettement divisée pour des raisons socio-économiques : d'une part ce secteur privilégié et d'autre part, ceux qui subissent le plus l'exploitation.

Et à cela s'ajoute, si ce n'était pas suffisant, le fait que dans les pays avancés existe une importante classe moyenne, qui est également pro-impérialiste. Pour cette raison, nous ne pouvons croire que l'existence d'une population prolétaire de quatre vingt pour cent amène nécessairement toute une série de facilités pour le processus révolutionnaire. Cette donnée statistique n'éclaircit rien. Les rapports sont beaucoup plus complexes que ce que prétendent les syllogismes de

Mandel. La position qu'adopteront les secteurs privilégiés dépendra de la lutte politique. Par exemple la crise économique peut faire que d'importants secteurs d'entre eux se transforment en courroie de transmission de la contre-révolution impérialiste ou, au contraire, qu'ils passent à la révolution. C'est pourquoi les révolutionnaires de pays avancés ont une tâche supplémentaire : s'efforcer de gagner ces secteurs privilégiés pour la révolution, sinon ils seront les principaux collaborateurs de la contre-révolution impérialiste ou bureaucratique, à travers leurs partis réformistes ou les bandes fascistes.

Cette conception messianique du camarade Mandel se concrétise dans la résolution du SU, par l'ignorance totale de l'impérialisme et de la contre-révolution impérialiste. Comme nous le verrons, il ne mentionne l'impérialisme que deux fois et en référence historique. Rien d'autre dans tout le document. Et c'est la même chose avec la contre-révolution impérialiste. Cette caractérisation du SU est nouvelle. Il y a quelques années, il soutenait exactement le contraire : dans peu de temps, se livreraient des confrontations décisives avec la contre-révolution impérialiste. Rappelons le : "Sans la construction d'une nouvelle direction dans le délai dont on dispose [qui était de quatre ou cinq ans en 72] le prolétariat européen connaîtra de nouvelles et terribles défaites d'importance historique, au terme d'une série de luttes des masses, certaines d'entre elles pouvant avoir l'amplitude de celles de Mai 1968 en France". (TMI, 1973) [7].

Dans le même document, on affirmait que "dans la plupart des cas, il faudra attendre 4 à 5 ans pour que commencent les batailles décisives". (TMI, 1973) [8]. Ces batailles n'ont pas eu lieu. Nous demandons alors au SU : N'allez vous pas expliquer pourquoi ? Faut-il attendre un ou deux ans de plus ? Dix ans ? Cette possibilité a-t-elle disparu pour un temps ? Pourquoi ? Mais surtout, camarades, pourquoi ne parlez vous plus de ces batailles pour lesquelles il fallait se préparer d'urgence ?

Apparemment et sans explication, ce danger de confrontation immédiate et mortelle contre la contre-révolution impérialiste n'existe plus, malgré que nous sommes toujours à des kilomètres de réaliser "la construction d'une nouvelle direction dans le délai dont on dispose".

Il est possible que le SU pense être en train de construire un programme pour gagner les secteurs qui sont pleins de préjugés démocratiques. Et par conséquent il ne peut parler d'attaques impérialistes parce que son programme super-démocratique ne voudrait plus rien dire. Cependant, nous ne gagnerons pas ces travailleurs en construisant un programme à la mesure de leurs préjugés, mais bien par l'action révolutionnaire. Le triomphe d'une dictature révolutionnaire en Europe devra s'opposer à un front unique contre-révolutionnaire de l'impérialisme, des bureaucrates des états ouvriers et tout spécialement de l'URSS, des secteurs privilégiés du mouvement ouvrier et de la classe moyenne qui s'aligneront sur les partis réformistes, démocrates-bourgeois ou fascistes. Et le programme que nous levons doit armer contre ce front unique tous ceux que nous gagnons à la révolution.

2. De la lutte armée en tous temps et tous lieux à un semi-pacifisme.

La stratégie du pouvoir du SU a maintenant réalisé un tournant conséquent. Puisque le danger de contre-révolution impérialiste n'existe plus et que les masses européennes - "les élus" - préfèrent aujourd'hui les méthodes pacifiques, ce seront celles que choisira aussi le SU. La lutte armée est complètement écartée.

Mais il est nécessaire de rappeler les positions antérieures, si proches, pour attirer l'attention sur le sens de ces va-et-vient. La majorité du SU a prêché pendant des années la religion de la lutte armée en tous temps et tous lieux. Ses documents étaient parcourus par le fantasme d'une sanglante contre-révolution impérialiste en Europe avant 6 ans, contre laquelle il fallait se préparer. En Amérique Latine, auto-convertis en avant-garde, ils ignorèrent le processus qui faisait que les masses allaient aux élections et considérèrent réformistes ceux qui n'étaient pas d'accords avec la guérilla, ou en Europe ceux qui n'étaient pas d'accords avec la violence minoritaire. C'est avec cette orientation que nos camarades français et anglais commencèrent à se confronter, bâton en main, à de petits groupes fascistes, et un important dirigeant français fut jusqu'à développer l'hypothèse qu'il fallait s'appuyer sur les paysans pour faire une guérilla de style castriste. C'était pour lui la seule façon de se confronter à la contre-révolution. Nous n'allons pas rappeler la polémique que nous avons soutenu à ce propos parce que tout le monde la connaît. Mais comme maintenant, selon la résolution, il n'y a presque plus jamais à faire la lutte armée, plusieurs questions surgissent. La première de ces questions est la suivante : Où est reléguée, pour le SU, la contre-révolution impérialiste, ou plus exactement, quand et comment a disparu ce danger qui les terrorisait avant ? Un document qui ne mentionne pas les inévitables confrontations armées qui se livreront aux cours des prochaines décades, ne sert, ni pour comprendre les révolutions triomphantes, ni les actuelles, ni les futures.

Il n'y a pas dans la résolution une seule ligne sur l'inévitabilité de ces affrontements. Il existe un chapitre pour après la prise du pouvoir, qui contemple les affrontements armés, mais qui fini aussi par dire que ces actions devront être régies par un code pénal humanitaire. Le document ne délimite pas les moments de la guerre civile, mais "il n'y a aucune classe historique qui passe de la situation de subordonnée à celle de dominante de manière subite, du jour au lendemain, bien que cette nuit serait-elle celle de la révolution". Il y a toujours un immédiatement avant et un immédiatement après.

L'avant, la période précédente, a signifié trente années de guerre civile au Vietnam, et vingt autres en Chine, tandis qu'elle a duré neuf mois en Russie. Le moment-même de l'assaut contre le pouvoir est un affrontement décisif, violent, plein d'incertitudes, dans lequel la situation se résout en faveur d'un camp ou de l'autre. "Est-il possible qu'un tel événement puisse dépendre d'un intervalle de vingt quatre heures ? Certes, oui. Quand il s'agit de l'insurrection armée, les événements se mesurent, non pas au kilomètre de la politique, mais au mètre de la guerre. Laisser passer quelques semaines, quelques jours, parfois même un seul

jour, équivaut, dans certaines conditions, à la reddition de la révolution, à la capitulation." (Trotsky, 1924) [9].

C'est un "art", disait Lénine, un moment essentiellement militaire, qui exige d'"organiser un Etat-major... lancer les régiments fidèles sur les points les plus importants... envoyer contre les élèves-officiers et la "division sauvage" des détachements prêts à se sacrifier jusqu'au dernier homme plutôt que de laisser pénétrer l'ennemi dans les parties centrales de la ville... les convoquer à la bataille suprême... occuper... le télégraphe et le téléphone..." (Idem) [10]. Et c'est ainsi que Trotsky résumait les exigences de Lénine pour la révolution qui fut la moins cruelle de l'histoire ! Pour l'Europe, Trotsky pensait qu'il était vraisemblable que l'on se heurte "à une résistance beaucoup plus sérieuse, beaucoup plus acharnée... des classes dominantes" qui "nous oblige à considérer l'insurrection armée et la guerre civile en général comme un art". (Idem) [11].

Ce qui se passe après n'est que la poursuite de la guerre civile. "La prise du pouvoir ne met pas fin à la guerre civile ; elle ne fait que changer son caractère". (Trotsky, 1924) [12], parce qu'il s'agit de défendre l'état ouvrier qui vient de naître, contre les tentatives désespérées de la contre-révolution de revenir à la situation antérieure.

La durée et la dynamique de ces périodes ne peut être déterminée à priori, mais toute l'expérience démontre qu'elles seront toujours plus inévitables. Sans la possession d'armes, sans guerre civile, il n'y aura pas de révolutions ouvrières, ni de dictatures révolutionnaires triomphantes. Mais pour la majorité du SU, cela ne se passe pas comme cela. Tout au plus, ils croient qu'il pourrait y avoir lutte armée dans des cas exceptionnels, une fois le pouvoir ouvrier consolidé. De là la pauvreté du chapitre consacré à l'auto-défense de l'état ouvrier.

Mandel ajouta quelques concepts dans l'interview qu'il accorda à Weber en mai 1976. "Il faut donc une dimension idéologico-morale supplémentaire pour qu'il y ait vraiment une crise révolutionnaire, c'est-à-dire *un début de rejet par les masses de la légitimité des institutions de l'Etat bourgeois* (souligné dans l'original). Et ça ne peut venir que d'expériences de lutte très profondes, d'un affrontement très profond - *pas nécessairement violent ou sanglant*, entre les aspirations révolutionnaires immédiates des masses et ces institutions." (Mandel, 1976) [13]. Cette conclusion du camarade Mandel par rapport à l'avenir des pays capitalistes européens, est très prudente, mais aussi très profonde. Jusqu'à présent, les affrontements révolutionnaires ont été nécessairement "violents et sanglants", comme ceux d'Iran et de nombreux autres. Mais pour Mandel, les "élus" européens suivront un autre chemin : pacifique, démocratique, puisqu'il est possible qu'il n'y ait pas d'"affrontements violents".

Les positions changent, mais l'impressionisme étudiantin et professoral qui les alimente reste le même.

Hier, quand ils avaient élu la jeunesse européenne influencée par le castrisme, la méthode était la guérilla et le lieu l'Amérique latine. Aujourd'hui, alors qu'ils élisent les masses occidentales bourrées de

préjugés démocratique-bourgeois, c'est la "liberté politique illimitée" et en Europe.

La base objective apparente de ces positions est le moment particulier de la lutte de classes en Europe. Dans leur majorité, les travailleurs continuent à croire que tout se réglera par des élections qui amèneront les partis ouvriers au gouvernement. Mais nous, nous ne pouvons tirer des conclusions de mois en mois, en courant derrière les masses et les partis collaborationnistes. L'histoire de ce siècle montre que toutes les victoires de l'après-guerre furent le produit de terribles guerres civiles dans lesquelles l'impérialisme intervint sous une forme ou une autre ; que la guerre civile fait partie de la réalité contemporaine à un degré décisif. C'est ce qui se produisit en Russie, Yougoslavie, Chine, Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba. Par rapport à la Russie, les guerres civiles démontrèrent une montée de la

violence. La Révolution cubaine fut moins violente, mais cela est dû à une erreur de l'impérialisme, qui la toléra et laissa un de ses secteurs l'appuyer. De toutes manières il y eut plus tard intervention de l'impérialisme, avec une invasion et un blocus qui dure toujours. L'unique exception, l'Europe de l'Est, est relative puisque dans ces pays la révolution s'appuya, directement ou indirectement, sur la guerre soutenue par l'armée rouge contre l'armée impérialiste allemande, et qui coûta des dizaines de millions de morts.

En ignorant cela, en éliminant la dimension militaire de la révolution ouvrière - l'insurrection et la guerre civile -, la résolution du SU laisse les masses désarmées. Les ouvriers qui suivent le SU auront dans les prochaines décades à affronter avec ses idées les armées impérialistes.

3. Un choix malheureux de Mandel : l'exemple chilien.

Quand il explique pourquoi l'Europe élue se sauvera presque assurément des affrontements armés, Mandel a la prétention de se servir de l'exemple chilien mais la réalité s'infiltrer et il doit reconnaître, en une phrase, que les choses ne seront peut-être si pacifiques : "L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche va donc être accompagnée inévitablement d'une exacerbation de la lutte de classes, d'une évasion des capitaux, d'une grève du Capital (c'est-à-dire des investissements), d'un sabotage de la production, de *complots permanents de la réaction et de l'extrême-droite*, contre ces gouvernements avec l'appui de l'appareil d'Etat, d'un terrorisme d'extrême-droite, etc. ; comme on l'a vu au Portugal l'année passée, en Espagne en 1936, au Chili après 1970, comme on le verra demain en Italie, en Espagne et en France". (Idem) [14]. Nous sommes entièrement d'accord avec la perspective que signale Mandel dans cette phrase unique et isolée. Tout le mouvement trotskyste mondial doit se préparer à cela, et élaborer des thèses sur la dictature du prolétariat tournant autour des inévitables attaques armées de la contre-révolution. Il faut ajouter à cela que si le prolétariat prend le pouvoir, cette lutte va s'approfondir pour se transformer en un grave problème pour la survie de la première dictature triomphante en Europe.

Il semblerait qu'après ce pronostic il faille se demander : si la bourgeoisie est disposée à faire cela contre un gouvernement bourgeois de gauche comme celui d'Allende, que ne fera-t-elle pas contre la dictature révolutionnaire du prolétariat ? Poser la question est y répondre. Mais quel programme propose Mandel - et de fait la résolution - pour affronter cette situation inévitable ? Se référant aux gouvernements réformistes, ils disent qu'il faut leur adresser "des demandes d'épuration radicale, d'élimination radicale de tout l'appareil de répression de la bourgeoisie, de dissolution des corps répressifs, des juges permanents, tout ce qui s'est inscrit dans la tête des masses depuis les expériences de l'Espagne de 1936 et du Chili. A cela s'ajoutent toutes les revendications économiques des masses, exprimant la logique de la dualité du pouvoir, qui tournent autour de la nationalisation sous contrôle ouvrier. Tout cela

constitue le premier volet des revendications adressées à ce gouvernement." (Idem) [15].

Là se trouve synthétisée toute la capitulation révisionniste, réformiste, des membres du SU, par l'intermédiaire du camarade Mandel, apparemment son meilleur porte-parole. Si les perspectives sont "les complots permanents de l'extrême-droite, avec l'appui de l'appareil d'état, le terrorisme de l'extrême-droite", comment peut-on dire que la solution soit d'exiger de ces gouvernements réformistes et collaborationnistes "l'épuration radicale, l'élimination radicale de tout l'appareil répressif, des juges permanents" ? Ni plus, ni moins : ils font confiance au gouvernement, ils font pression sur lui, non comme méthode pédagogique pour le démasquer devant les masses, mais comme seule issue ! Pourquoi ni la résolution, ni Mandel, ne disent-ils un seul mot de la nécessité de la mobilisation armée du prolétariat ? Simplement parce qu'ils considèrent que ces gouvernements, sociaux-démocrates et front-populistes, démantèleront l'appareil répressif sur la demande du mouvement ouvrier. Alors pourquoi verser le sang ? Cependant les affrontements armés ne seront pas seulement l'unique forme effective d'affrontement à la droite réactionnaire, mais aussi la seule base possible pour appeler à un front unique avec les ouvriers sociaux-démocrates et staliniens : "réalisons des actions communes contre l'extrême-droite".

"Le second volet, c'est la riposte à toutes les mesures bourgeoises de sabotage et de désarticulation économique qui seront inévitablement prises. C'est la politique de riposte du tac au tac, des occupations d'usine, des saisies des usines et de leur coordination, de l'élaboration d'un plan ouvrier de reconversion et de redémarrage de l'économie, de l'extension et de la généralisation du contrôle ouvrier vers l'auto-gestion, de la prise en main de toute une série de domaines de la vie sociale par les intéressés eux-mêmes (transport en commun ; marchés populaires ; crèches, universités ; domaines agricoles, etc.). Et c'est dans le *débat* autour des questions de ce genre, dans le cadre de la démocratie prolétarienne, à travers les expériences que les masses feront, *dans la défense la plus intransigeante de la*

liberté d'action et de mobilisation des masses, (souligné dans l'original) même quand elle "gêne" les projets du gouvernement, ou va à contresens des plans réformistes ; dans l'illustration, la consolidation, la centralisation des expériences variées d'auto-organisation, sans excès sectaires, sans insultes du type "social-fasciste", tout en tenant compte de la sensibilité particulière des secteurs qui ont encore une confiance, il est vrai décroissante dans les réformistes, que le passage de couches de plus en plus nombreuses, du réformisme vers le centrisme de gauche et le marxisme-révolutionnaire se fera. Dans ce sens, il y a une unité et une articulation cohérente entre la politique de conquête des masses par le front unique, et la politique d'affirmation, d'extension et de généralisation de la dualité de pouvoir, jusque et y compris la consolidation du pouvoir ouvrier par l'insurrection". (Idem) [16]. C'est la même chose avec le second volet ! Toute cette politique a pour but d'affronter économiquement la contre-révolution, de réorganiser l'économie sur des bases ouvrières, pour convaincre lentement et pacifiquement les travailleurs des bienfaits du pouvoir ouvrier. Pas un seul mot de l'affrontement armé dans la rue avec la contre-révolution. Le fait que Mandel cite comme exemples

"l'Espagne de 36 et le Chili", alors que dans ces pays l'élément déterminant fut l'affrontement armé au coup d'Etat contre-révolutionnaire, semble ainsi incroyable.

C'est la grande expérience du Chili. Les masses appliquèrent très exactement la politique de Mandel : elles réalisèrent le premier volet, en s'abrutissant à exiger d'Allende qu'il réprime l'extrême-droite. En même temps, elles développèrent le second volet : en occupant les usines et en se rendant maîtres des cordons industriels. On connaît le résultat : le coup d'Etat de Pinochet triompha. La leçon du Chili, de l'Espagne, et de la Bolivie en 1971, est qu'à cette étape de gouvernements réformistes, la grande tâche est l'armement du prolétariat et le front unique avec les ouvriers réformistes pour affronter, les armes à la main, la contre-révolution, et non la politique en deux volets de Mandel : exigences au gouvernement, et occupation des usines pour démontrer aux ouvriers opportunistes que nous sommes plus démocratiques et meilleurs administrateurs de l'économie que la bourgeoisie. Ce qu'il faut démontrer aux travailleurs réformistes est comment affronter et vaincre physiquement la bourgeoisie et la contre-révolution impérialiste.

4. Cuba dément l'optimisme irresponsable du SU

Le SU ne peut éviter de prévenir qu'il y aura quelques obstacles pour les pays élus. Des affrontements armés, certainement pas, mais une propagande contre-révolutionnaire, assurément. Cependant, celle-ci ne constitue pas un plus grand péril. "Il n'y a pas de raison de la craindre", elle est vaincue d'avance. "Lorsque la classe bourgeoise est désarmée, et expropriée, lorsque ses membres ont accès aux mass-média, seulement en rapport avec leur nombre et non leur fortune, *il n'y a pas de raison de craindre une confrontation constante*, libre et franche entre leurs idées et les nôtres." Il suffira de "lutter sans trêve contre ces idéologues sur le terrain de l'idéologie elle-même." (SU, 1977) 17 .

Qu'est-ce que cette "confrontation constante" entre la révolution et la contre-révolution ? Un sport ? Si la contre-révolution fait de la propagande, c'est parce qu'elle peut et veut en obtenir quelque chose. Il n'y a dans l'histoire aucun exemple qui démontre le contraire. Les contre-révolutionnaires utilisent toujours les terribles difficultés des dictatures ouvrières pour accumuler des forces, et quand ils sont prêts, continuent inévitablement jusqu'à la guerre civile. Les thèses du SU ne soulignent jamais cette possibilité.

Venons-en à Cuba. Comme nous l'avons dit, la violence préalable à la prise du pouvoir y fut bien moindre que dans les autres pays où s'instaura une dictature ouvrière. Mais dans ce cas, le plus grave vint après.

Cuba est un pays qui fait partie du monde occidental, et subit un énorme blocus économique qui y provoqua une crise permanente de l'économie. Ce blocus s'accompagna d'un exode vers les Etats-Unis d'un demi-million de "vers", agents de la contre-révolution impérialiste.

Si Fidel avait agi en accord avec les normes du SU, il ne serait même pas descendu de la Sierra Maestra, il aurait dû faire un discours demandant aux cinq cent mille "vers" de ne pas s'en aller, et leur donner toutes les garanties individuelles. Il aurait dû leur permettre de faire une fantastique propagande en accord avec leur nombre, de s'organiser en parti politique, et leur céder des locaux gardés par les milices. Evidemment, il aurait dû empêcher les jugements des tortionnaires, qui ne pouvaient se baser que sur le "concept (prohibé) de délinquance rétro-active". Et Batista également aurait dû rester.

Supposons maintenant que Fidel aille encore plus loin. Il ne donne pas seulement la "liberté politique illimitée" du SU mais, en outre, conseillé par Mandel, il applique le suffrage universel et appelle à des élections générales. Et supposons également que la contre-révolution n'utilise en rien ces conditions, ne se serve pas de ces libertés pour renverser Fidel par la violence et récupérer les biens expropriés. Synthétiquement, que nous avons à faire à une contre-révolution honnête, qui se comporte pacifiquement et se consacre à sa campagne électorale et à une lutte purement idéologique. Ayant en sa faveur la profonde crise économique provoquée par le blocus yankee, le soutien de l'impérialisme, le retard des campagnes, la division de la gauche et l'irréductible détermination des cinq cent mille "vers", la bourgeoisie pourrait bien obtenir la majorité électorale sans répandre une goutte de sang, comme le veut le SU. Que se passerait-il dans ce cas ? Un successeur de Batista reviendrait au pouvoir, les entreprises expropriées reviendraient entre les mains des capitalistes ?

Les eurocommunistes disent que oui, que s'ils sont au pouvoir ils le rendront à la contre-révolution si elle

gagne les élections. *Nous voulons savoir ce que feraient le SU et le camarade Mandel dans un cas semblable. Nous exigeons du Secrétariat Unifié qu'il se prononce catégoriquement sur ce problème.* S'ils sont au pouvoir accorderont-ils des élections libres, et remettront-ils le pouvoir au gagnant, même si c'est la contre-révolution ? S'ils nous répondent que non, nous voulons savoir ce qu'ils feront alors face à l'exigence logique de la réaction pour qu'ils lui remette le pouvoir : lutteront-ils contre elle, les armes à la main, pour conserver le pouvoir ? Et si les masses travailleuses les débordent, descendent dans la rue et brisent les urnes, les combattront-ils ? Tout ce qu'il feront, qui ne soit pas remettre le pouvoir à la contre-révolution, se transformera en répression armée préventive de la contre-révolution ; ce sera laisser de côté la lutte électorale. Tout le document s'effondre. Mais le SU, d'une manière irresponsable, écarte cette possibilité de victoire électorale de la contre-révolution impérialiste.

Il est certain qu'ils pourraient nous dire que "l'exemple cubain n'est pas valable parce que leur programme se

5. La contre-révolution impérialiste et le danger de restauration capitaliste.

Les avantages dont jouissent les ouvriers européens pour la prise du pouvoir continueront à s'étendre, selon la résolution, pour les prochaines dictatures, et existent déjà pour les états ouvriers actuels. "... il faut insister sur le fait que le problème principal qui se pose aujourd'hui en URSS, en RPC et dans les états ouvriers d'Europe orientale, n'est pas le danger de restauration capitaliste dans des conditions de guerre ou de guerre civile. Le problème principal avec lequel la classe ouvrière de ces pays est confrontée, c'est le contrôle dictatorial de la vie économique et sociale par une caste bureaucratique privilégiée." (Idem) [18].

Si la résolution veut parler du "principal problème d'aujourd'hui", et seulement d'aujourd'hui, nous sommes entièrement d'accord avec elle. Les masses des pays ouvriers bureaucratiques ont plus que tout besoin de réaliser leur révolution politique.

Nous n'allons pas insister sur ce point, que non seulement nous n'abandonnons pas, mais qui est la raison d'être du trotskysme. Mais l'axe de la citation n'est pas de définir la situation actuelle, mais bien le danger de restauration capitaliste, et le tout avec un caractère de validité quasi éternelle, comme toute la résolution. Face à ce problème, le SU répond qu'il y en a un autre pire : le contrôle dictatorial de la caste bureaucratique. Alors nous nous demandons : et demain, dans dix ou vingt ans, y aura-t-il danger de restauration ? Dans ce paragraphe, le raisonnement s'arrête là. Mais, dans une autre partie, ce thème réapparaît : "Il n'y a pas de raisons pour que les travailleurs considèrent comme un danger mortel la propagande qui les "incite" à rendre les usines et les banques aux propriétaires privés. Il y a peu de risques que, dans leur majorité, ils soient "persuadés" par une propagande de ce type-là." (Idem) [19]. Nous croyons qu'avec cela tout s'éclaire : pour le SU, les dictatures ouvrières présentes et futures n'auront à affronter aucun ennemi important, ni l'impérialisme, ni la restauration capitaliste. Les principaux dangers

réfère à une dictature révolutionnaire. Dans ce cas, le programme du SU serait infiniment plus criminel. Si avait surgi à Cuba une dictature marxiste-révolutionnaire, appuyée sur des conseils ouvriers, le blocus n'aurait pas seulement été le fait des Etats-Unis, mais aussi de l'URSS. Dans ce cas, la dictature du prolétariat recommandée par la majorité du SU n'aurait même pas duré six mois. Ce demi-million de contre-révolutionnaires, s'appuyant sur une crise économique telle que celle qui se serait produite, auraient développé une campagne qui leur aurait permis tous les probabilités de victoire. Pourquoi le blocus que subit Cuba ne se répéterait-il pas contre les pays européens où triompherait la révolution socialiste ? Nous ne faisons pas que penser que cette tendance soit la plus probable, bien plus, nous voulons insister : les premières dictatures révolutionnaires du prolétariat, dirigées ou influencées par les trotskystes, seront de toutes celles que l'on a vues au cours du siècle, les plus atroces et les plus terribles.

viendront des résidus de l'idéologie, et des coutumes de la classe bourgeoise, laquelle, "une fois expropriée", ne pouvant plus faire grand chose.

Comme nous le voyons, pour les auteurs de la résolution, la contre-révolution bourgeoise est devenue idiote, honnête et chevaleresque : elle va dévoiler aux ouvriers ses véritables objectifs, "qu'ils rendent les usines". Le SU semble croire que la bourgeoisie va accepter ses règles du jeu, que dans sa propagande elle parlera clairement et sans subterfuges, rendant la pareille de ses attentions au camarade Mandel. Malheureusement, cela ne s'est jamais passé, et ne se passera jamais ainsi. Jamais la bourgeoisie restaurationniste ne demandera que l'on rende les usines à leurs anciens propriétaires. Elle se fera, comme lors du soulèvement de Krons tadt, la championne des libertés, des soviets libres et indépendants du parti révolutionnaire au gouvernement, et le grand "défenseur" des ouvriers et des paysans, usine par usine et kolkhoze par kolkhoze. Parce que cette bourgeoisie restaurationniste ne sera pas la vieille bourgeoisie, mais sera constituée par la grande majorité des technocrates, la bureaucratie, l'aristocratie ouvrière et kolkhozienne. Ces secteurs aspirants-bourgeois proposeront très probablement que les usines cessent de dépendre de "l'état totalitaire", et qu'elles "passent entre les mains des ouvriers" en tant que propriété de coopératives de travailleurs. Et la même chose avec les coopératives agricoles. L'offensive restaurationniste prendra pour cible la propriété *étatique* de l'industrie, de la terre, le contrôle étatique du commerce extérieur et le plan quinquennal. Dans le but de faire s'effondrer ces bases, ils trouveront toutes sortes de mots d'ordre démocratiques. Si nous avons pris tellement de temps pour expliquer ces vérités de la Palisse, c'est qu'il y a des choses qu'on ne peut laisser passer, comme de croire au manque d'habileté de la bourgeoisie. Mais ce n'est pas tout ; le pire est que le SU pense que les dictatures ouvrières, futures et présentes, n'auront à

affronter aucun ennemi important : ni l'impérialisme, ni la restauration capitaliste, sans que l'on sache pour quoi, dans un cas comme dans l'autre.

Cependant, le danger de contre-révolution ne dépend pas des sentiments restaurationnistes, mais de la domination de l'impérialisme sur l'économie mondiale. Penser le contraire est croire en la coexistence permanente du socialisme et du capitalisme. Il faut redouter au plus haut point le grave danger représenté par les terribles tendances bourgeoises de droite dont l'origine est le développement économique sous la dictature du prolétariat dans ces conditions. Ils s'agit là d'un processus inévitable, de contradictions croissantes, étant donné l'existence des frontières nationales des états ouvriers bureaucratiques, la supériorité de l'impérialisme dans l'économie mondiale, et, jusqu'à présent, l'arriération relative des états ouvriers. Pour cela, le développement économique provoque de fortes tendances de type capitaliste, en premier lieu dans la distribution et la répartition de la production. La fonction de l'état bureaucratique est précisément de garantir ce partage bourgeois. Le caractère inégal de la distribution, qui s'accroît à mesure qu'augmente la production, est inévitable. En effet, cette production, qui de toutes manières est insuffisante, amène une lutte acharnée pour l'appropriation de sa marge croissante. Cet appareil bourgeois et son gigantesque développement accompagnent le développement des forces productives de l'état ouvrier, encerclé par l'impérialisme et ses propres frontières nationales. Pour cela Trotsky soutient toujours que le développement économique accélère les contradictions existantes et en fait surgir d'autres, nouvelles ; ainsi des nouvelles tendances pro-bourgeoises, dangereusement restaurationnistes. Seul le développement de la révolution, jusqu'à la déroute de l'impérialisme, peut à long terme éviter ces contradictions. Bien plus : tout état ouvrier qui reste longtemps isolé, se bureaucratise, comme conséquence de ces inévitables contradictions.

Contre cette position trotskyste, on pourrait argumenter que pendant ces derniers soixante ans, il n'y eut aucune situation concrète de danger immédiat de contre-révolution bourgeoise dans les états ouvriers. Cependant ce raisonnement ne serait pas valable. Ces contradictions existent et sont toujours plus aiguës. Si elles n'en sont pas venues au point d'éclater, c'est dû à d'autres raisons. La première est que l'impérialisme mondial, jusqu'en 1939, connut un affrontement interne, sans réaliser de front unique pour attaquer l'URSS. La seconde réside en ce que, dans l'immédiat après-guerre, il fut très occupé à se remettre des désastres provoqués par la guerre, et que plus tard le boom économique qui était survenu ne lui imposa pas, en tant que nécessité impérieuse, de récupérer les marchés des Etats ouvriers. Et la raison principale et fondamentale est que tous les Etats ouvriers déformés ont connu un développement quasi autarcique, comme conséquence des raisons citées auparavant et de l'arriération dont ils avaient hérité. Ceci eut pour résultat des échanges commerciaux rachitiques entre l'impérialisme et les Etats ouvriers. Pour cela, les tendances restaurationnistes capitalistes n'ont pu progresser, dans la mesure où elle ne peuvent être plus qu'un appendice de l'impérialisme mondial.

Mais cela fait plus de dix ans que ce processus a commencé à s'inverser, et les échanges commerciaux

et financiers entre les états ouvrier et l'impérialisme vont en augmentant. Ceci est aggravé par les divisions toujours plus tranchées entre les bureaucraties chinoise et soviétique, et par le phénomène eurocommuniste. Pendant que les premières rivalisent entre elles pour parvenir en premier à un pacte avec l'impérialisme, et négocient de manière bilatérale avec les yankees, l'Europe et le Japon, dans les meilleures conditions pour ces derniers, l'eurocommunisme soutient les bourgeoisies impérialistes européennes contre le "totalitarisme" de Moscou, coïncidant avec le plan Carter, et créant les conditions idéologiques leur permettant, plus tard, de justifier une offensive interne ou externe contre les états ouvriers.

C'est pourquoi le pronostic de Trotsky continue à être valable, bien qu'il se soit jusqu'à présent manifesté sous une forme larvée. Ce processus acquerra une dynamique toujours plus large, à mesure que l'influence commerciale et financière de l'impérialisme sur les états ouvriers s'approfondira, ce qui placera ces derniers devant le danger immédiat de la contre-révolution bourgeoise. C'est-à-dire que les contradictions des états ouvriers nationaux sont toujours plus aiguës, et que le grand ennemi reste l'impérialisme, tant qu'il continue à dominer l'économie mondiale, et non les vieilles classes dominantes.

Le Plan Carter constitue la politique de l'impérialisme au service de la restauration. Son plan économique, politique et militaire repose sur la campagne démagogique pour les droits de l'homme, campagne qui, en coïncidant dans le temps avec les positions démocratistes du SU, peut donner lieu à de funestes confusions. Cette propagande démocratiste de l'impérialisme repose sur le légitime mouvement démocratique qui est en cours dans les états ouvriers, comme conséquence du caractère totalitaire et réactionnaire de ses gouvernements actuels.

Nous pensons qu'elle va progresser toujours plus, jusqu'à atteindre un point critique, où elle tentera d'utiliser l'inévitable révolution politique et les mobilisations pour la démocratie, hautement progressistes, dans les états ouvriers, pour les dévier vers une politique libre-échangiste et de restauration capitaliste. L'omission du plan Carter est très grave, et encore plus en ce moment, quand les deux programmes semblent avoir des points communs, bien qu'ils soient en réalité diamétralement opposés.

Il faut immédiatement faire campagne en défense du nôtre, en attaquant et dénonçant celui de l'impérialisme. *Aucun document ne devrait manquer de le faire.*

Trotsky avait établi la loi suivante : à mesure que l'économie se développe, le danger restaurationniste devient plus grand ; à travers le commerce, les échanges et le marché noir, l'impérialisme tentera de replacer les états ouvriers dans son orbite. Le Plan Carter est déjà en train de le faire. Et il continuera à le faire, jusqu'à provoquer des luttes importantes, y compris armées, au sein-même des états ouvriers.

Le trotskysme a le devoir d'apporter aux masses la clarté, leur signalant la différence totale entre ses plans démocratiques et ceux du plan Carter, dénonçant la nouvelle stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme, et les alertant sur le danger de restauration capitaliste qui en résulte, dans les états ouvriers.

Notes

1. "Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe Occidentale", Critique communiste, N° spécial (8/9), p. 137.
2. Idem, p. 171.
3. Idem, p. 172.
4. L'Internationale Communiste après Lénine, p. 149.
5. Idem, p. 150.
6. "Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe Occidentale", Critique communiste, N° spécial (8/9), p. 173.
7. "La construcción de los partidos revolucionarios en Europa capitalista", Boletín de Informaciones Internacionales, N°4, juin 1973, publié par le PST (Argentin), p. 16. [Il nous manque le texte original.]
8. Idem, p. 9.
9. Les leçons d'Octobre, p. 37-38.
10. Idem, p. 36.
11. Idem, p. 45.
12. "Problems of the Civil War", The Challenge of the Left Opposition, p. 181.
13. "Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe Occidentale", Critique communiste, N° spécial (8/9), p. 140.
14. Idem, p. 170.
15. Idem, p. 175.
16. Idem, p. 175.
17. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p.13.
18. Idem, p. 15.
19. Idem, p. 13.

III. Démocratie bourgeoise ou démocratie ouvrière ?

1. Deux conceptions de la démocratie et des libertés ouvrières.

Les libertés démocratiques qui selon le SU seront amplifiées à l'infini au moment du triomphe de la dictature du prolétariat, sont en réalité les libertés formelles, politiques individuelles ; les libertés démocratiques-bourgeoises correspondant au libre-échangeisme capitaliste. C'est ce système qui devait régir une société que la bourgeoisie décrivait comme étant formée d'individus, vendeurs de marchandises, qui avaient une série de droits et quelques obligations, parmi lesquelles celle de respecter la propriété privée des moyens de production. C'est de là que venait la liberté pour tous de s'exprimer au travers de la presse, de se réunir, de faire de la propagande et de s'organiser politiquement.

Le marxisme a toujours critiqué cette conception de la liberté. Il signalait que dans les faits, cette liberté n'existait que pour les bourgeois, les seuls à pouvoir posséder des imprimeries, du papier, des bâtiments pour se réunir, des moyens de publicité et la possibilité de s'organiser en partis pour la polémique politique. C'est-à-dire qu'il s'agissait de libertés pour les riches, tout comme la démocratie antique était la démocratie des esclavagistes. De manière plus terre à terre, chaque ouvrier sait cela, qui n'a pas la "liberté" de s'arrêter de travailler pendant huit heures, qui est "autorisé" à se reposer le dimanche, mais pas les autres jours de la semaine, qui ne peut envoyer ses enfants à l'université, bien qu'aucune loi ne l'interdise. N'importe quel membre de la classe moyenne le sait, comme celui qui doit se salarier pour manger même s'il a une profession qui lui permet de travailler "librement". Et l'étudiant qui "choisit" une carrière et ne trouve de place dans aucune université, et enfin tous les chômeurs qui veulent travailler et ne trouvent pas de travail.

C'est pourquoi sur ce point la critique marxiste de l'idéologie bourgeoise se résume dans la phrase qui dit que "la véritable liberté accordée aux travailleurs est celle de mourir de faim".

Mais le marxisme n'en reste pas là, il a aussi apporté la seule véritable explication théorique à ce sujet. Alors que pour l'idéologie bourgeoise la société est formée par les individus, pour le marxisme elle est essentiellement formée par des classes ; les individus sont médiatisés par les classes. Tous les individus n'ont pas les mêmes possibilités ; l'un est bourgeois, et l'autre prolétaire. Et c'est ce fait fondamental qui détermine la marge de leurs possibilités, de leur développement et de leur liberté. C'est pourquoi, alors que les idéologues bourgeois s'interrogent sur la marge de liberté des individus dans une société déterminée, les marxistes commencent par s'interroger sur la marge de libertés atteinte par la classe ouvrière dans le cadre de cette société.

Ainsi, quand nous parlons de libertés ouvrières, nous distinguons deux niveaux : l'un, qui est celui de la classe ouvrière dans son ensemble *au sein* de la société ; et l'autre, celui des ouvriers en tant qu'individus au sein de leur classe. Ces deux niveaux ne sont pas identiques ; leur rapport est dialectique et devient souvent contradictoire. Par exemple, quand un syndicat

achète ou exproprie une imprimerie, il y a une avancée de la liberté d'expression du prolétariat. Et c'est la même chose si cette organisation achète ou exproprie des bâtiments dans différentes villes : le droit de réunion pour cette profession s'étend dans tout le pays. Si les syndicats obtiennent leur légalisation, après avoir dû vivre dans la clandestinité, l'expansion de la démocratie, en comparaison de la situation antérieure, connaît un saut qualitatif. Il y a augmentation de la liberté de la classe *au sein de la société*. Si ce même syndicat signale dans ses statuts que les ouvriers peuvent faire des assemblées d'usine pour élire librement leurs délégués, ou s'il y a des réunions syndicales mensuelles dans lesquelles tout travailleur peut parler librement, il y a augmentation de la liberté des ouvriers *en tant qu'individus au sein de leur classe*. Dans ce cas, les intérêts de classe et des individus n'entrent pas en contradiction.

Supposons maintenant que ces syndicats se bureaucratisent et refusent à leurs adhérents et aux différents secteurs professionnels le droit de défendre démocratiquement leurs idées ou de contester la direction syndicale. Dans ce cas, ce qui avait été acquis en tant que classe s'oppose à ce qui a été gagné individuellement. Ce fait, qui est très grave et que nous dénonçons, ne doit pas nous faire oublier la conquête que signifie l'obtention de syndicats légaux, et ne peut donc nous amener à la position équivoque qui amènerait à leur donner moins d'importance, ou à ne les considérer que sous l'aspect de la restriction de la liberté d'expression des ouvriers.

Bien plus. Il y a des cas où nous approuvons le fait de restreindre une liberté individuelle. Supposons qu'une usine réunie en assemblée décide la grève. Si cette mesure est approuvée par la majorité, aucun ouvrier n'a le droit individuel d'aller travailler, ni même de faire de la propagande contre la grève ; s'il tente de le faire, il sera réprimé, y compris physiquement. Cette répression est pour nous la plus haute expression de la démocratie ouvrière : c'est la classe exerçant ses droits contre la bourgeoisie et sur les individus de la même classe qui obéissent à la bourgeoisie. Et si l'on parvient à réprimer les jaunes et que la grève est victorieuse, nous considérons cela comme une victoire de la démocratie ouvrière, parce que les conquêtes démocratiques les plus importantes sont *celles que l'ensemble de la classe arrache à la bourgeoisie*. Tant qu'il existera des classes, cette conception marxiste de la démocratie et des libertés régnera non seulement pour la démocratie ouvrière, mais aussi pour tout régime. La démocratie a toujours été interne ; elle a toujours été une forme pour le fonctionnement d'une dictature de classe. Elle n'a jamais été plus que cela : dictature pour les opprimés, démocratie pour les secteurs ou classes qui oppriment. Il n'a jamais existé de démocratie et de "liberté politique illimitée" pour tous les individus dans une société de classe, comme le prétend la bourgeoisie, et cela ne pourra exister pour les futures dictatures ouvrières, comme le prétend le SU.

Parmi les libertés, les véritables marxistes ont toujours revendiqué celles qui concernent les rapports économiques et le travail ; c'est-à-dire les nerfs et les muscles des travailleurs. Ce sont, par exemple, la "liberté" d'avoir un travail assuré, celle d'avoir un salaire qui permette la subsistance du travailleur et de sa famille, de travailler moins pour diminuer l'abrutissement résultant de très longues journées de travail, d'avoir du temps pour intervenir dans la vie politique. Marx revendiqua l'économique, le développement des forces productives, les rapports de production et la lutte de classes en tant que facteurs déterminants dans le processus historique, contre les conceptions rationalistes, idéologiques et individualistes bourgeoises qui considéraient comme étant décisifs d'autres facteurs, tels que les idées, les individus et les institutions. Nous devons faire la même chose avec les libertés démocratiques : sont décisives celles qui concernent les heures de travail et le niveau de vie des travailleurs.

Quand nous voulons savoir quel est le degré de démocratie ouvrière dans un pays déterminé, les deux questions-clés sont : quelles conquêtes démocratiques la classe ouvrière a-t-elle obtenu en tant que classe au sein de ce pays ? Quels droits individuels ou sectoriels,

quels mécanismes *internes, de fonctionnement*, existent pour utiliser ces conquêtes, pour diriger ces institutions de classe ?

C'est précisément dans le mot "interne" que se trouve la différence entre les conceptions bourgeoise et ouvrière des libertés démocratiques. La conception bourgeoise lève le drapeau des libertés individuelles et sectorielles sans aucun contrôle de classe, parce que ce contrôle, dans la société bourgeoise, s'effectue indirectement et automatiquement à travers le respect de la propriété privée des moyens de production. A part de rares exceptions, qui confirment la règle, seuls les riches peuvent disposer d'imprimeries, de papier, d'heures d'antenne à la radio et à la télévision. La classe ouvrière ne possède pas - et ne peut le posséder immédiatement après la prise du pouvoir -, un mécanisme automatique qui lui assurerait que les libertés qu'elle accorde consolident la dictature et affaiblissent ses ennemis. Ce mécanisme ne peut consister qu'en la plus stricte discipline de classe pour affronter la bourgeoisie, pour la combattre, et dans le cadre de cette discipline, interne à la classe, il faut accorder la plus large liberté démocratique.

2. La Chine de Chang-Kai-Chek et celle de Mao, à égalité pour la démocratie prolétarienne ?

Ces deux conceptions irréconciliables des libertés démocratiques ont amené, en toute logique, deux interprétations radicalement opposées des grandes révolutions ouvrières. C'est le cas des révolutions chinoise et vietnamienne. Pour le SU, "il est vrai que dans certains pays semi-coloniaux, la faiblesse des anciennes classes dominantes aboutit à des rapports de forces sociaux tellement favorables que le renversement du capitalisme peut être accompli *sans l'épanouissement de la démocratie prolétarienne (la Chine et le Vietnam sont les deux principaux exemples à ce propos)*" (SU, 1977) [1]. Comme nous le voyons, le critère utilisé est celui des libertés démocratiques-bourgeoises. Il en résulte ainsi que le régime de Mao est égal ou pire que celui de Chang-Kai-Chek pour la "démocratie prolétarienne". Quelle différence existe-t-il entre cette conception et celle des démocrates libéraux et des social-démocrates ?

Pour ces derniers, ce qui fait que les deux régimes se ressemblent, est le fait qu'aucun des deux n'accorda de libertés démocratiques. Pour la majorité du SU "le renversement du capitalisme peut être accompli sans l'épanouissement de la démocratie prolétarienne".

Bien que les premiers parlent de démocratie en général, et le SU de démocratie prolétarienne, ils disent tous deux - à quelques mots près - la même chose. Le critère du SU est à ce point formel et bourgeois qu'il considère, comme il n'y eut pas et n'y a toujours pas de liberté de la presse et d'organisation pour les partis bourgeois et ouvriers, ni de démocratie syndicale pour les travailleurs chinois en tant qu'individus, que la Chine ouvrière est égale à l'autre pour ce qui est de la "démocratie prolétarienne". Le SU s'arrête à ce moment de son raisonnement, mais s'il le poursuivait il devrait dire que "puisque au Venezuela, en Colombie et au Costa Rica, il y a bien plus de libertés

démocratiques individuelles que sous la régime de Chang ou de Mao, il y a donc bien plus de démocratie ouvrière dans ces pays capitalistes". C'est ce qu'ils disent dans une autre partie du document quand, parlant du contrôle du parti unique, ils signalent que "cela signifie en fait *limiter et non pas étendre* (souligné dans l'original) les droits démocratiques du prolétariat comparés à ceux dont il jouit sous la démocratie bourgeoise". (SU, 1977) [2].

Au contraire, Trotsky pensait que "pour les ouvriers, la réduction de la journée de travail est la pierre de touche de la démocratie, parce que c'est seulement cela qui leur donne la possibilité d'une participation réelle à la vie sociale du pays". (Trotsky, 1930) [3].

Le point de vue de Trotsky était celui des besoins du prolétariat et de l'avancée de sa prise de conscience ; le point de vue du SU est celui des libertés académiques individuelles des universités occidentales, là où ils espèrent être écoutés et applaudis. Sur ce point, ils cèdent devant les pires préjugés libertaires européens, et n'écoutent même plus les travailleurs européens, qui ont un instinct de classe plus sûr par rapport à la Chine et au Vietnam.

En Chine, le prolétariat est organisé en syndicats et les paysans en communes, qui sont légaux et regroupent des dizaines de millions de travailleurs. Ce seul fait marque l'énorme différence avec le régime de Chang-kai-shek, sous lequel les syndicats et les communes étaient pratiquement inexistantes ou féroce ment persécutés. C'est la même chose avec le papier, les ratatives, la radio, les salles de réunion. Ils étaient auparavant aux mains de la bourgeoisie et de l'impérialisme ; aujourd'hui, bien que contrôlés par la bureaucratie, ils appartiennent à la classe ouvrière et à

la paysannerie. C'est pourquoi, la révolution ouvrière chinoise, bien que dirigée par la bureaucratie, a signifié une colossale expansion de la "démocratie prolétarienne" en relation, non seulement au régime de Chang, mais aussi aux démocraties bourgeoises les plus avancées, qui reposent sur l'exploitation totalitaire et barbare des nations opprimées et des peuples coloniaux.

Mais la plus haute expression de la démocratie ouvrière et paysanne est que, alors que la Chine de Chang connaissait une faim endémique, dans celle de Mao on est parvenu au miracle de faire en sorte que tous les travailleurs aient leur repas assuré.

Nous comprenons qu'un professeur ou un étudiant occidental, qui s'est délecté à la lecture de Rabelais, ne comprenne pas ce que cela a à voir avec la démocratie.

La conquête de ces libertés ne vous fait pas ignorer que les masses chinoises et vietnamiennes ont besoin d'autres libertés, également essentielles, comme

la démocratie interne dans les communes paysannes, les syndicats et les comités d'usine, et la légalisation des partis révolutionnaires.

Le prolétariat chinois a également besoin de conquérir les libertés formelles, comme la liberté de la presse, d'opinion et de réunion. La lutte pour leur obtention est fondamentale pour continuer à étendre la démocratie ouvrière et paysanne, dans la mesure où elle risque de reculer, de perdre de ses conquêtes, avec en conséquence le danger de restauration bourgeoise impérialiste. Nous savons que pour continuer à avancer et obtenir ces nouvelles libertés il faut une nouvelle révolution, une révolution politique contre les maîtres bureaucratiques. Mais aucune de ces vérités ne doit nous amener à ignorer que les grandes révolutions de Chine et d'Indochine ont provoqué une extension de la démocratie prolétarienne et paysanne jamais vues sous les régimes bourgeois antérieurs, aussi bien le régime chinois que les régimes impérialistes.

3. Une dictature sans obligations, sans une stricte discipline ?

Pour la majorité du SU, les "libertés politiques" ne doivent être "limitées" qu'à l'égard de ceux qui "prennent les armes contre le pouvoir de la dictature du prolétariat.". Mais que faisons-nous contre ceux qui ne respectent pas, ou font de la propagande pour qu'on ne respecte pas les résolutions du pouvoir révolutionnaire ? Le document de la majorité du SU accorde les garanties et les droits les plus larges à la contre-révolution, mais oublie de préciser que la dictature prolétarienne imposera, comme dans toute lutte ouvrière, la discipline de classe la plus stricte, parce que dans un processus de révolution permanente, de lutte acharnée contre l'impérialisme et la bourgeoisie, il faut qu'il y ait, comme dans toute autre lutte, une discipline presque militaire. Et elle utilisera pour cela la force de l'état, qu'elle aura à sa disposition. N'importe quel "ouvrier qui a participé ne serait-ce qu'une seule fois à une grève sait qu'aucune lutte n'est possible sans discipline et sans une direction ferme", surtout à "notre époque", qui "tout entière est pénétrée par l'esprit du centralisme", disait Trotsky (1940) [4] ; et, pensons nous, il comprend bien mieux que les auteurs des thèses ce qu'est la dictature du prolétariat. Il sait que pour gagner une grève il faut la plus stricte discipline ; il comprend qu'il faut combattre les briseurs de grève par tous les moyens, et qu'il faut compter à leur nombre, également, ceux qui *se limitent à faire de la propagande pour briser la grève*. On empêche d'entrer ceux qui veulent travailler, et on empêche de s'exprimer ceux qui font une propagande contraire à la grève.

Et il en sera ainsi sous la nouvelle dictature avec encore plus de raison. Les mesures adoptées par la dictature prolétarienne révolutionnaire devront être respectées. C'est-à-dire que l'on imposera des devoirs à toute la population, et beaucoup plus à la population non prolétarienne. S'il est voté que tout travailleur, par une nécessité impérieuse, - doit aller travailler, n'est-il pas légitime de sanctionner ceux qui ne le font pas, ou font de la propagande en ce sens ? Lénine était-il dans le vrai quand il disait qu'il fallait fusiller un vagabond sur dix ? Pour le chef de la seule dictature révolutionnaire qui ait existé, il fallait fusiller, non pas seulement celui

qui prenait les armes contre la dictature prolétarienne, mais celui qui manquait son travail. Si l'on ne peut adopter de mesures punitives, comment pouvons-nous imposer la discipline de classe ?

Pour la majorité du SU, la dictature révolutionnaire du prolétariat agira de manière directement opposée à celle dont fonctionne le mouvement ouvrier quand il lutte sous le régime capitaliste. Les auteurs du document semblent ignorer que non seulement le parti marxiste-révolutionnaire, et les partis trotskystes en général, se caractérisent par le fonctionnement du centralisme démocratique, par la démocratie la plus large dans la discussion préalable et la discipline la plus absolue une fois votée une action ou une résolution, mais que ce fonctionnement est également caractéristique de toute lutte ouvrière et de masse. Et il le sera encore plus quand s'imposera la dictature révolutionnaire du prolétariat ; toute discussion aura pour but d'adopter des mesures, et celui qui fera de la propagande pour qu'on ne les respecte ou ne les accomplisse pas, sera réprimé même s'il n'en vient pas à prendre les armes ; les mesures pénales, administratives, ou de quelque autre type, y compris celles spontanément adoptées par la base révolutionnaire militante, sans aucune norme préalable, pour réprimer ceux qui ne respectent pas les décisions ou font de la propagande en faveur de la contre-révolution, ne sont pas seulement positives, mais indispensables. Le document ne signale jamais que la dictature révolutionnaire du prolétariat signifie la plus dure discipline de classe, et que "la garantie élémentaire du succès exige d'opposer le centralisme révolutionnaire au centralisme de la réaction" (Idem) [5].

Ce furent les anarchistes qui dans le mouvement ouvrier se battirent en défendant l'idée qu'à partir de la révolution ouvrière, il y aurait une liberté absolue pour tous. En revanche, le marxisme "autoritaire" s'est toujours caractérisé par le fait de souligner la nécessité de l'Etat pour imposer une stricte discipline et centralisation dans le processus révolutionnaire et au début de la construction socialiste. Lénine insistait, avant la révolution russe, sur le fait que l'éducation produirait automatiquement la discipline sociale. Mais comme il le

reconnaissait lui-même, l'expérience démontrait qu'il était impossible d'y parvenir dans les premières étapes de la dictature du prolétariat. Quand se joue le destin de la révolution, il n'y a pas de coutume ni de morale qui soient suffisantes en elles-mêmes pour garantir la mise en déroute de la contre-révolution. La centralisation et la discipline sont indispensables. Elles peuvent être de

caractère bureaucratique ou révolutionnaire, mais sans elles il ne peut exister de dictature du prolétariat. La démocratie révolutionnaire est précisément celle qui se fonde sur la discipline révolutionnaire ; c'est à dire que c'est une démocratie pour ceux qui soutiennent et appuient la révolution.

4. Trotsky sur les syndicats anglais.

Trotsky s'exprime très clairement là-dessus, dans un texte pratiquement oublié par le SU. Ce fut à propos d'une loi de 1913, qui autorisait les syndicats anglais à établir des cotisations politiques pour leurs adhérents, en faveur du parti Travailleiste. Cette loi reconnaissait le droit de refuser de les payer, interdisant à la direction du syndicat d'exclure ou de sanctionner ceux qui les faisaient. Dans OÙ va l'Angleterre, Trotsky cite un article du Times du 6 mars 1925, selon lequel dix pour cent des ouvriers syndiqués faisaient utilisation de ce droit. Les syndicats parvinrent à faire voter en assemblée l'obligation de verser cette cotisation politique, ce qui provoqua une grande discussion au parlement et dans la vie politique anglaise. Les syndicats défendirent le droit d'imposer des cotisations politiques obligatoires, la Chambre des Lords en vota l'interdiction, et la Chambre des Communes arbitra, autorisant les syndicats à fixer des cotisations politiques, et les ouvriers qui ne désiraient pas cotiser au parti Travailleiste à ne pas la faire.

Trotsky accusa durement la direction Travailleiste, pour s'être soumise à la décision de la Chambre des Communes, et signala que ces positions étaient un exemple surprenant de comment "apprécier les tâches fondamentales du mouvement ouvrier et fixer ses limites depuis le point de vue formel et au fond purement juridique de la démocratie", exigeant quant à lui que les syndicats et le parti Travailleiste poussent à l'extrême les mesures coercitives et dictatoriales contre ces dix pour cent du prolétariat britannique qui se refusaient à cotiser au parti ouvrier.

Il présenta cette position comme le meilleur exemple de la manière dont agirait la dictature du prolétariat. Trotsky disait dans son argumentation :

"Les frais d'élection d'un député au Parlement représentent pour la trade-union une dépense tout aussi légitime, nécessaire et obligatoire que les frais d'entretien d'un secrétaire. Sans doute, le membre libéral ou conservateur d'une trade-union peut-il dire : "Je paye avec régularité ma cotisation habituelle de syndiqué, mais je me refuse à payer celle du Labour Party, mes convictions politiques m'obligeant à voter pour un libéral (ou un conservateur)." A quoi le représentant de la trade-union pourrait répondre : "Quand nous luttons pour l'amélioration de nos conditions de travail - et c'est le but de notre organisation - nous avons besoin de l'appui d'un parti ouvrier, de sa presse, de ses députés ; or, le parti pour lequel tu votes (libéral ou conservateur) s'en prend toujours à nous, en pareil cas, s'efforce de nous compromettre, s'efforce de semer parmi nous la discorde, ou d'organiser contre nous des briseurs de grève. Nous n'avons pas besoin de membres qui soutiennent les briseurs de grève." *De sorte que ce qui est, du point*

de vue de la démocratie capitaliste, liberté individuelle, révèle du point de vue de la démocratie prolétarienne, liberté politique de briser les grèves. Le rabais de 10% obtenu par la bourgeoisie n'est pas une chose innocente. Il signifie que, dans l'effectif des trade-unions, un homme sur dix est un ennemi politique, c'est-à-dire un ennemi de classe. Certes, on réussira peut-être à conquérir une partie de cette minorité. Mais le reste peut, en cas de lutte vive, constituer, entre les mains de la bourgeoisie, une arme précieuse contre les ouvriers. La lutte contre la brèche ouverte par l'acte parlementaire de 1913 dans la muraille des trade-unions est donc à l'avenir tout à fait inévitable.

"De façon générale, nous sommes, marxistes, de l'avis que tout ouvrier honnête, non taré, peut être syndiqué, quelque soient ses opinions politiques, religieuses et autres. Nous considérons les syndicats d'une part, comme des organisations économiques de combat, et de l'autre, comme des écoles d'éducation politique. Préconisant, en règle générale, l'admission au syndicat des ouvriers arriérés et inconscients, nous ne nous inspirons pas du principe abstrait de la liberté d'opinion ou de la liberté de conscience, mais de considérations de finalité révolutionnaire. Elles nous disent d'ailleurs aussi qu'en Angleterre, où 90% des ouvriers syndiqués payent des cotisations politiques, les uns consciemment, les autres par esprit de solidarité, et où seulement 10% des syndiqués osent défier au grand jour le Labour Party, *il faut entreprendre contre ces dix pour cent là une action systématique. Il faut les amener à se rendre compte qu'ils sont des apostats ; il faut assurer aux trade-unions le droit de les exclure au même titre que les briseurs de grève. Si, pour finir, un citoyen abstrait a le droit de voter pour n'importe quel parti, les organisations ouvrières ont aussi le droit de ne pas admettre en leur sein des citoyens dont la conduite politique est hostile aux intérêts de la classe ouvrière. La lutte des syndicats, tendant à fermer les portes des fabriques aux non-syndiqués, est depuis longtemps connue comme une manifestation du terrorisme ouvrier ou, comme on dit aujourd'hui, du bolchevisme.* En Angleterre, justement, on peut et on doit appliquer ces méthodes d'action au Labour Party, qui a grandi comme la continuation directe des trade-unions". (Trotsky, 1926) [6]. Et décrivant les différences entre les secteurs ouvriers petit-bourgeois, dans les petites industries arriérées, et les secteurs dotés d'une véritable conscience de classe, qui se trouvent dans "les nouvelles industries, plus modernes", il disait que dans ceux-là "la solidarité de classe règne, et la discipline prolétarienne, qui semblent aux capitalistes et à leurs serviteurs, rejets de la classe ouvrière, une sorte de terreur." (Idem) [7], et c'est précisément là, il n'est pas nécessaire d'expliquer pourquoi, où l'on imposait que tous les ouvriers cotisent au parti Travailleiste.

Et Trotsky acceptait la dénonciation d'un réactionnaire, qui mettait un trait d'égalité entre cette dictature syndicale et la dictature bolchévique. Il disait que "Cobden déclara jadis qu'il eût préféré vivre sous le pouvoir du dey d'Alger que sous celui des trade-unions. Cobden exprimait ainsi son indignation libérale contre la tyrannie "bolchévique" dont les germes se trouvent dans la nature même des trade-unions. Cobden avait raison, - à sa façon -". (Trotsky, 1924) [8].

Dans *Où va l'Angleterre ?*, Trotsky cite longuement Lafargue, le définissant comme un des auteurs marxistes ayant le mieux compris, à l'époque de Marx, le caractère de la dictature du prolétariat depuis la Commune de Paris. Une citation de Lafargue, approuvés par

Trotsky, se rapporte à la politique de la dictature du prolétariat par rapport aux partis réactionnaires. Elle est suffisamment explicite : "Quand seront établies les institutions révolutionnaires locales, elles devront organiser, par voie de délégation, un pouvoir central auquel incombera le devoir de prendre les mesures générales commandées par l'intérêt de la Révolution et de *s'opposer à la formation d'un parti réactionnaire.*" Trotsky termine son commentaire sur Lafargue et disant qu'il "ne fut pas le seul partisan de la *dictature de classe opposée à la démocratie.*" (idem.)⁹ Dire que la majorité du SU se dit trotskyste, et avance pour la dictature du prolétariat la liberté la plus absolue pour les réactionnaires et leurs partis !

5. Un programme démocratique-bourgeois

Tout marxiste qui, comme le SU, avancerait un programme de "libertés politiques illimitées" pour les individus et les secteurs, sans les assujettir strictement aux organismes et à la discipline de classe, serait en train de défendre la démocratie bourgeoise. Il y a des fois où de n'est pas mauvais de défendre la démocratie bourgeoise et l'extension de ces libertés, par exemple quand elles s'affrontent à l'état capitaliste. Tel serait le cas si les ouvriers désiraient se syndiquer quand on leur dénie ce droit. Alors nous dirions : Que chaque ouvrier ait le droit de se syndiquer s'il le désire ! Mais quand ces syndicats sont forts et légaux, il nous semble excellent d'imposer à la bourgeoisie et aux ouvriers la syndicalisation, comme condition pour travailler. A ce moment commencent la dictature et la démocratie syndicale, qui vont à l'encontre de la liberté bourgeoise de "se syndiquer ou ne pas se syndiquer". Une fois que l'on est parvenu à des syndicats forts et légaux, nous disons : A bas le droit de chaque ouvrier en tant qu'individu d'en faire selon sa volonté en ce qui concerne la syndicalisation. C'en est fini de la démocratie bourgeoise, *c'est le début de la dictature et de la démocratie syndicales, c'est-à-dire la démocratie interne* à cet dictature des syndicats. Dictature coercition et misère pour les non-syndiqués ! Démocratie et travail pour les syndiqués ! Que se passe-t-il ? Il se passe que la liberté bourgeoise est terminée. Pour consolider le syndicat face à la bourgeoisie et au sein du mouvement ouvrier il faut imposer la dictature syndicale et donc étendre la démocratie ouvrière dans le pays, serait-ce au prix d'une limitation des libertés individuelles des ouvriers eux-mêmes, de celle qui leur permet de choisir s'ils se syndiquent ou non. La seule démocratie et les seules libertés que nous acceptons sont celles des syndiqués.

Sous le nom de "Démocratie ouvrière", le SU avance pour sa dictature du prolétariat le programme des libertés démocratiques-bourgeoises individuelles : la liberté et le droit absolus pour tous les ouvriers et tous les habitants en tant qu'individus de s'organiser en tendances et partis, et de s'exprimer en fonction de leur nombre d'"adhérents" individuels, à l'unique condition de ne pas "prendre les armes".

Face à notre critique, les auteurs pourront objecter que leur programme se situe dans le cadre de la

dictature du prolétariat et, encore plus, dans le cadre des soviets ; que donc ils ne font que dire ce que nous même disons quand nous parlons de démocratiser un syndicat ou bien la dictature prolétarienne russe ou chinoise. Mais ce n'est pas le cas : la majorité du SU exige la liberté la plus absolue, la plus totale pour tous les individus, secteurs et partis, *y compris réactionnaires*. Et c'est là que se trouve la base de notre dénonciation de leur programme démocratique-bourgeois, même s'ils avancent ce programme pour les soviets. C'est la même position qui fut soutenue par Urbahns pour la Russie en 1929, et à propos de laquelle Trotsky ne laissa matière à aucun doute : "Il faut rejeter et condamner le programme de lutte pour la "liberté de coalition" et pour toutes les autres "libertés", car c'est un programme de démocratie bourgeoise". (Trotsky, 1929) 10.

Si quelqu'un qui se dit marxiste soutient que dans un syndicat tout ouvrier adhérent a le droit de s'organiser en tendance pour défendre les patrons et les briseurs de grève, et que c'est là la "démocratie ouvrière" et la "dictature syndicale" parce que c'est ce que propose son programme pour le syndicat, ce quelqu'un est en train de nous tromper. Ce que défend ce prétendu marxiste est le programme de la bourgeoisie pour les syndicats : tout ouvrier adhérent doit et peut faire ce qu'il veut, le syndicat ne peut ni restreindre sa liberté, ni lui imposer quoi que ce soit contre sa volonté. Un syndicat digne de ce nom est celui dont la grande majorité de ses adhérents, expulsent systématiquement tous les agents du patronat, tous les briseurs de grève. Un syndicat doit se défendre des ennemis infiltrés en les réprimant, non en leur donnant tous les droits.

La dictature du prolétariat ne devra pas agir différemment de n'importe quel syndicat de classe ou révolutionnaire. Ceci ne veut pas dire qu'il faut à tout moment expulser des organisations ouvrières les agents de l'ennemi. S'ils possèdent une base de masse, nous devons nous contenter d'une polémique idéologique ; mais une fois que nous serons parvenu à convaincre la majorité des ouvriers, nous mobiliserons pour les expulser et les réprimer. Cela a toujours été la politique révolutionnaire dans les organisations de masse.

6. Notre position : accorder les libertés qui aident à consolider et développer la révolution socialiste et la dictature révolutionnaire.

Nous savons tous que le stalinisme au pouvoir dans les états ouvriers soutient que les partis d'opposition, et pas seulement les partis contre-révolutionnaires doivent être persécutés et obliger d'agir dans la clandestinité. Le SU, tout comme les eurocommunistes, a effectué une critique juste de cette politique du stalinisme. Mais ils opposent à cette politique leur programme de "liberté politique illimitée". Nous disons que ne sont correctes ni la norme stalinienne bureaucratique totalitaire, de persécution systématique aux opposants, ni celle, démocratiste, de la "liberté politique illimitée" du SU, dans la mesure où "... nous ne faisons pas un fétiche des formes démocratiques. La protection de la dictature est au-dessus de toute autre considération" (Trotsky, 1929) [11]. Et ceci correspondra à une seule norme : écraser la contre-révolution impérialiste et bourgeoise et imposer le pouvoir des ouvriers dans le monde. Sans rejeter aucune méthode, sans se lier les mains avec aucune norme, le prolétariat, dirigé par un parti marxiste dans sa mobilisation révolutionnaire, utilisera tous les moyens à sa disposition pour écraser la contre-révolution et impulser la révolution. Il devra décider à chaque moment, en accord avec les nécessités du processus révolutionnaire, quelles libertés il accorde et quelles libertés il enlève. Dit d'une autre manière : il y aura des "libertés politiques limitées" en fonction des besoins de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Cela signifie que la dictature du prolétariat *peut*, que c'est parfois *utile* et qu'alors elle *doit* accorder des libertés démocratiques pour les partis contre-révolutionnaires et d'opposition. A d'autres moments elle *peut*, et si c'est en même temps *indispensable* elle *doit* alors supprimer radicalement les partis contre-révolutionnaires, agissant à leur égard de manière brutale et implacable. Cette question ne peut être résolue que par les masses révolutionnaires avec à leur tête un parti trotskyste, en fonction de l'appréciation de la situation présente, et aucune norme écrite ni aucune thèse ne peut fixer cela à l'avance.

Dans le cadre de cette position de principe, nous devons signaler que toutes les libertés ne sont pas identiques. Il n'y a pas entre elles, pendant la dictature du prolétariat, un rapport d'égalité. La liberté scientifique et artistique, par exemple, ne peut qu'être bénéfique à la dictature ouvrière, qui ne peut que progresser sur la base de toute avancée sur ces terrains. La liberté de presse et d'opinion, en rapport au nombre d'adhérents, est très utile à la dictature du prolétariat, et tout gouvernement authentiquement marxiste-révolutionnaire devra tendre à l'imposer de manière tout à fait pressante. Elle a un rôle très semblable à celui de la monnaie et des statistiques véridiques dans l'économie de transition, mais au niveau, beaucoup plus général, de la société dans son ensemble (économique, social, culturel, et principalement politique). Cette liberté de presse et d'opinion quasi absolue, vers laquelle doit tendre la

dictature du prolétariat, sert à apprécier la force des différents courants d'option, et à ce que la dictature s'informe objectivement des problèmes qui existent, mais est conditionnée par le plus absolu monopole politique du pouvoir de la part du prolétariat industriel et des masses révolutionnaires. Ce qui veut dire que les libertés de presse, et surtout artistique et scientifique, n'impliquent pas automatiquement la liberté d'organisation et d'activité pour tous les partis contre-révolutionnaires. Pour l'économie de l'état ouvrier, ce n'est pas non plus la même chose d'avoir une monnaie stable, qui signifie l'application de la loi de la valeur au service de cette économie de transition, - que d'autoriser que cette loi joue tout à fait librement, ce qui signifierait autoriser la résurgence de la bourgeoisie. Nous laissons précisément la loi de la valeur jouer librement dans un champ déterminé pour pouvoir mieux dominer ses tendances et continuer à développer l'économie ouvrière vers le socialisme, empêchant la résurgence de la bourgeoisie par la défense intransigeante du plan économique, de l'industrie nationalisée et du monopole du commerce extérieur. C'est la même chose avec les libertés : elles ne peuvent être obligatoires ou automatiques dans toutes les sphères de la vie politico-sociale.

Ce sont les démocrates bourgeois et les réformistes qui considèrent que l'on doit sous la dictature du prolétariat accorder toutes les libertés en même temps. Parce que leur programme, ou sa finalité, n'est pas la défense, le renforcement et le développement du nouveau régime, mais un système de libertés totales pour les individus et les secteurs, en tant qu'expression politique du libre-échange, de l'individualisme petit-bourgeois et bourgeois, - qui permettra à plus long terme la résurgence capitaliste et la pénétration impérialiste.

Ce que nous venons de dire ne signifie pas que les libertés doivent être accordées ou supprimées arbitrairement, selon la volonté subjective du parti qui dirige la dictature. Au contraire, elles dépendent de la loi stricte, de caractère objectif et algébrique, qui exprime le rapport entre la révolution et la contre-révolution. La marge de libertés que toute dictature révolutionnaire accorde à ses ennemis, sera directement proportionnelle à la force et l'avancée de la révolution nationale et internationale, et inversement proportionnelle à la force et la dynamique de la contre-révolution.

Pendant toute sa vie, Trotsky a souligné le caractère relatif, "limité" des libertés sous la dictature du prolétariat. Il écrivit une formule qui est pratiquement identique à la notre, mais dont le signe est différent dans la mesure où elle se réfère au degré de coercition et non au degré de liberté : "La contrainte exercée par les masses dans l'état ouvrier est directement proportionnelle aux forces tendant à l'exploitation ou à la restauration capitaliste et inversement proportionnelle à la solidarité sociale et au dévouement commun au nouveau régime". (Trotsky, 1936) [12].

7. Trotsky sur la liberté de la presse.

Les partisans du document du SU considèrent que le fameux article de Trotsky en 1938, "La liberté de la presse et la classe ouvrière", leur donne raison. Ce n'est pas par hasard s'ils ne peuvent citer que cela, car dans toute l'oeuvre de Trotsky ils ne trouvent nulle part un raisonnement qui les soutienne. Mais même cet article ne fait que confirmer ce que nous venons de dire, sur le caractère inégal et relatif des libertés que doit accorder la dictature du prolétariat.

Les staliniens et Lombardo Tolédano soutenaient le droit de l'état bourgeois mexicain de contrôler et exproprier la presse jaune pro-impérialiste. Une des analogies qu'ils faisaient pour justifier une telle bêtise était de comparer le gouvernement mexicain au gouvernement soviétique. Trotsky répondit à ce raisonnement avec deux arguments. Le premier argument, qu'il signale en passant, est la citation qui fascine les sympathisants des positions de la majorité du SU : "Les véritables tâches de l'Etat ouvrier résident non pas à apposer le bâillon de la police sur l'opinion publique, mais bien à la libérer du joug du capital. Il n'y a que cela qui puisse faire passer les moyens de production, y compris la production de l'information publique, entre les mains de toute la société. Une fois effectué ce pas socialiste fondamental, *tous les courants de l'opinion publique qui n'ont pas pris les armes contre la dictature du prolétariat doivent avoir la possibilité de s'exprimer librement. Le devoir de l'état ouvrier est de leur rendre accessible, proportionnellement à leur nombre, tous les moyens techniques dont ils font la demande, presse, papier, transports.* Une des principales causes de la dégénérescence de l'appareil d'état est la monopolisation de la presse de la part de la bureaucratie stalinienne, qui menace de réduire toutes les conquêtes de

8. Trotsky clôt la discussion.

Trotsky émit sa dernière opinion sur ce thème l'année de son assassinat. *Le St. Louis Post Dispatch*, un journal bourgeois, l'interviewa, et entre autres questions, lui posa la question suivante : "La dictature du prolétariat signifie-t-elle nécessairement la suppression des droits civiques, comme ceux que reconnaît la "Bill of Rights" (Loi Fondamentale) des Etats Unis, y compris, évidemment, la liberté d'opinion, de presse, de réunion et de religion ?" Qu'aurait répondu un des auteurs de la résolution ? Sans douter un seul instant, il aurait répondu : "Dès le moment-même de l'instauration de la dictature du prolétariat, notre norme programmatique est tout à fait claire : "liberté politique illimitée". Nous accorderons beaucoup plus de libertés que le "Bill of Rights"". C'est ce que disent déjà des dirigeants du SWP dans leurs interventions. [*] Trotsky, qui était comme chacun sait un révolutionnaire, et non un professeur d'Université, répondit de la manière suivante : "Ce serait une grande erreur que de supposer que la révolution socialiste en Europe ou en Amérique du Nord suivra le modèle de la Russie arriérée. Les tendances fondamentales seront évidemment similaires. Mais les formes, les méthodes, le "climat" de la lutte revêtent des caractéristiques propres dans chaque pays. On peut, en anticipant, établir la loi

la Révolution d'octobre, jusqu'à la ruine totale." (Trotsky, 1938) [13]. Mais il faut replacer cette citation dans le cadre du raisonnement qui prédomine dans l'article : on peut sous la dictature du prolétariat, à des moments déterminés, supprimer la liberté de la presse, ce qui ne doit pas se transformer en une norme programmatique. L'erreur stalinienne se réduit à identifier un état ouvrier à un état bourgeois. "Bien que le Mexique soit un pays semi-colonial, c'est aussi un état bourgeois, et en aucune manière un état ouvrier. Cependant, du point de vue des intérêts de la dictature du prolétariat, interdire des journaux bourgeois ou les censurer ne constitue pas le moins du monde un "programme", un "principe" ou un idéal établi. Des mesures de cette nature ne peuvent être qu'*un mal temporaire et inévitable.*" "Tolédano et ses compagnons en doctrine tentent essentiellement d'introduire dans un système démocratique-bourgeois *des moyens et des méthodes qui peuvent, à certaines conditions passagères, être inévitables sous la dictature du prolétariat.*" (Trotsky, 1938) [14].

Ce qui caractérise le raisonnement de Trotsky est qu'il parle de "courants de l'opinion publique", et non de partis politiques. Il y a une raison profonde : il ne veut pas se compromettre à accorder la liberté de la presse à des partis russes tels que les cadets et les menchéviks, sinon il l'aurait dit au lieu de l'expression qu'il emploie. Cette ambiguïté, comme celle de la "liberté pour les partis soviétiques", sans mentionner les cadets et les menchéviks, obéit au fait que Trotsky laisse la porte ouverte, dans un cas comme dans l'autre, à ce que la dictature du prolétariat restreigne la liberté de la presse ou des partis politiques quand elle le juge nécessaire.

suivante : plus nombreux seront les pays où le capitalisme sera détruit, plus faible sera la résistance qu'opposeront les classes dominantes des autres nations, moins violent sera le caractère que prendront la révolution socialiste et la dictature du prolétariat, plus bref sera le délai d'une résurgence de la société sur la base d'une démocratie nouvelle, plus complète, plus parfaite et humaine. En tous cas, aucune révolution ne peut attenter au "Bill of Right" comme la guerre impérialiste et le fascisme qu'elle engendrera." (Trotsky, 1940) [15]. Il est impossible d'être plus clair : *premièrement*, Trotsky ne se risque à rien de précis. "En tous cas, aucune révolution ne peut attenter au "Bill of Rights" comme la guerre impérialiste et le fascisme qu'elle engendrera". *Deuxièmement*, la révolution socialiste aux U.S.A. va attenter au "Bill of Rights", mais pas au point de "la guerre impérialiste". *Troisièmement*, tout dépend de la situation objective et de "la résistance qu'opposeront les classes dominantes". *Quatrièmement*, à une moindre résistance correspondra un "caractère moins violent de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat". *Cinquièmement*, la révolution socialiste et la dictature du prolétariat signifient une disparition des libertés et de la démocratie. Dans la mesure où il y a une "faible résistance", "plus bref sera le

délai de résurgence de la société sur la base d'une démocratie nouvelle, plus complète, plus parfaite et humaine". Quelque chose qui ressurgit a nécessairement disparu.

9. Démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière dans la révolution européenne.

La fausse identité qu'établit la majorité du SU entre la dictature du prolétariat et la démocratie la plus absolue, ne fait pas que déterminer les caractéristiques tout à fait particulières dont sera dotée sa dictature ; le principal auteur de la résolution ébauche aussi une conception du processus révolutionnaire, qui n'a rien à voir avec le trotskysme, mais assurément beaucoup avec l'ultra-gauchisme, autre face de leur révisionisme.

Pour commencer, il suppose le processus révolutionnaire, au moins en Europe, constitué par une lutte propagandiste, ou un "débat", entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière. Du nom du gagnant dépend le sort de la révolution. "La *pratique* (souligné dans l'original) de la démocratie prolétarienne débordant les limites de la démocratie bourgeoise doit devenir une pratique vécue par des milliers et des milliers de travailleurs, par des secteurs suffisants de la classe ouvrière. Cela nous ramène une fois de plus à la question de la *durée* (souligné dans l'original) de la période de dualité de pouvoir. A la lumière de l'expérience historique, ce qui s'est passé en Russie doit être considéré comme exceptionnel. *Une période de six ou sept mois est beaucoup trop courte pour un prolétariat comme celui de l'Europe occidentale pour pouvoir se dégager progressivement de cette légitimité de la démocratie bourgeoise, pour assimiler la nouvelle légitimité, supérieure, de la démocratie prolétarienne.* Vraisemblablement, nous aurions besoin d'une période plus longue de dualité de pouvoir, *de l'ordre de plusieurs années*, et qui sera peut être interrompue, qui ne sera pas linéaire, qui sera partielle. (...) ..." Les problèmes de la démocratie, ou bien bourgeoise, ou bien prolétarienne, c'est-à-dire le problème de l'Etat... (...) A travers ce biais là, les travailleurs qui font leur apprentissage de ce genre de contrôle ouvrier, qui se heurtent à chaque pas à l'autorité de l'Etat bourgeois, et au caractère restrictif et répressif de l'Etat bourgeois-démocratique même quand il est gouverné par des partis ouvriers, *ces travailleurs peuvent faire l'expérience des limites, et donc du déclin de légitimité de cette démocratie bourgeoise.* (Mandel, 1976) [16]. Et pour conclure, voici comment Mandel voit l'avenir révolutionnaire de l'Europe : "Dans une situation révolutionnaire, il faut faire comprendre aux travailleurs que le débat réel n'est pas un débat entre la démocratie et la dictature, mais *entre le caractère limité et répressif de la démocratie bourgeoise, et l'extension des libertés démocratiques par l'initiative et l'autorité des masses.* Une fois qu'on a gagné ce débat-là, la rupture des masses avec les institutions bourgeoises n'est plus une question aussi difficile et aussi irréalisable qu'on ne le pense à première vue." (Idem) [17]. Nous, archéo-trotskyistes, pensons que la réalité objective liquidera toutes les espérances démocratiques-bourgeoises- des masses, et que tant que la réalité objective n'a pas encore détruit ces espérances, aucun effet de démonstration n'est valable. Tant

C'est là le véritable Trotsky, celui qui prend l'engagement immédiat de faire la révolution, et non d'élargir le "Bill of Rights". C'est le Trotsky que nous avons voulu défendre contre ses falsificateurs.

que les travailleurs européens ne connaîtront pas de brutale crise économique, le chômage, une inflation annuelle de 100 à 150%, l'apparition de bandes fascistes, des coups d'état bonapartistes et fascistes, leurs illusions démocratiques-bourgeoises ne disparaîtront pas. Rien ni personne ne peut les détruire. Nous ne croyons pas pour autant à la survie pendant une longue période de dualité de pouvoir, ni à un débat durant des années entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne, mais tout à fait au contraire. Pas de longues périodes de dualité de pouvoir, mais des périodes très courtes, dans la mesure où la bourgeoisie ne peut survivre longtemps dans une telle situation, et pas non plus de "débordement" de la démocratie bourgeoise. Nous persistons à croire que dans toute situation révolutionnaire la démocratie bourgeoise est court-circuitée. Dans ces situations, l'alternative est : dictature directement contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, ou bien dictature, et non démocratie, révolutionnaire de la classe ouvrière. Et ces deux dictatures s'affronteront les armes à la main avant, pendant et immédiatement après la révolution ouvrière.

C'est Pourquoi le raisonnement que fait le SU, selon lequel la situation révolutionnaire ouvrira la possibilité d'une lutte entre la démocratie ouvrière et la démocratie bourgeoise pour savoir qui convainc, qui gagne les masses dans le cadre du "débat" pour savoir laquelle, de ces deux "démocraties", est la plus légitime, - est un raisonnement schématique -. Nous pensons que nous sommes également en présence d'un accès normatif et institutionnaliste, qui consiste à soutenir que le processus révolutionnaire se déroulera sous la forme d'une dispute propagandiste entre deux types d'institutions ou de mécanismes démocratiques, sans voir la liaison des deux institutions, sans voir comment elles peuvent être combinées dans le processus révolutionnaire. Par exemple, si le véritable grand danger avant la prise du pouvoir est la contre-révolution impérialiste, les attaques des bandes armées et les tentatives militaires et semi-fascistes, les révolutionnaires ne pourront prendre comme axe de leur activité le développement d'une polémique pour savoir quelle démocratie est la meilleure. Ils se consacreront fondamentalement à la défense de la démocratie bourgeoise si les masses, dirigées par le stalinisme et la social-démocratie, continuent à croire en ces partis, mais ils le feront de manière dynamique, révolutionnaire. Cette séparation entre les deux types d'institutions n'existe pas du point de vue de la mobilisation ouvrière. Il est tout à fait possible que pendant toute une période du processus révolutionnaire, la défense de la démocratie bourgeoise, précisément à cause des préjugés démocratiques-bourgeois des masses européennes, soit un mot d'ordre important, de par ses effets transitoires, si la contre-révolution impérialiste devient le danger le plus immédiat. Il peut également ne pas en être ainsi. Tout

dépend de la réalité objective. Il est très possible que nous puissions mener l'affrontement à la contre-révolution, aux coups d'état et aux bandes fascistes, au nom de la dictature du prolétariat et des organes ouvriers dominants dans les états européens. Mais du fait de l'extrême faiblesse de nos forces et de la force du stalinisme et de la social-démocratie, nous ne croyons pas que c'est sous cette forme que se dérouleront les premières révolutions européennes. A notre avis, il serait ridicule de continuer cette polémique entre démocratie ouvrière et démocratie bourgeoise plutôt que de proposer un front unique pour la défense de ce que veulent les masses, mais cela au travers de leur armement et de la mobilisation ouvrière. La démocratie ouvrière et la démocratie bourgeoise peuvent alors parfaitement se

combiner, et non pas s'opposer en un débat permanent. Le véritable débat entre les réformistes et les révolutionnaires ne portera pas sur les vertus dans l'abstrait de ces deux démocraties, mais très probablement sur le fait de savoir si, pour défendre les croyances démocratiques-bourgeoises de la grande majorité de la classe ouvrière, nous utilisons la mobilisation et l'armement du prolétariat ou bien des méthodes de collaboration de classe. La véritable polémique avec les sociaux-démocrates et les bureaucrates opportunistes, portera sur les méthodes. C'est très important, parce que si nous n'agissons pas de cette manière, nous courons le risque de transformer le processus vivant de la lutte de classes en une discussion académique à propos de schémas démocratiques.

10. Démocratie impérialiste et démocratie coloniale.

Pour le SU, il y a plus de démocratie ouvrière dans la démocratie bourgeoise que dans les états ouvriers existant. C'est ainsi qu'ils nous disent, rappelons-le nous à nouveau, que le contrôle de la part du parti unique "signifie de fait *limiter et non étendre*" (souligné dans l'original) les droits démocratiques du prolétariat comparés à ceux dont il jouit sous la démocratie bourgeoise" (SU, 1977) [18]. Mais à quelle démocratie bourgeoise se réfère le SU ? Si c'est à celle du XIX^e siècle, il faut dire qu'elle n'a pas donné le droit de vote aux travailleurs et aux femmes, et n'a pas non plus permis l'existence de syndicats légaux. S'il se réfère à celle de ce siècle, il oublie de dire que c'est une démocratie impérialiste. Ce n'est pas un hasard. Les idéologues de la bourgeoisie ont toujours parlé de démocratie en général pour l'opposer à la dictature en général. Ils accompagnent leur argumentation d'un raisonnement identique à celui du SU : ils prennent en considération le régime interne démocratique du pays impérialiste et le comparent aux régimes des états ouvriers ou des pays arriérés. C'est ce qui survint lors de la polémique entre réformistes et révolutionnaires à propos d'Abd-El-Krim. Les premiers, comparant le régime interne français et le nationalisme arabe, soutenaient que le régime français était démocratique et civilisé, et celui du dirigeant marocain, féodal et barbare. Les idéologues yankee firent la même chose en ce qui concerne le péronisme : les Etats-Unis étaient la démocratie, et le péronisme le fascisme.

Ce raisonnement ainsi que ses bases sont faux et pro-impérialistes. On ne peut ni ne doit prendre comme point de départ la comparaison de régimes nationaux, justement parce que l'impérialisme est un régime international, et non national. On ne peut définir le régime impérialiste nord-américain par le régime interne qui existe aux Etats-Unis, on ne peut le faire que par le régime d'ensemble, mondial, de domination, dont le régime interne américain ne constitue qu'une partie privilégiée. Les régimes de Pinochet, Somoza et du Shah d'Iran sont une partie du régime impérialiste yankee. Si l'on prend le régime impérialiste yankee dans son ensemble, avec tous les Shah qui en font partie, n'importe quel état ouvrier, pour bureaucratique et totalitaire qu'il soit, signifie une fantastique extension et non une limitation des "droits démocratiques du prolétariat comparés à ceux dont il jouit sous la démocratie bourgeoise"

impérialiste. Parce que la majeure partie des ouvriers et des paysans de ce régime démocratique impérialiste, les centaines de millions de travailleurs iraniens, brésiliens, chiliens, philippins, ne possèdent pour leur classe pratiquement aucune liberté démocratique, en opposition au prolétariat russe ou chinois.

Il y a également beaucoup à dire et à discuter en ce qui concerne les droits démocratiques du prolétariat métropolitain lui-même. Il suffit de voir les ouvriers portugais ou algériens en France, les "chicanos" sans papiers des Etats-Unis, les turcs en Allemagne, les chômeurs, les vieux à la retraite ou sans retraite, le faible taux de syndicalisation et d'organisation, les minorités, etc.

En se refusant à définir la démocratie bourgeoise comme une démocratie impérialiste, suivant en cela les idéologues bourgeois, le SU ne la dénonce pas comme ayant le même contenu que celle des esclavagistes : dans ce cas, une démocratie pour quelques pays qui en exploite de nombreux autres, tout le monde colonial et semi-colonial. Ceci empêche le SU, quand il décide de combattre la démocratie bourgeoise, de nous donner un programme efficace et révolutionnaire pour l'affronter.

Nous disons cela parce que le document ne parle jamais de la lutte anti-impérialiste qui commence par le fait de démasquer l'impérialisme de son propre pays, pour mettre à découvert le caractère colonial de chaque démocratie bourgeoise. Cette bataille ne se gagnera pas en tentant de déterminer qui donne le plus de démocratie, comme dit le SU, mais en combattant l'impérialisme sur le point qui démontre son caractère totalitaire et répressif : c'est-à-dire en luttant pour la défense des semi-colonies et des nationalités opprimées au sein de son propre pays impérialiste. Et c'est justement la manière la plus efficace de lutter pour déraciner les préjugés démocratiques-bourgeois, et de combattre la social-démocratie, les eurocommunistes et les bureaucraties réformistes.

C'est cette voie, pratique, mobilisatrice, que nous défendons contre celle de Mandel, purement polémique. Une des manières les plus efficaces de démasquer aux yeux des masses la démocratie impérialiste est d'avancer les mots d'ordre les plus avancés de la démocratie bourgeoise, sur lesquels l'impérialisme ne peut pas céder. Il faut défendre systématiquement le droit à

l'autodétermination nationale des peuples qu'il opprime, et des nationalités opprimées au sein de ces pays, ainsi que toutes les conséquences tactiques transitoires qui découlent de ce grand mot d'ordre.

D'un autre côté, la dictature révolutionnaire du prolétariat dans les pays arriérés, coloniaux et semi-coloniaux, pourra ou non revêtir des caractéristiques soviétiques, mais ne triomphera que si elle s'empare des mots d'ordre de la libération nationale, et dans les pays les plus arriérés de ceux de la révolution agraire, c'est-à-dire si elle se saisit des revendications du peuple dans son ensemble. Le problème n'est pas la forme soviétique de la dictature, mais le contenu des tâches de cette dictature révolutionnaire du prolétariat. La résolution, loin de signaler les profondes différences quant au contenu des dictatures révolutionnaires dans les pays avancés et les pays arriérés, s'efforce de démontrer que la dictature revêtira pratiquement la même forme et le même contenu dans la majeure partie de ces pays. La première dictature révolutionnaire du prolétariat qui triomphera dans les pays avancés devra se baser sur une mobilisation anti-impérialiste permanente, démasquant son propre impérialisme et luttant pour le droit à l'auto-détermination des nations opprimées par son impérialisme. D'autre part, la dictature révolutionnaire du

prolétariat dans les pays arriérés devra prendre pour axe la lutte contre l'impérialisme oppresseur. Nous disons cela parce que les thèses occultent cette ligne maîtresse, fondamentale, du trotskysme.

Il est indispensable d'empêcher que ne se renouvelle la grave erreur commise par le SWP des Etats Unis. Celui-ci, conjointement à *La Gauche*, le journal de la section belge, mena une campagne féroce et systématique contre le gouvernement de Salvador Allende, disant qu'il était la meilleure variante de l'impérialisme, et faisant de lui le centre de ses attaques, au lieu d'attaquer centralement l'impérialisme yankee en signalant qu'il avait des contradictions avec Allende et que nous devions défendre le Chili contre l'agression et le coup d'état que préparait la CIA. Cette histoire honteuse, cette tache sur l'histoire de notre internationale ne doit plus jamais se répéter. Mais tant les résolutions que nous critiquons que les déclarations du type de celles du camarade Mandel préparent de nouveaux désastres quant à cette politique de préparation de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Les dénonciations doivent se diriger en premier lieu contre son propre impérialisme, en tant que meilleure manière de combattre les préjugés démocratiques-bourgeois.

Notes

[*] "Nous avons déjà dit que dans la constitution de la république ouvrière nous enfermerons les articles progressifs, élargis au maximum, du Bill of Rights. Nous assurons cela aux ouvriers américains, et nous parlons au sérieux. Il est probable que s'ils pensent que nous ne parlons pas au sérieux, il n'auriez pas jamais une révolution prolétarienne dans ce pays". (Jack Bames dans "The portuguese Revolution and Building the Fourth International", National Convention of the SWP, International Internal Discussion Bulletin, vol. XII, N° 6, octobre 1975).

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 9.

2. Idem, p 7.

3. "Sobre la declaracion de los opositoristas indochinos", *Escritos*, Tomo II, Vol. I, p. 43.

4. *Manifeste de la IV^e Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, "Sur la deuxième guerre mondiale", p. 232.

5. Idem, p. 233.

6. *Où va l'Angleterre ?* p. 145.

7. Idem, p. 146.

8. Idem, p. 145.

9. Idem, p. 124-125.

10. *La défense de la République Soviétique et l'Opposition*, "La nature de l'URSS", p. 170.

11. "Sobre el voto secreto", *Escritos*, Tomo I, Vol. I, p. 75.

12. *La révolution trahie*, p 95.

13. "Libertad de prensa y la clase obrera", *Escritos*, Tomo IX, Vol. 2, p 605.

14. Idem, p. 604 et 606.

15. "La situación mundial y sus perspectivas", *Escritos*, Tomo XI, Vol. I, p. 210 et 213.

16. "Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe Occidentale", *Critique Communiste*, N° spécial 8/9, p. 151-152.

17. Idem, p. 152.

18. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 7.

IV. Qui prend le pouvoir et pour quoi faire ?

1. Normes et institutions contre mobilisation permanente.

Une des révisions les plus importantes à la théorie de la révolution permanente, concrétisée dans la résolution que nous critiquons aujourd'hui consiste en la tentative de canaliser la mobilisation révolutionnaire à travers des institutions et des normes figées. La manie normative des auteurs atteint le summum du délire légaliste quand elle prétend, pendant la guerre civile, soumettre la dictature à un code pénal très strict, inviolable et ultra-libéral avec la bourgeoisie et les contre-révolutionnaires.

En ce qui concerne la mécanique gouvernementale, le SU raisonne de la même manière, en disant que, de même que la bourgeoisie gouverne avec une institution - le parlement -, le prolétariat doit gouverner en lui opposant une autre institution - le soviet super-démocratique -. Il en conclue ainsi que la dictature du prolétariat ne peut s'exercer que "dans le cadre d'institutions étatiques d'un, type différent de celui de l'état bourgeois, à savoir d'institutions fondées sur des conseils de travailleurs (soviets) souverains et démocratiquement élus et centralisés". (SU, 1977) [1].

Faire de l'opposition d'une institution à une autre l'axe de notre programme est un procédé équivoque basé sur un raisonnement analogique erroné. "Le système soviétique n'est pas seulement une forme de gouvernement qui peut se comparer dans l'abstrait à la forme parlementaire." (Trotsky, 1929) [2]. On ne peut placer les soviets au même niveau que le parlement bourgeois. Nous sommes tous d'accord pour dire que les soviets sont l'instrument le plus adapté pour faire la révolution ouvrière et exercer le pouvoir, alors que le parlement est un instrument de la domination bourgeoise. Mais les soviets en eux-mêmes ne constituent aucunement une garantie. "Il faut avoir constamment devant les yeux toutes ces éventualités pour ne pas tomber dans le fétichisme d'organisation et ne pas transformer les soviets, forme souple et vitale de lutte, en "principe" d'organisation, introduit de l'extérieur dans le mouvement et entravant son développement régulier." (Trotsky, 1924) [3]. Pour les révolutionnaires, la seule chose qui garantisse que l'avancée se poursuive et ne soit pas stoppée, est le fait d'opposer aux institutions bourgeoises - y compris aux institutions ouvrières dans une certaine mesure -, la mobilisation permanente de la classe ouvrière et du peuple travailleur. Ainsi nous ne soutiendrons les soviets que s'ils servent à la maintenir et à l'approfondir ; mais s'ils la freinent ou l'institutionnalisent, nous dirons "à bas les soviets".

Le SU est resté prisonnier de la pensée institutionnaliste bourgeoise. C'est la bourgeoisie, et tous les secteurs privilégiés ayant existé, qui toujours, après leurs révolutions, ont tenté de "sanctifier" les institutions et normes pour freiner la mobilisation révolutionnaire. C'est ce qu'ils firent après la grande Révolution Anglaise avec le *Roi* et le *Parlement*, deux institutions qui devinrent "sacrées". La même chose survint avec l'apparition du Chartisme, qui fut dévié vers la voie de garage du vote, qui devait tout embrasser et résoudre.

Et la grande Révolution Française aboutit à la glorification et à la soumission au règne *bonapartiste* ou à la *République*.

A cause de ces différences avec les révolutions précédentes, différences quant à leur définition (élimination des frontières, des classes et des institutions), la révolution et la dictature du prolétariat ne peuvent congeler aucune institution.

D'après la théorie de la Révolution Permanente, toute norme ou institution est utile si elle aide à la poursuite de la mobilisation, et doit être détruite si elle la freine. D'autre part, aucune d'entre elles n'a en soi un rôle positif garanti à chaque étape de la lutte, ce qui doit être précisé à chaque moment : une institution aujourd'hui révolutionnaire peut demain devenir réactionnaire. Et comme le but des trotskystes est que la révolution ne s'arrête jamais, nous considérons alors que la seule chose qui soit toujours progressiste, c'est-à-dire qui ne change pas de caractère, est la mobilisation des exploités contre les exploités.

Les objectifs de Lénine, Trotsky, et les nôtres depuis toujours, sont à l'opposé de ceux des directions des révolutions ayant triomphé jusqu'à présent et qui, n'ayant pas pour but de liquider les classes ou de continuer à développer la révolution, ont sacralisé des institutions après la victoire de la mobilisation. Une révolution dirigée par d'authentiques marxistes-révolutionnaires aura une dynamique opposée à celles qu'on a connu jusqu'à présent : dans son développement elle changera, créera, détruira, construira et combinera tous types d'institutions et de normes, déclarant la guerre à toutes celles qui prétendent s'éterniser ou contenir la mobilisation. Dans ce processus, toute norme ou institution aura un caractère relatif ; la seule chose absolue et constante sera la mobilisation révolutionnaire.

Il ne peut y avoir d'exceptions à cette loi. Les dictatures prolétariennes nationales elles-mêmes devront être dépassées par des dictatures au niveau de régions, de continents, puis par la dictature internationale. Historiquement, le trotskysme au pouvoir tendra à la disparition des classes, du parti révolutionnaire et de l'état. La mobilisation permanente démantèlera et modifiera tout. Si cela ne se passe pas comme ça, cela signifiera que Marx et Trotsky ont aussi été des socialistes utopiques, et que la théorie de la révolution permanente était erronée.

Cela signifie-t-il que les anarchistes avaient raison quand ils prétendaient ignorer les institutions et les normes dans le processus révolutionnaire ? En aucune manière, - il s'établit entre la mobilisation permanente et les normes et institutions un rapport qui obéit aux lois établies par la logique dialectique entre contenu et forme.

Ce rapport contradictoire est présent dans toute activité humaine. Voyons, par exemple, ce qui se passe avec le langage. Les anarchistes du langage considèrent que la langue parlée et écrite est tout, et que les lois de la grammaire, les académies et dictionnaires de la langue ne sont rien. Les formalistes croient que la

grammaire et l'académie sont tout, et que la langue doit se soumettre sans mot dire à leurs normes. Un véritable marxiste commence par se réclamer, en tant que facteur fondamental, de cette dynamique de la langue parlée ou écrite, cette "mobilisation permanente du langage" ; mais il signale en même temps l'importance décisive des normes grammaticales, qui donnent une cohérence, conservent et incorporent organiquement les conquêtes de cette langue vivante. Et il insiste sur le fait que seule la langue parlée est un facteur d'enrichissement, et que c'est sur sa base que l'on doit modifier et ensuite normaliser. Et il n'y a que ces dernières actions qui enregistrent, dotent le parlé et l'écrit de lois et de normes.

En étendant ceci aux conquêtes sociales, nous disons qu'elles s'évaporeraient si n'existaient pas les institutions et les normes. Par exemple, la mobilisation qui a obtenu la journée de travail de huit heures doit s'objectiver en une loi ou accord avec le patronat, pour ne pas courir le risque certain d'être rapidement

perdue. Les syndicats sont la cristallisation de cette mobilisation et de toutes autres mobilisations économiques des travailleurs. S'ils n'existaient pas sous le capitalisme, ce qui a été conquis dans une grève ou une occupation d'usine serait perdu demain. Et si l'avant-garde ne possède pas un parti, avec un programme qui synthétise les expériences historiques de la classe ouvrière et fixe les objectifs à atteindre par la mobilisation révolutionnaire, le prolétariat devrait refaire le chemin parcouru à chaque nouvelle étape.

Les normes et les institutions sont le côté conservateur de la mobilisation, mais cela dans deux sens : le premier, hautement positif, qui signifie maintien des conquêtes, thésaurisation de l'expérience, projet de réaliser de nouvelles conquêtes. Le deuxième, négatif, parce que freinant la spontanéité et la mobilisation des travailleurs, seul moyen de continuer à obtenir de nouvelles conquêtes. C'est pourquoi la tâche du parti n'est pas simple. C'est pourquoi l'insurrection est un "art".

2. L'Etat, institution des institutions.

Ceux qui, comme les anarchistes, nient la nécessité des institutions ouvrières, nient en conséquence la nécessité de conquérir le pouvoir d'état. Ils ne remarquent pas cette dialectique, à propos de laquelle nous pourrions dire que l'état bourgeois gouverne à travers des institutions, et que les institutions bourgeoises gouvernent à travers l'état. L'état s'appuie sur elles et les utilise, mais la conquête du pouvoir d'état ne peut en aucun cas signifier un "coup d'état" dans le style des révolutions bourgeoises : elle signifie une fin et un commencement. Quand la classe ouvrière s'empare du pouvoir d'état, c'est que les institutions bourgeoises qui le soutenaient, déjà pourries sont tombées, et que les nouvelles institutions ouvrières commencent à être dominantes.

Les anarchistes nient par conséquent toutes les institutions et organisations qui nous amènent à la conquête du pouvoir d'état, comme l'armée rouge, les syndicats, les soviets, et, fondamentalement, le parti. Pour eux, la révolution n'a qu'un seul but ; détruire toutes les normes et institutions pour revenir à la société, se dissoudre en elle, et obtenir que chaque individu fasse ce qu'il désire. Dans ce schéma idéaliste, toute norme est considérée réactionnaire.

Supposons donc un instant que les choses puissent se passer ainsi, qu'une fois que nous ayons pris le pouvoir chaque individu soit absolument libre de faire ce qu'il désire. Que feront de cette liberté tous ceux qui ont été expropriés, les grands industriels, banquiers, propriétaires terriens, commerçants ? Que feront de cette liberté les petit-bourgeois conformistes quand ils devront commencer à partager les nécessités de tout le peuple, et s'incorporer au travail productif ? Que feront les membres des familles et les adeptes des tortionnaires du régime déchu dont les masses se seront fait justice ? Il n'y a pas besoin de se creuser la tête pour répondre : ils se serviront de cette liberté absolue pour s'organiser et s'armer dans le but de restaurer l'ancien régime de privilèges, et bénéficieront pour cela du soutien inconditionnel de l'impérialisme mondial ; ils réorganiseront toutes les institutions bourgeoises. Comme il s'agira d'une lutte, il est évident que, de quelque

manière, les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires s'organiseront. Il y aura au moins deux camps, c'est-à-dire deux armées qui s'armeront et auront besoin d'une organisation et d'une discipline internes, même si elles ne sont pas uniformes. Ces armées seront des institutions bien qu'aient été édictées des normes les interdisant. Faut-il ajouter quelque chose ?

La seule chose que puissent faire les anarchistes est ce qu'ils ont fait en Espagne quand ils avaient le pouvoir à portée de la main : ils diront que chacun fasse ce qu'il veut, et si leurs paroles ont un certain écho parmi les masses, la contre-révolution dévastera ce pays. Avec pour seule différence, qu'au lieu d'un million de morts, ce solde tragique sera plusieurs fois multiplié. Que peut-il se passer d'autre quand l'armée impérialiste affronte des individus à ce point sujets uniquement à leur libre arbitre ?

Résumons : les individus isolés ne peuvent s'affronter aux institutions ; pour cela, ils doivent s'organiser. Même pour nous mobiliser, nous avons besoin d'institutions qui fixent des objectifs et des responsabilités individuelles. Une fois qu'ont été obtenues des victoires, grandes ou petites, elles doivent se sanctionner dans des institutions ; l'avancée doit se refléter au niveau de l'état. Et finalement, une fois le pouvoir conquis, les travailleurs doivent s'appuyer sur des normes et institutions mille fois plus solides que celles dont ils disposaient avant parce que la contre-révolution internationale se sera mobilisée, et le restera jusqu'à ce qu'elle soit écrasée. Sur ce point, nous avons à apprendre de la bourgeoisie.

Le trotskysme s'affronte alors à la plus grave contradiction de la réalité : pour en finir avec toutes les institutions, il doit créer des institutions. Mais il la résout avec son programme de mobilisation permanente, qui liquidera au fur et à mesure, dans la seconde étape de la dictature du prolétariat, les institutions qu'il aura lui-même créées. Le parti révolutionnaire suscitera, dirigera, et fera en sorte que la mobilisation des masses devienne permanente, qu'elle liquide au fur et à mesure les organisations qui deviennent inutiles, et achèvera son oeuvre par l'extinction de l'état et sa propre

dissolution dans la société. Le parti "instrument fondamental de la révolution prolétarienne", cédera la place à une mobilisation permanente de toute la population, à un niveau inconnu jusqu'à présent ; il cédera la place à une nouvelle société sans classes.

Bien entendu, nous ne pouvons dès maintenant établir une liste de toutes les institutions dont se dotera le prolétariat pendant la dictature, ni préciser leur rôle spécifique. C'est pourquoi, beaucoup plus que la conception anarchiste - au moins mobilisatrice -, nous

3. Le rapport entre le parti et les autres institutions.

Nous pouvons résumer ce qui précède en disant que la mobilisation permanente en elle-même ne résout rien, et qu'elle doit nécessairement être liée à des institutions. Le problème est de savoir quelle est l'institution déterminante. La majorité du SU soutient que c'est sans aucun doute l'institution soviétique ; que ce sont les soviets qui prennent le pouvoir, conjointement à de mystérieux partis soviétiques qui, apparemment, sont tous ceux du pays, y compris les partis contre-révolutionnaires.

Dans le paragraphe e) de la première thèse de la résolution, il est clairement précisé que "les marxistes-révolutionnaires en déduisent également que la classe ouvrière ne peut exercer le pouvoir d'Etat que dans le cadre d'institutions étatiques d'un type différent de celui de l'état bourgeois, à savoir d'institutions fondées sur des conseils de travailleurs (soviets) souverains et démocratiquement élus et centralisés, avec leurs caractéristiques fondamentales telles que Lénine les a précisées dans L'Etat et la Révolution, : élection de tous les fonctionnaires..." etc. (SU, 1977) [4]. Et ils continuent en détaillant les différentes méthodes d'élection, de rotation des fonctionnaires, comment on va les payer, etc.

Dans ces indications, qui semblent avoir été élaborées par un avocat qui complètent pratiquement tous les aspects d'une organisation étatique, ce qui ne figure nulle part, est le rôle du parti marxiste-révolutionnaire dans la révolution, la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat. Et l'on n'y indique pas plus quel rapport il aura avec d'autres organisations, par exemple les soviets.

Pour élaborer leur code, ce n'est pas par hasard qu'ils choisissent parmi les ouvrages marxistes *L'Etat et la Révolution* de Lénine, et non ce que Lénine et Trotsky ont écrit après la Révolution Russe, quand leurs théorisations devaient prendre en compte les modifications imposées par la réalité. Le SU ne prend nullement en compte l'enrichissement de la théorie marxiste de l'état et de la révolution, produit de la Révolution d'octobre. Après avoir pris le pouvoir, les chefs de la révolution se rendirent compte que le parti était l'institution la plus importante pour développer et consolider la dictature du prolétariat ; que le pouvoir devait se trouver entre les mains du parti, s'appuyant sur les soviets. Lénine commença à insister sur le fait que le facteur décisif de la dictature du prolétariat était le monopole étatique de la part du Parti Communiste. Trotsky, en 1934, se prononçait contre le front unique avec les autres partis soviétiques pour prendre le pouvoir, soulignant et appuyant le caractère monopoliste

combattons le raisonnement normatif, institutionnaliste, de la résolution du SU, qui tente de fixer des normes inamovibles pour le processus révolutionnaire. Nous critiquons la pédanterie, qui consiste à prétendre que nous sommes capables d'élaborer un programme valable en tous temps et en tous lieux, et à ne pas reconnaître qu'avec ce programme sont laissés de côté l'essence, la théorie et la méthode de la révolution permanente.

du parti Communiste, et son rapport avec les soviets et les autres partis.

Si les soviets ne sont pas dirigés par ce parti, ce ne sont pas les soviets d'une dictature révolutionnaire, mais ceux de quelque chose de tout à fait instable ; ce sont des soviets qui à la longue peuvent y compris finir par tendre vers la contre-révolution. Rappelons-nous les paroles de Trotsky se référant aux soviets kérenskistes : "C'est dans le caractère démocratique de cette coalition des ouvriers, des paysans et des soldats exerçant un demi-pouvoir, que résidait l'instabilité des Soviets conciliateurs. Ces derniers devaient, ou bien voir leur rôle diminuer jusqu'à l'effacement complet, ou bien prendre véritablement le pouvoir en mains. Mais ils pouvaient le prendre non pas comme coalition des ouvriers et des paysans représentés par différents partis, mais comme dictature du prolétariat dirigé par un parti unique et entraînant à sa suite les masses rurales, à commencer par les couches semi-prolétariennes." (Trotsky, 1924) [5]. Et sous la dictature stalinienne, en 1930, il précisait : "Quelle est la base du régime de l'URSS ? Récapitulons les éléments essentiels : a) le système soviétique comme forme étatique ; b) la dictature du prolétariat en tant que contenu de classe de cette forme étatique ; c) le rôle dirigeant du parti, entre les mains duquel se concentrent tous les éléments de la dictature ; d) le contenu économique de la dictature du prolétariat : nationalisation de la terre, des banques, des usines, des transports, etc., et le monopole du commerce extérieur ; e) le support militaire de la dictature : l'Armée Rouge."

"Tous ces éléments sont très étroitement combinés, et l'élimination de n'importe lequel d'entre eux peut provoquer l'écroulement de tout le système. Actuellement, le maillon le plus faible de la chaîne est indubitablement le Parti, pierre fondamentale du système." (Trotsky, 1930) [6]. C'est-à-dire que pour Trotsky et Lénine, le Parti Communiste était l'élément fondamental de la dictature du prolétariat en URSS. Nulle part les soviets ne sont signalés comme étant fondamentaux. Il est seulement signalé qu'il s'agit de la forme étatique, et que dans la combinaison d'institutions et de rapports de production qui caractérisent le régime de la dictature du prolétariat, la clef de voûte est le Parti Communiste.

Les deux catégories fondamentales et permanentes de tout processus révolutionnaire (sous la dictature du prolétariat comme sous la domination de la bourgeoisie) sont d'un côté, la classe ouvrière, ses alliés et leurs mobilisations ; et de l'autre, le parti Marxiste-Révolutionnaire. Qu'ils existent en permanence ne veut

pas dire que leur degré de développement soit toujours optimum ; il peut par exemple se produire une grande mobilisation, avec un parti encore incapable de la diriger. Mais ce sont les seules constantes. Au contraire, les syndicats, comités d'usine, commissions ouvrières, soviets, etc, apparaissent et disparaissent selon les pays et les étapes de la lutte de classes. Les éléments fondamentaux, parti et mobilisation, établissent des médiations à travers différentes organisations. La fameuse analogie de Trotsky sur les engrenages des roues dentées ne sert pas seulement pour avant la prise du pouvoir, mais aussi pour après la prise du pouvoir. Il y dit que le rapport qui s'établit entre le parti et les masses n'est pas direct, mais qu'il s'établit à travers des organisations distinctes du parti, plus larges, massives et intermédiaires (comme les soviets, le comité d'usine ou le syndicat). Et la forme soviétique, malgré ses immenses avantages, bien qu'étant la formule organisationnelle la plus dynamique et la plus large pour le mouvement des masses en lutte, très supérieure au syndicat et

au comité d'usine, n'est rien de plus qu'un engrenage privilégié de ce mouvement, mais en fin de compte un engrenage. "Les conseils représentent une *forme organisationnelle*, et seulement une *forme...* (souligné dans l'original), tandis qu'avec le parti révolutionnaire, "il se produit tout le contraire..., ce n'est en aucune manière une forme" (Trotsky, 1935) [7]. Dit d'une autre manière, ce sont les travailleurs mobilisés d'une manière révolutionnaire et leurs organisations de masse qui font la révolution, mais le parti révolutionnaire occupe le pouvoir et la direction. Une fois au pouvoir, le Parti utilise les engrenages organisationnels les mieux adaptés à chaque étape de la lutte de classes, - sans faire un fétiche d'aucun d'entre eux -, que ce soient des soviets, des comités d'usine, des comités d'ouvriers sans parti, des armées rouges, des syndicats ; il fera ce qu'ont fait Lénine et Trotsky lors des premières années de la Révolution d'octobre pour faciliter et organiser la mobilisation permanente des masses russes.

4. Le rôle du Parti dans la révolution et la dictature ouvrière.

Nous disons que le SU minimise l'importance du facteur subjectif. Trotsky a traité ce thème de manière extensive et nous a appris que c'est ce qui distingue tous les courants opportunistes. "L'opportunisme, qui vit consciemment ou inconsciemment sous le joug de l'époque passée, est toujours enclin à sous-estimer le rôle du facteur subjectif, c'est-à-dire l'importance du parti et de la direction révolutionnaire. Cela s'est manifesté pleinement lors des discussions sur les leçons de l'Octobre allemand, sur le Comité anglo-russe et la révolution chinoise. Dans ces occasions, comme dans d'autres moins importantes, la tendance opportuniste est intervenue suivant une ligne qui comptait trop directement sur les "masses", en négligeant les problèmes du "sommet" de la direction révolutionnaire. Sur le plan théorique général, cette façon de procéder est fautive et à l'époque impérialiste apparaît comme funeste". (Trotsky, 1928) [8]. Il le considéra également comme une des racines essentielles de l'anarchisme : "L'incohérence et, en dernière instance, le caractère réactionnaire de tous les types d'anarchisme et d'anarcho-syndicalisme, provient précisément de l'incompréhension de l'importance du parti révolutionnaire, spécialement dans la phase supérieure de la lutte de classes, à l'époque de la dictature du prolétariat." (Trotsky, 1931) [9].

Et sur ce point effectivement, le SU tombe dans l'opportunisme, le révisionnisme, l'anarchisme, l'ultra-gauchisme, la seule conception dans laquelle il ne tombe pas étant la conception trotskyste. Notre "religion" si tant est que nous en ayons une, est le rôle fondamental que jouent les partis dans l'étape de transition, avant et après la prise du pouvoir. Le SU la remplace maintenant par celle des soviets. Mais "si le parti se séparait (était exclu) du système soviétique, celui-ci ne tarderait pas à s'écrouler" (Trotsky, 1930) [10]. Comment le SU peut-il faire en sorte de ne pas même mentionner que c'est le parti qui dirige la révolution ? Un prochain document devra dire clairement s'ils ont ou non abandonné leur fervente conviction de la validité en tous temps et tous lieux de cette explication de

Trotsky : "Une chaudière à vapeur, même si l'on s'en sert mal, peut rendre de grands services longtemps.

Par contre, le manomètre est un instrument très délicat que n'importe quel choc peut rapidement détruire. Avec un manomètre inutilisable, la meilleure chaudière peut exploser. Même si le parti était un instrument d'orientation comme le manomètre ou la boussole d'un navire, son mauvais fonctionnement occasionnerait de grandes difficultés. *Mais il est plus que cela, le parti est la partie la plus importante du mécanisme gouvernemental.* La chaudière soviétique mise en marche par la révolution d'octobre est capable de réaliser un travail gigantesque, même avec de mauvais mécaniciens. Mais le dysfonctionnement du manomètre expose constamment toute la machine au danger de l'explosion." (1931) [11].

Mais pour des raisons objectives et donc étrangères à la volonté des marxistes, la classe ouvrière dans sa totalité ne peut faire la révolution et exercer le pouvoir immédiatement après l'avoir pris. Trotsky est tout à fait clair à ce sujet : "La révolution est directement "faite" par une *minorité* (souligné dans l'original). Cependant le succès de la révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une neutralité amicale de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les relations politiques changeantes entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe." (Trotsky, 1938) [12]. On peut se lamenter autant que l'on veut, mais c'est la réalité de la lutte de classes contemporaine. C'est là la différence la plus importante entre les révolutions et dictatures bourgeoises d'une part, et prolétariennes de l'autre.

Quand la bourgeoisie parvint au pouvoir, elle était de fait la classe dominante dans les domaines économique et culturel. C'est pourquoi elle n'eut pas besoin de partis politiques pour parvenir au pouvoir, puisqu'elle s'appuya sur le parlement, l'université, et sa capacité à contrôler l'économie. Bien plus encore, elle réussit à faire passer de son côté des secteurs du clergé

et de la noblesse, et à utiliser la mobilisation des masses plébéiennes en sa faveur, embourgeoisant certains de leurs secteurs. Tout contribuait à consolider sa suprématie économique et culturelle, et à la faire passer au domaine de l'état et de la politique.

Pendant des siècles, ce processus de consolidation se poursuit parallèlement à l'affaiblissement de son ennemi, le féodalisme. C'est ainsi que cette classe acquit son homogénéité, sa force et la conscience de ses intérêts. C'est le contraire qui se produit pour la classe ouvrière. A mesure que passent les années elle n'augmente pas sa domination économique et culturelle. Le système monopoliste et impérialiste, pénétrant la classe ouvrière par ses pores, la corrompt, l'aristocratise et l'incorpore, avec ses directions traditionnelles, aux institutions bourgeoises. Ce venin pénètre par l'éducation, la presse écrite, la radio, la télévision.

Ce qu'a obtenu la bourgeoisie - le pouvoir effectif avant le gouvernement - est inaccessible pour la classe ouvrière. Le capitalisme tente d'empêcher qu'elle soit toujours plus révolutionnaire, consciente d'elle-même, de sa place dans la société. L'impérialisme est parvenu à empêcher le développement de cette conscience.

Ce processus, qui voit le capitalisme ne pas réaliser les objectifs qu'il désire atteindre, est hautement contradictoire, parce qu'il y a d'autre part la classe ouvrière avec ses mobilisations et le parti qui s'efforce de développer la conscience révolutionnaire. Autrement, la révolution ouvrière ne serait pas possible. Les contradictions capitalistes et impérialistes au niveau mondial font que les travailleurs se mobilisent de manière révolutionnaire contre les exploités, à des moments et dans des pays déterminés. Mais l'apparition d'une situation révolutionnaire dans un pays reste exceptionnelle. Quand cela se produit, c'est sous le coup d'implacables nécessités objectives, et non d'un processus de maturation évolutif de la conscience et de l'organisation de la classe. Contre la vision gorterienne de la réalité, qui "...dépeint la situation comme si le moment du commencement de la révolution dépendait exclusivement du degré de clairvoyance du prolétariat, et non de toute une série de facteurs : nationaux, internationaux, économiques et politiques et, particulièrement, des effets des privations sur les secteurs les plus appauvris des masses", nous nous permettons de paraphraser Trotsky en disant "... avec la permission" des camarades de la majorité du SU, que "les privations des masses restent le plus puissant ressort de la révolution prolétarienne". (Trotsky, 1920) [13]. Malgré ces crises, la classe ouvrière reste très inférieure à la bourgeoisie quant à son niveau culturel et, principalement, sa conscience. Rien ne le reflète mieux que l'existence de très forts partis réformistes, et le soutien du prolétariat au parti démocrate nord-américain. Ce processus contradictoire se manifeste dans les rapports entre les partis révolutionnaires, réformistes et bourgeois.

En fonction de tout ce qui précède, le prolétariat ne peut prendre le pouvoir à travers les seules organisations ou institutions qui le regroupent dans son ensemble, ce qui revient au même que de dire tout le prolétariat. C'est une classe qui est et continuera à être divisée en secteurs antagoniques pendant la prise du pouvoir et même sous la dictature du prolétariat. Il y aura une

minorité consciente du projet révolutionnaire, d'autres seront neutres, et d'autres encore resteront prisonniers de l'idéologie bourgeoise ou réformiste, et seront donc contre-révolutionnaires.

L'unité, le pouvoir et la prédominance de la bourgeoisie avant qu'elle prenne le pouvoir, la classe ouvrière y parviendra, mais après avoir pris le pouvoir. Au fur et à mesure qu'on s'approche du moment de la révolution ouvrière, de la prise du pouvoir et de la dictature, la classe prolétarienne et ses partis se verront soumis à de terribles contradictions et divisions politico-organisationnelles, comme conséquence du très grand poids, dans leurs rangs, de l'idéologie bourgeoise.

Seul le parti qui parvient à diriger la classe ouvrière peut suppléer à ces graves carences. Tous les désavantages du prolétariat face à la bourgeoisie sont compensés quand surgit une minorité consciente, organisée dans un parti d'acier qui dirige le procès révolutionnaire en combattant les secteurs ouvriers opposés à la révolution, et en gagnant le soutien ou la neutralité de la majorité. La classe ouvrière peut compenser ses désavantages face à la bourgeoisie si elle parvient à un grand développement du facteur conscient, subjectif, c'est-à-dire si son avant-garde construit un parti marxiste-révolutionnaire fort et solide. Parce que le parti est "l'arme politique suprême" qui incorpore "les potentialités et l'avenir de la révolution". (Trotsky, 1930) [14].

Toutes les révolutions et dictatures prolétariennes triomphantes de ce siècle ont été des révolutions et des dictatures d'un parti ; jamais des syndicats, des soviets, des comités d'usine ou de paysans. C'est à dire qu'elles n'ont jamais été des dictatures de tous les ouvriers et tous les travailleurs, mais toujours d'une minorité dotée d'une organisation stricte et qui obtint le soutien ou la neutralité plus ou moins actifs de la majorité.

C'est ce que Trotsky explique magistralement : "La conscience, la préparation et la méthode ont joué dans les révolutions bourgeoises un rôle bien moindre que celui qu'elles sont appelés à jouer et jouent déjà dans la révolution du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais bien moins consciente et organisée qu'aujourd'hui. Sa direction était entre les mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.) La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, oeuvrait au hasard. La bourgeoisie choisit le moment propice pour faire peser tout son poids social dans le plateau de la balance, et s'approprier le pouvoir, exploitant le mouvement des masses populaires.

"Mais dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combative, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne, jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et ses universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue". (Trotsky, 1924) [15].

5. Un modèle néo-réformiste.

S'il y a précisément quelque chose qui caractérise le réformisme, c'est que son modèle de l'étape de transition est identique à celui des révolutions bourgeoises. Les réformistes croient que la classe ouvrière avancera vers la prise du pouvoir de la même manière que la bourgeoisie, comme aboutissement de son pouvoir économique progressivement accru.

De là la manie réformiste pour les coopératives, les entreprises étatiques dans le cadre du régime capitaliste, les syndicats abondant en privilèges économiques, l'Université et l'éducation ouvrières, qui permettrait au prolétariat cette progression sans soubresauts vers la prise du pouvoir. C'est "l'objectivisme pseudo-marxiste qui présuppose une préparation purement objective et automatique de la révolution, qui est laissée pour un avenir indéterminé. Cet automatisme nous est étranger." (Trotsky, 1922) [16].

Le camarade Mandel, avec son intelligence et son talent coutumiers, a construit pour justifier et rendre cohérente la résolution du SU un modèle semblable au modèle réformiste, bien que beaucoup plus sophistiqué. Comme un bon joueur d'échecs, il a bougé ses pièces pour attaquer le marxisme-révolutionnaire, édifiant une structure cohérente et pleine de subtilités stratégiques. La manie du camarade Mandel pour les longues, très longues périodes de dualité de pouvoir, pour la mise en oeuvre constante du contrôle sur la production et pour une longue lutte qui impose parmi les travailleurs la légitimité de la démocratie ouvrière - en opposition à la légitimité de la démocratie bourgeoise -, est un modèle évolutif et réformiste appliqué à cette époque, quand un quart de l'humanité vit sous des dictatures prolétariennes et des révolutions ouvrières triomphantes. Ce coup effectué au nom (il ne manquait plus que ça !) de la révolution ouvrière et de la dictature du prolétariat, est ingénieux : il faut donner du temps au prolétariat dans son ensemble pour qu'un, dans ses organisations soviétiques et avec le contrôle ouvrier, il parvienne à être plus fort que la bourgeoisie et ainsi, sans fissures, convaincu et avec l'activité enthousiaste de tous les travailleurs, il prenne le pouvoir avec ses organisations, avec le suffrage universel, et avec des soviets larges sans contradictions ni luttes

6. Dictature révolutionnaire et mobilisation permanente.

Si quelque chose est absent des thèses, c'est bien l'objectif central de la dictature révolutionnaire : approfondir la révolution permanente et la révolution socialiste internationale. Le fait de signaler qu'il doit y avoir la démocratie la plus absolue, y compris pour les contre-révolutionnaires, est considéré comme suffisant. Il est possible que les auteurs nous disent que c'est cette démocratie absolue qui garantit la Révolution Permanente Internationale, et qu'il n'est donc pas nécessaire de l'indiquer de manière spécifique. Ce fétichisme des formes juridiques démocratiques, et, dans le cadre de la démocratie, du vote - et y compris des méthodes typiquement bourgeoises du suffrage universel et du référendum -, est caractéristique du document du SU. Au lieu de signaler, en accord avec la plus stricte reconnaissance des enseignements marxistes, qu'un

intenses, avec le soutien de tous les partis ouvriers et de presque tous les partis du pays. Grâce au contrôle ouvrier, le prolétariat, tout le prolétariat, avant la prise du pouvoir, sera bien plus fort économiquement que la bourgeoisie et saura diriger la production bien mieux qu'elle. Grâce au triomphe de la légitimité de la démocratie ouvrière sur la démocratie bourgeoise, il n'y aura pas des secteurs du peuple influencés par les capitalistes, puisque toute la classe ouvrière, ou sa très grande majorité, sera contre les organes bourgeois et pour les soviets populaires. Ceci permettra de gouverner avec le suffrage universel dont le camarade Mandel est un "partisan intransigeant, avant, pendant et après la prise du pouvoir par les travailleurs" comme il l'a dit à *El País*, dans des déclarations déjà citées. Et il faut prendre le temps permettant aux organes du pouvoir ouvrier, les soviets, de démontrer à tous les travailleurs - et pas seulement aux ouvriers -, qu'ils sont la forme la plus démocratique de gouvernement.

Cela marcherait très bien pour Mandel s'il s'agissait effectivement d'une partie d'échecs ; mais ce qui va se passer, c'est que le méchant du film va arriver (la contre-révolution), et envoyer l'échiquier en l'air. La lutte de classes et la contre-révolution ne laisseront jamais le temps, de même qu'elles ne l'ont jamais laissé aux réformistes, pour que les travailleurs et toute la classe ouvrière se convainquent de la légitimité de leur pouvoir démocratique, pour qu'ils parviennent à être dominants dans l'économie et à incorporer sans fissures l'ensemble du peuple aux organes de pouvoir ouvrier. Avant de parvenir à cet éden, la minorité contre-révolutionnaire de ce pays se lancera dans une lutte à mort contre la minorité révolutionnaire, lutte qui déterminera qui parviendra à neutraliser et à gagner la majorité de la population au moyen de la force. Et ce n'est que si cette minorité révolutionnaire, s'appuyant ou ayant neutralisé la majorité des travailleurs, parvient à vaincre physiquement la contre-révolution, qu'il pourra y avoir révolution ouvrière et pouvoir des travailleurs. Ne participent du schéma du camarade Mandel ni les Pinochet, Franco, Mussolini, ni les trahisons de Staline, Ebert, Allende.

processus révolutionnaire ne se définit jamais par un type de vote, mais uniquement par le rapport de forces et la lutte entre ceux qui s'opposent, les auteurs tournent autour d'un seul axe : les vertus absolues de la démocratie.

Pour nous, l'objectif fondamental de la dictature révolutionnaire du prolétariat continue à être la poursuite de la révolution et de la mobilisation permanentes des travailleurs, contre tout type d'exploitation à l'échelle nationale et internationale ; et d'autre part, c'est le seul moyen pour une dictature révolutionnaire de survivre, et de se développer, car si elle reste enfermée dans ses frontières nationales, son développement économique provoquera des contradictions toujours plus intenses et inconciliables.

La mobilisation et la révolution permanentes du prolétariat et de ses alliés travailleurs avant et, bien plus, après la prise du pouvoir, ne font que changer de forme, mais répondent toujours aux mêmes lois. Avant la prise du pouvoir, nous tentons de promouvoir une mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés contre l'impérialisme, le capitalisme, les exploités, pour les écraser et prendre le pouvoir. Nous avançons différents mots d'ordre et tâches, politiques et économiques, que nous accompagnons de différentes propositions organisationnelles, pour que les travailleurs s'en emparent et, dans ce cadre, se mobilisent et luttent en permanence.

Après la prise du pouvoir, ce processus de mobilisation permanente ne s'arrête pas : il s'intensifie. Il acquiert une ampleur inconnue jusqu'à présent, avec l'apparition d'une forme d'organisation beaucoup plus puissante ; un levier organisationnel et institutionnel d'une ampleur incalculable est l'état national dominé par le prolétariat. Mais cette nouvelle organisation du prolétariat international, l'état ouvrier national, n'est rien de plus qu'un nouvel et beaucoup plus puissant instrument dans le processus de la révolution socialiste internationale, à savoir le processus de mobilisation et révolution permanentes. Après la prise du pouvoir, il devient possible au parti révolutionnaire, pour la première fois dans l'histoire, de parvenir à une mobilisation des travailleurs sous une forme ininterrompue, chose impossible sous le capitalisme pour des raisons évidentes. Pour y parvenir, le parti doit utiliser les mêmes techniques que quand ce sont les exploités qui dominent un pays : avancer les mots d'ordre nécessaires à la mobilisation d'ensemble des travailleurs, en les combinant les uns aux autres, en fonction des étapes et des besoins des masses travailleuses. C'est très important, car il n'y a pas de mobilisation des travailleurs dans l'abstrait, ou seulement pour des formes organisationnelles. L'organisationnel est plastique, il change en fonction des tâches et mots d'ordre pour lesquels les exploités se mobilisent. Avant le triomphe de la Révolution Russe, la mobilisation se fit pour "tout le pouvoir aux soviets" et "la paix et la terre" ; plus tard, pendant la guerre civile, le grand mot d'ordre fut de mettre en déroute les gardes blancs et les interventions impérialistes, et pour cela, l'organisation la plus importante des masses fut l'Armée Rouge, et non les soviets. Ce fut ensuite la lutte pour les transports, contre la faim, le

typhus et les poux. Après le triomphe de la guerre civile, ce fut la bataille pour la reconstruction économique, et cette nouvelle mobilisation donna une nouvelle importance aux syndicats et aux ouvriers sans partis, les soviets étant dans une certaine mesure abandonnés en tant que forme organisationnelle privilégiée du mouvement ouvrier et de masse russe. Ce que nous voulons démontrer, c'est comment après la prise du pouvoir se sont ouvertes différentes étapes dans lesquelles l'axe mobilisateur change en fonction des circonstances, comme c'est également le cas dans un pays dominé par le capitalisme. Ce mécanisme de mobilisation des travailleurs, après la prise du pouvoir, à travers les mots d'ordre qui expriment leurs besoins les plus pressants à chaque étape de la lutte de classes, ne pourra jamais se résoudre automatiquement, à travers le pur mécanisme des votes dans les soviets. Cela dépendra, comme toujours, du rôle et de l'influence du parti révolutionnaire, qui doit continuer à lancer les mots d'ordre mobilisateurs, comme avant la prise du pouvoir.

C'est là le véritable moteur, le véritable contenu de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Son rôle n'est pas de répandre une démocratie absolue dans le pays, ni d'inaugurer un soviet. *Son objectif est de parvenir à ce que les travailleurs continuent à se mobiliser, toujours plus intensément*, et pour cela il n'y a rien de mieux que la démocratie pour ceux qui sont mobilisés, qui entrent en lutte. Nous disons cela parce qu'en dernière instance, l'explication de la dégénérescence de l'URSS, ou du caractère bureaucratique de tous les états ouvriers est qu'ils n'ont pas connu une mobilisation continue des travailleurs. Le prolétariat russe n'y parvint pas parce qu'il se fatigua et cessa de se mobiliser. Dans les autres états ouvriers bureaucratisés se produisirent des mobilisations contrôlées par l'appareil bureaucratique, qui ne furent pas permanentes mais sporadiques, et furent après la prise du pouvoir encadrées par les intérêts de la bureaucratie. Il n'y a aucune forme organisationnelle qui puisse éviter cette paralysie de la mobilisation des masses travailleuses. Avancer des mots d'ordre mobilisateurs est la seule façon de la surmonter. C'est-à-dire qu'après la prise du pouvoir, la nécessité d'un parti révolutionnaire qui lance les mots d'ordre transitoires nécessaires pour que la lutte des travailleurs ne s'arrête plus jamais, continuera à subsister. C'est la signification profonde de la dictature révolutionnaire du prolétariat.

7. L'avenir des soviets et des partis.

Pour les camarades de la majorité du SU, il n'y a pas le moindre doute qu'aussitôt après la prise du pouvoir par les travailleurs, il se produira trois phénomènes étroitement liés : "la dictature du prolétariat commencera à dépérir pratiquement dès sa naissance" ; la transformation des soviets en gigantesques mouvements populaires dans lesquels interviendra toute la population ; et enfin, "On peut prédire avec assurance que sous une véritable démocratie ouvrière, les partis politiques prendront un contenu beaucoup plus riche et plus large, et conduiront des luttes idéologiques de masse d'ampleur et avec une participation de masse infiniment supérieures à tout ce qu'on a connu sous les formes les plus avancées de la démocratie bourgeoise."

(SU, 1977) [17].

C'est-à-dire que pour la majorité du SU il y aura un processus d'ensemble qui inclura le dépérissement de l'état prolétarien, le développement spectaculaire des soviets populaires et des partis politiques. Même si elle semble extravagante, cette conception a une certaine similitude avec la conception stalinienne critiquée par Trotsky, et ce n'est pas par hasard. C'est Staline qui disait que le régime soviétique et le socialisme se développaient dans le même sens, et Trotsky qui insistait sur le fait que si le système soviétique se développait, le socialisme ne pouvait pas se développer, et inversement. Et il donnait une explication simple : si le socialisme se développe, les classes commencent à

disparaître, si les classes commencent à disparaître, l'état commence à dépérir, et s'il dépérit la même chose se produit avec cette forme étatique qu'est le régime soviétique. Si les soviets se développent et se consolident, il est certain qu'un type d'état, différent de l'état bourgeois mais quand même un état, se consolide. C'est la même chose avec les partis politiques : s'ils sont toujours plus forts, c'est parce qu'il y a une lutte économique, politique toujours plus importante, pour le contrôle du pouvoir et la répartition du surproduit.

La Troisième Internationale vota une résolution qui va explicitement contre l'opinion actuelle du SU sur le renforcement des partis politiques et des soviets, et dans laquelle il est expliqué comment, à mesure que disparaissent les classes et l'état, disparaissent non seulement les partis politiques, mais toutes les organisations ouvrières : "La nécessité d'un parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales. Dans la marche du communisme vers la victoire définitive, il est possible que le rapport spécifique qui existe entre les trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne contemporaine (Partis, Soviets, Syndicats d'industrie) soit modifié et qu'un type unique, synthétique d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le Parti Communiste ne se résoudra complètement au sein de la classe ouvrière que lorsque le communisme cessera d'être l'enjeu de la lutte sociale, lorsque la classe ouvrière sera, toute entière, devenue communiste" (IC, 1920) [18].

C'est pourquoi affirmer "avec assurance" que "les partis politiques prendront un contenu beaucoup plus riche et plus large", sous une "dictature du prolétariat (qui) commence à dépérir", est d'un point de vue marxiste, absurde. A mesure que l'état disparaît - et le SU dit que cela se passera à peine après la prise du pouvoir -, les partis politiques disparaîtront, parce que leur raison d'être, la possession de l'état, disparaît. Le SU confond l'existence de courants idéologiques culturels plus ou moins organisés avec les partis politiques. C'est ainsi qu'ils écrivent que "les partis politiques conduiront... des luttes idéologiques de masse". Mais une lutte idéologique, pour qu'elle soit menée par un parti politique, doit être assujettie à la lutte politique pour le pouvoir d'état, car sinon, ce n'est pas une lutte politique idéologique, mais une lutte idéologique culturelle.

La disparition de la politique, qui sera la conséquence de la disparition de l'exploitation, de la misère, de la faim, des guerres, etc., enrichira la vie et les discussions au sein de la société. Il y aura des polémiques, avec une participation massive, jamais vue auparavant, des citoyens socialistes, sur des questions pédagogiques, scientifiques, sportives, artistiques, sociales, c'est-à-dire "idéologique", comme disent les camarades du SU, mais pas politiques. Les hommes se regrouperont pour défendre mieux leurs idées, et comme ils seront beaucoup plus lucides que les auteurs de la résolution ils diront grâce au fait qu'il n'y ait plus de partis politiques, nous pouvons nous organiser librement pour discuter tout cela. Si les partis politiques et l'état existaient, nous serions sous la contrainte de ce monstre de la société de classe, la politique, à savoir l'administration des hommes au moyen de la violence.

Il se produit quelque chose de semblable avec les rapports entre démocratie directe et démocratie indirecte. Pour les camarades de la majorité du SU, la gigantesque expansion des partis politiques n'est pas contradictoire avec le développement de la démocratie directe. Il n'y a rien de plus éloigné de la réalité. L'expansion des partis politiques est un phénomène contraire à la démocratie directe, bien que pendant la dictature révolutionnaire du prolétariat ces deux pôles antagoniques et contradictoires puissent se développer de concert jusqu'à un certain point, critique, à partir duquel le développement de l'un doit commencer à mettre en cause celui de l'autre. Et cela parce que les partis politiques constituent la plus haute expression de la démocratie indirecte. L'existence des partis implique qu'ils médiatisent l'initiative des masses, qu'ils aient une discipline propre, qu'ils freinent, canalisent et dévient l'activité immédiate et autodéterminée du mouvement ouvrier et de masse. La démocratie directe implique de réaliser au moment-même ce qui a été résolu par tous, sans déléguer ces tâches à aucun organisme, et encore moins à des partis. L'apparition de l'état constitue la négation la plus absolue de cette démocratie directe, dans la mesure où tout le monde reste contraint d'agir par et à travers l'état, y compris la classe dominante elle-même, qui doit utiliser comme intermédiaire la bureaucratie étatique pour parvenir à ses fins. L'existence des partis n'est que la conséquence de l'existence de l'état, et c'est pourquoi les partis sont centralistes.

La démocratie directe pourra devenir dominante à mesure que disparaît l'état, ou alors, se développera conjointement à la consolidation de la dictature du prolétariat et des partis ouvriers, mais comme un pôle antagonique, contradictoire. Ce seront deux pôles, qui se développeront, établiront des liens, mais à des moments déterminés entreront en contradiction. Pendant l'étape de transition du capitalisme au socialisme, le développement de la démocratie directe ne peut que commencer, mais combiné au développement et à l'épanouissement de la démocratie indirecte, le régime soviétique, les syndicats et les partis. La démocratie directe deviendra dominante à mesure que les classes, l'impérialisme, l'état et les partis commenceront à disparaître, et que les producteurs et consommateurs socialistes pourront y compris réaliser des expériences antagoniques, contradictoires, sans devoir se soumettre à aucune discipline, pas même à celle du vote majoritaire ; chaque groupe social pourra faire ce qu'il veut, grâce à l'énorme richesse existante. C'est pourquoi nous ne pouvons signaler qu'une seule loi absolue : autant se développe la démocratie directe, autant les partis politiques ont tendance à disparaître.

Il faut dire que les camarades du SU ont raison en un sens : pendant les premières étapes de la dictature révolutionnaire du prolétariat, il y aura un épanouissement des soviets et de la démocratie révolutionnaire, et surgiront même d'autres formes d'organisation des masses (y compris différents partis politiques soviétiques, reflétant les différents secteurs de la classe ouvrière et des masses mobilisées). Ceci sera la conséquence de l'appel de la dictature révolutionnaire à la mobilisation permanente des travailleurs, pour se consolider et pouvoir affronter l'impérialisme à l'échelle mondiale et ses influences à l'échelle nationale, engageant une lutte qui ne pourra que se développer et

élargir la démocratie révolutionnaire jusqu'à des sommets jamais atteints. C'est-à-dire qu'il faut consolider la révolution, et pour cela mobiliser les masses pour consolider la dictature révolutionnaire de l'état prolétarien, et donc la démocratie révolutionnaire. C'est justement cette dialectique que les camarades du SU ne comprennent pas, parce qu'ils ne comprennent pas l'étape actuelle de la dictature du prolétariat. Du fait de l'existence de l'impérialisme, le prolétariat ne prend pas réellement le pouvoir, il doit consolider sa dictature révolutionnaire en étendant et approfondissant la révolution, et pour cela doit consolider son état, à savoir ses soviets, et la démocratie révolutionnaire, comme toutes les formes d'organisation qui vont dans le sens du développement de la révolution et de la consolidation de la dictature révolutionnaire. Pour le futur immédiat, les dictatures révolutionnaires du prolétariat n'ayant même pas commencé à surgir, cette perspective est certaine. Mais pour le moment, ce n'est que de la poésie futuriste. Ces futurs partis seront unis par un lien commun,

la défense de la révolution socialiste, bien qu'ils expriment des points de vue et des intérêts différents. Avant de disparaître, les partis vont se développer, plus que jamais, de même que l'état.

Mais ce qui nous intéresse, ce sont les rapports des soviets et de la dictature révolutionnaire du prolétariat avec les partis ouvriers d'aujourd'hui, staliniens, social-démocrates, trotskystes, c'est-à-dire les rapports entre les partis opportunistes agents de l'impérialisme, avec le seul parti révolutionnaire conséquent, la IV^e Internationale et ses partis trotskystes.

Et nous devons dire clairement que nous ne voyons pas la possibilité que ces partis ouvriers opportunistes, ceux qui existent aujourd'hui, fassent un saut spectaculaire au point de devenir révolutionnaires.

Ils continuent malheureusement à être opportunistes et contre-révolutionnaires, et en tant que tels ennemis mortels des partis trotskystes des soviets et de la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Notes

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 3.
2. "Puede reemplazar la democracia parlamentaria a los soviets ?", *Escritos*, Tomo I, vol. II, p. 69.
3. *Les leçons d'Octobre*, p. 47.
4. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 3.
5. *Les leçons d'Octobre*, p. 12.
6. "A los camaradas bulgaros", *Escritos*, Tomo II, vol. 1, p. 63.
7. "The ILP and the fourth international", *Writings* (1935-36), p. 147.
8. *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 182-183.
9. "Problemas del desarrollo de la URSS", *Escritos*, Tomo II, Vol. 2, p. 309.
10. "A los camaradas bulgaros", *Escritos*, Tomo II, vol. I, p. 64.
11. "Problemas del desarrollo de la URSS", *Escritos*, Tomo II, Vol. 2, p. 309.
12. "Beaucoup de bruit autour de Kronstadt", *La lutte contre le stalinisme*, p. 192.
13. "On the policy of the KPD", *The Five First Years of the IC*, vol. 2, p. 308.
14. "Carta abierta al Partido Comunista de la URSS", *Escritos*, Tomo I, Vol. 3, p. 787.
15. *Les leçons d'Octobre*, p. 48-49.
16. "Report on the Fourth World Congress", *The Five First Years of the IC*, vol. 2, p. 308.
17. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 6.
18. "Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne", *Manifestes, thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès Mondiaux de l'Internationale Communiste*, p. 51.

V. Le fétichisme soviétique.

1. Les soviets : un "principe" organisationnel ?

L'insistante surestimation, par le SU, des formes organisationnelles soviétiques, laissant pratiquement de côté le rôle fondamental du parti révolutionnaire et de la mobilisation des masses, est un phénomène qui a été prévu par le marxisme. La Révolution Russe comme la révolution allemande amenèrent nos maîtres à réfléchir longuement sur cette déviation, qu'ils appelèrent "fétichisme organisationnel" (parlant spécifiquement du fétichisme soviétique), et dont ils nous avertirent des dangers.

Dans les *Leçons d'octobre*, Trotsky écrit : "Mais les jeunes partis européens qui ont plus ou moins accepté les soviets comme "doctrine", comme "principe", sont toujours exposés au danger d'une conception fétichiste des soviets considérés en tant que facteurs autonomes de la révolution. En effet, malgré l'immense avantage que présentent les soviets comme organisme de lutte pour le pouvoir, il est parfaitement possible que l'insurrection se développe sur la base d'autres formes d'organisation (comités d'usine, syndicats) et que les soviets ne surgissent comme organe du pouvoir qu'au moment de l'insurrection ou même après sa victoire.

Très instructive à ce point de vue, est la lutte que Lénine engagea après les journées de juillet contre le fétichisme soviétique. Les soviets socialistes-révolutionnaires et menchéviks étant devenus en juillet des organisations poussant ouvertement les soldats à l'offensive et persécutant les bolchéviks, le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières pouvait et devait chercher d'autres voies. Lénine indiquait les comités d'usine comme organisation de la lutte pour le pouvoir." (1924) [1].

Mandel dit qu'il est possible que les partis opportunistes s'intègrent aux soviets, et en ce sens, ses critiques envers l'ultra-gauche, qui affirme le contraire, sont correctes. Nous pensons également que justement parce qu'ils sont opportunistes, il est possible qu'ils tentent de s'intégrer à ces organisations, dès qu'ils auront vérifié qu'elles auront acquis un caractère de masse. Mais Mandel s'arrête à mi-chemin. Que feront

les opportunistes dans le soviets ? Ils y iront évidemment pour tenter de les transformer, afin de les rendre opportunistes et contre-révolutionnaires. Il n'y a pas d'autre possibilité. Et Mandel ne peut continuer, parce que pour empêcher cela, il devrait transformer ses soviets en soviets révolutionnaires, qui cesseraient alors de rassembler toute la population.

C'est pourquoi nous répétons, avec Trotsky, qu'il "est nécessaire" d'éviter de tomber dans le "fétichisme d'organisation", que nous ne devons pas transformer les soviets en un "principe", et que "la pure reconnaissance du système soviétique ne résout rien", parce que "la forme soviétique d'organisation ne possède pas de pouvoirs miraculeux".

Nous sommes pour les soviets, mais pour les transformer en soviets révolutionnaires. C'est ce que Lénine et Trotsky voulurent dire quand ils affirmèrent la nécessité de prendre une attitude indépendante vis à vis des soviets dirigés par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, pour prendre le pouvoir et les attaquer sans merci, parce qu'ils avaient commencé à se comporter comme une courroie de transmission de la politique contre-révolutionnaire de Kérensky.

Nous luttons pour que les organisations de masse (quelles qu'elles soient) soient révolutionnaires. Nous ne tombons ni dans la politique ultragauchiste - les ignorer si nous ne sommes pas d'accord avec elles - , ni dans la politique opportuniste - les suivre quoi qu'il arrive. Nous ne faisons un fétiche d'aucune d'elles, et nous nous rappelons que les soviets, de même que les syndicats, peuvent être dirigés aujourd'hui par les opportunistes, et demain par les contre-révolutionnaires. Les prédictions de Trotsky pour l'Autriche, dans le futur, peuvent être valables pour un autre pays : "... il existe la possibilité, non seulement que le mot d'ordre des soviets puisse ne pas coïncider avec la dictature du prolétariat, mais y compris qu'ils s'opposent, c'est-à-dire que les soviets en viennent à se transformer en un bastion contre la dictature du prolétariat." (Trotsky, 1929) [2]. Par ces paroles, Trotsky lance aussi un avertissement pour après la prise du pouvoir.

2. Que doivent être les soviets ?

Vous semble-t-il bon, camarades du SU, que pour répondre à cette question nous suivions Trotsky ? Supposons que c'est oui, et nous allons citer rien moins que *Le Programme de Transition de la IV^e Internationale*. "Comment accorder les diverses revendications et formes de *lutte*, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux soviets, qui réunissent les représentants de tous les groupes en *lutte*." "Par cette porte passent les représentants des couches qui sont entraînées dans le torrent général de la *lutte*." "En tant que pivot autour duquel s'unissent des dizaines de millions de travailleurs dans leur *lutte*, contre les exploiters, les Soviets..." (Trotsky, 1938) [3].

Ne faisant aucunement preuve d'originalité, nous croyons que *les soviets sont des organisations de lutte et de ceux qui luttent*, qui ne peuvent surgir que "là où le mouvement des masses entre dans un stade ouvertement révolutionnaire". (Idem) [4].

Mais qui sont ceux qui luttent ? Ce n'est pas tout le peuple. " Parce que dans la masse du peuple, qui souffre constamment et de la façon la plus cruelle des exploits des Avramov, il en est qui sont brisés physiquement, terrorisés, déprimés moralement, par exemple par la théorie de la non-résistance au mal par la violence, ou tout simplement déprimés, non par une théorie, mais par les préjugés, les coutumes, la routine : des gens indifférents, ceux qu'on appelle les esprits vulgaires, les petit-bourgeois, qui préfèrent s'écarter de la

lutte aiguë, passer outre ou même se cacher (un mauvais coup est vite arrivé !). *Voilà pourquoi ce n'est pas tout le peuple qui exerce la dictature, mais seulement le peuple révolutionnaire*". (Lénine, 1920) [5]. Dès maintenant, nous voulons nous excuser d'aligner une citation après l'autre, mais c'est qu'en parlant de soviets, nous croyons que Lénine et Trotsky ont quelque autorité.

La question qui se pose maintenant est la suivante : qui constitue le peuple révolutionnaire ? Fondamentalement, le prolétariat industriel, qui est le plus avancé. C'est pourquoi, dans la seule dictature révolutionnaire dont nous avons connaissance, le prolétariat avait une représentation plus importante, et les votes ne se faisaient pas à bulletin secret, mais à main levée. Cette méthode typique des assemblées ouvrières est coercitive, elle sert à empêcher les ouvriers et travailleurs contre-révolutionnaires de s'avancer. Cela avait pour but d'assurer que les soviets soient les organisations de ceux qui luttent, et non de tout le peuple, mais pour cela les chefs de la Révolution d'octobre avaient la même manie que nous : ils ne faisaient fondamentalement confiance qu'au prolétariat. "Le pouvoir révolutionnaire se trouve au sein-même du prolétariat. Il est nécessaire que celui-ci oeuvre à conquérir le pouvoir : alors, et alors seulement, l'organisation soviétique révèle ses qualités, en tant qu'instrument irremplaçable entre les mains du prolétariat" (Trotsky, 1920) [6].

Si Lénine et Trotsky mettaient tant de constance à maintenir la majorité ouvrière dans les soviets, s'ils croyaient qu'ils ne pouvaient surgir que dans les phases révolutionnaires, et qu'on ne devait y admettre que ceux qui luttent, bien que cela semble incroyablement au SU, nous devons en conclure que quand les soviets sont nécessaires, *c'est parce qu'il y a lutte*. Et cela veut dire qu'il y a deux camps, celui de la révolution, et... celui de la contre-révolution (Bien que cette dernière soit composée par les agents directs de la bourgeoisie et de l'impérialisme, ou par ses agents indirects, la bureaucratie et l'aristocratie ouvrières).

On peut comparer cela à deux armées qui s'affrontent, ou à deux piquets dans une grève (celui des jaunes et celui des grévistes). Comment se peut-il que les ennemis viennent dans notre camp, comme le veut le SU quand il dit que tout le monde peut participer au soviét ? Comment les grévistes peuvent-ils admettre dans leur piquet armé des jaunes armés, alors que nous nous sommes justement organisés pour les écraser ? Mystères de la révision...

Nos camarades du SU n'ont pas besoin de soviets qui luttent contre la contre-révolution impérialiste, *simplement parce que ça n'entre pas dans leurs calculs*. Leurs nouveaux soviets auront pour tâche prioritaire la "construction socialiste". S'il s'agit d'une tâche constructive, il n'est pas mauvais que les contre-révolutionnaires y participent. Considérer "la construction" comme l'objectif fondamental, et nier la nécessité de développer la lutte de classes à l'échelle mondiale et nationale est, cela dit en passant, dans une certaine mesure une capitulation face à la théorie du socialisme dans un seul pays.

Maintenant qu'est éclaircie la nature des soviets (après qu'ils aient fait triompher la seule dictature révolutionnaire, et après les avoir étudié pendant plus de 60

ans !), voyons ce que dit le document du SU. Il semble simplement qu'ils ne soient plus d'accord avec la conception léniniste. *Premièrement, dans leur signification politique, ils ne doivent être ni des organisations pour la lutte, ni pour ceux qui luttent : ils ne doivent pas être révolutionnaires*. Se référant à la fonction des futurs soviets, ils les conçoivent comme des organisations démocratiques à un point encore jamais égalé, avec des libertés totales pour les "tendances, groupes et partis politiques", y compris les contre-révolutionnaires. Où peut-être y aura-t-il une pleine liberté parce qu'ils s'agit de travailleurs ? Cela revient au même que de dire qu'un délégué élu par une assemblée syndicale, qui est un agent du patronat, a la liberté de faire de la propagande contre une grève.

Le second aspect de la définition léniniste-trotsky est sociologique : "le peuple révolutionnaire" était, pour la direction d'octobre, essentiellement le prolétariat industriel. Pour le SU, *les soviets ne doivent pas regrouper essentiellement le prolétariat industriel, mais tout le "peuple"*. "Finalement, la participation de millions de gens au processus de construction d'une société sans classes, non seulement à travers le vote plus ou moins passif, mais aussi à la gestion réelle à divers niveaux, ne peut être limitée de manière ouvriériste aux seuls "travailleurs engagés dans la production". Lénine a précisé que dans l'état ouvrier, l'immense majorité de la population devra participer directement à l'administration de l'état. Cela signifie que les conseils de travailleurs sur lesquels sera fondée la dictature du prolétariat ne seront pas des comités d'usine, mais des organes d'auto-organisation des masses dans toutes les sphères de la vie économique et sociale, y compris évidemment les usines, les unités de distribution, les hôpitaux, les écoles, les centres de télécommunication et de transport, et les quartiers" . (SU, 1977) [7]

Cette conception est populaire et territoriale. Lénine disait que "la Constitution soviétique rapprocha aussi l'appareil d'état des masses, par le fait que ce n'est pas le district territorial mais l'unité de production, usine ou entreprise, qui forme l'unité électorale et la cellule de base de l'état" (1919) [8]. Et Trotsky affirme la même chose quand il dit que cette cellule de base est fondée "sur les groupements de classe et de production" (1936) [9].

Ce débat sur les soviets et la dictature révolutionnaire n'est pas nouveau dans le marxisme. Les prédécesseurs du SU sont tous les courants petit-bourgeois qui ont toujours voulu enlever au prolétariat industriel le monopole du pouvoir, pour le donner au peuple. Un trotskyste ne peut dire "peuple", parce que peuple veut dire tout le monde, n'importe qui, pourvu qu'il travaille. On peut mettre dans ce sac les petit-bourgeois, les travailleurs réformistes ou contre-révolutionnaires, et le SU les y met ! Pour qu'ils interviennent dans la conduite de l'état !

C'est une conséquence directe du fétichisme organisationnel dans lequel ils tombent en tentant d'opposer au parlement bourgeois, une forme de soviét idéal et abstraite qui n'est autre chose qu'une nouvelle forme parlementaire ! Cela a toujours été le but du réformisme, et il n'y a rien qui puisse le faire entrer dans un programme trotskyste. "Le système soviétique n'est pas un principe abstrait que les communistes opposent

au principe du parlementarisme. Le système soviétique est un appareil dont le but est de *liquider le parlementarisme et le remplacer pendant la lutte et comme résultat de la lutte*". (Trotsky, 1920) [10]. Si le parlement bourgeois peut permettre une représentation de ceux qui sont opposés au système qu'il construit et développe, c'est parce que la bourgeoisie s'est préalablement chargée de faire en sorte - avec l'aide inappréciable du réformisme -, de faire en sorte que cet organisme soit un frein à la lutte ouvrière et populaire. Et quand il se produit le risque qu'il aide le combat des exploités, le patronat n'hésite pas à le liquider, jusqu'à ce qu'il redonne les garanties qui permettent le rétablissement de ses fonctions traditionnelles. C'est tout le contraire du soviét, qui perd sa raison d'exister quand il a cessé de lutter.

Mais la révision du SU par rapport aux soviets va plus loin et a des conséquences funestes. En niant leur véritable caractère et en tentant de les convertir en parlements démocratiques, il leur fait courir le danger d'être entraînés par le flot des tâches administratives qui surgiront. Et il favorise ainsi le fait que les soviets finissent par se transformer en bastions de la bureaucratie ou, ce qui revient au même, en freins institutionnalisés pour le combat permanent des masses.

Et le SU termine en faisant une importante concession à Kautsky, bien que ce soit en sens contraire.

3. Trotsky et l'avenir des soviets en URSS

Pendant les dernières années de sa vie, et fondamentalement dans le Programme de Transition et les articles élaborés autour de sa discussion, Trotsky ne fit que réaffirmer cette définition des soviets, aussi bien pour avant que pour après la prise du pouvoir. Cela devient particulièrement manifeste quand il nous parle de ce que devra être l'avenir des soviets en URSS pour revenir à la dictature révolutionnaire des premières années et en finir avec la dégénérescence bureaucratique.

Ainsi comme avant la prise du pouvoir, la formation des soviets est conditionnée par l'existence d'une situation clairement révolutionnaire, "seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées (en URSS) peut régénérer le système soviétique." (Trotsky, 1938) [11]. Et que devraient être ces soviets ? Comment seront-ils constitués ? "Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les *koulaks* n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant *la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des Soviets*. (souligné dans l'original). Dans les Soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des Kolkhosiens du rang, des paysans, des soldats rouges." (Idem) [12] qui, comme il l'affirme avant, sont "dans la lutte".

Trotsky s'est vu sur cette question obligé de soutenir de nombreuses discussions avec des camarades du mouvement. Une de ces discussions l'amena à écrire un article élargissant et précisant son point de vue sur la lutte pour l'expulsion de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière des soviets. Un camarade s'élevait contre sa position, pratiquement dans les mêmes termes que le fait aujourd'hui le SU : "Il ne semble pas y avoir

Kautsky disait que les soviets ne pouvaient être des organes étatiques à cause de leur caractère d'organes de lutte (si ce sont des organes de lutte, ils doivent continuer à lutter, y compris contre leur propre état et le parti qui gouverne, sinon ils perdent leur caractère). Le SU proteste : "ils sont étatiques, pas des organes de lutte". Mais ils s'accordent tous les deux : "étatiques" et "de lutte" sont opposés.

Nous répondons que ce sont des *organes de lutte de l'état ouvrier*, parce que nous parlons d'une dictature *révolutionnaire* du prolétariat. Et nous pensons qu'une des tâches fondamentales du parti révolutionnaire est d'éviter qu'ils cessent de lutter, parce qu'il en a besoin pour se maintenir et pour diriger le mouvement révolutionnaire permanent des masses. Pour cela, "on ne peut concevoir une forme meilleure" que les soviets. S'ils se bureaucratisent ou deviennent des ennemis de la mobilisation, nous chercherons de nouvelles formes organisationnelles. Dans le meilleur des cas, ils cesseront d'exister lorsque les classes et, avec elles, l'état auront dé péri.

Notre Internationale est le seul parti à même d'accomplir dans l'immédiat l'objectif historique du prolétariat. Et il continuera à l'être dans la mesure où il cessera d'apporter des bases théoriques pour détruire les soviets révolutionnaires.

de raisons politiques valables pour décider de priver à priori du droit de vote des groupes sociaux entiers de la société russe d'aujourd'hui. La suppression du droit de vote devrait être basée sur les *actes politiques violents commis par des groupes ou des individus contre le nouveau pouvoir soviétique*." Comme on le voit, on dirait une phrase extraite de la résolution que nous critiquons aujourd'hui : on ne pourra restreindre les libertés démocratiques les plus absolues que pour ceux qui s'engageraient dans des actions violentes, prouvées, contre le pouvoir soviétique. En cette occasion, Trotsky critiqua son polémiste en disant que "les raisons invoquées traduisent une attitude formelle juridique, purement constitutionnelle, sur une question qui doit être abordée d'un point de vue politique révolutionnaire. Le problème n'est pas de savoir qui les Soviets priveront du pouvoir une fois qu'ils seront définitivement établis. Laissons à demain l'élaboration de la nouvelle Constitution Soviétique. *Comment se débarrasser de la bureaucratie soviétique* (souligné dans l'original)... tel est le véritable problème." "De véritables soviets d'ouvriers et de paysans ne peuvent apparaître qu'au cours du soulèvement contre la bureaucratie." "Ce n'est pas une question de *"détermination" constitutionnelle*, sur la base de critères juridiques, mais d'*autodétermination véritable de deux camps qui s'affrontent*. (souligné dans l'original). *Les soviets ne peuvent apparaître qu'au cours d'une lutte décisive. Ils seront créés par la couche de travailleurs qui est entrée dans le mouvement*. La signification des soviets réside précisément dans le fait que leur composition n'est pas déterminée par des critères formels, mais par la dynamique de la lutte des classes." (Trotsky, 1938) [13].

Trotsky ne pouvait être plus clair. Premièrement, les soviets "priveront du pouvoir" des secteurs sociaux de la population russe, y compris des secteurs du mouvement ouvrier, l'aristocratie ouvrière, et en le faisant seront dans leur droit. Deuxièmement, dans l'avenir également ils "priveront du pouvoir" des secteurs de la population, bien que nous devions "laisser à demain l'élaboration de la nouvelle Constitution soviétique". Troisièmement, "ce n'est pas une question de détermination constitutionnelle" de fixer qui participe aux soviets, puisque ce ne sont pas tous les travailleurs, mais "*la couche de travailleurs* qui est entrée dans le mouvement" qui y participent, et que ce sont ces secteurs, et ceux-ci seulement, qui décident quels partis et secteurs sociaux ils légalisent, et lesquels ils

illégalisent. Cette position est identique à celle que nous soutenons : il n'y a aucun principe marxiste qui oblige à octroyer la légalité la plus absolue à tous les secteurs et partis ; et encore moins aux contre-révolutionnaires. Trotsky était pour illégaliser les partis soutenant la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière, et non en faveur de la légalité pour tous les partis et tous les habitants. Défendre le contraire est tomber, par rapport aux soviets, dans le fétichisme organisationnel ; c'est une conception formaliste et juridique. C'est comprendre le soviét, non comme un organisme pour la lutte et pour ceux qui luttent, mais comme un appareil de l'administration étatique pour lequel la lutte révolutionnaire a cessé, comme un kyste où se développera à ses aises la bureaucratie que l'on dit par ailleurs combattre.

4. Les Soviets et la Commune de Paris selon Trotsky.

La majorité du SU attribue à ses soviets et à sa dictature du prolétariat - non aux véritables soviets et à la véritable dictature - les caractéristiques hyper-démocratiques de la Commune de Paris. Cependant, il est extrêmement étrange que des auteurs qui connaissent tellement bien Trotsky n'aient pas signalé, ne serait-ce que pour la critiquer, la révision qu'il fit de l'analyse classique de Lénine sur la Commune de Paris. Cette absence est d'autant plus notable qu'ils donnent comme caractéristiques essentielles de la dictature du prolétariat la codification des réalisations de la Commune de Paris, et ce que Lénine écrivit plus tard à ce sujet dans *L'Etat et la révolution* - sans signaler que Trotsky modifia cette interprétation de la Commune -, pour souligner depuis lors comme caractéristiques essentielles ses traits dictatoriaux et de lutte, et non ses traits démocratiques populaires. Et il signala que son plus grave défaut était l'absence d'un parti révolutionnaire discipliné qui eût dirigé son processus.

Cette modification commença à prendre forme au début des années vingt. Dans la résolution qu'il écrivit pour le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, il commençait cette révision : "La page la plus glorieuse dans l'histoire du prolétariat français - la Commune de Paris - ne fut rien d'autre qu'un bloc entre toutes les *organisations et nuances* de la classe ouvrière française, *unies contre la bourgeoisie*. Si malgré la constitution du front unique la Commune fut rapidement écrasée, l'explication en est surtout le fait que le front unique n'eut pas à son flanc gauche *une organisation authentiquement révolutionnaire, disciplinée et résolue, capable de gagner rapidement la direction, dans le feu même des événements.*" (Trotsky, 1922) [14].

Trotsky ne prend pour élément essentiel de la Commune ni le système de vote, ni la révocabilité, ni le salaire moyen, mais l'unité d'action des partis ouvriers qui prirent le gouvernement ; et il considère comme sa principale carence l'absence d'une "organisation authentiquement révolutionnaire, disciplinée et résolue", afin de la diriger. Et à la même époque, également au nom du CEI de l'Internationale Communiste dans une lettre à la Fédération de la Seine du PC français, il disait que "la raison la plus importante de la défaite de la Commune fut *les principes fédéralistes petit-bourgeois et démocratiques, l'absence d'une main forte qui*

aurait guidé, unifié, discipliné et centralisé la révolution (idem)¹⁵. Ces citations pourraient ne pas avoir d'importance si Trotsky, au fil des ans, n'avait pas réfléchi sur cette question et n'en était pas venu à faire une révision complète de la conception classique de la Commune.

Dans les années trente, polémiquant contre la tendance des trotskystes français qui éditait le journal *La Commune*, il nia pour la première fois la Commune en tant que dictature du prolétariat, et la définît comme une institution bourgeoise. Contre la conception qui était acceptée, et selon laquelle l'élément extraordinaire, véritablement révolutionnaire, pendant la Commune, était son fonctionnement démocratique : le système de vote, la révocabilité, le salaire ouvrier pour les fonctionnaires, contre tout ce qui avait été écrit et que Kautsky avait revendiqué (bien que Lénine eût signalé que le suffrage universel n'existait que pour ceux qui restaient à Paris, c'est à dire pour les travailleurs), Trotsky signale que la dictature du prolétariat résidait dans une autre organisation, *dans la Garde Nationale, dans l'organisme de lutte*. Contre le fétichisme ultra-démocratique, il dit que ce n'était pas là l'élément fondamental pour définir la dictature du prolétariat et les véritables soviets. La dictature ouvrière fut l'organisation de ceux qui luttèrent, et non de tous les travailleurs de Paris. La Commune, l'organisation de tous les travailleurs, avec ses mécanismes hyper-démocratiques fut une organisation bourgeoise, et non la dictature révolutionnaire du prolétariat. Au contraire, l'organisation de ceux qui luttèrent, était bien un soviét et une dictature du prolétariat. Nous acceptons pleinement cette conception de Trotsky, révisionniste et révolutionnaire de la Commune de Paris ; mais nous ne voulons tromper personne, et nous disons qu'il s'agit d'une révision de l'analyse léniniste traditionnelle. Bien que ce soit un peu long, citons ces paragraphes apparemment inconnus pour les auteurs de la résolution : "Quand nous disons "Vive la Commune", nous nous référons à *l'héroïque insurrection, non à l'institution de la Commune, à savoir la municipalité démocratique*. Même son élection fut une stupidité (voir Marx), et cette stupidité ne fut rendue possible qu'après (souligné dans l'original) la conquête du pouvoir par le Comité Central de la Garde Nationale, qui était le "comité d'action" ou le soviét de ce moment." (Trotsky 1935) [16]. "Dans le

même paragraphe, vous dites, entre parenthèses : "Commune de Paris, soviets...". *Dans toute une série de lettres j'ai insisté* sur le fait qu'il est inadmissible, quand on parle des formes organisationnelles de gouvernement, d'identifier la Commune et les soviets. *La Commune fut la municipalité démocratique. Il est donc nécessaire de choisir entre la Commune et les soviets.* Les révolutionnaires de 1871 voulurent combiner (souligné dans l'original) leur "soviet" d'hier (le Comité Central de la Garde Nationale) et la Commune (la municipalité démocratique). Ils ne firent de cette combinaison qu'une bigarrure. En 1917 à Pétrograd, après la conquête du pouvoir, nous eûmes le soviets et la

municipalité démocratique. Malgré le fait que les bolchéviques dominaient la commune de manière absolue, nous l'avons dissoute en faveur du soviets. C'est *La Commune* qui parle d'un gouvernement basé sur des communes locales. *Cette formulation d'un fédéralisme démocratique est plus en accord avec les bakouniniens et les proudhoniens. Elle n'a rien en commun avec la dictature du prolétariat et les soviets en tant que son instrument.*" (Trotsky, 1936) [17].

Les soviets du SU sont les communes municipales petites-bourgeoises des proudhoniens, et non les soviets pour lesquels luttent les véritables trotskystes.

Notes

1. *Les leçons d'Octobre*, p. 45-46.
2. "La crisis austriaca y el comunismo", *Escritos*, Tomo I, vol. 2, p. 547.
3. *Le programme de transition*, p. 43.
4. *Idem*, p. 43.
5. "Contribution à l'histoire de la question des dictatures", *Oeuvres complètes*, Tome XXXI, p 366.
6. "Manifeste of the Second World Congress", *The First Five Years of the IC*, vol. I, p 130.
7. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 8.
8. *The Trotsky Papers*, vol. I, p. 287.
9. *La révolution trahie*, p. 173.
10. "Manifeste of the Second World Congress", *Idem*, p. 131.
11. *Le programme de transition*, p. 53.
12. *Idem*, p. 52-53.
13. "Il est nécessaire de chasser la bureaucratie et la nouvelle aristocratie des soviets", *La Nature de l'URSS*, p. 250-251.
14. "Resolution of the enlarged plenum of the ECCI", *The First Five Years of the IC*, vol. 2, p. 147.
15. *Idem*, p. 158.
16. "Critical Remarks of Revolution", *The crisis in the French Section (1935-1936)*, p. 111.
17. "The appeal "to Revolutionary Organizations and Groups"", *The crisis in the French Section (1935-1936)*, p. 127.

VI. Le rôle du Parti Révolutionnaire et de la IV^e Internationale.

1. Que représentent les partis politiques ?

La majorité du SU titre ainsi une des thèses les plus importantes de sa résolution. Le moins que nous puissions dire est qu'elle est à ce point éloignée de la réalité, qu'elle ne nomme pas une seule fois la IV^e Internationale. Il n'est pas dit non plus un seul mot de la social-démocratie et du stalinisme.

Il n'y est rien dit non plus des rapports probables de ces partis de chair et de sang - la social-démocratie, le stalinisme et le trotskysme - avec la dictature révolutionnaire du prolétariat. Du point de vue marxiste, écrire un chapitre sur les partis politiques sans mentionner et définir ceux qui existent, principalement les partis ouvriers, cela revient à faire de la soupe avec du jus de chaussettes.

Cette thèse commence par signaler que les partis "sont apparus avec l'émergence de formes de gouvernements dans lesquelles un nombre relativement élevé de personnes (opposé à de petites communautés villageoises ou assemblées tribales) participèrent d'une manière ou d'une autre à l'exercice du pouvoir politique (par exemple dans la démocratie de l'Antiquité)" (SU, 1977) [1].

C'est à dire que pour la majorité du SU, la première raison de l'apparition des partis, c'est que de peu de *personnes* on est passé à beaucoup de *personnes*. Nous soulignons le mot *personnes* pour mettre en relief le fait que, si nous remplaçons "personnes" par "individus", apparaît très clairement la conception démocratique-bourgeoise d'une société formée par des personnes ou individus, et non pas par des classes. Et cette définition se complète de la manière suivante : "En fait, dès que les décisions politiques dépassent un petit nombre de questions routinières qui peuvent être discutées et tranchées par un *petit groupe de personnes*, toute forme de démocratie implique la nécessité d'*options structurées et cohérentes sur un grand nombre de questions liées les unes aux autres*, (souligné dans l'original) *c'est à dire un choix entre des lignes politiques et des programmes de rechange*. Voilà ce que représentent les partis." (Idem) [2]. C'est une définition démographique ! Quand il y a beaucoup de personnes apparaissent les partis ! Et intellectuelle : quand il y a beaucoup de personnes, des "options structurées et cohérentes", c'est à dire les partis, deviennent indispensables.

Quels phénomènes se sont-ils produits sur le chemin de la tribu primitive aux villes, pour empêcher les propositions individuelles ? La réponse ne réside pas dans le plus grand nombre de personnes, mais dans l'apparition des villes, des classes et de l'état. C'est pourquoi il est faux de déterminer l'apparition des partis politiques en fonction d'un phénomène démographique. Ils apparaissent quand ces personnes se sont groupées en classes et secteurs antagoniques qui doivent, pour imposer leurs intérêts, se disputer une nouvelle institution qui est apparue dans le processus historique : l'Etat.

Les partis politiques sont des organisations de classes et de secteurs de classes, qui luttent pour le pouvoir d'état. Cela signifie que sans classes et secteur de classes, aussi nombreuses soient les personnes, il n'y aurait pas de partis politiques parce qu'il n'y aurait pas de lutte pour le pouvoir politique. En résumé : sans classes, pas d'Etat ; sans Etat, pas de politique et sans politique, pas de partis politiques.

Les partis politiques n'apportent pas de réponses pour satisfaire un besoin intellectuel, ou parce qu'il serait indispensable de présenter un ensemble cohérent de propositions structurées dans le cadre d'un système, comme une théorie ou une école scientifique, devant "beaucoup de personnes". Ils le font parce qu'il est nécessaire de donner une réponse à chaque problème politique, économique ou social, du point de vue des intérêts généraux, économiques et politiques, des secteurs de classe. Ce sont précisément ces intérêts communs qui les rend cohérents et les font fonctionner comme une totalité. Ce fut lors des grandes révolutions démocratiques-bourgeoises qu'apparurent les partis. Leur histoire est différente de celle de la défense politique des intérêts de secteurs de classe, à savoir la politique. Il y eut d'abord la politique, et plusieurs siècles plus tard, à partir des révolutions anglaise et française, les véritables partis politiques. Il faut distinguer entre la lutte politique entre sénateurs romains, ou une guerre civile politique entre sectes religieuses pendant le moyen-âge, d'une part, et la lutte entre les partis politiques modernes, de l'autre. Il a fallu que l'humanité progresse énormément, et que la lutte de classes se développe pleinement, pour que cette lutte culmine sous la société bourgeoise et puisse s'exprimer à un niveau superstructurel par la formation de partis politiques.

Le SU non seulement ignore la méthode marxiste pour définir les partis politiques, mais encore il va jusqu'à soutenir qu'elle est inutile dans ce cas. "Si on dit que seuls les partis et organisations qui n'ont pas de programme ou d'idéologie bourgeois (et petit-bourgeois ?), ou qui ne sont pas "engagés dans la propagande et/ou l'agitation anti-socialiste ou anti-soviétique" peuvent être légalisés, *où va-t-on tracer la ligne de démarcation ?* Des partis ayant une majorité de membres originaires de la classe ouvrière mais en même temps une idéologie bourgeoise seront-ils interdits ? Comment peut-on concilier pareille position avec le concept de l'élection libre des conseils de travailleurs ? *Quelle est la ligne de démarcation entre le "programme bourgeois" et "l'idéologie réformiste" ?* Doit-on dès lors interdire également les partis réformistes ? Supprimera-t-on la social-démocratie ?" (Idem) 3. La majorité du SU se demande où va passer "la ligne de démarcation". Il n'y a pas moyen pour elle d'établir une distinction stricte entre les partis. Et ça ne peut en être autrement, puisque pour définir les partis, ils ont recours à des méthodes démographiques et intellectuelles et renoncent au marxisme. Pourtant le

marxisme dispose de toute une série de moyens conceptuels, nécessaires pour distinguer nettement entre les partis ouvriers et les partis bourgeois. Et grâce aux apports de Lénine et de Trotsky, nous pouvons

2. Deux types de partis ouvriers

Il est important de faire cette distinction car c'est la seule qui nous permet d'expliquer le fait qu'aucune dictature ouvrière révolutionnaire après celle de Lénine et Trotsky n'ait été triomphante. Comme le caractère de l'état ouvrier dépendra du parti qui dirige la révolution et prend le pouvoir, cet état pourra être révolutionnaire ou bureaucratique. En résumé, n'y a pas eu de dictature révolutionnaire parce qu'aucune révolution a été dirigée par un parti trotskiste.

Lénine et Trotsky ont insisté sur l'existence de deux types clairement délimités de partis ouvriers, aussi différents que le règne animal et le règne végétal. A côté des partis ouvriers révolutionnaires, il y a les partis ouvriers réformistes ou bureaucratiques, et à un moment déterminé contre-révolutionnaires. Ces partis représentent politiquement l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières, principalement des pays métropolitains et des états ouvriers, dans lesquels ces secteurs privilégiés s'alimentent des miettes de l'exploitation impérialiste pour les uns, de l'administration de l'état pour les autres. Ils sont pour autant l'expression superstructurelle d'un très important secteur de la classe ouvrière, et de la classe moyenne moderne que nous pouvons également inclure, avec beaucoup de précautions, dans la classe ouvrière. Ces partis sont la social-démocratie et le stalinisme. Ils continuent à être réformistes et en général contre-révolutionnaires, agents directs ou indirects de l'impérialisme, même s'ils prennent le pouvoir à la tête d'une révolution ouvrière, puisque leur rôle est d'empêcher que celle-ci s'étende aux autres pays. L'existence de ces partis obligea à fonder la Troisième Internationale et ensuite, après sa bureaucratization, la Quatrième Internationale.

Au lieu de donner une définition catégorique des partis ouvriers existants, en suivant l'exemple de Lénine et de Trotsky, le SU nous dit : "Mais cela implique à son tour qu'on ne puisse pas nier que différents partis, avec des orientations différentes d'approche de la lutte de classes entre Capital et Travail et des rapports entre les buts immédiats et les buts historiques du mouvement ouvrier, puissent surgir et ont surgi au sein de la classe ouvrière et représentent réellement des secteurs de la classe ouvrière (fût-ce des intérêts purement sectoriels, des pressions idéologiques de classe adverses, etc...)" (Idem) [4]. Ils oublient d'analyser, dans leur définition la division qui existe entre les partis ouvriers contemporains, et refusent de définir les partis socialistes et staliniens en tant qu'agents de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier, précisément parce qu'ils sont les représentants de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières. Dans leur thèse sur les partis politiques, il n'y a pas un seul mot sur l'influence de l'impérialisme et des couches aristocratiques ouvrières, pour la définition des partis.

Afin d'éviter de faire cette définition, le SU utilise un autre argument, interprétant de manière abusive le raisonnement de Trotsky, lorsqu'il attaqua Staline,

différencier les partis ouvriers en deux types antagoniques ; et au moment de la révolution et de la dictature, il faudra ajouter un nouveau paramètre décisif : pour ou contre la révolution.

quand ce dernier soutenait que chaque classe a son parti et que la classe ouvrière n'en a qu'un seul, le parti stalinien.

Trotsky signale dans *la Révolution Trahie* : "A la vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis. On peut reconnaître avec quelques restrictions qu'un parti est une "fraction de classe". Mais comme une classe est faite de nombreuses fractions - les unes regardant en avant et les autres en arrière - une seule classe peut former plusieurs partis. Pour la même raison, un parti peut s'appuyer sur des fractions de plusieurs classes. On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique si, bien entendu, on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité.

"Le prolétariat est la classe la moins hétérogène de la société capitaliste. *L'existence de couches sociales telles que l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie suffit cependant à nous expliquer celle des partis opportunistes qui deviennent, par le cours naturel des choses, l'un des moyens de la domination bourgeoise.* Que la différence entre l'aristocratie ouvrière et la masse prolétarienne soit, du point de vue de la sociologie stalinienne, "radicale" ou "superficielle", cela nous importe peu ; c'est de cette différence, en tous cas, que naquit en son temps la nécessité de rompre avec la social-démocratie et de fonder la III^e Internationale". (Trotsky, 1936) [5].

Dans son interprétation abusive, le SU dit : "l'idée d'une classe ouvrière homogène, exclusivement représentée par un seul parti, est en contradiction avec toute l'expérience historique et toute analyse marxiste, matérialiste, de la croissance et du développement concrets du prolétariat contemporain, autant sous le capitalisme qu'après le renversement du capitalisme. Tout au plus peut-on défendre la thèse selon laquelle le parti révolutionnaire d'avant-garde représente seul, *sur le plan programmatique*, les intérêts *historiques à long terme* (soulignés dans l'original) du prolétariat". (SU, 1977) [6].

Que représentent pour le SU les partis staliniens et sociaux-démocrates, si ce ne sont pas "les intérêts historiques à long terme du prolétariat" ? Représentent-ils, comme le soutient Trotsky, les secteurs privilégiés, agents directs ou indirects de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ? Si c'est le cas, pourquoi ne le disent-ils pas ? Et que représente la Quatrième Internationale ? Est-ce un parti politique ? Appartient-elle à ces très mystérieux "partis révolutionnaires d'avant-garde" ? Où militent ces partis, quelle est leur idéologie ? Sont-ils marxistes ? peut-être trotskystes ?

Et comment le document définit-il notre Internationale ? D'une manière explicite il n'en donne aucune définition. Mais il semble par contre en donner une définition implicite : "tout au plus peut-on défendre

la thèse selon laquelle le parti révolutionnaire d'avant-garde représente seul, *sur le plan programmatique*, les intérêts *historiques à long terme* du Prolétariat". C'est la meilleure définition possible de notre Internationale, puisque "tout au plus" c'est cela.

Le moins que l'on puisse dire est que cette définition s'apparente, par la forme comme par le fond, avec la définition boukharino-stalinienne violemment critiquée par Trotsky lorsqu'il parle du programme stalinien : "le projet se contente de donner du parti (avant-garde, théorie du marxisme, incarnation de l'expérience, etc...) une définition formelle qui ne produirait aucune dissonance dans le programme de la social-démocratie de gauche d'avant-guerre. Elle est, maintenant, absolument insuffisante". (Trotsky, 1928) [7]

Notre Internationale est exactement, ni au moins ni "tout au plus", la seule Internationale existante, et ses partis sont les seuls qui luttent pour la révolution permanente, c'est-à-dire pour un programme de transition vers la société socialiste, et pour une révolution ouvrière qui impose une dictature révolutionnaire du prolétariat qui puisse continuer à lutter pour le développement de la révolution internationale. Les autres partis ouvriers existants (sociaux-démocrates et staliniens), s'ils sont forcés par les circonstances objectives à prendre le pouvoir, imposeront une dictature bureaucratique, nationaliste, réformiste à l'échelle mondiale, puisque leur programme est et sera la construction du socialisme dans un seul pays. Notre Internationale, non seulement reflète alors "tout au plus" "les intérêts historiques à long terme du prolétariat", concrétisés dans l'avant-garde ouvrière, mais aussi ses besoins immédiats, principalement ceux des secteurs les plus misérables et exploités du prolétariat, comme de ses secteurs les plus concentrés et modernes.

Les trotskystes, et la Quatrième Internationale qui les regroupe, représentent la seule expression programmatique, politique, organisationnelle, historique et

immédiate des besoins des secteurs les plus exploités, et essentiellement du noyau prolétarien, d'avant-garde, lié à l'industrie la plus concentrée et moderne. Ceci se manifeste dans le fait que c'est le seul parti mondial qui lutte pour la révolution socialiste internationale.

Cette définition très générale, mais indispensable, des partis ouvriers, ne veut pas dire nier l'existence de formations centristes, intermédiaires, qui vont d'un pôle à l'autre, de révolutionnaires devenant réformistes et bureaucratiques, et inversement.

C'est ce qui se produisit, par exemple, pour le Parti Communiste de l'URSS, qui de révolutionnaire sous Lénine et Trotsky, devint réformiste et bureaucratique sous Staline. Ou bien avec la gauche du parti socialiste-révolutionnaire en Russie, qui de petit-bourgeois réformiste devint révolutionnaire lorsqu'il s'allia avec les bolcheviks pour faire la révolution, et revint ensuite dans le camp de la contre-révolution. Nous avons également l'exemple, en Allemagne, de la fraction centriste du Parti Socialiste Indépendant, qui s'intégra au Parti Communiste. Mais ces phénomènes hybrides, entre les deux grandes catégories de partis ouvriers existant dans le monde doivent être définis par leur dynamique en rapport à ces deux catégories. Leur centrisme les pousse-t-il vers le trotskysme, ou au contraire vers l'opportunisme, le nationalisme et le réformisme ? Cela pourra expliquer demain le fait qu'un parti qui ne se réclame pas du trotskysme sans doute à cause de la faiblesse de notre Internationale, prenne le pouvoir et instaure une dictature révolutionnaire. Ce sera une étape fondamentale pour sa transformation de parti centriste en parti trotskyste. Cela explique aussi, comme nous le verrons, la possibilité que des partis soviétiques et révolutionnaires s'unissent au parti trotskyste - sans qu'eux-mêmes le soient - dans la défense de la révolution et de la dictature révolutionnaire.

3. Parti Unique ou pluripartisme soviétique ? Encore une fois sur le rôle du parti révolutionnaire.

Dans le chapitre IV, nous avons insisté longuement sur le rôle du parti révolutionnaire dans la lutte pour le pouvoir et la dictature du prolétariat. Mais nous l'avons fait en prenant pour base la question de savoir quelle est l'institution fondamentale dans ce processus, le soviét ou le parti. Il nous faut maintenant insister sur un point fondamental, en rapport à un autre des sujets-clés du document du SU : *parti unique ou pluripartisme ?*

La majorité du SU défend avant tout le "pluripartisme soviétique". Mais ce "pluripartisme soviétique" ne signifie pas dans sa bouche la légalité pour les partis autorisés par le soviét révolutionnaire, mais la légalité pour tous les partis politiques existant dans le pays, y compris les partis contre-révolutionnaires. Dans ce sens la majorité est explicite : "... des conseils de travailleurs réellement représentatifs et démocratiquement élus ne peuvent exister que si les masses ont le droit d'y élire tous ceux qu'elles choisissent, sans distinctions et sans précondition restrictive quant aux convictions idéologiques et politiques des délégués élus". Et elle continue : "De même, les conseils de

travailleurs ne peuvent fonctionner démocratiquement que *si tous les délégués élus*" indépendamment de leurs "convictions idéologiques et politiques", "*jouissent du droit de pouvoir constituer des groupes, des tendances ou des partis, s'ils ont accès aux moyens de diffusion massive...*" Et s'il nous reste quelque doute, ils nous disent un peu plus loin que la "démocratie ouvrière" n'est possible que dans la mesure où existe "... le droit des masses d'élire tous ceux qu'elles choisissent et la *liberté d'organisation politique pour ceux qui ont été élus (y compris des gens avec des idéologies ou un programme bourgeois ou petit-bourgeois)*." (SU, 1977) [8] [*].

Nous nous trouvons ici, une fois de plus, confrontés au piège d'une analyse et d'un programme individualistes, démocratiques-bourgeois, sous un déguisement marxiste. Le SU est pour la "liberté politique illimitée" de tous les partis. Au lieu de le dire clairement, et ainsi son argumentation serait-elle digne de Lincoln ou Bernstein, il se cache derrière des "délégués élus". Ce ne sont pas les soviets, la classe ouvrière en tant que classe qui décide, mais des individus, les délégués,

tout à fait indépendamment de ce que la classe et le soviét décident démocratiquement, à leur majorité. Cela signifie, si nous l'appliquons actuellement à l'Iran, que dans les soviets, le parti du Shah serait entièrement légal, puisqu'il existe pas de pays où il n'y ait pas au minimum un délégué élu, partisan de la contre-révolution. Il y eut en Russie des organisations syndicales de masse qui décidèrent démocratiquement de lutter aux côtés des armées blanches, contre l'Armée Rouge.

Le soviét est un front unique de masse pour l'action révolutionnaire, et seuls les partis politiques en accord avec ce front unique peuvent en faire partie. Il peut y avoir des ouvriers et des délégués avec des positions confuses, qui continuent à soutenir des partis contre-révolutionnaires. Mais en tant que partis, seuls ceux qui sont en accord avec le front unique révolutionnaire qu'est le soviét peuvent y être présents. Il se passe exactement la même chose dans les syndicats : il ne peut y être présent que les partis et adhérents qui reconnaissent la nécessité de se défendre de l'exploitation capitaliste sur le terrain économique. En général et historiquement, le trotskysme se prononce pour le pluri-partisme soviétique, mais seulement s'il est compris comme le droit, de la part du soviét, de décider quels partis il lui faut reconnaître.

C'est le contraire de ce qu'affirme la résolution du SU. Le pluri-partisme soviétique n'est pas une norme absolue, mais relative. C'est pourquoi, dialectiquement, le pluri-partisme soviétique peut se transformer, dans certaines circonstances, en son contraire, le parti unique soviétique.

Comme ce sont les soviets révolutionnaires qui décident à chaque instant quels sont les partis légaux, cela peut mener dans certaines circonstances au fait qu'un seul parti ou seulement deux ou trois, le soient. Et pour en décider, il faut prendre en compte l'appréciation concrète permettant de savoir quels partis sont révolutionnaires et lesquels sont contre-révolutionnaires. Par principe, nous ne sommes pas obligés de légaliser les partis contre-révolutionnaires mais bien les partis révolutionnaires. C'est là le véritable concept trotskyste. Lénine signalait clairement, à un moment de la Révolution Russe, que "lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on propose, comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons : Dictature d'un seul parti, oui ! Telle est notre position et nous ne pouvons quitter ce terrain..." (Lénine, 1.919) [9].

C'est là un exemple de plus du fait qu'il n'y a pas, pour les trotskystes, de normes figées. Nous sommes tout à fait opposés à la norme stalinienne qui soutient que toujours, sous la dictature du prolétariat, c'est seulement le parti qui exerce la dictature qui est légal ; mais nous sommes aussi opposés au principe euro-trotskyste selon lequel toujours, sans exception, il doit y avoir pluri-partisme.

Nous disons que tout dépend du processus de la lutte de classes et des besoins de la dictature

révolutionnaire, du type de rapports qui s'établissent entre les partis dans les premières années de la révolution. Nous ne pouvons pas dire quelles seront les normes qui, dans cette première étape, régleront les rapports entre les partis opportunistes bureaucratiques et les partis révolutionnaires du mouvement ouvrier, parce que cela dépendra de rapports qui s'imposeront par la force, et non pas par des mécanismes constitutionnels, entre les deux principaux secteurs du mouvement ouvrier et leurs superstructures politiques. S'il y a une mobilisation permanente des travailleurs, les partis révolutionnaires seront prédominants, et il y aura même de nouveaux partis révolutionnaires qui apparaîtront. S'il y a passivité et calme, ce seront les secteurs bureaucratiques, l'aristocratie ouvrière. Et de cette loi générale découleront les différents types de rapports possibles entre la dictature du prolétariat et les partis ouvriers. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que ce qui est fondamental n'est pas parti unique ou pluri-partisme. Aucune norme ne peut se substituer au processus vivant de la mobilisation permanente et au rôle que joue dans son cadre le parti révolutionnaire, les deux facteurs absents en permanence des thèses du SU. Dire les choses dans les termes où le fait la résolution est mettre la charrue avant les boeufs. Que le soviét soit ou non pluri-partiste dépendra en dernière instance du degré de mobilisation des travailleurs et de l'existence ou non d'un parti révolutionnaire à même de donner un caractère permanent à cette mobilisation ; mais ce ne peut jamais être l'inverse.

Si la situation n'est pas critique, et la force de la contre-révolution peu importante, si les partis aristocratiques et bureaucratiques acceptent à contre-cœur le cours révolutionnaire du prolétariat, il est possible qu'ils soient tout à fait légaux ou jouissent d'une certaine marge de légalité. Mais, si ce n'est pas le cas, si la contre-révolution est encore très puissante, il est possible qu'il soit nécessaire de les illégaliser, d'une manière relative ou totale. La même chose peut survenir pour des partis opportunistes qui parviendraient à dominer le pouvoir ouvrier et, se sentant sûrs d'eux, dans une situation de stabilité relative, accorderaient une certaine légalité au parti révolutionnaire. Nous ne perdons pas de vue cette possibilité, dans une étape déterminée du processus révolutionnaire, bien que nous pensions que la tendance certaine de la bureaucratie - que ce soit dans un syndicat, dans un parti ou dans un état ouvrier - soit la domination bureaucratique totale, et par conséquent le parti unique.

Tout changera au fur et à mesure du développement de la révolution socialiste mondiale. Il est possible que l'affaiblissement des partis opportunistes provoque l'apparition de grandes fractions ou partis révolutionnaires qui seront inconditionnellement en faveur de la révolution mais refléteront différents secteurs politiques du mouvement ouvrier. Evidemment, ces partis devraient être complètement légaux.

4. Une révision du programme trotskyste pour l'URSS.

En ne comprenant pas la dialectique qui s'établit entre la mobilisation des masses, les partis révolutionnaires et opportunistes dans les soviets, et le caractère

de ces derniers, la majorité du SU modifie tout le programme de la Quatrième Internationale pour l'URSS et les autres états ouvriers bureaucratisés. Le programme

trotskyiste pour ces états n'est pas la liberté totale et absolue pour tous les partis. *Le Programme de Transition* est catégorique : "la démocratisation des Soviets est inconcevable sans la *légalisation des partis soviétiques* (souligné dans l'original). *Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.*" (Trotsky, 1938) [10].

C'est à dire que pour Trotsky, aucun parti ne peut être légalisé automatiquement, parce que quelques délégués du soviet décident de le construire : c'est au travers du mécanisme démocratique et centraliste du vote majoritaire des soviets que les ouvriers et les paysans décideront quels seront les partis légaux, soviétiques, et lesquels ne le seront pas. Bien plus encore : "De même qu'auparavant la bourgeoisie et les *Koulaks* n'étaient pas admis dans les Soviets, de même maintenant *la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets* (souligné dans l'original) Dans les Soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhosiens du rang, des paysans, des soldats rouges". (Idem) [11]. Ce sont ceux qui son "en lutte", ce sont eux et non pas quelque norme préétablie, qui décident quels sont les partis légaux.

Il ne nous étonnerait pas que les rédacteurs de thèses tentent de défendre leurs positions d'une manière formelle, en disant que l'axe de leur programme pour les dictatures prolétariennes est le même que celui de Trotsky : "que la démocratisation des soviets est impossible sans la liberté absolue, pour n'importe quel délégué, d'organiser le parti qu'il veut."

C'est justement là le piège du SU. Apparemment ils disent la même chose que Trotsky quand ils disent exactement le contraire. En quoi consiste ce piège ? C'est le contenu démocratique-bourgeois individualiste qu'ils donnent à l'expression "légalisation des partis soviétiques." Et ceci en deux sens : d'une part, par la substitution au droit de classe du droit individuel. Alors que pour la majorité du SU, la légalisation de n'importe quel "parti soviétique" dépend automatiquement du droit individuel de chaque délégué du soviet à constituer son parti ou sa tendance, pour Trotsky, cette légalité dépend de ce que décident par leur vote majoritaire les masses en lutte, c'est à dire du droit de la classe de décider majoritairement dans ses soviets révolutionnaires.

L'autre aspect de cette question se rapporte à la dynamique de la révolution, et non pas à un élargissement de la démocratie bourgeoise. La position de Trotsky sur l'URSS et toutes les futures révolutions ouvrières ne peut se comprendre entièrement que si l'on a à l'esprit le fait que la montée révolutionnaire, entre autres bouleversements, provoquera également des changements radicaux pour les partis politiques eux-mêmes. Quand Trotsky parle de "partis soviétiques", il se réfère à de nouveaux partis, hypothétiques, qui surgiront dans le feu de la lutte, et non à tous les partis qui existent, comme le fait le SU. C'est pour cela qu'il ne mentionne pas ces partis. Trotsky ne dit jamais "légalité du parti menchevik, social-révolutionnaire ou cadet", ou bien "pour le droit à ce que ses dirigeants dans l'exil reviennent et se mettent à la tête de leur parti". Il ne fait aucune référence non plus à la nécessité d'une liberté d'organisation et de propagande pour le parti Cadet, pour qu'on lui donne les espaces à la

radio qui correspondent au nombre de ses adhérents ou de ses délégués au soviet. S'agissant de quelqu'un d'aussi méticuleux dans la définition de ses positions, et d'un polémiste qui ne laissait échapper aucun détail sans le préciser, pourquoi n'a-t-il rien dit de tout cela ? Si sa position avait été identique à celle d'aujourd'hui du SU, il n'aurait pas manqué de l'explicitier, fondamentalement quand il s'agit de mots d'ordre pour l'action. Trotsky ne dit rien de tout cela parce que tout simplement il a une position tout à fait opposée à celle du SU. Quand il dit "soviétiques", il pense à ces partis qui seront pour la révolution, contre la bureaucratie, et pour cela-même il ne mentionne ni les mencheviks - qui le moment venu se trouveront probablement aux côtés de la bureaucratie -, ni les cadets qui sont ouvertement contre-révolutionnaires.

"Rendre aux soviets" "leur libre forme démocratique" est pour Trotsky indissolublement fié au fait de leur rendre "leur contenu de classe". C'est pourquoi le combat pour la démocratie soviétique commence non pas par la légalisation des mencheviks et des cadets, mais par *chasser* des soviets rien moins que des secteurs de la classe ouvrière elle-même, "la bureaucratie et l'aristocratie ouvrières", "de la même manière qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets". C'est pour cela que le mot d'ordre élaboré par Trotsky est conditionnel et hypothétique et doit être complété par le processus de la lutte des masses, qui dira quels tendances ou courants des anciens ou nouveaux partis penchent vers la révolution, comme cela s'est passé avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Ce processus avorta en URSS, à la suite du recul révolutionnaire et de la guerre civile. Si cela ne s'était pas produit, il est certain que des tendances ou partis révolutionnaires, ou ayant des penchants pour la révolution, seraient apparus.

Ceci pose un autre problème, plus général. Nous pensons que les révolutions politiques vont suivre en général les mêmes étapes que la révolution russe. Il est très probable qu'il y ait deux révolutions ou deux grandes étapes dans la révolution politique, successives ou dans une certaine mesure continues. La première sera une étape de lutte populaire, générale, avec pour axe central l'affrontement ou totalitarisme bureaucratique. C'est à partir de cette lutte que naîtront les soviets, comme front unique de tous les secteurs qui veulent vaincre le totalitarisme bureaucratique. Il est d'ailleurs très probable que parmi ces secteurs, il y en ait qui soient trompés par l'église ou par la propagande impérialiste en faveur des libertés démocratiques. Mais tous pourront participer à cette lutte générale contre la bureaucratie. A cette étape de lutte générale populaire, succédera une autre au cours de laquelle s'imposera à ces nouveaux soviets la nécessité de prendre le pouvoir et de combattre les risques de restauration capitaliste. En d'autres termes, la chute ou l'affaiblissement de la bureaucratie bonapartiste de tous les états ouvriers déformés accentuera les contradictions entre l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier et de masse, et l'aile restauracionniste de la bureaucratie qui pourra même entraîner des travailleurs regroupés autour des mots d'ordre démocratiques. Ce sera une révolution d'octobre qui devra s'imposer.

5. L'avenir du parti révolutionnaire et la lutte contre sa bureaucratiation.

Pour les camarades qui ont rédigé le document en question, pluripartisme est synonymie de démocratie, et parti unique de bureaucratie. Ce raisonnement infantile est une nouvelle manifestation de la capitulation de la majorité du SU face au raisonnement libéral bourgeois. Et c'est au fond directement le résultat de la manière idéaliste et institutionnaliste dont ils confrontent *leurs* soviets au parlement bourgeois, sans tenir compte du processus de la lutte de classes. Nous sommes opposés à ce mécanisme simpliste que défendent les camarades : un seul parti égale domination bureaucratique ; plusieurs partis égale règne de la démocratie la plus absolue. Nous pensons que le contraire peut se produire. Il peut y avoir, à un moment précis de la dictature révolutionnaire du prolétariat, un contrôle révolutionnaire de la part d'un seul parti, qui permette un développement de la démocratie directe et révolutionnaire plus important que ne le permettrait un régime pluraliste. Le caractère bureaucratique ou révolutionnaire de la dictature ouvrière dépendra fondamentalement, non pas du nombre de partis dans le soviets, mais de la mobilisation des masses, selon qu'elle est freinée ou se poursuit dans une dynamique permanente, et du parti qui la dirige. Pour cette raison éviter à tout moment la bureaucratiation du parti révolutionnaire est une tâche d'une importance vitale.

La lutte contre la cristallisation de ses cadres dans les postes dirigeants du parti, et plus tard dans ceux des nouvelles institutions que se donnera l'état ouvrier, est donc une exigence si nous voulons que le principal objectif du parti demeure à tout moment la mobilisation permanente des travailleurs. C'est pourquoi il sera nécessaire que le parti révolutionnaire soit toujours plus ouvrier, un véritable parti de masse au sein duquel la classe ouvrière industrielle pèse de manière spécifique, non seulement sur son organisation, mais aussi sur sa direction.

Nous savons que dans le processus de la construction du parti, les intellectuels, les fonctionnaires, les ouvriers privilégiés peuvent, surtout au début, jouer un rôle d'une très grande importance. Mais si le parti ne se prolétarise pas, si l'immense majorité de ses militants n'est pas formée par des ouvriers actifs, si sa direction n'est pas entre les mains des éléments les plus capables de la classe, il lui sera difficile de postuler avec succès à la direction du processus révolutionnaire qui doit mener les travailleurs au pouvoir, et il lui sera encore plus difficile de diriger de manière révolutionnaire la dictature du prolétariat. Tous ceux qui occupent des postes de direction sans provenir de la classe ouvrière et sans avoir été mis à l'épreuve en dirigeant ses luttes, devront se retirer de ces postes et laisser la place afin que ce soient les ouvriers industriels qui prennent la direction du parti et dominant par leur nombre et par leur orientation. Parce que ce sont les plus organisés, les plus

concentrés, les plus riches en expérience de lutte, et sur lesquels retomberont les plus grandes responsabilités des grandes transformations économiques dans le nouvel état. Malgré cela, ce ne sera pas suffisant.

Après avoir pris le pouvoir, le parti révolutionnaire sera confronté à la nécessité de disposer de plusieurs dizaines de ses cadres dirigeants - ceux de confiance et ayant le plus de capacités - pour les postes clés du gouvernement, connue ce fut le cas pour le parti bolchévique pendant la révolution russe. Ceci comporte un danger, peut-être le plus grave une fois établie la dictature révolutionnaire du prolétariat. La solution à ce problème demeure un défi pour les partis trotskystes qui dirigeront les futurs processus révolutionnaires, comme le montre la bureaucratiation du plus grand parti de l'histoire, celui de Lénine et de Trotsky. Pourtant, de même que Lénine et Trotsky n'ont pas pu l'éviter, le parti révolutionnaire ne pourra éluder la responsabilité d'assumer les fonctions qu'exige le nouvel état ouvrier, sauf en trahissant la révolution elle-même. Le parti devra prendre la direction du processus révolutionnaire au niveau de l'appareil d'état comme des centres mêmes de la production, par l'intermédiaire des organisations que se donneront les masses travailleuses pour exercer le pouvoir. Cela ne sera possible que dans la mesure où ses cadres resteront des ouvriers, liés au reste des travailleurs. Il leur faudra donc combiner en permanence leurs tâches de gouvernement, et le travail productif direct dont ils tireront notamment leur propre subsistance, en évitant dans la mesure du possible que leurs fonctions au sein de l'état soient rémunérées. La proportion dans laquelle leur activité dans la production se combinera avec leurs tâches dans l'institutions dépendra à chaque instant des circonstances concrètes ; cependant nous pouvons dire que cela sera facilité historiquement par la réduction de la journée de travail, qui permettra de disposer de plus de temps libre. Et ce sera précisément cette combinaison de tâches qui maintiendra le parti à l'écoute des masses travailleuses, sans jamais ignorer leurs véritables besoins, s'enrichissant constamment de leurs expériences et de leur mobilisation permanente.

Ainsi le parti révolutionnaire lui-même commencera à préparer sa disparition, "comme corollaire de la disparition des antagonismes de classe, de la politique, de toutes les formes de bureaucratisme, et fondamentalement, de la réduction des mesures coercitives dans les relations sociales". Ses militants s'incorporeront toujours plus aux tâches de production, où ils exerceront directement leur pouvoir comme n'importe quel autre producteur socialiste, jusqu'à se dissoudre complètement dans la société communiste, et où ils ne se distingueront des autres hommes et femmes que par leurs qualités qu'ils développeront librement.

6. le rôle de la IV^e Internationale.

La résolution n'analyse pas et ne définit pas le rôle fondamental que doit jouer la IV^e Internationale

dans l'établissement de la dictature révolutionnaire du prolétariat et le développement des soviets. Elle ne

tient pas compte non plus du rapport des partis opportunistes à ces mêmes phénomènes.

Il ne s'agit pas d'exclure, de manière sectaire, toute possibilité que les partis opportunistes, à certains moments, admettent les soviets et se plient à leurs décisions pour tenter de les dévier de leur dynamique s'opposant au pouvoir étatique bourgeois. Mais le fait frappant que démontrent les soixante dernières années de l'histoire contemporaine, est qu'en général les partis opportunistes se refusent à développer des formes soviétiques, ou toutes autres formes larges d'organisation du mouvement de masse. Parce qu'ils ont tiré la leçon des formes organisationnelles soviétiques russes et allemandes de la première après-guerre, qui par leur caractère-même facilitent le processus révolutionnaire.

Ceci a des implications d'une très grande importance pour la IV^e Internationale Notre parti mondial est le seul à avoir pour objectif programmatique fondamental le développement de ces organisations pour impulser la révolution socialiste. C'est à dire qu'il n'y a dans aucun pays du monde de possibilité que ces formes soviétiques se développent jusqu'à la destruction de l'appareil étatique bourgeois, si ne se développe pas parallèlement, et dans un processus de fécondation mutuelle, un parti trotskiste révolutionnaire de masse. "Tant que les conseils ne peuvent surgir qu'à la condition qu'il existe parmi les larges masses un ferment révolutionnaire, l'Internationale est toujours nécessaire." (Trotsky, 1935) [12].

C'est à dire qu'entre les soviets en tant que soviets révolutionnaires et le parti trotskyste, il doit s'établir un lien, un rapport dialectique très étroit. Seul le développement de forts partis trotskystes de masse peut garantir l'apparition et le développement à une échelle de masse, de soviets qui se poseront le problème de la révolution ouvrière.

Mais ce rôle fondamental de la IV^e Internationale a deux autres aspects, autant sinon plus importants. Le premier est la lutte contre les courants ultra-gauchistes qui font des soviets un fétiche. Le deuxième, décisif, est la lutte implacable contre les partis opportunistes afin de développer les soviets, et d'en gagner la direction, comme de toute autre organisation de masse.

Cela signifie que la IV^e Internationale, sans laisser tomber la lutte pour les soviets, comprend que le processus historique, en ayant consolidé les grands partis opportunistes, rend plus difficile la concrétisation des perspectives futures d'apparition de grandes organisations soviétiques "typiques". Même si cela se produit, il est très difficile que cela acquière une dynamique rapide vers la révolution ouvrière. Le plus probable est que, sous l'influence des partis opportunistes, ces perspectives stagnent puis disparaissent, comme le signale correctement le SU.

La conséquence en est que la IV^e Internationale doit lutter contre les courants ultra-gauchistes, décourvant dans la réalité de la lutte de classes les organisations bien plus embryonnaires, primaires et

traditionnelles que les soviets, que se donne le mouvement ouvrier ; ces organisations, en fonction de ces circonstances, peuvent jouer un rôle d'organisations mobilisatrices révolutionnaires du prolétariat et des travailleurs dans la lutte pour le pouvoir. En ce sens, nous considérons que les organisations syndicales, les comités d'usine et les piquets ou comités d'auto-défense des travailleurs, surtout les organisations de front unique, peuvent jouer un rôle très important dans l'affrontement à la contre-révolution impérialiste, avant la prise du pouvoir. Nous voulons dire par là que la IV^e Internationale doit s'efforcer de découvrir et reconnaître ce type d'organisations, comme les milices années de la Centrale Ouvrière Bolivienne en 1952, l'Assemblée Populaire en 1971, ou les syndicats péronistes en 1956-57, ou comme auraient pu l'être les Commissions Ouvrières en Espagne. Il serait criminel qu'à cause du fétichisme soviétique du SU, la IV^e Internationale, au lieu d'impulser ces organisations que nous livre la réalité de la lutte de classes, en fonction de la tradition de chaque pays et de l'influence funeste des partis opportunistes de masse, essaie de remplacer ces organisations par des soviets irréels. Il est tout à fait possible que dans de nombreux pays des organisations soviétiques ne se développent qu'après la prise du pouvoir par le parti révolutionnaire ; et comme nous l'avons démontré, même ces organisations soviétiques sont soumises au flux et reflux du processus révolutionnaire après la prise du pouvoir.

Nous faisons toutes ces considérations pour aboutir à la conclusion la plus importante de nos thèses : la forme organisationnelle par laquelle s'exprime la dictature du prolétariat a une importance énorme, mais n'est pas décisive. Ce qui est décisif c'est que dans aucun pays au monde il n'y aura de dictature révolutionnaire du prolétariat, si elle n'est pas dirigée par un parti trotskyste ou trotskysant. C'est à dire que la dictature révolutionnaire du prolétariat dans les prochaines décades sera synonyme, non pas d'organisations soviétiques, mais de dictatures révolutionnaires de partis trotskystes ou trotskysants.

[*] Mandel met à découvert l'idée que le SU essaie de déguiser quand il dit être en faveur de la liberté pour tous les partis. Conséquent jusqu'au bout, comme c'est son habitude, il ne se complique pas l'existence en essayant de voir si les individus qui bénéficient de "libertés politiques illimitées" pour former n'importe quel type de partis, qui devront être automatiquement légalisés, bénéficient de ces droits en tant qu'individus ou en tant que délégués élus dans les soviets. Il dit que "cohérents avec eux-mêmes les trotskystes ont réclamé, depuis le Congrès de Fondation de la Quatrième Internationale, la pluralité des partis politiques en URSS" (Comme réponse à Shirley Williams, ministre de l'éducation du cabinet de Callaghan, publié dans *Inprecor*, 16.2.77, p. 12) ; ce qui, comme nous le montrerons plus loin, est absolument faux.

Notes

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p.6.
2. Idem p. 6.
3. Idem p. 5.
4. Idem p. 11.
5. *La révolution trahie*, p. 177-178.
6. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 10.
7. *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 180.
8. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 5.
9. Discours prononcé au 1er congrès des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie", *Oeuvres Complètes*, tome 29, p. 540.
10. *Le Programme de Transition*, p. 53.
11. Idem, p. 53.
12. "The ILP and the Fourth International", *Writings*, (1935-1936), p. 147.

VII. Une supposée autocritique de Trotsky.

1. Mandel interprète Trotsky.

Pour justifier ses positions révisionnistes, Mandel affirme que les positions prises par Trotsky dans les dernières années de sa vie avaient un caractère auto-critique :

"Quand Trotsky écrit en 1921 que la démocratie soviétique n'est pas un fétiche et que le parti peut exercer le pouvoir non seulement au nom de la classe ouvrière, mais même contre la majorité de la classe ouvrière dans certaines circonstances, alors nous devons être infiniment plus prudents avant de reprendre des formules de ce genre, parce que l'expérience nous enseigne que, dans une telle situation, c'est bien plutôt une bureaucratie qu'une minorité révolutionnaire qui exerce le pouvoir contre la majorité de la classe, choses que Lénine et Trotsky eux-mêmes ont compris un an plus tard. L'année 1921 est, je crois, l'année la plus mauvaise du point de vue de l'élaboration théorique dans l'histoire des bolchéviks et Lénine et Trotsky eux-mêmes ont commis un certain nombre d'erreurs.

"Il suffit de lire les écrits postérieurs pour comprendre qu'après coup, Trotsky a eu conscience de ses erreurs. Quand Trotsky dit à la fin de sa vie qu'il ne veut pas discuter pour savoir si l'interdiction des fractions était oui ou non inévitable, mais qu'il ne peut que constater qu'elle a aidé l'établissement du régime stalinien et de la dictature de la bureaucratie en U.R.S.S., il s'agit là d'une autocritique de fait. Et quand, dans le *Programme de transition*, Trotsky dit qu'il est pour un système de liberté de multiples partis soviétiques, c'est incontestablement qu'il a tiré la conclusion que lorsqu'il n'y a pas, dans la Constitution, le droit de constituer plusieurs partis, on va utiliser l'argument "tu représentes un parti en puissance" contre n'importe quelle fraction, et "tu es une fraction en puissance" contre n'importe quel courant ou tendance... De cette manière,

on étouffe non seulement la démocratie socialiste mais encore la démocratie dans le parti. Il y a une logique interne dans cette affaire, que le Trotsky de 1936-1938 assume pleinement. Nous devons prolonger cette réflexion, sans nous laisser limiter par des considérations de défense à tout prix de chacune des décisions prises sous la direction de Lénine et Trotsky. Je crois d'ailleurs que dans la formule de "liberté des partis soviétiques", il y a une autocritique beaucoup plus sérieuse de la part de Trotsky" (Mandel, 1976) [1] [*].

Comme on le voit, l'interprétation de Mandel est que Trotsky a fait une autocritique presque complète, à trois moments de sa vie. En 1922, avec Lénine, sur le rôle du parti et le fétichisme démocratique soviétique ; à la "fin de sa vie", il fit une "autocritique de fait" sur l'interdiction des fractions dans le parti bolchévique ; et dans le *Programme de transition*, quand il "dit qu'il est pour un système de liberté de multiples partis soviétiques", "il y a une autocritique beaucoup plus sérieuse de la part de Trotsky".

Mandel ajoute à ces supposées autocritiques une conclusion qu'il tire de son propre fait : la politique bolchévique de 1921 à 1923, d'interdiction du "parti menchévik, des organisations anarchistes et des listes différentes dans les élections soviétiques" fut une erreur. Avec beaucoup de discrétion et de délicatesse, Mandel est en train de nous dire que la politique de Lénine et celle de Trotsky dès la mort de Lénine jusqu'en 1934, sur ces questions fondamentales de l'Etat soviétique, était totalement erronée. Et il affirme avec la même discrétion que pendant ces quinze années les menchéviks et les ultra-gauchistes eurent raison contre Lénine et Trotsky. Il nous faut donc voir ce qu'il y a de vrai dans cette révision complète de l'histoire du trotskysme.

2. Les menchéviks avaient-ils raison ?

Il est vraiment dommage que le camarade Mandel ne démarre pas de l'année 1919, lorsque les menchéviks de gauche, emmenés par Martov, avancèrent leur programme pour la Russie soviétique. C'est le même programme que défend aujourd'hui le SU, que selon Mandel tous les bolchéviks auraient dû défendre, et que Trotsky en vint prétendument à avancer, avec son autocritique.

Lors du Congrès des Soviets de toute la Russie de 1919, Martov attaqua "les violations commises contre la Constitution du Soviet... et lut ensuite une déclaration demandant une restauration du fonctionnement de la constitution... *la liberté de presse, d'association et d'assemblée... l'inviolabilité de la personne... l'abolition des exécutions sans jugement préalable, des détentions administratives et de la terreur officielle*".

Lénine répondit violemment à Martov, l'accusant de soutenu une position bourgeoise et faisant une défense inconditionnelle de la terreur rouge et de la Tchéka, il dit : "... si vous en retirez l'enveloppe des phrases démocratiques et des expressions

parlementaires... et si vous considérez le fond des choses, toute cette déclaration dit d'un bout à l'autre : "rétrogradons vers la démocratie bourgeoise et rien de plus". ... Nous disons : Non, *la Terreur et la Tchéka sont absolument indispensables !*". Et il continue plus loin : "Vous ne respectez pas la Constitution, mais nous la respectons quand nous ne reconnaissons la liberté et l'égalité qu'à ceux qui aident le prolétariat à vaincre la bourgeoisie" (Lénine, 1919) [2].

Au fond, cette polémique entre Martov et Lénine est méthodologique : elle démarre avec la fameuse discussion de Kautsky avec Lénine et Trotsky. Kautsky fut le premier à désirer, par tous les moyens, imposer au processus révolutionnaire, avant la prise du pouvoir, certaines normes inviolables : le respect du suffrage universel et de l'Assemblée Constituante. Martov fut en ce sens un kautskyste conséquent, avec cette différence qu'il tenta d'imposer des normes démocratiques absolues à la dictature ouvrière, alors que son maître Kautsky voulait imposer des normes démocratiques-bourgeoises au mouvement de masses sous le régime

capitaliste. Mais cette méthode normative leur est commune. C'était également la méthodologie des gauchistes, y compris Rosa Luxembourg, qui introduisit dans le programme du Parti Communiste Allemand une clause contre la terreur rouge. Cela a toujours été en débat entre l'aile révolutionnaire, qui défendit constamment les besoins objectifs de la révolution et toutes les méthodes permettant de les satisfaire, tant qu'elles étaient utiles, et l'aile petite-bourgeoise, normative, et ses schémas juridiques, organisationnels ou politiques,

3. La fatidique année 1921.

Revenons à l'analyse téméraire de Mandel et de tous les gauchistes de par le monde selon laquelle "1921 est l'année la plus mauvaise du point de vue de l'élaboration théorique dans l'histoire des bolchéviks et Lénine et Trotsky eux-mêmes ont commis un certain nombre d'erreurs". Nous nous limiterons à signaler que cette année est celle du IIIème Congrès de l'Internationale Communiste, qui élaborait l'analyse, le programme et la théorie afin de gagner les masses opportunistes au Parti Communiste et à la révolution ouvrière ; c'est le Congrès qui définit la ligne de Front Unique Ouvrier, un des apports les plus importants du marxisme-révolutionnaire. Et l'élaboration de cette tactique fut rendue possible parce qu'il y avait une unité de compréhension quant aux grandes difficultés que posent, au cours du développement de la révolution, l'existence des partis opportunistes de masse dans les pays capitalistes et le reflet de ce même phénomène dans une U.R.S.S. isolée. C'est une unité contradictoire qui amène, dans les pays capitalistes, à un appel persistant au front unique, et en U.R.S.S. à l'illégalisation et à la répression de ces partis. Un formaliste pourrait voir uniquement la contradiction, c'est-à-dire l'opposition entre la tactique employée dans les pays capitalistes, et celle en U.R.S.S., quant à ces partis opportunistes. Et de là, il pourrait tirer la conclusion que cette opposition est le produit d'une contradiction dans l'analyse et l'élaboration théorique, alors que ce dont il s'agit en fait, c'est d'une contradiction de la réalité.

Dans les pays capitalistes, ces partis opportunistes de masse s'étaient convertis en obstacle subjectif à la révolution, et ce n'était que dans la mesure où les masses faisaient leur propre expérience de ces directions que les partis communistes pouvaient se renforcer, et la révolution poursuivre sa marche triomphante, en en finissant avec l'isolement économique de l'U.R.S.S. Mais l'offensive économique lancée par le capitalisme à partir de 1920 soumet les masses de ses propres pays à une misère brutale. La seule manière pour les directions opportunistes de maintenir leur contrôle sur les travailleurs, et de ne pas s'en isoler, et de défendre les travailleurs et d'affronter ces gouvernements en se plaçant à la tête de la mobilisation contre l'offensive capitaliste, la misère et la crise. Il y avait alors un espace assez important pour tenter ou proposer le front unique contre les capitalistes et leurs gouvernements. C'est pourquoi la tactique des communistes consistant à appeler les masses réformistes à la lutte unitaire contre l'ennemi commun, non seulement était réalisable, mais constituait la seule manière de freiner

caractéristiques des gauchistes et des centristes. Les intellectuels petits-bourgeois tentent de s'abstraire de la réalité de la lutte de classes la plus implacable en ayant recours à des termes médians, à des normes impératives qui la codifient et la réglementent. Vaine tentative intellectuelle de codifier l'incodifiable ! Par malheur, les membres actuels du Secrétariat Unifié qui ont écrit la résolution passeront à la postérité en tant que représentants des plus hauts sommets atteints par la pensée normative petite-bourgeoise.

l'offensive bourgeoise et de faire en sorte que les masses fassent l'expérience de leurs directions opportunistes. Mais cette offensive capitaliste contre les travailleurs de leur propre pays avait son expression en Russie dans l'encercllement impérialiste et l'offensive capitaliste qui accentuait la misère, obligeait à mettre en oeuvre la N.E.P, et intensifiait les conflits sociaux. Et la seule tactique possible de front unique pour les communistes en U.R.S.S. était la défense de la dictature du prolétariat contre l'offensive du capitalisme mondial et national. Mais les partis opportunistes et réformistes qui dans les métropoles capitalistes se voyaient obligés de lutter contre les gouvernements bourgeois, faisaient partie en U.R.S.S. d'un front unique avec la bourgeoisie contre la dictature révolutionnaire. En d'autres termes, il n'y avait aucun espace pour une tactique de front unique en U.R.S.S., parce que l'ennemi fondamental pour les directions opportunistes et réformistes n'était pas l'impérialisme ou les capitalistes, mais le gouvernement ouvrier et son parti, le parti de Lénine et de Trotsky, qu'ils rendaient responsable des difficultés économiques et sociales des masses qu'ils dirigeaient. Alors que dans les pays capitalistes il était possible de lutter ensemble, ou au moins d'y appeler, en Russie les réformistes à Cronstadt s'affrontaient les armes à la main aux bolchéviks. "... le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la révolution social et les rigueurs de la dictature prolétarienne" (Trotsky, 1938) [3]. Soulèvement auquel participèrent les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes (les menchéviks ne le firent pas parce qu'ils n'y avaient aucune force, mais l'appuyèrent dans leur presse). Dans cette situation, la seule politique possible envers les opportunistes était l'illégalisation et la répression.

L'importance de l'élaboration bolchevique de 1921 réside précisément dans le fait que, en prenant en considération les différents comportements de ces partis opportunistes, elle conserve l'unité d'analyse qui les situe dans le cadre d'un même phénomène : l'offensive capitaliste et impérialiste. Et plus encore. Que contrairement à ce qu'aurait fait un formaliste, extraire une tactique universelle, une politique identique, pour tous ces partis quelles que soient les circonstances, nos maîtres ont compris que la tactique au sein des pays capitalistes était différente de celle qu'il fallait appliquer en U.R.S.S. par rapport à ces partis et à la réaction capitaliste.

4. La position de Trotsky aux débuts de la lutte contre le stalinisme.

En 1924, Trotsky écrit les *Leçons d'Octobre*, où il analyse d'une manière exhaustive le rôle du parti dans la révolution socialiste, la prise du pouvoir et la dictature révolutionnaire : "La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti. C'est là le principal enseignement des dix dernières années. Les syndicats anglais peuvent, il est vrai, devenir un levier puissant de la révolution prolétarienne ; ils peuvent, par exemple, dans certaines conditions et pour une certaine période, remplacer même les Soviets ouvriers. Mais ils ne pourront jouer ce rôle que si l'influence communiste devient prépondérante en leur sein. Cette leçon sur le rôle et l'importance du Parti dans la révolution prolétarienne, nous l'avons payée trop cher pour ne pas la retenir intégralement" (Trotsky, 1924) [4].

Ces conclusions de Trotsky ont provoqué tant de polémiques que deux mois plus tard, en novembre de la même année, il s'est vu obligé à publier un long essai dans le but de réaffirmer ses positions, et qu'il intitula *Nos divergences*. Il n'y traite pas uniquement de la prise du pouvoir, comme on pourrait nous l'objecter : "On me dit que le parti est nécessaire non seulement pour la prise du pouvoir mais aussi pour le maintenir,

pour construire le socialisme, pour manoeuvrer dans les négociations internationales. Est-ce que par hasard je ne le saurais pas assez ?" (Trotsky, 1924) [5].

"J'insiste doublement dans ma préface" - c'est-à-dire dans les *Leçons d'Octobre* -, "sur le fait que la bourgeoisie, lorsqu'elle prit le pouvoir, bénéficia de toute une série d'avantages en tant que classe, alors que le prolétariat ne peut compenser l'absence de ces avantages qu'en possédant un parti révolutionnaire" (Idem) [6]. "... de même les conditions révolutionnaires les plus favorables ne peuvent amener le prolétariat à la victoire s'il n'est pas dirigé par un authentique parti révolutionnaire capable d'assurer la victoire..." (Idem) [7]. "... le prolétariat ne peut même pas utiliser la situation révolutionnaire la plus favorable si dans la période antérieure, préparatoire, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat ne s'est pas structurée au sein d'un parti authentiquement révolutionnaire, c'est-à-dire bolchévique. Ceci est la leçon centrale d'octobre. Toutes les autres lui sont subordonnées" (Idem) [8]. Et après avoir cité et re-cité le rôle fondamental du parti communiste, il dit que "c'est l'idée centrale du léninisme" (Idem) [9].

5. Trotsky continue à défendre ses positions.

L'opposition de gauche déjà constituée et alors qu'on se trouvait en pleine irruption de la réaction stalinienne, Trotsky continue à défendre la même position. Dans les thèses de la Révolution Permanente, de 1928, il insiste à nouveau, avec un caractère de principe et connue une de ses thèses fondamentales : "4- Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie *n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en un parti communiste*" (Trotsky, 1928) [10]. Il ne nomme même pas les soviets dans cette citation, ni dans les lignes suivantes, et encore moins la tranchée : la dictature du prolétariat est la dictature du parti communiste, et l'on ne pourra garantir l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie que dans la mesure où c'est le cas et où cela reste le cas. Et il n'y a pas d'exceptions, puisque c'est indépendant des particularités de chaque révolution et de chaque pays.

Et la même année, après le VIème Congrès de la IIIème Internationale, il nous dit : "... dans un pays encerclé par les capitalistes et où la paysannerie représente une majorité écrasante, la dictature du prolétariat n'admet pas la liberté des partis. En soi, cette thèse est absolument juste". (Trotsky, 1928) [11].

Se différenciant clairement du stalinisme en disant que cette thèse "exige une politique juste et un régime approprié dans le parti" et au moment où les staliens abusaient à fond du système du parti unique, il insiste sur l'impossibilité de la liberté pour tous les partis. Alors même que ses propres travaux sur ce thème et d'autres "passèrent de la main à la main, sous forme de manuscrits", à cause de la censure stalinienne, et que leur transmission "entraînait la déportation dans les

coins perdus de la Sibérie, et même ces derniers temps la dure réclusion au bagne de Tobolsk" comme il l'écrit dans l'avant-propos de 1929 de *L'Internationale Communiste* après Lénine [12].

Et cinq mois après son départ en exil, en septembre 1929, lors de sa controverse avec le fameux gauchiste allemand Urbahns, il continue à soutenir les mêmes arguments. Urbahns affirmait qu'il était "nécessaire pour la classe ouvrière russe de reconquérir *"toutes les libertés"* " (souligné dans l'original) dans sa lutte contre le régime stalinien. Trotsky, critiquant le fait qu'Urbahns ne concrétise qu'une seule de ces libertés, "la liberté de coalition", disait que "... dans ce cas, Urbahns ne va déjà plus assez loin ! Mettre en avant la liberté de coalition comme une revendication isolée, c'est la caricature d'une politique. *La liberté de coalition est inconcevable sans la liberté de réunion, la liberté de la presse et toutes autres "libertés" que mentionne vaguement et sans commentaires la décision de la conférence de février du Leninbund. Mais, ces libertés sont inconcevables sans un régime de démocratie, c'est-à-dire en dehors du capitalisme.* Il faut apprendre à joindre les deux bouts" (Trotsky, 1929) [13]. Et environ un an plus tard, il développe une autre discussion autour de ces mêmes problèmes. Les trotskystes indochinois élaborèrent un programme dans lequel ils disaient qu'il fallait lutter pour "*la conquête des libertés démocratiques au moyen de la dictature du prolétariat*". Exactement ce que dit aujourd'hui la majorité du SU. Trotsky répondit avec véhémence, disant que "cette formulation est, dans le meilleur des cas, imprécise. *Pour les démocrates vulgaires, le concept de libertés démocratiques signifie liberté d'opinion et de presse, liberté de réunion, élections libres, etc. La dictature du prolétariat ne met pas entre les mains du*

prolétariat ces libertés abstraites, mais les moyens matériels et les outils de sa propre émancipation (en particulier, les imprimeries, les salles pour se réunir, etc.)" (Trotsky, 1930) [14]. Rappelons les dates : 1929 et 1930.

Trotsky critiquait comme charlatanesque la question démocratique du programme de Souvarine pour l'U.R.S.S., et parlait à son sujet de communisme démocratique. S'il vivait aujourd'hui, il parlerait d'un trotskysme démocratique.

6. La supposée auto-critique de Trotsky

Que nous reste-t-il du commentaire de Mandel ? Est-il vrai que Trotsky, en avançant pour l'U.R.S.S. le programme de la révolution politique, avance un point programmatique qui signifie une auto-critique ("liberté pour les partis soviétiques") ?

Nous affirmons le contraire. Ce mot d'ordre non seulement *ne signifie aucune auto-critique de Trotsky*, mais encore il va contre tout ce que disent Mandel et la résolution du SU.

Avant tout, il semble que Mandel ne se rende pas compte que Trotsky lance ce mot d'ordre à partir du moment où il considère qu'une révolution politique est nécessaire en U.R.S.S. *Jamais avant*. Ce n'est pas un hasard : ce mot d'ordre fait partie d'une nouvelle politique générale, à savoir mener une révolution violente contre la bureaucratie qui gouverne. Cette nouvelle politique exigera de nouveaux mots d'ordre et l'un d'entre eux est celui de "liberté pour les partis soviétiques".

Nous ne savons pas pourquoi Mandel l'isole de la nouvelle analyse et de la nouvelle politique de révolution dans l'U.R.S.S. caractérisée comme un Etat ouvrier dégénéré et attribue à ce mot d'ordre une validité historique pour toute époque, par exemple pour les débuts de la Révolution Russe. Si cela avait été le cas, pourquoi - demandons-le nous à nouveau - Trotsky n'a-t-il à aucun moment proposé la légalité pour le parti menchévik, le retour de tous les exilés, la liberté de propagande et d'organisation pour le parti cadet, une répartition du temps de parole à la radio en fonction du nombre d'adhérents de chaque parti ? Pourquoi ne fit-il rien de tout cela ? Pourquoi l'oublia-t-il ? La mémoire est politique, et ce principe est valable pour un génie tel que Trotsky plus que pour n'importe qui.

Mais Mandel poursuit sa tentative d'isoler ce mot d'ordre du contexte politico-social qui en est à l'origine. Et, non content de l'isoler et de le reporter sur le passé, il croit que Trotsky en l'ayant avancé s'est autocritiqué pour ne pas l'avoir défendu en 1921-23. Nous demandons à nouveau : s'il s'est autocritiqué pour n'avoir pas accordé la légalité aux menchévics, qu'est-ce qui l'empêchait de lancer le mot d'ordre de liberté pour les partis du passé, comme les partis menchévik et cadet, en 1936 ou 1938 quand il écrivit le *Programme de transition* et défendit la "liberté des partis soviétiques" ? Et pourquoi, lorsqu'il formule ce mot d'ordre dans le Programme de transition, pose-t-il comme condition l'expulsion des soviets de secteurs des travailleurs, l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières ? Nous répondons que c'est pour quatre

raisons. Premièrement, parce que, jusqu'à ce qu'il en soit venu à concevoir la nécessité de la révolution politique, il fut toujours favorable au monopole unipartiste dans la dictature concrète de l'U.R.S.S. Deuxièmement, parce qu'il ne fut jamais, pas même en 1938, favorable à la liberté des menchévics et des cadets, sinon il l'aurait dit. Troisièmement, parce que le mot d'ordre de "liberté pour les partis soviétiques" signifie, comme nous l'avons déjà signalé, la liberté pour tous les partis favorables à la révolution, les nouveaux partis et tendances qui surgiront comme conséquence de la mobilisation révolutionnaire qui s'affrontera à la bureaucratie et à l'aristocratie, et non pas pour les contre-révolutionnaires. Quatrièmement, parce que ce mot d'ordre se situe dans un contexte complètement différent : alors que l'U.R.S.S. est devenue un Etat ouvrier dégénéré et que le parti communiste s'est transformé en parti de la bureaucratie.

De 1936 à 1938, Trotsky défendit plus d'une fois explicitement sa vieille position d'interdiction des partis en U.R.S.S. Polémiquant contre les ultras qui le critiquaient pour cette interdiction, il en prit la défense en expliquant les raisons : "Quant à l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découlait nullement de quelque "théorie" bolchéviste, mais fut une mesure de défense de la dictature dans un pays *arriéré* et épuisé, entouré d'ennemis de toute part. Il était clair pour les bolchévics, dès le début même, que cette mesure, complétée ensuite par l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, contenait les plus grands dangers. Cependant, la source du danger n'était pas *dans la doctrine ou la tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de la situation intérieure et extérieure*. Si la révolution avait vaincu, ne fut-ce qu'en Allemagne, du même coup le besoin de l'interdiction des autres partis soviétiques aurait disparu. Que la domination d'un seul parti ait juridiquement servi de point de départ au régime totalitaire staliniste, c'est absolument indiscutable. Mais la cause d'une telle évolution n'est pas dans le bolchévisme, ni même dans l'interdiction des autres partis, comme mesure militaire temporaire, mais dans la série des défaites du prolétariat en Europe et en Asie." (Trotsky, 1937) [15]. Il est impossible d'être plus clair. L'interdiction des autres partis fut une "mesure de défense" parce que la Russie était un pays "arriéré et épuisé, entouré d'ennemis". Cela signifie que "la source du danger n'était pas... dans la tactique" ; que le point de départ du régime totalitaire staliniste n'est pas "... dans l'interdiction des autres partis".

7. La position théorique de Trotsky

Trotsky réalisa sur ce thème son analyse théorique, la plus exhaustive rien moins qu'en 1937, date à

laquelle, selon Mandel, il s'était autocritiqué.

Réaffirmant le rôle fondamental du parti révolutionnaire aussi bien au cours du processus révolutionnaire et lors de la prise du pouvoir, que sous la dictature du prolétariat, il nous dit : "Le prolétariat ne peut arriver au pouvoir qu'à travers son avant-garde. La nécessité même d'un pouvoir étatique découle du niveau culturel insuffisant des masses et leur hétérogénéité. Dans l'avant-garde révolutionnaire organisée en parti se cristallise la tendance des masses à parvenir à leur affranchissement. Sans la confiance de la classe dans l'avant-garde, sans soutien de l'avant-garde par la classe, il ne peut être question de la conquête du pouvoir. C'est dans ce sens que la révolution prolétarienne et la dictature sont la cause de toute la classe, mais pas autrement que sous la direction de l'avant-garde. Les soviets ne sont que la liaison organisée de l'avant-garde avec la classe.

"Le contenu révolutionnaire de cette forme ne peut être donné que par le parti. Cela est démontré par l'expérience positive de la Révolution d'Octobre, et par l'expérience négative des autres pays (Allemagne, Autriche, Espagne) ; enfin personne non seulement n'a montré pratiquement, mais n'a même tenté d'expliquer précisément sur le papier comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sait ce qu'il veut. Si le parti soumet politiquement les soviets à sa direction, en lui-même, ce fait change aussi peu le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice change le système du parlementarisme britannique." (Idem) [16].

A savoir que c'est uniquement sous la direction du parti révolutionnaire que l'on peut envisager la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, et que c'est du type de parti qui prendra la tête de ce processus, et non des soviets, que dépendra le caractère, révolutionnaire ou bureaucratique, de la dictature prolétarienne. C'est

là l'enseignement de la victoire russe, comme des processus autrichien, allemand et espagnol.

Deux mois plus tard, en réponse à une lettre. Trotsky entreprit de préciser son interprétation de la dictature révolutionnaire : "*La dictature révolutionnaire d'un parti prolétarien est pour moi une chose qu'on ne peut accepter ou rejeter librement : c'est une nécessité objective qui nous est imposée par la réalité sociale - la lutte de classes, l'hétérogénéité de la classe révolutionnaire, la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire sélectionnée, avec pour objectif d'assurer la victoire. La dictature d'un parti, tout comme l'état, appartient à la préhistoire barbare, mais nous ne pouvons pas sauter ce chapitre, qui peut ouvrir (mais pas si on le saute) celui de la véritable histoire humaine (...).*

"Le parti révolutionnaire (l'avant-garde) qui renonce à sa propre dictature livre les masses à la contre-révolution. C'est l'enseignement de toute l'histoire moderne. En parlant de manière abstraite, il serait excellent que la dictature du parti puisse être remplacée par la "dictature" de tout le peuple travailleur, sans aucun parti, mais cela suppose un niveau de développement politique parmi les masses tel qu'il ne pourra jamais être atteint dans les conditions du capitalisme. La raison de la révolution vient précisément du fait que le capitalisme ne permet pas le développement matériel et moral des masses." (Trotsky, 1937) [17].

La dictature révolutionnaire d'un parti prolétarien, et non pas du pluripartisme soviétique ou des soviets, est une nécessité objective imposée par la réalité sociale : l'existence de différents secteurs parmi les ouvriers et les travailleurs, comme du bas niveau politique et culturel de la majorité de ces secteurs. C'est pourquoi la dictature de "tout le peuple travailleur" est impossible.

Notes

[*] Cette question ne figure pas dans la traduction de la revue espagnole *Comunismo*. Très embarrassés, les éditeurs décidèrent de la retirer.

1. "Sur quelques problèmes...", *Critique Communiste*, N° spécial, p. 163-164.
2. "VII° Congrès de la Russie des Soviets", *Oeuvres complètes*, tome 30, p. 238 et 247.
3. "Beaucoup de bruit autour de Kronstadt", *La lutte contre le stalinisme*, p. 198.
4. *Les leçons d'Octobre*, p. 48.
5. "Our differences", *The challenge of the Left Opposition*, p. 272.
6. Idem, p. 269.
7. Idem, p. 269.
8. Idem, p. 273.
9. Idem, p. 274.
10. *La révolution permanente*, p. 229.
11. *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 270.
12. Idem, p. 2.
13. "La défense de l'URSS et l'Opposition", *La Nature de l'URSS*, p. 155 et 157.
14. "Sobre la declaracion de los opositoristas indochinos", *Escritos*, tome 2, vol. I, p. 43.
15. "Bolchévisme ou stalinisme", *Bolchévisme contre stalinisme*, p. 99 et 100.
16. Idem, p. 99.
17. "Dictatorship and revolution", *Writings*, (1936-37), p. 513-514.

VIII. Qu'est-ce que la dictature du prolétariat ?

1. Une définition normative et antédiluvienne.

La définition de la dictature du prolétariat, d'après les auteurs du document, ne permet aucun doute : "... la classe ouvrière *ne peut exercer le pouvoir d'Etat que dans un cadre d'institutions étatiques d'un type différent de celui de l'Etat bourgeois, à savoir d'institutions fondées sur des conseils de travailleurs (soviets) souverains et démocratiquement élus et centralisés*, avec leurs caractéristiques fondamentales telles que Lénine les a précisées dans *l'Etat et la Révolution* : élection de tous les fonctionnaires, juges, dirigeants des milices ouvrières (ou ouvrières et paysannes) et de tous les délégués représentant les travailleurs dans les institutions d'Etat ; rotation régulière des élus ; limitation de leurs revenus à celui d'un ouvrier qualifié ; révocabilité de tous les élus au gré des électeurs ; exercice conjoint des pouvoirs législatifs et exécutifs par des institutions de type soviétique ; réduction radicale du nombre de fonctionnaires permanents et transfert croissant des fonctions administratives à des organes directement constitués Par les travailleurs". (SU, 1977) [1].

En un mot, ils disent : "La dictature du prolétariat n'est donc rien d'autre que la démocratie ouvrière" (Idem) [2].

Cette définition catégorique est tirée des écrits de Lénine immédiatement antérieurs ou postérieurs au

triomphe de la Révolution Russe d'octobre 1917, et des premières résolutions de la Troisième Internationale. Lénine et Trotsky s'attendaient au début à ce que le processus de la révolution socialiste soit équilibré, harmonieux et ascendant, à ce qu'il passe par des étapes similaires à celles s'étant produites en Russie et à ce que la révolution socialiste triomphe dans toute l'Europe avant dix ans. L'apparition et le développement de cette nouvelle forme institutionnelle russe - les soviets élus démocratiquement deviendrait l'axe du processus européen. Et ils permettraient aussi bien la destruction et le remplacement de l'appareil bureaucratique étatique (superstructurel) de la dictature bourgeoise et impérialiste, que la réalisation de la révolution socialiste dans la structure économique. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi, et aussi bien Lénine que Trotsky (et spécialement ce dernier) changèrent cette définition. Mais les auteurs des thèses préfèrent réaliser un saut dans le temps de *l'Etat et la Révolution* (écrit pendant les mois d'août et de septembre 1917) aux téléphones cybernétiques du futur, plutôt que de s'attarder à l'étude de la réalité de ces dernières soixante années, et des modifications qu'a imposées cette réalité à la théorie et à la définition de la dictature du prolétariat.

2. L'U.R.S.S. et la Chine sont-elles des dictatures prolétariennes ?

On parle dans plusieurs parties du document des Etats ouvriers bureaucratisés. Mais si l'on s'en tient à la définition claire et catégorique que nous venons de citer, il apparaît une conclusion insolite : *aucun de ces pays n'est une dictature prolétarienne*. Il n'est pas très difficile de voir que les formes de gouvernement existant en U.R.S.S., en Chine, à Cuba etc., ne remplissent même pas une seule des conditions requises par la majorité pour les dictatures prolétariennes. Cette conclusion inattendue prend une certaine importance si nous nous rappelons que le SU affirme que la Chine maoïste ou le Vietnam n'ont pas élargi la démocratie prolétarienne après la révolution.

Cette "lacune" (l'ignorance des seules dictatures du prolétariat existantes) suffit pour cataloguer toutes les thèses comme se trouvant en dehors de la réalité et du marxisme. N'importe quel jeune ouvrier ou étudiant qui lirait ces thèses se poserait la question élémentaire : existe-t-il ou non dans ces pays des dictatures prolétariennes ? S'il applique la définition du SU, il se dira que non. Et si ce lecteur possède quelque connaissance de l'analyse traditionnelle de Trotsky, il se trouvera confronté à un dilemme insoluble : il ressort de tout le document qu'il n'existe pas, aujourd'hui, une seule dictature prolétarienne ; et il ressort de l'analyse de - Trotsky et des trotskystes (par exemple, de nombreux travaux de quelques-uns des auteurs des thèses), qu'il y a plusieurs dictatures prolétariennes, bien que bureaucratiques, dégénérées et déformées. Qui a raison ?

Supposons que la majorité du SU, avec la même méthode, ait écrit un document sur les syndicats contemporains. Ils pourraient commencer par une première thèse intitulée "Que sont les syndicats ?" et dans laquelle ils diraient que ceux-ci "sont les organisations composées par les ouvriers qui veulent défendre leur salaire et leur niveau de vie, dans lesquelles tous les délégués et dirigeants sont élus par la base, sont l'objet d'une rotation régulière, gagnent la même chose qu'un ouvrier qualifié et sont révocables immédiatement si les ouvriers qui les ont élus le désirent...". Et ils résumeraient : "*les syndicats ne sont donc rien d'autre que la démocratie syndicale*". Cette définition possède plusieurs avantages. Ainsi elle précise clairement ce que nous, trotskystes, voulons que soient les syndicats, et plaît assurément aux ouvriers syndiqués. Mais ses défauts sont beaucoup plus importants : elle ne définit pas les quatre-vingt-dix-neuf pour cent de syndicats existants, et ne peut donc armer personne pour y intervenir avec une politique. Synthétiquement : elle ne sert à rien.

En tant que marxistes et militants révolutionnaires, nous n'avons d'autre possibilité que de dire que les syndicats sont les organisations de défense économique des ouvriers, bien qu'étant dans leur très grande majorité dirigés par des bureaucraties corrompues et contre-révolutionnaires, et que nous luttons contre celles-ci, pour la démocratie syndicale.

C'est la même chose avec la définition de la dictature du prolétariat. Que nous luttons de toutes nos

forces pour transformer les actuelles dictatures du prolétariat qui sont bureaucratiques signifie bien autre chose que de remplacer nos désirs par la réalité. C'est à dire que nous devons commencer par définir celles qui

existent et non pas nous contenter de présenter notre formule idéale et encore moins répéter mécaniquement ce qu'on dit Lénine et Trotsky avant 1917.

3. La seule définition correcte : superstructure étatique d'une économie de transition ou des Etats ouvriers.

L'échec de la révolution européenne, l'isolement de la Révolution russe, la nécessité de reconstruire l'économie détruite par la guerre impérialiste et civile ont modifié d'une manière substantielle le caractère de la première dictature prolétarienne, de l'Etat ouvrier russe. Contre l'opinion de Lénine et de Trotsky, qui voyaient les soviets avancer et conquérir les pays européens, ou alors la contre-révolution impérialiste remporter la victoire en Russie et vaincre le premier Etat ouvrier triomphant, ni ceci ni cela ne s'est produit. La révolution européenne n'a pas triomphé, mais l'Etat ouvrier isolé a subsisté et a commencé à introniser un Etat bourgeois sans bourgeoisie, une bureaucratie gouvernementale technocratique qui a imposé un appareil étatique très semblable à celui des exploiters, bien que reposant sur les nouvelles bases économiques établies par la Révolution russe.

La soi-disant harmonie révolutionnaire entre la superstructure et la structure, entre la révolution politique des soviets démocratiques et révolutionnaires et la révolution sociale dans les rapports de production, s'est réduite en miettes et s'est transformée en une contradiction aiguë et permanente au sein du premier Etat ouvrier. La révolution politique des soviets n'eut pas de continuité : ils n'ont pas détruit les appareils étatiques bourgeois en Allemagne et en Europe, en s'imposant à eux et en commençant la liquidation de l'Etat ; de même, la révolution sociale dans les rapports de production n'a pu permettre d'accéder à la réorganisation socialiste de l'économie. En lieu et place des soviets démocratiques et révolutionnaires qui auraient dirigé l'Etat, il apparut une bureaucratie totalitaire et omnipotente, réformiste, nationaliste et privilégiée, dirigeant une économie sans exploiters ni propriétaires, une économie de transition au socialisme et non pas au communisme comme nous le préciserons plus tard. L'analogie avec le processus des syndicats et des partis ouvrières sociaux-impérialistes s'imposa : il s'agissait dans tous les cas d'organisations ouvrières, mais avec, à leur tête, une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire.

Trotsky eut l'occasion de modifier explicitement la définition que lui et Lénine avaient soutenue un moment, après le triomphe d'octobre 1917. Dans l'obligation d'accorder la réponse théorique aux faits, il sépara, en leur donnant une importante autonomie relative, ces deux catégories fondamentales qui ne s'étaient pas combinées de manière harmonieuse : la superstructure

politique, et la structure économique, et il donna à cette dernière une importance décisive.

Cette opération théorique fut un retour aux sources de la pensée et de la théorie marxistes, le matérialisme historique qui définit la superstructure politique en prenant en compte essentiellement la structure économique de la société, c'est-à-dire la base sociale de classe de l'Etat ("la politique est le concentré de l'économie"), bien que cette superstructure possède un rapport dialectique à la structure et puisse avoir une autonomie très importante.

C'est ainsi que Trotsky inversa, ou plutôt termina l'inversion qu'il avait commencé à réaliser avec Lénine, quant au rapport entre superstructure et structure, afin de définir la dictature du prolétariat. A partir de l'expérience concrète, il abandonna la *définition primitive superstructurelle de l'Etat basée sur des soviets révolutionnaires et démocratiques*, pour prendre comme paramètre fondamental le social et non le politique, et la définir comme *la superstructure étatique des rapports de production transitoires, non capitalistes*. Dit en d'autres termes, la superstructure des Etats ouvriers.

Trotsky disait : "La difficulté de terminologie vient de ce que le mot *dictature* est employé tantôt dans un sens strictement politique, tantôt dans un sens plus profond, sociologique. Nous parlons de "dictature de Mussolini" et en même temps nous déclarons que le fascisme n'est que l'instrument du capital financier. De ces deux propositions, laquelle est exacte ? L'une et l'autre, mais sur des plans différents. Il est indiscutable que tout le pouvoir de décision est concentré dans les mains de Mussolini. Mais il est non moins vrai que tout le contenu réel de l'activité gouvernementale est dicté par les intérêts du capital financier. La domination sociale d'une classe ("dictature") peut prendre des formes politiques extrêmement différentes. Toute l'histoire de la bourgeoisie, du Moyen-âge à nos jours, en témoigne.

"L'expérience de l'Union Soviétique est déjà suffisante pour permettre d'étendre la même loi historique - *avec tous les changements nécessaires* - également à la dictature du prolétariat. Entre la conquête du pouvoir et la dissolution de l'Etat ouvrier dans la société socialiste, les formes et les méthodes de la domination prolétarienne peuvent changer brusquement selon la marche de la lutte de classes nationale et internationale" (souligné dans l'original) (Trotsky, 1935) [3].

4. Les deux dictatures prolétariennes : bureaucratique-réformiste et révolutionnaire.

La dialectique nie très relativement les lois de la logique formelle. Elle les accepte, les utilise et les met en mouvement, les dépassant et signalant leurs

contradictions et limites. C'est ce que fit Trotsky, par exemple, avec une des applications de la logique formelle, celle de la définition par le caractère commun et

les différences spécifiques. Son opération théorique, lorsqu'il modifia la définition classique de Lénine, fut une application dialectique de génie de cette loi aristotélicienne, dans la mesure où il rechercha ce qu'avaient en commun la dictature de Lénine et celle de Staline, c'est à dire son caractère commun. Et il se rendit compte qu'elles n'avaient qu'un seul point commun : qu'elles étaient toutes deux basées sur l'expropriation économique des capitalistes, sur une économie de transition ; pour tout le reste, elles étaient radicalement différentes. En signalant ceci, il parvint à la seule définition marxiste de la dictature du prolétariat : *le pouvoir d'Etat dans les pays où le capitalisme a été exproprié, c'est-à-dire dans les Etats ouvriers.*

Mais Trotsky signala également que ce point commun quant aux rapports de production n'éliminait pas les différences spécifiques entre les deux dictatures. Et il précisa que les grandes différences de fonctionnement (idéologiques, programmatiques, de politique nationale et internationale) étaient l'expression superstructurelle des différences entre les secteurs respectifs du prolétariat que chacune représentait.

Celle de Lénine était l'expression des secteurs les plus exploités des ouvriers, de leur avant-garde internationaliste, révolutionnaire, et de la mobilisation permanente des masses. Celle de Staline, l'expression des secteurs privilégiés, de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières, et de la passivité des masses. De là surgissent les définitions de ces deux Etats ou pays : *ouvrier ou ouvrier révolutionnaire* pour celui de Lénine ; *ouvrier dégénéré* pour celui de Staline : ouvrier par sa structure économique, dégénéré par sa superstructure étatique.

Cette définition de l'U.R.S.S. de la part de Trotsky, qualitativement différente de celle de Lénine et de celle de Staline, peut être symétriquement rapportée à la dictature du prolétariat, comme contenu de

classe de l'Etat ouvrier. Ainsi, il y a eu sous Lénine une dictature révolutionnaire du prolétariat, en revenant une fois encore à la définition de Marx, et sous Staline une dictature dégénérée, réformiste, ou comme nous préférons la définir, bureaucratique.

Si Trotsky s'était uniquement contenté de donner cette nouvelle définition de l'Etat stalinien, il n'aurait pas été dialectique. Mais il consacra les dernières années de sa vie à signaler les effets de la superstructure politique contre-révolutionnaire stalinienne sur la structure économique, ses contradictions toujours plus accentuées, sa dynamique probable et les dangers qu'elle comportait, il a été le seul qui expliqua que le gouvernement stalinien affaiblissait d'une manière systématique la dictature du prolétariat, minant sa économie et l'appui du mouvement ouvrier.

Ces définitions de Trotsky et la méthode qui les sous-tendent ont trait à la raison d'être du trotskysme. Toute tentative de définir la dictature du prolétariat à partir de la superstructure et non de la structure, comme le fait la majorité du SU, même si elle se réfugie dans les citations de Lénine et de Trotsky des premières années de la révolution, a des conséquences funestes pour la politique révolutionnaire : capituler, par ultra-gauchisme ou par opportunisme, devant l'opinion publique impérialiste et les partis sociaux-démocrates.

D'un autre côté, l'oubli des différences spécifiques, superstructurelles, amène à la capitulation politique devant le stalinisme. Tout comme la définition générique structurelle est indispensable pour défendre inconditionnellement ces Etats ouvriers bureaucratisés face à toute attaque impérialiste ou toute tentative contre-révolutionnaire bourgeoise à l'intérieur même de ces pays, la précision spécifique des traits bourgeois et bureaucratiques de la superstructure est essentielle pour impulser la révolution politique.

5. Les nouveaux états ouvriers bureaucratisés

Durant la post-guerre presque toutes les révolutions triomphantes (Yougoslavie, Europe de l'Est, Chine, Corée, Vietnam) furent à l'origine d'états ouvriers semblables à celui de l'URSS actuelle, et non à celui de Lénine : monopole du pouvoir dans les mains d'un seul parti de caractère réactionnaire, influence décisive de la bureaucratie et technocratie, totalitarisme, absence totale de liberté et répression implacable des opposants et des secteurs les plus exploités du prolétariat et de la paysannerie. Seul notre mouvement mondial a pu résoudre d'une façon satisfaisante ce nouveau problème théorique.

Trotsky disait dans le *Programme de transition* à propos du mot d'ordre de "gouvernement ouvrier et paysan" : "D'avril à septembre 1917, les bolchéviks réclamaient que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks rompent leur liaison avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolchéviks promettaient aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie, et refusant cependant catégoriquement tant à entrer dans le gouvernement des menchéviks et des socialistes-

révolutionnaires qu'à prendre une responsabilité envers lui. Si les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets (libéraux) et avec l'impérialisme étranger, le "gouvernement ouvrier et paysan" créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pourquoi les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposèrent de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre pouvoir. L'expérience de la Russie démontra et l'expérience de l'Espagne et de la France le confirme de nouveau, que, même dans des conditions très favorables les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, staliniens, anarchistes) sont incapables de créer un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement indépendant de la bourgeoisie".

"Le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier et paysan" est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolchéviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anti-capitaliste, mais, en aucun cas, dans le sens "démocratique" que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie.

"De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'il rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement des ouvriers et des paysans". "La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tous cas, une chose est hors de doute ; si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait quelque part, et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan" dans le sens indiqué plus haut, s'établissait, en fait, *il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat*" (Trotsky, 1938) [4].

Cette variante, "hautement improbable" selon Trotsky, est la seule que nous ayons vu se produire ces derniers trente cinq ans. Toutes les révolutions ouvrières triomphantes se sont produites à travers des "gouvernements ouvriers et paysans". En d'autres termes : des partis petits-bourgeois et bureaucratiques stalinien, tels ceux de Mao, Tito, Enver Hoxa, et Ho Chi-Minh, ou démocrates-nationalistes comme celui de Fidel

6. Les gouvernements ouvriers et paysans

Revenons aux gouvernements ouvriers et paysans. Sous cette dénomination se cachent plusieurs phénomènes et concepts. C'est à la fois une tactique et une consigne dirigée aux travailleurs réformistes afin de les éduquer en faisant que les partis que les dirigent rompent avec la bourgeoisie et prennent le pouvoir contre elle (en cas contraire, ils seraient démasqués face aux masses qui les suivent). Elle définit un type de gouvernement : celui des partis petits-bourgeois qui rompent avec la bourgeoisie et qu'on appelle ainsi et non dictature du prolétariat pour souligner que socialement et économiquement la bourgeoisie continue à dominer, c'est à dire que la base économique de la société - la propriété et les relations de production - continue d'être bourgeoise. Elle caractérise une étape de la lutte des classes, un court moment plein de contradictions, qui va de la rupture avec la bourgeoisie et la prise du pouvoir des partis réformistes jusqu'à leur transformation en dictature du prolétariat, lorsque la bourgeoisie est expropriée. Cette période se caractérise pour avoir un gouvernement anticapitaliste, ouvrier et paysan, mais sur une base économique capitaliste. C'est exactement le contraire de l'état ouvrier déformé, qui a un appareil gouvernemental semblable à celui de la bourgeoisie avec une base économique ouvrière, en transition, reposant sur l'expropriation de la bourgeoisie.

"La référence à la première période de la Révolution d'octobre n'est pas plus heureuse. Non seulement jusqu'à la paix de Brest-Litovsk, mais même jusqu'à l'automne 1918, le contenu social de la révolution

Castro et "Che" Guevara, rompirent politiquement avec la bourgeoisie et l'impérialisme, prirent le pouvoir et allèrent jusqu'à exproprier tous les exploités.

A partir de 1949, Pablo, Hansen et Moreno approfondirent et élargirent cette hypothèse "hautement improbable" de Trotsky d'un gouvernement ouvrier et paysan qui se transforme en dictature du prolétariat et la combinèrent avec celle très élaborée pour la Russie stalinienne d'"état ouvrier dégénéré", pour commencer à produire la nouvelle catégorie d'"état ouvrier déformé".

Le fait d'avoir accepté cette nouvelle catégorie sans grande bouleversement représente un mérite impérisable de notre Internationale.

Après cela, le pays ou l'Etat devient ouvrier, et sa superstructure étatique une dictature du prolétariat. La IVème Internationale a défini les nouveaux pays ou Etats ouvriers comme étant déformés, parce que leur caractère bureaucratique n'était pas la conséquence d'une expropriation politique du prolétariat de la part de la bureaucratie, comme celle qui produisit la dégénérescence de la Révolution d'Octobre, la bureaucratie et les secteurs privilégiés des travailleurs ayant été dominants dès la victoire même de la révolution. Mais l'analogie était évidente : un gouvernement ouvrier et paysan qui donnait lieu à la formation d'un Etat ouvrier bureaucratique comme celui de l'U.R.S.S.

Ce bref interlude, de la rupture politique avec la bourgeoisie de la part des partis réformistes à son expropriation économique se produisit également lors de la Révolution russe.

se limitait au soulèvement agraire petit-bourgeois et au contrôle ouvrier sur la production. Cela signifie que la révolution ne dépassait pas encore par ses actions les limites de la société bourgeoise. Dans cette première période, à côté des soviets ouvriers, et plus d'une fois les écartant, dominaient les soviets de soldats. C'est seulement à l'automne 1918 que l'élément petit-bourgeois agraire, soldats et paysans, rentre dans son lit et que les ouvriers se mettent à nationaliser les moyens de production. *C'est seulement à ce moment qu'on peut parler du commencement de la véritable dictature du prolétariat*" (Trotsky, 1933) [5].

Quelle dénomination donner à cette période de la révolution russe ? Dictature du prolétariat formelle ou gouvernementale, pour la distinguer de la "véritable dictature" - à partir de l'expropriation de la bourgeoisie - dont nous parle Trotsky ? Nous nous trouvons ici confrontés à un problème théorique sérieux. Si, pendant cette période, une contre-révolution bourgeoise avait triomphé, elle aurait essentiellement du agir sur la super-structure politique, et non sur les rapports de production et de propriété, puisque les usines restaient encore la propriété de la bourgeoisie.

En tant qu'étape il y a un fait qui frappe : tous les états ouvriers, depuis celui de Lénine jusqu'à celui de Mao, ont vécu, ont passé par une étape semblable. La révolution ouvrière ou socialiste dans tous les pays où elle a triomphé est passée par deux moments différents. Le premier, politique, de prise du pouvoir et de rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme, sur la

base économique et sociale de subsistance du régime bourgeois ; l'autre, plus éloigné, d'expropriation économique de la bourgeoisie et de liquidation de son régime. Devons nous définir cette étape, d'une manière générale, de gouvernements ouvriers et paysans ? Nous croyons que c'est possible, ou alors, en son absence, lui donner un nom spécifique, puisque cette étape existe et définit un phénomène historique vérifiable. Mais il est certain aussi que durant cette étape commune au gouvernement de Lénine ou Mao, nous rencontrerons les mêmes différences spécifiques que nous avons rencontrés avec la définition de dictature du prolétariat ; celle de Lénine est internationaliste et révolutionnaire, et celle de Mao est nationaliste et réformiste. Comment arriver à une définition la plus complète possible ? Il faut faire la même chose que ce que nous avons fait avec la définition de dictature du prolétariat, mais au lieu de dictature, utiliser le terme de gouvernement ; l'un serait gouvernement ouvrier ou ouvrier-paysan, révolutionnaire, et l'autre opportuniste, bureaucratique.

On peut nous objecter qu'il n'existe pas seulement, entre les périodes léniniste et maoïste, des différences quant au parti qui dirigeait le gouvernement

ouvrier et paysan - marxiste-révolutionnaire celui de Lénine, réformiste-nationaliste celui de Mao -, mais également entre les institutions ou formes organisationnelles sur lesquelles chacun s'appuyait : les soviets démocratiques-révolutionnaires pour le premier, le contrôle bureaucratique du mouvement de masses pour le second. Si ceci est certain du point de vue historique, ce ne l'est pas quant à la possibilité théorique. La catégorie de "gouvernement ouvrier et paysan" fut créée pour impulser le gouvernement des partis petits-bourgeois, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, reposant sur les soviets. Si les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks avaient pris le pouvoir et rompu avec la bourgeoisie, comme le proposaient les bolchéviks, ils l'auraient fait pour que "Tout le pouvoir passe aux soviets" et Lénine et Trotsky auraient qualifié ce gouvernement soviétique d'"ouvrier et paysan".

Il est exact que nous devons nous en prendre, pour préciser toutes ces catégories, aux deux pôles les plus extrêmes de la réalité sociale : d'une part la structure économique et d'autre part les gouvernements et les partis politiques - les plus superstructurelles des institutions.

7. La défense des dictatures prolétariennes existantes

Il est curieux de remarquer comment certains des plus grands dirigeants de notre Internationale sont passés de la position de l'inéluctabilité de la guerre mondiale à l'abandon de la défense des Etats ouvriers. Les thèses de la majorité du SU parlent de la défense d'un Etat ouvrier, d'une dictature, parlent de la contre-révolution interne sans signaler la possibilité d'une guerre impérialiste. C'est véritablement très curieux, parce qu'aussi bien le camarade Mandel que Pierre Frank, à partir de 1951, ont développé la thèse qui divisa le mouvement trotskyste mondial de l'inéluctabilité (dans un délai de six mois pour le camarade Mandel, de quelques années pour Frank et Pablo) de la guerre de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers. A cette époque-là, ils se faisaient l'écho de la mode marquant l'inéluctabilité de la transformation de la Guerre Froide en guerre chaude. Nous avons toujours combattu cette conception des guerres et des guérillas inévitables à quelques mois ou années près. Mais nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'une conception radicalement opposée à la conception antérieure. On parle de l'auto-défense des Etats ouvriers du futur, mais on ne dit pas un seul mot de la possibilité dans les prochaines décades de guerre des pays impérialistes contre les Etats ouvriers dégénérés actuels. Le document ne dit pas un seul mot de la première obligation du prolétariat mondial, celle de manifester le patriotisme de classe le plus conséquent à l'égard de ces dictatures prolétariennes, éduquant le prolétariat mondial au fait qu'il doit les défendre. Jamais le document ne signale les plus grandes conquêtes du prolétariat mondial, du début de ce siècle aux Etats ouvriers bureaucratifiés actuels, ni ne lève le drapeau de leur défense intransigeante. Il encourage au contraire tous les préjugés démocratiques-bourgeois des travailleurs occidentaux contre ces dictatures prolétariennes. Et le fait que la bureaucratie par sa politique constitue un repoussoir pour les masses occidentales ne peut justifier

l'ignorance de la nécessité de ce patriotisme de classe. De même, l'affirmation que ces préjugés démocratiques-bourgeois des travailleurs européens et nord-américains vont objectivement à l'encontre du totalitarisme bureaucratique ne peut constituer un prétexte. Ces préjugés font que les masses de ces pays sont manipulées par les bureaucraties syndicales et les partis sociaux-démocrates, en faveur de l'impérialisme et contre les dictatures prolétariennes existantes. C'est une situation très semblable à celle des ouvriers qui refusent de se syndiquer, se prêtant à la campagne bourgeoise selon laquelle les syndicats sont au service des bureaucrates et non des ouvriers. Avec cet argument, qui se base sur un fait certain - les immenses privilèges de la bureaucratie syndicale -, les ouvriers qui haïssent le syndicat deviennent des agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier. La position marxiste face à ces ouvriers est déjà traditionnelle : nous sommes les plus ardents défenseurs de l'organisation syndicale de masse des travailleurs ; nous nous efforçons de faire en sorte que tous les ouvriers se syndiquent et nous dénonçons la campagne bourgeoise qui, s'appuyant sur la corruption de leurs chefs, a pour but de déconsidérer les syndicats. C'est sur cette base que nous faisons la critique la plus implacable de la bureaucratie.

Nous défendons par rapport aux syndicats comme pour toute autre organisation ou conquête ouvrières, le patriotisme de classe le plus conséquent. Si la devise de tout bourgeois qui se respecte est "qu'elle ait ou non raison, je suis inconditionnellement aux côtés de ma patrie bourgeoise", celle de tout ouvrier conscient, nous ne disons pas marxiste-révolutionnaire, demeure "qu'il ait ou non raison, je suis avec mon syndicat, avec mon Etat ouvrier". C'est le patriotisme prolétarien, de classe, de défense jusqu'au bout des organisations ouvrières existantes à niveau international, matérialisé dans la défense intransigeante des dictatures prolétariennes existantes, contre la campagne

de dénigrement de l'impérialisme et, le moment venu, contre l'attaque militaire de ce même impérialisme.

S'il y a quelque chose de particulièrement marquant dans la résolution du SU, c'est justement cette absence de tout patriotisme de classe, de la défense des dictatures prolétariennes existantes contre la campagne néfaste de la social-démocratie et de l'impérialisme mondial. On n'y insiste pas, on n'y signale absolument pas le fait que ces dictatures prolétariennes sont un million de fois supérieures à la démocratie bourgeoise existant dans les pays impérialistes. Toute la résolution est faite pour démontrer que ce n'est pas cela, qu'il y aurait moins de démocratie ouvrière dans les Etats ouvriers déformés que dans les pays capitalistes. Si la Chine de Mao renferme les mêmes "droits démocratiques" que celle de Chang Kdi-Chek, cela veut dire

qu'elle en renferme beaucoup moins que le Venezuela ou les Etats-Unis. En conséquence, le document du SU prépare la conscience des ouvriers occidentaux à la défense de la démocratie impérialiste contre le totalitarisme des Etats ouvriers bureaucratés, bien qu'il ne l'affirme pas explicitement.

Mais il ne doit pas en être ainsi. Une des tâches les plus importantes du trotskysme est précisément d'éduquer la classe ouvrière mondiale à reconnaître les dictatures prolétariennes existantes, de démontrer qu'elles sont bien plus démocratiques pour les travailleurs que n'importe quelle démocratie impérialiste, de pointer l'inéluctabilité de guerres contre-révolutionnaires menées par les pays capitalistes et impérialistes contre les Etats ouvriers, et la défense de ces derniers.

8. Quelle doit être notre position face à de possibles guerres entre les Etats ouvriers ?

Les thèses sont à ce point stratosphériques, éloignées de la réalité des inévitables luttes militaires à venir, qu'elles ne considèrent même pas un des faits les plus spectaculaires des dernières années, pour ce qui est des dictatures prolétariennes existantes, à savoir l'invasion d'une dictature prolétarienne par une autre, les invasions de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie par l'U.R.S.S. Il s'agit d'un fait nouveau qui, à en juger par le silence de la résolution, ne se posera semble-t-il plus jamais, puisqu'il n'est pas mentionné et ne donne pas lieu à la mise en oeuvre d'une politique. Nous pensons qu'il s'agit malheureusement d'une perspective très crédible, et que nous sommes entrés dans des décades qui verront très probablement se répéter des guerres entre dictatures prolétariennes, entre Etats ouvriers.

Ces - possibles - guerres entre Etats ouvriers, ou occupations des uns par les autres, acquerront une nouvelle dimension dès qu'il s'agira de la première dictature révolutionnaire du prolétariat. Jusqu'à présent, nous avons vu deux invasions d'Etats ouvriers par l'U.R.S.S., provoqués par la crainte de la caste bureaucratique soviétique que ces Etats deviennent révolutionnaires, comme conséquence du début de la révolution politique et de l'apparition embryonnaire des formes conseillistes ou soviétiques. Il est pour nous tout à fait autorisé de croire que ces bureaucraties ouvrières entreront dans un désespoir chronique dès qu'elles verront surgir des dictatures révolutionnaires du prolétariat, qui augureront de leur liquidation en tant que caste privilégiée.

Mais on ne peut non plus écarter le fait que, poussé par des intérêts économiques nationalistes, elles fassent éclater des guerres semblables à celle qui commence aujourd'hui entre le Cambodge et le Vietnam. Sans entrer dans le débat sur leur nature ou non de dictatures prolétariennes, un problème nouveau est posé quant à la possibilité de guerres entre Etats ouvriers, dans lesquelles un des deux belligérants ne repose pas sur une dictature révolutionnaire. D'un autre côté, la campagne que la Chine met en avant depuis des années, contre le "social-impérialisme russe", constitue la préparation idéologique d'une guerre possible entre ces deux super-Etats ouvriers bureaucratés.

Le grave problème théorique, posé par la possibilité de guerres entre Etats ouvriers bureaucratés ou entre un Etat ouvrier bureaucraté et un Etat ouvrier révolutionnaire, a une importance capitale et nous oblige à commencer à discuter afin de nous doter d'une ligne marxiste pour l'action face à la possibilité de tels événements. Sans vouloir épuiser la question, nous considérons qu'elle est bien plus importante que l'influence des téléphones cybernétiques pour la future dictature prolétarienne.

Une variante de cette possibilité est constituée par l'inévitable soulèvement armé de nationalités opprimées par ces dictatures bureaucratiques, que nous soutiendrons inconditionnellement.

Si la guerre se produit entre l'un des deux gigantesques Etats ouvriers et un petit Etat ouvrier, nous croyons en principe que la lutte qui s'établit se situe dans le cadre du droit à l'auto-détermination des petites nations prolétariennes, et que cette guerre est provoquée par la soif d'hégémonie, de type nationaliste, de la grande nation contre la petite nation ouvrière. Dans ce cas, nous pensons qu'il faut lutter contre le grand-chauvinisme russe ou chinois, pour le droit à l'auto-détermination nationale du petit Etat ouvrier.

Supposons au contraire le cas d'une guerre entre deux Etats bureaucratés de forces relativement identiques. Disons, par exemple, le Cambodge et le Vietnam, en supposant qu'ils soient des Etats ouvriers. Notre politique plus générale sera pour la fraternité entre tous les Etats ouvriers et le règlement pacifique et démocratique du conflit. Cette position doit s'accompagner d'une campagne permanente pour la fédération démocratique des républiques ouvrières existantes. Ce mot d'ordre est décisif et doit être le plus important, à partir de cette date, de notre Internationale. Plutôt que les téléphones cybernétiques, cette campagne pointe la nécessité programmatique la plus importante actuellement pour le prolétariat mondial et notamment celui des Etats ouvriers. Elle tend à dépasser le retard actuel dans le développement des forces productives des Etats ouvriers, et à porter à l'impérialisme un coup fantastique. Elle a également pour but d'empêcher que l'impérialisme ne manoeuvre sur la base des divergences entre Etats ouvriers, et de lui opposer une unité de fer.

Elle a en même temps pour but d'éviter l'exploitation économique à travers les échanges commerciaux des Etats ouvriers moins développés par les Etats plus développés. Ce mot d'ordre de Fédération des Etats Ouvriers existants a beaucoup plus d'importance que celui, lancé à l'époque par Trotsky, de Fédération des Républiques Socialistes Européennes. Comme ce dernier mot d'ordre, il est propagandiste mais fondamental. Il pointe également la révolution politique, parce que les gouvernements bureaucratiques actuels n'accepteront jamais cette fédération, qui va à l'encontre de la source de leurs privilèges, à savoir les Etats ouvriers actuels avec leurs frontières.

Mais cette ligne est essentiellement propagandiste et nous ne pouvons en rester là dans le cas d'une guerre, d'attaques militaires. En principe, en étudiant soigneusement la question de savoir si un des Etats ouvriers a par rapport à l'autre des ambitions hégémoniques, nous aurons une politique de défense de l'Etat ouvrier agressé, contre celui qui a la responsabilité d'avoir pris l'initiative de l'agression. Quand la guerre se produit entre un Etat ouvrier bureaucratisé et un Etat ouvrier révolutionnaire, les trotskystes soutiennent inconditionnellement l'Etat ouvrier révolutionnaire, qu'il soit ou non l'agresseur.

Notes

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 3-4.
2. Idem, p. 4.
3. "L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme", *La nature de l'URSS*, p. 221-222.
4. "La Quatrième Internationale et l'URSS. La nature de classe de l'Etat soviétique", *La nature de l'URSS*, p181-182.

IX. Construction socialiste dans un seul pays ou révolution socialiste internationale ?

1. Stalinisme conséquent.

La thèse qui vertèbre le document du SU est simple : jusqu'à la prise du pouvoir, la tâche essentielle est de faire la révolution, mais lorsque le prolétariat s'est approprié le gouvernement, la tâche essentielle est la construction socialiste. Et la révolution est terminée. A partir de cette thèse, deux autres thèses surgissent : premièrement, après la prise du pouvoir, la lutte révolutionnaire et de classes tend à diminuer d'intensité ; deuxièmement, - et en conséquence de ce qui précède -, "la dictature du prolétariat commencera à dépérir dès sa naissance".

Il y a une multitude de citations qui le démontrent. Voyons-en quelques unes. Toute restriction de la démocratie "ne peut qu'entraver l'émergence d'un consensus majoritaire autour des solutions de ces problèmes brûlants *du point de vue de la construction du socialisme...*" (souligné dans l'original) (SU, 1977) [1]. Et l'on peut poursuivre : "construction d'une société sans classes..." (Idem) [2]. Pour être plus précis, c'est quinze fois qu'apparaissent ces expressions, sans compter toutes les fois où l'on parle de cela en employant d'autres termes.

Contrastant avec cette abondance d'affirmations, nous trouvons des silences non moins catégoriques : nulle part il n'est dit que c'est après la prise du pouvoir que commence la véritable révolution socialiste. Il est évident que pour le SU, la révolution sociale se termine avec la dictature du prolétariat, qui, dès son instauration, entre dans l'étape de sa disparition progressive. Ce n'est pas non plus par hasard que la résolution ne cite jamais la contre-révolution impérialiste. Il ressort clairement de sa lecture qu'une fois que le prolétariat a pris le pouvoir dans un pays, la bourgeoisie de ce pays est isolée, en recul, "désarmée et expropriée", définitivement en décadence. Il ne surgira

pas en son sein de nouvelles tendances liées à la contre-révolution impérialiste, et elle n'aura d'autre possibilité que "la référence nostalgique au passé bourgeois".

Le SU falsifie le stalinisme, et il est intéressant de s'arrêter à la critique originale qu'il en fait : "e) une autre hypothèse sous-jacente à toute cette conception, c'est celle d'une intensification de la lutte de classes au cours du processus de construction du socialisme..." (Idem) [3]. Mais que font les camarades ? En plus de tout confondre, ils attribuent au stalinisme une position révolutionnaire ? Trotsky le critiqua en permanence pour le contraire, parce qu'il soutenait qu'après la prise du pouvoir, la révolution était terminée et la lutte de classes commençait à s'éteindre. Il disait que le stalinisme possédait "un système d'idées plus concret : les contradictions sociales ne feront plus que s'atténuer progressivement ; le paysan riche sera peu à peu assimilé par le socialisme ; l'évolution, dans son ensemble, indépendamment des événements extérieurs, demeurera régulière et pacifique." (Trotsky, 1936) [4]. Notons au passage que la critique de Trotsky sert pour le SU.

C'est qu'en fait la position actuelle du SU est la même que celle soutenue jusqu'à présent par le stalinisme. Mais ils s'en servent comme prémisses pour arriver à des conclusions différentes. Tous deux disent que la lutte de classes disparaîtra immédiatement. Pour combattre les résidus mesquins de l'idéologie bourgeoise, le stalinisme soutenait qu'il fallait un état toujours plus fort. Le SU, plus conséquent, tire du même principe erroné une conclusion pertinente : s'il y a toujours moins de contradictions, il peut y avoir toujours plus de liberté, et donc, "la dictature du prolétariat commencera à dépérir dès sa naissance".

2. Les maîtres du marxisme et la transition au communisme.

Tout le monde sait que les marxistes, à commencer par Marx, considèrent qu'avec une révolution socialiste dans un pays qui permettrait au prolétariat de s'approprier le pouvoir, il s'ouvrirait *une* étape de transition du capitalisme au socialisme. Celle-ci serait caractérisée par la disparition progressive de l'état, et des auteurs lui donnèrent le nom de *socialisme*.

Ils parlaient ainsi de deux étapes historiques postérieures au capitalisme : *transitoire ou de construction socialiste, et communiste*. Les deux furent définies par des formules très brèves et hypothétiques, sans grands détails, et furent maintenues sans modifications jusqu'aux premières années de la Révolution Russe.

Pour Marx, le communisme serait la société qui, du point de vue économique-social, se caractériserait par le fait de recevoir de "chacun selon ses capacités", et de donner à "chacun selon ses besoins" ; et du point de vue politique, par la disparition de l'état. La formule économique indiquait que dans la société communiste,

personne ne serait obligé de donner plus que ce qu'il veut, mais que chaque individu pourrait développer toutes ses potentialités selon son libre arbitre, et recevrait de la société tout ce dont il a besoin. Quant à la disparition de l'état, ce devait être une conséquence de la disparition des classes.

Entre le capitalisme et la future société sans classes, il y avait une société de transition, émergente de la société capitaliste, et conservant donc - comme le dit Marx dans sa phrase célèbre - "les traces ou marques provenant de son origine". En conséquence, chacun recevrait de la société une part de ce qu'il a contribué à produire par une quantité déterminée de travail (après déduction d'une partie pour le fond commun), et avec cette part retirerait du magasin social une quantité de moyens de consommation correspondant au coût de la même quantité de travail. En résumé : dans l'étape socialiste, à chacun selon son travail, moins ce qui est déduit pour le fond commun. Comme Marx le signale,

la distribution bourgeoise de ce qui est produit se poursuit, puisqu'elle se fait sur la base du travail fourni et non des besoins du travailleur. Mais cela ne se traduit par aucun type d'exploitation ou d'oppression, parce que ce qui va au "fond commun" sert à augmenter la production sociale, et à ce que nous pourrions appeler le salaire social. Du point de vue politique, cette étape serait caractérisée par le maintien de l'état et la dictature du prolétariat. Mais cet état serait d'un type nouveau, puisqu'il tendrait à disparaître, puisqu'accompagnant la construction socialiste qui débute, les classes commenceraient à disparaître, et avec elles la dictature du prolétariat, dictature de classe. La révolution socialiste se terminait de fait avec la prise du pouvoir. C'est la position actuelle du SU : d'abord la révolution et la prise du pouvoir ; immédiatement après, la construction du socialisme. Comme on le voit, plus marxiste que Marx.

Mais la conception de Marx et Engels partait du présupposé de la victoire de la révolution socialiste dans les pays capitalistes les plus avancés, ayant un très important développement des forces productives et une classe ouvrière majoritaire (Angleterre, France, Allemagne). L'ennemi de classe était constitué par les bourgeoisies nationales. Jamais Marx ne crut à la possibilité du déroulement de la révolution socialiste dans les pays agraires arriérés. C'est pourquoi l'étape transitoire devait être, pour eux, beaucoup plus avancée que l'étape capitaliste, parce qu'elle combinerait dès le début le plus haut niveau de développement des forces productives, achevé par le capitalisme et un mode de production et de propriété nouveau et supérieur. En conséquence, la tâche à laquelle se trouverait confronté le prolétariat dominant serait de "construire le socialisme", et dans cette voie il incorporerait, sans grandes contradictions, tous les habitants à la production socialiste.

Lénine et Trotsky avant 1917, et les marxistes orthodoxes au début de la Révolution d'octobre, défendirent le schéma classique de Marx, avec deux modifications. L'une étant que l'ennemi essentiel n'était plus la bourgeoisie nationale, mais l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. L'autre (modification de génie !) étant la possibilité que la révolution européenne éclate et commence dans le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, un pays arriéré connue la Russie. Mais ceci n'amena pas un changement, de la part de Lénine et Trotsky, de la conception de Marx.

3. Mais les choses se passèrent différemment.

Malgré sa signification grandiose pour l'humanité, la Révolution d'octobre ne signifia pas la victoire de la révolution socialiste européenne internationale, comme l'avaient prévu les marxistes. La Russie prolétarienne resta isolée et la révolution socialiste triompha ensuite, après la deuxième guerre mondiale, dans les pays arriérés. C'est pourquoi, comme le dit Trotsky vingt ans après Octobre, "...l'Union Soviétique ne s'accorde pas aux normes d'un état ouvrier telles qu'elles étaient exposées dans notre Programme [...] Notre programme comptait sur un développement progressif de l'état ouvrier, et donc son dépérissement graduel. Mais l'histoire [...] n'agit pas toujours "en accord avec un

Ils la maintenaient parce qu'ils croyaient que l'extension de la révolution socialiste aux autres pays européens, et fondamentalement les plus modernes, était imminente. En l'espace de quelques années, l'Allemagne, la France et l'Europe entière feraient la révolution, la classe ouvrière prendrait le pouvoir, commencerait la construction socialiste en Europe et dans le monde entier, et la dictature ouvrière commencerait à dépérir. Le fait que la révolution ait commencé par la Russie n'était qu'un problème conjoncturel, tactique, parce que les pays industriellement les plus développés suivraient immédiatement.

Pour le Lénine d'avant ou immédiatement après la Révolution d'octobre, "la faillite de l'impérialisme européen" pouvait se précipiter "n'importe quand, y compris aujourd'hui ou demain". "L'état prolétarien commencerait à dépérir immédiatement après sa victoire". Pour réprimer les exploités il suffirait d'un "mécanisme très simple, pratiquement sans mécanisme, sans appareil spécial, par la simple organisation des masses armées". "Détruire d'un coup l'ancien mécanisme bureaucratique et commencer sur le champ à en construire un autre" n'était donc pas une "utopie". Et il n'y avait plus qu'à "défaire les capitalistes" "pour organiser l'économie nationale comme le courrier" et permettre ainsi d'entamer la construction immédiate du socialisme. En définitive, l'état, les classes et les frontières nationales commenceraient à disparaître pratiquement dès le début, et il y aurait un processus d'élargissement illimité des libertés pour les citoyens et producteurs socialistes, pour pratiquement tous les habitants du pays. Ainsi, pour Lénine, *la construction socialiste et la défaite de l'impérialisme mondial se produiraient simultanément, dans la même étape historique* de deux ou trois décades. Il pensait qu'en dix, ou au plus vingt ans, on vivrait dans l'étape de construction du socialisme, de la transition au communisme.

Il faut cependant souligner le fait que Lénine et Trotsky avaient un programme d'extension de la révolution en Allemagne, aux pays les plus avancés d'Europe et du monde. Leur activité ouvrait effectivement la possibilité de combiner la révolution mondiale, la construction socialiste, et le début d'extinction de la dictature du prolétariat. Leur seule erreur fut une erreur de calcul, et non théorique : croire que la révolution mondiale allait triompher rapidement.

programme"..." (Trotsky, 1937) [5]. Et "la période qui paraissait à Lénine et à ses compagnons d'armes devoir être une courte "trêve" est devenue toute une époque de l'histoire" (Trotsky, 1936) [6].

Ainsi, au heu d'une fédération d'états ouvriers hautement industrialisés et ayant vaincu l'impérialisme, nous nous trouvons en présence d'états ouvriers isolés qui doivent affronter un ennemi bien plus puissant que le capitalisme national, l'impérialisme.

En conséquence, il se trouve que ces pays sont supérieurs au capitalisme quant aux rapports de propriété et de production (la bourgeoisie expropriée),

mais très inférieurs à l'impérialisme quant au développement des forces productives.

Cette contradiction aiguë, cette combinaison inattendue pour les marxistes, a des conséquences bien plus graves que le seul fait de conserver "les traces ou marques provenant de son origine" (capitaliste).

Ce retard dans le développement des forces productives, combiné avec le maintien des frontières nationales, eut pour conséquence que la dictature du prolétariat dut se consolider et employer des institutions et un personnel bourgeois pour se défendre de l'impérialisme et de ses agents nationaux. Au lieu de "commencer à dépérir pratiquement dès sa naissance", elle dut employer tous les moyens pour se consolider.

C'est ainsi que toutes les dictatures prolétariennes existantes compriment aujourd'hui dans le cadre de leurs frontières des armées, des polices et des bureaucraties étatiques qui rappellent celles des pires régimes capitalistes.

Le fait que la bureaucratie et l'aristocratie ouvrières accaparent le gouvernement a amené la dégénérescence de ce processus, sa transformation en un

régime totalitaire, de consolidation et de domination de la bureaucratie d'oppression de la base ouvrière et paysanne, au lieu de la consolidation de l'état à travers la mobilisation et l'organisation révolutionnaires des travailleurs. Mais en même temps, le fait que tous ces pays connaissent le même phénomène d'un "état capitaliste sans capitalisme", doit nous faire penser qu'il y a de profondes raisons objectives qui font que la consolidation de la dictature est une nécessité dans tous les états ouvriers isolés. La réalisation de cette nécessité cependant se fait de deux manières opposées, antagoniques : l'une, bureaucratique, et l'autre, révolutionnaire. La première renforce toujours davantage le gendarme et les secteurs privilégiés de la classe ouvrière ; la deuxième, la mobilisation des secteurs les plus exploités et concentrés du prolétariat. Cette seconde voie est celle du développement de la révolution mondiale, de l'affrontement afin de triompher définitivement de l'impérialisme. Au contraire, la première favorise l'isolement de l'état ouvrier dans le cadre de ses frontières nationales, et impose la coexistence avec l'impérialisme.

4. Socialisme dans un seul pays ou révolution permanente ?

Comme nous l'avons déjà vu, les positions du SU et celles du stalinisme possèdent plusieurs prémisses théoriques communes : la construction du socialisme dans un seul pays, le dépérissement de la lutte de classes et révolutionnaire, et la clôture de la révolution socialiste à partir de la prise du pouvoir par le prolétariat. Contre cette conception, Trotsky avança sa seconde formulation de la Théorie de la Révolution Permanente. La première était celle qu'il formula avant la Révolution Russe, tournant autour de la combinaison de tâches démocratiques et socialistes, de la fonction de la dictature du prolétariat, qui devait mener la révolution démocratique dans les pays arriérés. La deuxième fut élaborée pour répondre à la théorie stalinienne de construction du socialisme dans un seul pays, et aux tâches qui se présentaient, non seulement dans les pays arriérés, mais dans n'importe quel pays après la prise du pouvoir. Son axe est la dynamique internationale d'une révolution nationale victorieuse. Avec cette nouvelle théorie, Trotsky transforma définitivement la conception qu'avaient les marxistes jusqu'alors sur les rapports qui s'établissent entre révolution socialiste, prise du pouvoir, construction socialiste et dépérissement de la dictature. Sa nouvelle théorie établit une nouvelle séquence non linéaire : la révolution socialiste nationale et la prise du pouvoir posent la question de la révolution socialiste internationale, dont la principale tâche est d'écraser l'impérialisme, et non pas la construction socialiste : ce qui nécessite de consolider la dictature du prolétariat.

Le marxisme nous a enseigné qu'une époque révolutionnaire s'ouvre lorsque le développement de la technique ou des forces productives entre en contradiction avec les rapports de production et de propriété. Pour Trotsky, sous l'impérialisme, les forces productives entrent, de plus, en contradiction avec les états nationaux. Ce qui est évident : elles ont besoin de toute la planète pour continuer à se développer. Les états nationaux bourgeois constituent ainsi une entrave aussi,

sinon plus grande que la propriété bourgeoise. Ils constituent à l'échelle historique et mondiale un frein au développement des forces productives, comme l'étaient, en leur temps, les fiefs. La révolution socialiste mondiale est une nécessité objective actuelle, afin d'accorder la terre entière au développement des forces productives, parce qu'elle seule détruira non seulement la propriété privée, mais aussi les frontières nationales. Dans le système impérialiste monopoliste, ce développement est au service du maintien des états nationaux (plus haute expression de la propriété bourgeoise), ce qui revient au même que de dire qu'il est au service de l'arriération. C'est pourquoi c'est le facteur contre-révolutionnaire décisif.

Les pays capitalistes arriérés étaient exploités par l'impérialisme sous une forme directe, à travers les *investissements* capitalistes. Mais à la victoire de la révolution, ils ne perdirent pas pour autant leur caractère de pays arriérés : les forces productives de l'impérialisme maintenaient un développement supérieur, ce qui leur permit de continuer d'exploiter ces pays, mais maintenant *de manière indirecte*, à travers le marché et l'économie mondiale dominées par l'impérialisme. C'est pourquoi Trotsky dit que le prolétariat de l'URSS est dominant en URSS, en un sens, mais se trouve en même temps exploité par l'impérialisme, parce que ce qui s'est passé avec la Révolution Russe et celles qui l'ont suivie, c'est - avec les distances en moins - comme si la révolution française avait triomphé en Provence, à Marseille, mais non dans le reste de la France, comme si le féodalisme était resté dominant à Paris et à Lyon, où aurait existé un développement des forces productives plus important. Ceci aurait permis à la monarchie de rester très forte, puisque la Provence seule n'aurait pu la mettre en échec, et que le capitalisme avait besoin, au minimum, du marché national, pour parvenir à un développement impétueux de ses forces productives.

C'est la même chose aujourd'hui à l'échelle mondiale avec les états ouvriers. Ils ne doivent être considérés que comme des avancées tactiques de la révolution mondiale. A cause de l'existence de problèmes graves, ou de conjonctures très spéciales, l'impérialisme n'a pu pour le moment les écraser. Les nouveaux gouvernements ouvriers bureaucratiques sont isolés, préoccupés fondamentalement par la défense de leurs frontières nationales et le dépassement de leur retard économique. Mais tôt ou tard, à cause du faible niveau de développement de leurs forces productives comparées à celles du capitalisme mondial, ils se verront obligés d'établir des relations commerciales avec l'impérialisme, qui les amèneront à être à nouveau exploités par lui, bien que cette fois de manière indirecte, à travers le commerce et les emprunts.

La réalité nous montre que la révolution mondiale a connu jusqu'à présent un développement "anormal", puisque reposant non pas sur un développement économique plus important que le capitalisme, mais sur un grand retard. Bien que ce soit également l'expression à l'échelle mondiale du fait que ce développement des forces productives ne puisse être contenu dans le cadre des frontières nationales. Cette contradiction se manifeste dans le fait que les révolutions aient éclaté au sein des maillons les plus faibles du capitalisme.

Tant que l'impérialisme demeure, tout pays qui fait la révolution dans le cadre de ses frontières nationales, et part d'un développement des forces Productives inférieur à celui de l'impérialisme, continue à être exploité de la même manière parce que "...le critère fondamental [est] le niveau des forces productives". (Trotsky, 1936) [7].

Lénine comme Trotsky tirèrent de cette analyse la juste conclusion qu'avec la prise du pouvoir on n'avait pas liquidé l'impérialisme, et que donc la lutte de classes, la lutte révolutionnaire, s'accélérait à tous les niveaux, jusqu'à la défaite définitive de l'impérialisme. "Après avoir renversé la bourgeoisie et conquis le pouvoir politique", il faudra écraser "*la résistance toujours plus tenace des exploités*". "La classe des exploités, des propriétaires fonciers et des capitalistes n'a pas disparu et ne peut disparaître d'emblée sous la dictature du prolétariat. Les exploités ont été battus, mais non anéantis. *Il leur reste une base internationale,*

le capital international, dont ils sont une succursale (...) Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite. L'art de gouverner l'Etat, l'armée, l'économie, leur donne un grand, un très grand avantage, de sorte que leur rôle est infiniment plus important que leur part dans l'ensemble de la population. *La lutte de classes des exploités déchus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat, est devenue incomparablement plus acharnée.* Et il ne saurait en être autrement si l'on parle de révolution, si l'on ne substitue pas à cette notion les illusions réformistes (comme le font tous les héros de la II^e Internationale)." (Lénine, 1919) [8].

Et Trotsky, dans *La Révolution Permanente*, insiste dans le même sens : "La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux que sous forme de régime provisoire, même si celui-ci dure assez longtemps, comme le démontre l'exemple de l'Union Soviétique. *Dans le cas où existe une dictature prolétarienne isolée, les contradictions intérieures et extérieures augmentent inévitablement, en même temps que les succès. Si l'Etat prolétarien continuait à rester isolé, il succomberait à la fin, victime de ses contradictions. Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. De ce point de vue, la révolution nationale ne constitue pas un but en soi ; elle ne représente qu'un maillon de la chaîne internationale.* (Trotsky, 1928) [9].

Dans sa neuvième thèse de la Révolution Permanente, il synthétise tout cela de manière magistrale, en nous disant : "La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, *elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classes nationale et internationale. Cette lutte, étant donné la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondiale, amènera inévitablement des éruptions violentes, c'est-à-dire à l'intérieur des guerres civiles ou à l'extérieur des guerres révolutionnaires.* C'est en cela que consiste le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même, qu'il s'agisse d'un pays arriéré qui vient d'accomplir sa révolution démocratique, ou d'un vieux pays capitaliste qui a déjà passé par une longue période de démocratie et de parlementarisme." (Idem) [10].

5. Est-ce que la dictature du prolétariat s'affaiblit ou se renforce ?

Avec l'apparition de la nécessité indiscutable de consolider la dictature du prolétariat pendant toute une étape, une des prémisses théoriques fondamentales du marxisme se trouve abandonnée. C'est lorsque le SU semble être le plus orthodoxe, ainsi en ignorant cette modification introduite par l'expérience historique, qu'il se trouve le plus éloigné du marxisme.

Lénine, au contraire, qui pendant plusieurs années soutint le schéma classique, fut le premier à le rectifier, alors que l'URSS restait isolée. A peine un an après la prise du pouvoir par les bolcheviks, il disait : "Nous ne pouvons pas sauter au socialisme d'un seul coup... Je ne me fais aucune illusions sur le fait que nous venons à peine d'entrer dans la période de transition au socialisme". "Les anti-autoritaires veulent que l'Etat politique soit aboli d'un seul coup (...)" Ces

messieurs ont-ils jamais vu une révolution ? *Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit.*" (cité par Carr) [11]. Suivant ses enseignements, Trotsky décrit clairement ce phénomène et nous dit catégoriquement :

"... *la période de transition du capitalisme au socialisme exige un renforcement de la fonction de l'état* (dictature du prolétariat). Cette dialectique historique a été profondément étudiée par la théorie marxiste (...) ... *l'idée du renforcement inévitable du pouvoir de l'Etat dans l'étape de transition entre le capitalisme et le socialisme*" est une "idée de Marx que Lénine développa pour expliquer la nécessité de la dictature prolétarienne..." (Trotsky, 1933) [12]. Comme on le constate, la position de Trotsky sur cette question cruciale est directement opposée à celle du SU.

Sous Lénine et Trotsky, cela signifiait la restriction apportée aux libertés, le monopole du pouvoir par le Parti Communiste, la fondation de l'armée rouge, la Tchéka, etc. Plus tard, lorsque se produisirent d'autres victoires dans des pays arriérés et avec des directions opportunistes et bureaucratiques, ce renforcement dégénéra, pour se transformer en un régime totalitaire, avec les crimes que nous connaissons tous et dont les trotskystes furent les premières victimes. Mais le fait qu'une direction bureaucratique l'ait exagéré et fait dégénérer ne veut pas dire qu'une direction révolutionnaire aurait pu le supprimer. Et ce sera la même chose avec les futurs états prolétariens, tant que l'impérialisme n'aura pas été écrasé. Il est une loi à laquelle on peut résister mais qu'on ne peut supprimer : pour toute l'étape actuelle de la dictature du prolétariat, d'affrontement mortel avec l'impérialisme et au cours de laquelle les frontières nationales demeurent, le renforcement de la dictature ouvrière, de l'état prolétarien, est inévitable. Pour ce qui est de cette conclusion, il y a "accord" entre Staline et Trotsky. Mais seul Trotsky, par son analyse des rapports entre l'impérialisme et le capitalisme mondial d'une part, et les dictatures ouvrières nationales de l'autre, donne une explication scientifique de ce besoin. Et ce n'est pas tout. L'accord se rompt dès que chacun expose son programme et ses perspectives de renforcement de la dictature.

Il se répète la même chose que ce qui survient lorsqu'une catégorie professionnelle dans un pays capitaliste remporte une grande victoire à travers une intense mobilisation. Ce triomphe lui permet de construire un puissant syndicat et de se renforcer. Mais à partir de là apparaissent trois lignes clairement délimitées et antagoniques. L'une est celle du SU, proclamant le dépérissement immédiat du syndicat (la dictature du prolétariat), indépendamment du fait que le reste des travailleurs du pays continuent à subir la plus terrible exploitation de la part des capitalistes, et sans prendre en considération les prochaines et certaines attaques, à travers lesquelles l'ensemble du patronat tentera de reprendre les conquêtes obtenues par cette profession ou ce syndicat. L'autre est celle de la bureaucratie, qui tentera de renforcer son syndicat, et seulement son syndicat, et qui mettra toute sa constance à posséder de meilleurs bâtiments, cliniques, hôtels, etc. Cette voie mène inévitablement à un régime autoritaire au sein du syndicat, qui en abandonnant la lutte se bureaucratise. C'est la position stalinienne qui, au niveau d'un pays, signifie le renforcement bureaucratique de la dictature ouvrière, par l'imposition d'un gendarme totalitaire qui oblige les travailleurs à "construire le socialisme dans un seul pays".

6. L'analyse de Trotsky pour l'URSS.

Prenant comme point de référence l'existence de l'impérialisme et le développement des forces productives, Trotsky applique son analyse à l'URSS.

"Le prolétariat d'Union Soviétique est la classe dirigeante dans un pays *arriéré* où les besoins vitaux ne sont pas encore satisfaits. Le prolétariat d'Union Soviétique ne gouverne que la douzième partie de l'humanité. L'impérialisme gouverne les onze parties restantes. Le gouvernement du prolétariat, déjà affaibli par la

Et, enfin, il y a la ligue des trotskystes, qui, sans délaissier l'amélioration des conditions de vie et de travail de cette profession, mettra l'accent sur le développement de la lutte de classes dans tout le pays, en s'efforçant de mobiliser toutes les professions et tous les travailleurs. Ce n'est que de cette manière que l'on peut consolider le syndicat sans tomber dans sa bureaucratization, et celle de ses dirigeants. C'est le corollaire du programme que propose Trotsky pour le renforcement de la dictature du prolétariat : développer, intensifier la mobilisation révolutionnaire, principalement la révolution socialiste internationale. Pour lui, ce renforcement passe par l'élargissement en permanence de la mobilisation des travailleurs du monde et de ce pays, en parvenant à construire d'importantes organisations révolutionnaires du mouvement de masse, qui s'affrontent à l'impérialisme et à la bourgeoisie. Cependant cette question n'est pas seulement théorique mais elle représente la solution correcte imposée par la réalité. Effectivement, que se passe-t-il si la révolution mondiale n'avance pas, ou si elle avance objectivement à travers des victoires nationales. Qui stagnent et restent enfermées dans le cadre de frontières nationales, tentant de construire le socialisme dans chacun de ces pays ? Il se passe ce que nous ont montré ces dernières soixante années : l'impérialisme reste dominant à l'échelle mondiale, le prolétariat de ces états ouvriers continue à être exploité indirectement par lui, et le renforcement de la dictature ouvrière, inévitablement, acquiert un caractère bureaucratique, totalitaire, en tentant d'enfermer dans une camisole de force les terribles contradictions provoquées par cette situation. A un autre niveau, en reprenant notre exemple, c'est la même chose que si, après la victoire de cette profession, il ne s'en était pas produites d'autres, ou bien si, dans le cas d'autres victoires, chacun s'était exclusivement consacré à la consolidation de son syndicat, sans tenter d'étendre sa victoire à la lutte de classes dans tout le pays. Indépendamment des succès de chacun, pris séparément, la bourgeoisie continuerait à dominer dans l'ensemble du pays, les membres de ces syndicats continueraient à être exploités - serait-ce à un niveau moindre que le reste des travailleurs -, et les bureaucraties syndicales seraient toujours plus fortes, tentant de se maintenir à leurs places et négociant en permanence avec le patronat. Ainsi, de même que pour les travailleurs de ces syndicats et de l'ensemble de ce pays, l'ennemi principal ne serait plus le patronat de ces catégories professionnelles, mais la bourgeoisie dans son ensemble - de même pour les travailleurs des états ouvriers et du monde entier, ce ne sont plus les bourgeoisie nationales, mais l'impérialisme.

pauvreté et l'arriération du pays, est deux et trois fois plus déformé par la pression de l'impérialisme. L'organe du gouvernement du prolétariat - l'état - se transforme en organisme de pression de l'impérialisme (la diplomatie, l'armée, le commerce extérieur, les idées et les coutumes)." (1937) [13].

Et plus encore : "La progression des forces productives, *c'est-à-dire la véritable progression socialiste*, n'interviendra chez nous qu'après la victoire du

prolétariat dans les pays avancés d'Europe..." Avec ces paroles de Boukharine, que Trotsky reprenait à son compte, était synthétisée une partie importante de la pensée marxiste déjà enrichie par les enseignements de la Révolution Russe. Comme Trotsky lui-même le signalait, c'était "précisément la phrase qui est à la base de tous les actes d'accusation lancés contre le "trotskysme" (entre autres lors du VII^e plénum du Comité exécutif de l'Internationale Communiste)", de la part du stalinisme. (1928) [14].

Et c'est précisément cette infériorité économique qui est la cause fondamentale de l'apparition de la bureaucratie, qui caractérise tous les états ouvriers actuels.

"Le régime soviétique a incontestablement eu dans sa première période un caractère beaucoup plus égalitaire et moins bureaucratique qu'aujourd'hui. Mais son égalité était celle de la misère commune." "L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte contre tout qui en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chalands peuvent venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. Elle "sait" à qui donner et qui doit patienter." (Trotsky, 1936) [15].

Et, bien qu'à première vue, il semblerait que l'amélioration de la situation matérielle et culturelle dans le cadre de ses propres frontières dusse amener la disparition progressive de cette bureaucratie, il se produit le contraire : "L'accroissement des forces productives s'est accompagné jusqu'ici d'un développement extrême de toutes les formes de l'inégalité et des privilèges, et aussi de la bureaucratie". En effet malgré les progrès réalisés "l'état actuel de la production est encore très loin d'assurer à tous le nécessaire", "mais il

permet déjà d'accorder des avantages importants à la minorité et de faire de l'inégalité un aiguillon pour la majorité". (Idem) [16].

La bureaucratie "surgit tout au début comme l'organe bourgeois de la classe ouvrière", comme produit des besoins de la société enfermée et encerclée par l'impérialisme. Mais "en dépassant de beaucoup sa fonction sociale nécessaire", elle "devient un facteur autonome et en même temps la source de grands dangers pour tout l'organisme social". "La pauvreté et l'inculture des masses se concrétisent (...) sous les formes menaçantes d'un chef orné d'un puissant gourdin". Dans l'étroitesse des frontières de ses états nationaux, la bureaucratie, "de servante de la société, (est) devenue maîtresse". (Idem) [17].

Mais si au lieu de Staline, avec son programme de socialisme dans un seul pays, c'est l'opposition trotskyste, avec sa politique de développement de la révolution permanente, qui avait triomphé, même dans ces conditions le renforcement de la dictature du prolétariat se serait pleinement justifié, jusqu'à la déroutante de l'impérialisme et la suppression des frontières nationales, permettant l'expansion des forces productives au niveau mondial. "En termes objectifs : la société soviétique actuelle ne peut pas se passer de l'Etat et même - dans une certaine mesure - de la bureaucratie." Parce que "ce ne sont pas les misérables restes du passé mais les puissantes tendances du présent qui créent cette situation. La justification de l'Etat soviétique, considéré comme un mécanisme de contrainte, c'est que la période transitoire actuelle est encore pleine de contradictions sociales qui, dans le domaine de la *consommation* (souligné dans l'original) - le plus familier et le plus sensible à tout le monde - revêtent un caractère extrêmement grave, menaçant à tout moment de se faire jour dans le domaine de la production. La victoire du socialisme ne peut dès lors être dite ni définitive ni assurée." (Idem) [18].

7. Le problème de l'impérialisme.

Les camarades qui ont rédigé les thèses ignorent complètement la réalité de ces derniers soixante ans. Ils nous disent que "Marx et Engels n'ont pu analyser le phénomène de l'impérialisme", et que Lénine ne put voir ni "le recul de la Révolution Proletarienne dans les pays avancés", ni "la dégénérescence du premier état ouvrier". Mais ce qu'ils ne nous disent pas, c'est ce qui les empêche, eux, de faire cette analyse. Quoique selon ce qu'ils affirment, le marxisme soit "un mode de raisonnement critique par excellence", ils gardent la même perspective que nos maîtres à la fin du XIX^e et au début de ce siècle.

C'est pourquoi ils ne font dans leur document que répéter professionnellement les prédictions de Marx, Lénine et Trotsky, et de tous les marxistes orthodoxes en général jusqu'en 1917. Cependant, ils le font en omettant, précisément, la conception fondamentale de ces raisonnements.

Cette erreur politique obéit à une raison théorique : les auteurs ne donnent aucune importance à l'existence de l'impérialisme. De là le fait que dans leur document, contre quinze formulations explicites sur la "construction socialiste", on ne rencontre que

deux fois le mot *impérialisme*, qu'on ne nomme jamais en tant que telle la contre-révolution impérialiste, qu'on ne cite le danger d'intervention militaire impérialiste qu'au passage, toujours dans le but de relativiser ou diminuer au maximum son importance. Et c'est encore plus grave si nous considérons quels sont les passages où, par deux uniques fois, l'impérialisme est mentionné. La première fois, c'est pour nous dire que "Marx et Engels ne purent analyser le phénomène de l'impérialisme...". Et la deuxième, en tant qu'argument contre le stalinisme qui "abuse systématiquement des accusations calomnieuses de "collusion avec l'impérialisme" ".

Pour nous, l'apparition de l'impérialisme, avec son exploitation des pays arriérés, est un phénomène global qui a affecté le cours de la révolution mondiale et été à l'origine de toutes les "anormalités" non prévues par le marxisme, ni par Lénine et Trotsky. Et c'est ce phénomène nouveau, précisément, qui est directement ou indirectement la cause des autres phénomènes que signale le SU : "le recul de la révolution prolétarienne dans les pays avancés", "la dégénérescence bureaucratique du premier état ouvrier", et de nombreux

autres phénomènes que le SU ne signale pas mais qui sont aussi décisifs que les précédant. A savoir : la dégénérescence de la Deuxième et de la Troisième Internationales, le caractère bureaucratique des nouveaux états ouvriers, ainsi que leur isolement. Mais ses deux conséquences les plus spectaculaires ont été jusqu'à présent, précisément, d'une part l'apparition d'une bureaucratie et d'une aristocratie ouvrières, et de l'autre le triomphe de la révolution ouvrière dans les pays arriérés.

Par son exploitation des pays arriérés, le capitalisme dans son stade suprême, l'impérialisme, est parvenu à aristocratiser d'importants secteurs de la classe ouvrière, et à soutenu une forte classe moyenne dans les métropoles. Dit d'une autre manière, il a provoqué une division de la classe ouvrière et des travailleurs du monde entier en deux secteurs clairement différenciés et souvent antagoniques, l'un privilégié, et l'autre étant le plus exploité. Le capitalisme, par son fabuleux enrichissement et par sa domination économique sous l'impérialisme, se retire de la scène de l'histoire comme il y est entré : en gagnant un secteur de la classe ennemie. C'est ce qu'il fit avec le clergé et les seigneurs féodaux dans sa période d'ascension et de lutte pour le pouvoir. Et il le fait aujourd'hui avec la classe ouvrière. Cette division au sein des rangs ouvriers a été la cause sociale de tous les autres phénomènes.

L'autre aspect de cette division de la classe ouvrière est ce qui se passe dans les pays arriérés. Là, la pénétration impérialiste détruit les formes archaïques de production, provoque un développement capitaliste et en même temps le freine et le modère selon un schéma de distorsion. En fonction de cela, dans les dernières trente ou trente cinq années, des contradictions objectives d'une intensité insupportable se sont produites pour la quasi totalité des travailleurs de ces pays, et ont amené dans plusieurs de ces pays arriérés, une révolution socialiste victorieuse, bien que dirigée par la bureaucratie. Il faut que l'impérialisme exploite plus les ouvriers d'une partie du monde, pour accorder certains avantages aux ouvriers des métropoles. Mais de cette manière, la révolution qu'il a éloignée de ses portes gagne ses fondations.

S'il est certain qu'à l'échelle mondiale, toutes ces révolutions ne font que rentrer dans le cadre global de la révolution socialiste contre l'impérialisme, d'un autre côté, c'est l'impérialisme lui-même qui les provoque en détruisant les formes archaïques de production, en accélérant le processus de production capitaliste des pays arriérés et, en même temps, en freinant le développement accéléré et constant du développement capitaliste d'ensemble lui-même. En effet l'impérialisme exporte vers les pays dépendants non seulement ses capitaux et ses marchandises, mais aussi ses crises capitalistes, transformant en crises chroniques celles des pays arriérés.

C'est ainsi que se produisirent les grandes révolutions coloniales de cette après-guerre, qui se transformèrent en révolutions socialistes. Mais ces avantages des pays arriérés, dès que s'imposent des dictatures

prolétariennes, deviennent des inconvénients. La contradiction la plus grave se rapporte à l'état national. L'indépendance et l'unification de l'état national d'un pays arriéré est un grand progrès historique, un triomphe démocratique anti-impérialiste. Il permet à ce pays d'atteindre rapidement le niveau des grands pays capitalistes qui l'ont atteint il y a un, deux ou trois siècles. Mais dès que cet objectif est atteint à travers la révolution ouvrière, il commence à être un obstacle, puisque même si le prolétariat gouverne, l'état national reste une institution bourgeoise. Progressive jusqu'au XIX^e siècle, progressive pour un moment par rapport à l'impérialisme, mais en dernière instance réactionnaire par rapport aux besoins du développement mondial des forces productives. Cette conquête démocratique-bourgeoise devient une camisole de force imposée par le régime capitaliste mondial au prolétariat de ce pays. Le grand défenseur de cette camisole de force est l'aristocratie ouvrière, qui grâce au contrôle de l'état national tend à augmenter ses privilèges. Et son autre grand défenseur est l'impérialisme, qui sait que l'état national arriéré, même ouvrier, lui permet de manoeuvrer et de continuer à dominer la politique et l'économie mondiales.

Prenons un exemple, l'analyse de la dégénérescence de l'URSS, où ces deux phénomènes se combinent avec la plus grande clarté. Que s'est-il passé avec la Révolution Russe ? La cause fondamentale de sa dégénérescence fut le recul de la révolution mondiale, qui permit que le monopole du pouvoir tombe aux mains de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières ; en fonction de cela, les différences entre l'aristocratie et la base ouvrière ont augmenté dans les cadres nationaux de l'URSS, par rapport aux pays capitalistes, parce qu'en Russie ces secteurs privilégiés ont utilisé leur domination étatique pour s'autoprivilégier. De là la position de Trotsky consistant à demander le pouvoir uniquement pour la base ouvrière de l'Union Soviétique, à exiger l'expulsion d'un secteur important de la classe ouvrière, la bureaucratie et l'aristocratie, des Soviets révolutionnaires. Cette différenciation entre deux secteurs du prolétariat est à ce point brutale et antagonique qu'elle justifie l'appel à une révolution violente, politique, d'un secteur ouvrier, le plus misérable, contre un autre de cette même classe, privilégié. Le SU semble ne pas comprendre cet aspect de la révolution politique. Elle est précisément politique, parce qu'elle n'est pas une révolution sociale d'une classe ouvrière - contre une autre classe - bourgeoise -, mais une révolution d'un secteur ouvrier contre un autre secteur ouvrier.

L'existence de l'impérialisme fait que toute la dynamique de la révolution mondiale a changé, puisque la défaite d'une bourgeoisie ou d'un régime capitaliste national, malgré toute son importance, ne signifie pas une défaite à l'échelle mondiale de l'impérialisme. Il subsiste et reste dominant, ce qui signifie que reste posée la tâche historique de le mettre en déroute, en tant que seul moyen de déraciner la principale source d'exploitation de classe dans le monde.

8. Notre analyse : il y a deux étapes de la dictature du prolétariat.

Soixante ans après la Révolution Russe, nous pouvons voir que ce que l'on considérait alors comme une seule étape pendant la dictature du prolétariat - la construction socialiste, l'extinction des classes et de la dictature elle-même - s'est transformé en deux étapes ou tâches historiques bien délimitées. *Une première étape*, dans laquelle nous vivons depuis soixante ans, et au cours de laquelle la tâche essentielle est *politique*, consistant en une lutte implacable contre l'impérialisme, et exigeant un renforcement de l'état ouvrier, c'est-à-dire de la dictature de classe (qui peut être bureaucratique ou révolutionnaire). Et une deuxième étape, au cours de laquelle la tâche fondamentale est d'ordre économique, culturel, de construction du socialisme, et qui verra, comme l'ont prévu nos maîtres, le dépérissement de l'état et de la dictature du prolétariat, qui laisseront la place à un épanouissement total, jamais vu, des libertés.

Dans cette première étape, les états ouvriers se trouvent pris dans une vive contradiction. L'impérialisme reste dominant au niveau de la politique et de l'économie mondiale, et en fonction de cette supériorité et du maintien des frontières nationales, continue d'exploiter de manière indirecte la classe ouvrière de ces pays. En conséquence, la classe ouvrière subit en plus une oppression directe, découlant de la nécessité de défendre l'état ouvrier, et de l'apparition d'une bureaucratie qui profite d'un surproduit. Cette oppression peut être coercitive, afin de maintenir et augmenter les privilèges et la vie parasitaire des fonctionnaires, si le régime est bureaucratique. Mais elle peut également être un abandon volontaire et démocratique d'un surproduit de la part du prolétariat, un sacrifice pour payer le prix de l'affrontement à l'impérialisme, du développement de la révolution socialiste nationale et internationale, et payer ses fonctionnaires - si le régime est démocratique révolutionnaire -. Dans cette étape, le maintien des normes bourgeoises de distribution est lié à une oppression basée sur des raisons politiques fonctionnelles, et non sur une exploitation de classe.

Si, selon Marx, l'étape socialiste se caractérise par le fait de donner à chacun selon son "travail", moins ce qui ira au "fond commun", dans l'étape actuelle - la première étape de la dictature du prolétariat -, il sera donné à chacun selon son "salaire", ce qui lui reste en fonction du degré d'oppression ou de sacrifice imposé. C'est-à-dire que chaque travailleur doit produire un surproduit plus important, qui provient de son travail et ne revient pas à la classe ouvrière, ni ne va au "fond commun" - et pour cette raison subit une oppression ou consent un sacrifice -. "Par conséquent, le gouvernement du prolétariat revêt un caractère de pauvreté, de restrictions et de distorsions. On peut dire avec pleine raison que le prolétariat, *gouvernant*, dans un pays arriéré et isolé, demeure une classe opprimée." (Trotsky, 1937) [19] (souligné dans l'original). Cette situation ne pourra changer qu'avec la défaite définitive de l'impérialisme.

Depuis le triomphe de la Révolution Bolchévique, l'étape historique dans laquelle nous vivons est celle de la guerre implacable du prolétariat des pays

avancés, des masses coloniales et des états ouvriers contre l'impérialisme. La construction de l'économie transitoire, malgré toute son importance, est subordonnée à cette tâche. C'est donc l'étape de transition au socialisme, de transition à la "transition au communisme". C'est la politique nationaliste, réformiste et bureaucratique des états ouvriers et des partis de masse dans le monde qui a permis à l'impérialisme de transformer ses défaites en simples reculs, et aussi de résister et de maintenir sa domination mondiale.

Cette situation détermine, au niveau international, une étape de guerre civile et de double pouvoir entre les états ouvriers et les masses prolétariennes du monde entier d'une part, et l'impérialisme de l'autre. Cette guerre civile et ce double pouvoir sont latents à l'échelle de chaque pays, même s'ils n'apparaissent clairement que dans les moments critiques, révolutionnaires ; mais à l'échelle mondiale, cette situation existe depuis 1917. "La révolution socialiste est non seulement possible, mais inévitable dans chaque pays. Ce que j'affirme, c'est qu'il est impossible de construire une société socialiste dans le cadre du monde capitaliste." (Trotsky, 1938) [20]. "L'impérialisme universel et la marche victorieuse de la révolution sociale ne peuvent coexister." (Trotsky, 1928) [21].

La *seconde étape* historique de la dictature du prolétariat, qui s'ouvrira après la défaite de l'impérialisme, *verra le début de la construction de la société socialiste, du dépérissement de l'état, de la transition au communisme*. "Le socialisme signifie l'égalité progressive et l'abolition progressive de l'état." Cette étape revêtira, elle, les caractéristiques que signalaient Marx et Lénine avant la Révolution d'octobre. Cette étape, bien qu'étant caractérisée par la survivance des normes bourgeoises de distribution et par de nombreux défauts du capitalisme, bien que chacun soit rétribué selon son travail, verra la fin de l'oppression de l'homme et de sa principale source actuelle : l'exploitation de l'humanité par l'impérialisme. Elle sera une étape d'enrichissement systématique de la société et posera les bases, à ce moment, d'un développement des forces productives partant d'un niveau supérieur à celui que possédait auparavant le capitalisme. Ce sera ce développement supérieur qui évitera l'existence de contradictions aiguës et donnera à cette étape un caractère réformiste, et non révolutionnaire, puisque l'affrontement entre les différentes positions ne sera pas violent.

La construction du socialisme ou la transition au communisme reposera sur la mobilisation permanente de toute la population. En même temps que la disparition de l'exploitation, les classes et l'état lui-même disparaîtront ; ils seront remplacés par les producteurs et consommateurs socialistes, devenant tous des habitants possédant la même situation économique.

Pour résumer, nous pouvons dire que les deux étapes postérieures au capitalisme (transitoire et communiste), mentionnées depuis Marx, se sont transformées en trois étapes : 1. *L'étape de transition du capitalisme au socialisme*. 2. *L'étape socialiste, ou de transition au communisme*. 3. *L'étape communiste*.

9. Trois programmes pour l'étape de transition du capitalisme au socialisme

Au début de la révolution, Lénine croyait que la coercition à l'égard des contre-révolutionnaires serait directement proportionnelle à la libération et à l'autodétermination démocratique de toute la population travailleuse. C'est de là que partait sa conception programmatique initiale. C'était logique puisque, suivant les enseignements de Marx, Lénine croyait que la construction socialiste commencerait quelques années plus tard. Mais à cause du maintien de l'impérialisme et de l'isolement de l'URSS, même sous le régime de Lénine et de Trotsky, ces deux aspects connurent un développement inégal et contradictoire. Les mesures dictatoriales, coercitives, révolutionnaires, afin de défendre et d'imposer la dictature ouvrière, furent beaucoup plus nécessaires que les mesures libérales, permettant l'autodétermination démocratique de la population et des travailleurs afin de commencer la construction socialiste. Il se produisit entre l'immédiat - l'urgence d'imposer et de défendre la dictature, et d'étendre la révolution mondiale contre l'impérialisme - et les objectifs de la construction du socialisme - l'élargissement de la démocratie directe, les libertés démocratiques et le dépérissement de l'état - un hiatus, une brèche qui ensuite s'élargit toujours davantage.

Le programme de la démocratie directe et du dépérissement immédiat de l'état prolétarien, dès le début de la révolution, devint la norme à atteindre, une tendance, s'ébauchant par des éléments qui se combinaient avec les autres nécessités urgentes de la dictature. Tant que le capitalisme demeure dominant à l'échelle mondiale, ce qui implique le danger permanent de contre-révolution impérialiste, les enseignements de la Révolution Russe nous disent clairement que les tâches immédiates de *n'importe quelle* dictature du prolétariat - qu'elle soit bureaucratique ou démocratique révolutionnaire - ne peuvent consister qu'en la répression de ses ennemis, seul moyen de résister à la contre-révolution impérialiste, d'imposer la dictature et de développer la révolution socialiste mondiale. Seul le fait d'atteindre ces objectifs immédiats nous permettra, après la défaite historique du capitalisme, de commencer à affronter pleinement les tâches programmatiques de dépérissement de l'Etat, et d'obtention de la démocratie et des libertés les plus complètes pour tous les habitants, qui commenceront enfin à construire le socialisme.

Pendant ces dernières soixante années, nous avons pu voir de fait trois orientations distinctes, trois programmes pour cette étape de transition du capitalisme au socialisme.

Le *stalinisme*, le national-communisme, généralisa et attribua des caractéristiques historiques aux nécessités immédiates (la suppression des fractions dans le parti communiste, le monopole du pouvoir, le parti unique et la répression), les transformant en normes absolues et générales pour toute l'étape. Il tente de cette manière de justifier la répression bureaucratique du mouvement de masse et l'oppression de la classe ouvrière au profit d'une caste privilégiée au sein de l'état ouvrier, et de l'impérialisme mondial. Ce "programme" constitue le justificatif bureaucratique afin

d'empêcher que l'on puisse bénéficier dans les états ouvriers de toujours plus de libertés scientifiques, artistiques, culturelles de tous types, de presse, d'opinion et, enfin, politiques, afin de pouvoir ainsi contrôler, diminuer et freiner l'oppression que subit la classe ouvrière. C'est le programme de la bureaucratie, de coexistence pacifique permanente avec l'impérialisme, de maintien des frontières nationales et de frein au développement de la révolution mondiale, afin de ne pas molester l'impérialisme et de maintenir une existence privilégiée. En dernière instance, c'est le programme de l'acceptation de la situation donnée, d'exploitation impérialiste à l'échelle mondiale et de privilèges bureaucratiques à l'échelle nationale, de l'opportunisme pro-impérialiste contre la révolution socialiste internationale.

La *majorité du SU*, de son côté, avec son optique professorale, formaliste typique, confond cette étape de transition au socialisme, de guerre à outrance contre l'impérialisme, avec l'étape de la construction socialiste. Ce qui, dans cette période, ne peut qu'être un objectif, une tendance, une norme à long terme, le SU en fait son programme sans prendre en considération le concret, l'immédiat, dans lesquels les aspects de répression, de coercition et de consolidation de la dictature ne peuvent être laissés de côté. Il surgit de cette confusion un programme maximum de construction du socialisme, de commencement du dépérissement de l'Etat, d'octroi des libertés les plus absolues à toute la population, y compris les contre-révolutionnaires. Et comme c'est toujours le cas avec les programmes hyper-démocratiques, maximalistes, libertaires, lorsqu'une lutte mortelle se déroule entre classes ennemies, ils servent aux exploités.

En tant que *trotskyistes conséquents*, nous pensons qu'au cours de cette étape de transition du capitalisme au socialisme, le seul programme que l'on puisse opposer au programme bureaucratique-réformiste est., un programme de transition, et non le programme maximum du SU. Et conséquents avec la méthode de Trotsky, il nous faut dire que ce programme ne peut être que celui de la combinaison de tous les éléments socialistes qui peuvent être intégrés aux tâches immédiates que nous impose la consolidation de la dictature du prolétariat. Une dictature révolutionnaire trotskyste tendra dans tous les cas à accorder des libertés toujours plus larges et, même lors des périodes où l'emploi de la force et de mesures coercitives est le plus nécessaire, accordera de larges libertés aux scientifiques et aux artistes, tout comme aux révolutionnaires.

Le programme trotskyste est réaliste et cherche à parvenir le plus tôt possible au commencement de la véritable construction socialiste. C'est pourquoi il lui faut avancer un programme transitoire qui combine, y compris de manière contradictoire, une multiplicité de tâches. Dès que la classe ouvrière prend le pouvoir, il lui faut combiner et harmoniser deux tâches différentes : continuer la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme mondial, et commencer à développer les éléments d'une nouvelle économie et d'une nouvelle société, supérieures au capitalisme. A leur tour, ces tâches exigent une combinaison hautement contradictoire

d'institutions et de tâches, bourgeoises et transitoires. S'il s'agit d'un pays arriéré, il lui faut combiner directement des mesures démocratiques-bourgeoises et socialistes. Et qu'il soit ou non arriéré, tant que les frontières nationales sont maintenues et que l'impérialisme demeure dominant, il faut que se combinent des lois économiques et des institutions politiques bourgeoises, et transitoires. Ainsi sur le terrain de l'économie, cela signifie la combinaison d'une distribution bourgeoise des produits de consommation, avec le paiement d'un salaire (basé sur une certaine oppression des travailleurs), et de la nationalisation de l'industrie et du commerce extérieur, la planification étatique. C'est-à-dire qu'il existe une application de la loi de la valeur, par la fixation du prix de la marchandise et le maintien d'une monnaie stable, et qu'il subsiste un surproduit qui ne va pas au "fond commun", que l'on enlève au travailleur et qui détermine les journées de travail, en même temps que la planification et les rapports de production non-capitalistes. Et sur le terrain politico-social, il faudra certainement combiner les efforts les plus éclatants afin de consolider la dictature du prolétariat industriel et développer la révolution socialiste nationale et internationale, avec de possibles concessions aux techniques bourgeoises, et y compris à l'impérialisme, et avec l'impérieuse nécessité d'accords avec la paysannerie et la classe moyenne urbaine. Pour ce qui est de la question superstructurelle des institutions, il faudra combiner des appareils et secteurs caractéristiques de la bourgeoisie, tels que les bureaucraties étatiques, l'armée et la police en tant qu'appareils spécialisés, avec l'énergie et le développement de l'intervention des masses et de la classe ouvrière pendant leur temps libre ou par rotation dans l'administration de l'Etat, dans le but d'éliminer progressivement la bureaucratie spécialisée et ses appareils. Il se produira quelque chose de semblable avec le développement de la milice ouvrière et populaire, l'armement des travailleurs, qui subsistera en même temps qu'une armée révolutionnaire régulière. C'est-à-dire qu'il faudra combiner des organismes de transition de l'appareil bourgeois, et les organismes spécifiques et dominants

du prolétariat industriel et de ses alliés (les soviets), qui pointeront, en tant que tendance, la destruction de l'Etat lui-même et des appareils bureaucratiques bourgeois. Un problème identique se pose pour les rapports entre démocratie directe et indirecte. Dans cette première étape, la dictature du prolétariat doit réaliser une combinaison hautement contradictoire de ces deux types de démocratie. Mais en aucune manière on ne peut éliminer la démocratie indirecte. Le meilleur exemple en est l'existence maintenue des partis politiques, plus haute expression de la démocratie indirecte.

La dictature révolutionnaire du prolétariat devra, comme celle de Lénine et de Trotsky, posséder un programme de contrôle ouvrier démocratique-révolutionnaire sévère des tâches et des appareils bourgeois, ainsi que des mesures coercitives de "consolidation des fonctions de l'Etat" prolétarien. C'est à dire combiner durant son expansion différentes méthodes et tâches. Pour toute cette première étape, la combinaison de ces activités, tendances, lois et appareils sera déterminée par les nécessités révolutionnaires, par le degré d'arriération dans le développement des forces productives, par le poids de la classe ouvrière, par les progrès de l'économie de transition et, principalement, par le rapport entre la contre-révolution impérialiste et la révolution socialiste mondiale. Le programme de transition prend une ampleur bien plus importante aux débuts de la dictature du prolétariat que sous le régime capitaliste. La résolution du SU l'abandonne pour formuler un programme maximum.

Pour définir le caractère - bureaucratique ou révolutionnaire démocratique - d'une dictature ouvrière, il est nécessaire, comme toujours, de définir la tendance, l'élément dominant dans la dynamique de ces combinaisons. Vers l'octroi croissant de libertés, vers le socialisme, vers la démocratie directe, la suppression de l'Etat et, fondamentalement, vers le développement et le triomphe de la révolution socialiste mondiale ? Vers une nouvelle exploitation capitaliste-impérialiste ? Vers la recherche d'un équilibre entre ces deux tendances, instable et bureaucratique, et qui nécessairement se rompra à terme au profit de l'une d'entre elles ?

Notes

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", p. 8.
2. Idem, p. 8.
3. Idem, p. 10.
4. *La révolution trahie*, p. 195-196.
5. "Ni un estado obrero ni un estado burgués ?", *Escritos*, tome 9, vol. I, p. 94.
6. *La révolution trahie*, p. 46.
7. *The revolution betrayed*, p. 60. Note : ayant constaté dans ce passage de cet ouvrage une petite différence entre les traductions espagnole (Andrés Nin) (NDTR : et française) et anglaise (Max Eastman), dans ce cas nous avons nous incliné pour cette dernière version.
8. "Economie et politique à l'époque de la dictature du prolétariat", *Oeuvre complètes*, tome 30, p 111-112.
9. *La révolution permanente*, p. 44.
10. Idem, p. 232.
11. *La révolution bolchévique, 1917-1923*, tome I, p. 241-242.
12. "La degeneracion de la teoria et la teoria de la degeneracion", *Escritos*, tome 4, vol. 2, p. 322 et 330.
13. "Ni un estado obrero ni un estado burgués ?", *Escritos*, tome 9, vol. I, p. 102.
14. *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 127.
15. *La révolution trahie*, p. 79.
16. Idem, p. 79-80.
17. Idem, p. 80.
18. Idem, p. 79.
19. "Ni un estado obrero ni un estado burgués ?", *Escritos*, tome 9, vol. I, p. 102.
20. "En visperas de la segunda guerra mundial", *Escritos*, tome 9, vol. I, p. 23-24.
21. *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 96.

X. Trotskysme et trotskysme vulgaire : un résumé de nos divergences.

1. Trotskysme vulgaire : quelques considérations théoriques et de méthode.

La méthode du document du SU constitue une négation du marxisme. Son raisonnement est basé sur des vulgarités unies linéairement par des syllogismes et par le principe d'identité ; il s'appuie sur le sens commun, et non sur la dialectique.

Aucune contradiction n'est signalée en ce qui concerne la dictature. Aucune de ses caractéristiques ou tendances ne sont relativisées ; tout est absolu, identique à lui-même ; il n'y a ni exceptions, ni propositions conditionnelles. Le programme qui est formulé depuis le début est le même pour tous les pays à toutes les époques : "liberté politique illimitée" (avec, pour Mandel, le "suffrage universel") ; et le document prétend faire en sorte que le même code pénal, libéralissime et super-démocratique, serve pour toutes les guerres civiles.

Nous savons, au moins depuis Héraclite, que tout est relatif, "limité", médiatisé, exceptés les changements et les contradictions. Pour le SU tout est absolu, sauf l'existence du mouvement et les contradictions. C'est ainsi qu'il pourra y avoir une "liberté politique illimitée", c'est-à-dire une liberté qui ne soit conditionnée par rien ni par personne. Ni la lutte de classes, ni les péremptories nécessités de la guerre civile ne pourront porter atteinte au code pénal du SU. La résolution semble nous crier : que la dictature s'effondre, et que la guerre civile soit perdue si cela s'avère nécessaire, mais que l'on ne touche pas à notre code pénal et à notre programme de "liberté politique illimitée" !

Cet empire de l'absolu, cette absence de dialectique, qui finissent par occulter les contradictions de la réalité, ne permettent pas au SU d'éviter les sérieuses contradictions - non précisément dialectiques - auxquelles se heurte sa résolution. Bien au contraire, c'est justement cet empire de l'absolu et cette absence de dialectique qui les ont provoqués. Ceci ressort de manière particulièrement et dangereusement claire, lorsqu'il manifeste ses préoccupations - certes respectables - sur comment éviter les abus et la dégénérescence bureaucratique. Qui garantit qu'une personne ou une tendance accusée d'être bourgeoise ou contre-révolutionnaire le soit réellement ? Le stalinisme n'aurait-il pas, précisément, utilisé les dénonciations du danger de contre-révolution impérialiste pour justifier sa dictature répressive contre le mouvement ouvrier et les travailleurs ? Comment combattre cette politique stalinienne ? Il est ici nécessaire de considérer deux aspects. Le premier, le plus visible, est que c'est précisément en ce point, et seulement là, que se brise la séquence qui domine tout le reste de la résolution. La seule chose que le SU ne parvient pas à déterminer avec certitude est qui sont les révolutionnaires et qui sont les contre-révolutionnaires, une fois que le prolétariat a pris le pouvoir. "Si on dit que seuls les partis et organisations qui n'ont pas de programme ou d'idéologie bourgeois (et petit-bourgeois ?), ou qui ne sont pas

engagés dans la propagande et/ou l'agitation anti-socialiste ou anti-soviétique' peuvent être légalisés, où va-t-on tracer la ligne de démarcation ? (...) *Quelle est la ligne de démarcation* entre le "programme bourgeois" et "l'idéologie réformiste" ?" (SU, 1977) [1]. Quand il s'agit de définir la "ligne de démarcation", il n'y a plus pour le SU que des doutes, et son document abandonne le terrain de l'absolu pour s'immerger dans un relativisme total.

Le second aspect du problème : comment le SU se sort-il de cette contradiction ? C'est très simple ! En donnant à ses préoccupations une solution juridique, normative, en reprenant à nouveau le caractère absolu et abstrait qui n'a rien à voir avec la lutte de classes : "liberté politique illimitée" pour tout le monde, et le code pénal le plus libéral de l'histoire face à la guerre civile. Comme nous le voyons, la seule chose qui ne soit à aucun moment venue à l'esprit de nos camarades, qui un instant en sont arrivés à douter de tout, c'est de se demander si le principe des "libertés politiques illimitées" pour tout le monde n'était pas contradictoire avec le maintien en permanence du pouvoir entre les mains des travailleurs.

Ces garanties absolues de type juridique ne servent à rien, et ne serviront jamais. Les normes absolues de la majorité du SU, la démocratie la plus large pour les partis capitalistes et réactionnaires, les codes pénaux et constitutions les plus démocratiques Pour juger les contre-révolutionnaires qui ont pris les armes contre le pouvoir ouvrier, ne servent qu'à la bourgeoisie et à la contre-révolution pour combattre la bureaucratie. Pour les trotskystes, la seule garantie réside dans le développement de la lutte de classes et la mobilisation permanente des travailleurs. Comme dans n'importe quel syndicat, on ne peut opposer aux abus bureaucratiques que la mobilisation ouvrière. Aucun statut ne peut empêcher les manoeuvres et les abus bureaucratiques, ceux-ci ne peuvent être mis en échec que par la mobilisation.

Il y a dans toute cette question une série d'aspects théoriques et de méthode que la majorité du SU semble ignorer. La dictature révolutionnaire du prolétariat n'est pas exempte de toute une série de lois dialectiques, comme le rapport entre la fin et les moyens, le tout et la partie, la nécessité et la liberté.

Le but de la dictature révolutionnaire du prolétariat n'est pas d'accorder des "libertés politiques illimitées" aux contre-révolutionnaires, comme il ressort de la résolution du SU - bien que cette proposition se couvre du manteau des libertés pour tout le monde -, mais d'écraser les contre-révolutionnaires et de développer la révolution socialiste à l'échelle nationale et internationale. Les libertés qui sont accordées sont des moyens, certes très importants, mais en définitive des moyens, assujettis à la fin ultime, à savoir imposer la révolution et détruire la contre-révolution. Il s'établit donc entre les buts révolutionnaires et les moyens, la

démocratie et les libertés, un rapport très contradictoire qu'il faut reconnaître et s'efforcer de dominer, mais qu'on ne peut éluder. La majorité du SU élimine cette contradiction de son programme ; ils ne disent pas une seule fois que les buts révolutionnaires obligent nécessairement à restreindre les libertés démocratiques.

Il se passe quelque chose de semblable avec la fameuse loi héritée de Hegel par le marxisme, selon laquelle "la liberté est conscience de nécessité". Comme nous l'enseigne Trotsky, cette loi fondamentale de la dialectique explique que la liberté absolue n'existe pas ; qu'au contraire toute liberté signifie la compréhension, l'acceptation et le développement des nécessités. Quiconque sait le besoin provoqué par la soif boit consciemment les boissons qui font le plus de bien à son organisme, et ceci constitue l'unique liberté réelle et humaine. Aucun homme normal ne pratiquerait la liberté ridicule et absolue consistant à prendre n'importe quelle sorte de liquide pour calmer sa soif, afin de démontrer qu'il est libre. Ce serait là la liberté d'un dément. La dictature révolutionnaire du prolétariat, tout comme une grève ou n'importe quelle lutte ouvrière, n'ignore pas ou ne doit pas ignorer ce rapport dialectique entre liberté et nécessité. Aucun marxiste qui se respecte ne va proposer une "liberté politique illimitée" pour tous, spécialement les contre-révolutionnaires, sans prendre en considération l'autre pôle fondamental de la relation : les nécessités urgentes de la dictature révolutionnaire du prolétariat. On accordera les libertés démocratiques qui prennent en compte (ou dont on est conscient qu'elles le fassent) les nécessités urgentes de la dictature. Toute liberté qui n'établirait pas ce lien avec les nécessités révolutionnaires serait comme la liberté du fou qui absorbe de l'urine ou de l'eau stagnante pour démontrer qu'il est libre.

Et enfin, la dictature révolutionnaire du prolétariat est soumise à la loi marxiste qui veut que le tout conditionne et détermine les parties, sans nier que la partie, à des moments précis, puisse révolutionner ou dépasser le tout. Cela signifie que la dictature ouvrière révolutionnaire conditionne et détermine les parties (les ouvriers en tant qu'individus, les secteurs de la classe, etc.)

Ces trois lois de la dialectique qui s'appliquent à la dictature ouvrière peuvent être combinées, pour formuler une autre loi, beaucoup plus générale : l'utilisation des moyens et la liberté des parties (individus, tendances et secteurs ouvriers) sont conditionnées au but consistant en la défense et le développement de la révolution socialiste, à la nécessité impérieuse de mettre en déroute la contre-révolution bourgeoise et impérialiste, et d'imposer la dictature révolutionnaire du prolétariat. Synthétiquement : ne peuvent aspirer à la démocratie et aux libertés les plus larges que les secteurs qui acceptent et reconnaissent l'impérieuse nécessité de défendre la dictature révolutionnaire et de mettre en déroute la contre-révolution.

Mais toute la conception marxiste de ce siècle, se fonde justement sur la découverte théorique de que la "démocratie socialiste" est une catégorie opposée et qui entre en contradiction avec celle de "dictature du prolétariat". Elles sont dialectiquement opposées et historiquement liées. La dictature ouvrière engendrera son opposé, la "démocratie socialiste", comme la graine engendre la plante en niant à elle-même. Mais qu'une

catégorie engendre son opposé ne veut pas dire qu'elles soient identiques, comme le soutient le SU.

Mais le SU préfère ne pas se compliquer la vie avec la dialectique ; son mode de raisonnement est très simple : il prend des catégories - le socialisme, la démocratie et la dictature du prolétariat -, leur attribue des caractéristiques similaires, et les identifie à l'échelle historique. Socialisme et démocratie signifient tous deux "libertés illimitées" pour tous les habitants, et une nouvelle civilisation avec un code pénal bien supérieur à tout ce qui a jamais été connu dans les sociétés barbares de classes. Donc, parler de socialisme est pour nos camarades la même chose que parler de démocratie absolue. Par conséquent, comme la dictature du prolétariat est une condition nécessaire à l'émergence d'une "démocratie socialiste", "Démocratie Socialiste et Dictature du Prolétariat" - comme s'intitule la résolution - sont identiques, et c'est précisément cette identité qu'il s'agit de démontrer dans tout le document du SU.

L'erreur consistant à identifier la "démocratie socialiste" et la "dictature du prolétariat" s'étend jusqu'à une manie, celle de manier le seul principe d'identité : "démocratie soviétique" égale "démocratie socialiste", avec seulement une petite différence de détail. Là, comme avec d'autres concepts, le SU tombe dans le stalinisme. C'est justement Staline qui affirma cela en 1936. En s'efforçant de définir l'URSS, il dit la chose suivante : "l'organisation sociale que nous avons créée peut être appelée soviétique, socialiste, elle n'est pas complètement achevée, mais elle est au fond une organisation socialiste de la société". Cette affirmation de Staline, qui mettait, comme le SU, un signe d'égalité entre "soviétique et socialiste" (le SU ajoute démocratie, mais identifie également ces mêmes termes), fut critiquée par Trotsky avec les mêmes arguments que nous utilisons pour critiquer la résolution : "l'organisation sociale y est qualifiée "soviétique, socialiste". Mais les soviets représentent une forme d'Etat et le socialisme un régime social. *Loin d'être identiques*, ces termes, du point de vue qui nous occupe, *sont opposés ; les soviets devraient disparaître dans la mesure où l'organisation sociale deviendrait socialiste*, comme les échafaudages sont enlevés quand la bâtisse est construite" (Trotsky, 1936) [2].

Le SU commet toutes ces erreurs parce qu'il est incapable de comprendre que la dictature du prolétariat est une étape de transition qui combine les anciennes méthodes barbares de la société de classe, de l'oppression de classe et révolutionnaire, avec les objectifs de la libération de l'humanité. Dit d'une autre manière, il faut utiliser des méthodes barbares de coercition, de répression contre des secteurs de la société, contre les regroupements politiques et sociaux dans le cadre de la contre-révolution, pour ouvrir la voie à une société humaine, socialiste, sans coercition ni répression.

Les auteurs de la résolution n'ont pas compris Trotsky ni, en général, le marxisme. Trotsky nous a enseigné que le régime socialiste ou communiste du futur, avec une liberté illimitée pour tous, est "autre chose", quelque chose de complètement différent du "régime transitoire". "*La dictature exprime la barbarie passée et non la culture future. Elle impose nécessairement de rudes restrictions à toutes les activités, y compris à l'activité spirituelle.* Le programme de la révolution y voyait dès le début un mal temporaire et

s'engageait à écarter peu à peu, au fur et à mesure de l'affermissement du nouveau régime, toutes les restrictions à la liberté." (Trotsky, 1936) [3].

La dictature du prolétariat, ce régime barbare, ne peut donner dès son instauration de "liberté politique

2. Un résumé de nos divergences.

Il n'est donc pas étrange qu'une telle méthodologie, à ce point éloignée du marxisme, et dont la majorité du SU tire vanité dans son document, soit le support d'une révision systématique du trotskysme.

Pour que cette affirmation ne soit entachée d'aucun doute, et en même temps, pour que chaque militant ou sympathisant sache à quoi s'en tenir, il est nécessaire, avant de terminer notre travail, de résumer et d'énumérer les divergences pratiquement totales que nous maintenons avec les camarades du SU. Nous avons, pensons-nous, tenté d'expliquer dans notre document que ces divergences de principe sont les suivantes :

1. La première et la principale divergence porte rien moins que sur la méthode du programme de transition. Cette méthode se caractérise par une combinaison systématique de tâches différentes, qui répondent aux situations concrètes distinctes par lesquelles passe la lutte de classes à l'échelle nationale et internationale. C'est la raison pour laquelle le programme de transition ne tourne jamais autour d'un seul mot d'ordre, tâche ou méthode, mais est toujours une combinaison dynamique, changeante, un système de tâches qui se modifie au fur et à mesure de la situation concrète. C'est l'incarnation de la loi du développement inégal et combiné, c'est un programme qui évolue à la mesure de la réalité, dynamique et systématique.

C'est pourquoi le programme de transition, tout comme la théorie de la révolution permanente et la loi du développement inégal et combiné, sont attaqués sur deux fronts : le front bureaucratique-opportuniste, qui ne lutte que sur des tâches minimales et démocratiques avec des méthodes de pression. Et le front ultra-gauchiste, qui ne propose comme tâches immédiates que des tâches maximalistes, et abandonne les autres à leur sort : en préconisant toujours les méthodes les plus extrêmes, grève générale, guérilla, etc.

Ainsi, comme il ne se produit jamais deux situations concrètes identiques, il n'y a pas non plus deux programmes de transition identiques pour deux étapes ou deux pays. L'unité des programmes est constituée par l'objectif de développer la mobilisation permanente des travailleurs, la prise du pouvoir par le prolétariat dirigé par les partis trotskystes à travers une révolution ouvrière, et le développement de la révolution socialiste nationale et internationale. A part ces objectifs historiques qui sont ceux de la théorie de la révolution permanente, les programmes changent d'un pays à l'autre et d'un moment à l'autre de la lutte de classes. En nous donnant dans son document un programme strict et identique pour tous les pays du monde, les "libertés politiques illimitées", pour les partis contre-révolutionnaires, le SU nie la méthode du programme de transition tout comme la stalinisme qui préconise le parti unique. Un véritable trotskyste ne fait sien aucun mot d'ordre absolu, dans la mesure où il possède pour cela la

illimitée", comme le dit le SU. Bien au contraire, il lui faudra appliquer "de rudes restrictions à toutes les activités", pour "écarter peu à peu... toutes les restrictions à la liberté."

méthode du programme de transition, qui l'oblige à modifier, systématiser, médiatiser et relativiser ses mots d'ordre en fonction de la situation concrète de chaque étape de la lutte de classes. Si nous disons comme le SU que depuis les premiers jours de la dictature du prolétariat, s'il n'y a pas de guerre civile, nous donnerons les plus larges libertés aux partis contre-révolutionnaires, nous remplaçons le programme de transition par un programme maximum de libertés démocratiques, dont nous ne savons pas s'il s'ajustera aux différentes étapes de la lutte de classes. Nos mots d'ordre, de "passagers et épisodiques", deviennent absolus et permanents, et ne sont pas relativisés en fonction des nécessités de la lutte de classes et de la défense de la dictature du prolétariat.

2. Cette atteinte à la méthode du programme de transition oblige la majorité du SU, bien qu'elle ne le dise pas, à remettre en cause la théorie de la révolution permanente. En se fixant pour tous les pays du monde exactement le même programme,

- pluripartisme absolu, libertés totales pour les partis contre-révolutionnaires, et application stricte d'un code pénal libéralissime et inviolable lorsque les contre-révolutionnaires commencent la guerre civile -, le SU ne fait que tirer un trait sur la méthode du programme de transition. Il nie également le concept le plus important de la théorie de la révolution permanente, qui soutient qu'il n'y a pas de norme programmatique, constitutionnelle, pénale, ni d'institution figée, inamovible, absolue, qui assujettissent ou restreignent la mobilisation permanente des travailleurs. La théorie de Marx et de Trotsky est précisément à l'opposé : la mobilisation permanente des travailleurs ne s'arrête devant aucune norme ou institution, de quelque type que ce soit : au contraire, elle fait exploser toutes les normes et toutes les institutions.

3. Cette modification substantielle de la théorie de la révolution permanente provoque deux autres révisions d'une extrême gravité.

La première est l'abandon de la révolution socialiste internationale contre l'impérialisme, et de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, en tant qu'uniques prémisses valables de la construction du socialisme, qui sera à l'échelle du globe ou ne sera pas. La résolution tourne autour de révolutions et de constructions socialistes nationales, en lutte contre un capitalisme du même type qui imposent et développent des dictatures prolétariennes qui construisent le socialisme dans le cadre de frontières nationales. Rien ne démontre mieux cette chute dans la théorie stalinienne de "construction du socialisme dans un seul pays", que l'élimination, du vocabulaire de la résolution, de concepts trotskystes indispensables tels que "impérialisme", "révolution socialiste internationale", "contre-révolution impérialiste", "dictature du prolétariat mondial", "liquidation de toutes les frontières nationales

comme précondition indispensable à la construction socialiste".

4. La seconde est l'oubli, la sous-estimation, du rôle décisif de la Quatrième Internationale, aussi bien avant qu'après la prise du pouvoir, dans le processus visant à l'émergence de la révolution socialiste internationale contre l'impérialisme.

Le rôle indispensable de notre Internationale, et de tous les partis trotskystes et trotskysants qui, par une lutte implacable contre les partis sociaux-démocrates et staliniens, parviendront à imposer les dictatures révolutionnaires du prolétariat, - ce rôle est pris dans la résolution par des soviets et de mystérieux partis soviétiques, qui prennent le pouvoir et développent la dictature du prolétariat. La résolution révisé ainsi la théorie léniniste, enrichie et complétée par Trotsky, qui affirme que la seule organisation qui puisse faire émerger une révolution sociale dans les pays capitalistes et une révolution politique dans les Etats ouvriers, afin de déboucher sur une dictature révolutionnaire du prolétariat, est un parti bolchevique ; par conséquence, la Quatrième Internationale est la seule organisation qui peut diriger la révolution socialiste internationale contre l'impérialisme.

5. La résolution ne signale pas comme axe cardinal de la politique trotskyste la lutte systématique contre l'impérialisme, en tant que seule forme valable pour pouvoir commencer la construction socialiste, après qu'il ait été mis en déroute. L'impérialisme n'existe pas pour la résolution, ni comme politique, ni comme contre-révolution, ni comme démocratie, ni comme économie, ni sous aucun aspect.

6. En ne comprenant pas qu'après la prise du pouvoir le prolétariat doit faire face à la lutte contre l'impérialisme, c'est-à-dire que la lutte de classes s'intensifie, le SU tombe dans la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays. C'est pourquoi la résolution ne délimite pas les deux étapes de la dictature du prolétariat : la première, de révolution socialiste à l'échelle mondiale, d'écrasement de l'impérialisme et de consolidation du gouvernement ouvrier ; et une seconde étape, de construction socialiste et de dépérissement de la dictature, quand l'impérialisme a été mis en déroute. Elle ne signale pas non plus que dans la première étape, le développement de la révolution socialiste se combine avec des tâches de construction socialiste. Le SU dissout le tout dans la tâche de construction du socialisme dans un pays, et oublie la révolution socialiste internationale.

7. En ignorant l'affrontement mortel avec l'impérialisme, le SU entache tout d'une perspective de développement pacifique de la révolution pour les prochaines décades, opposant cela à la perspective d'une époque de "guerres, révolutions et crises", toujours plus aiguë, comme l'a prévu le marxisme-révolutionnaire.

8. Il ne donne pas pour orientation au trotskysme d'accomplir une de ses obligations politiques les plus importantes : être à l'avant-garde de la lutte armée qui devra affronter la contre-révolution impérialiste, avant et après la prise du pouvoir. Et de là, l'abandon de la terre rouge.

Il révisé totalement la conception léniniste-trotskyste de l'insurrection armée du prolétariat qui, devant être préparée et dirigée par un parti bolchevique, est la seule forme qui permette de parvenir à la dictature

révolutionnaire du prolétariat. A la place de l'insurrection armée il présente une révolution socialiste abstraite et pacifique, sans lutte armée précédant et pendant la prise du pouvoir, commandée par des soviets avec des dirigeants sans noms, qui s'emparent du gouvernement grâce aux effets de démonstration et pédagogiques des bontés de la démocratie ouvrière la plus absolue.

9. Dans sa sollicitude à défendre la voie pacifique, ce doit être la première fois qu'un document marxiste relatif à la dictature du prolétariat et à la guerre civile ne se sert pas, comme principales analogies, des étapes de Cromwell et Robespierre. Au contraire, il prend pour exemples, même s'il ne donne pas leurs noms, les spécialistes bourgeois auteurs de traités de droit pénal, en tant que plus haute expression de la politique prolétarienne dans les périodes de guerre civile.

A cause de cela le SU veut limiter le jugement des contre-révolutionnaires que s'engagent dans des actions violentes de renversement du pouvoir des travailleurs, et la guerre civile, a un code pénal libéralissime qu'interdit l'utilisation des concepts de "délinquance rétroactive" et de "responsabilité collective de groupes sociaux, etc.", au lieu de la politique marxiste révolutionnaire de coercition et jugement pour des raisons politiques et sociales, qui donne libre cours à l'initiative des masses.

10. Il s'oppose à la définition léniniste et trotskyste de la dictature révolutionnaire du prolétariat, en tant que régime basé sur la force, afin d'affronter la contre-révolution en une guerre frontale, - pour défendre la "liberté politique illimitée" pour les contre-révolutionnaires.

11. Il modifie la conception de Lénine et de Trotsky des Soviets et de la dictature, en tant qu'organisations de ceux qui luttent et des révolutionnaires, du prolétariat industriel, pour les définir comme des organes étatiques où entre toute la population, y compris sa fraction contre-révolutionnaire.

12. Il abandonne complètement la propagande de défense des Etats et des Dictatures ouvrières existantes, comme infiniment plus progressistes que la démocratie bourgeoise, pour arrimer - capitulant devant l'opinion publique démocratique-bourgeoise - que la "démocratie prolétarienne" dans la Chine de Mao a été égale à celle existant dans la Chine de Chang-Kai-Chek, et qu'au Vietnam il s'est passé la même chose : la démocratie ouvrière sous l'occupation française et yankee était la même que celle qui existe aujourd'hui sous la dictature prolétarienne. Et il va encore plus loin : il affirme qu'il y a plus de "droits démocratiques" dans les pays impérialistes que dans les Etats Ouvriers déformés et dégénérés.

13. Il abandonne le programme trotskyste de la Révolution Politique en URSS et dans les Etats ouvriers bureaucratisés, qui défend le pluripartisme uniquement pour les partis soviétiques, c'est-à-dire pour les partis que le soviet a résolu majoritairement de légaliser ; à la place de cela, il défend pour tous les partis, y compris les partis contre-révolutionnaires, la liberté et la légalité politique les plus absolues.

14. Il laisse définitivement de côté, comme conséquence supplémentaire du fait d'ignorer l'impérialisme, la définition léniniste de la démocratie bourgeoise entant que démocratie impérialiste, pour tomber

dans la définition ultra-gauchiste de la démocratie bourgeoise en général, catégorie qui confond ou tire un trait d'égalité entre la démocratie des pays impérialistes et celle des pays coloniaux et semi-coloniaux.

15. Il abandonne, pour la période qui précède la prise du pouvoir, la combinaison de tâches et institutions démocratiques-bourgeoises et ouvrières dans la mobilisation et la révolution prolétariennes en lutte contre la contre-révolution impérialiste, ce qui est une caractéristique du trotskysme, pour avancer la position ultra-gauchiste de la défense exclusive des institutions et tâches ouvrières.

16. Il abandonne la définition marxiste des partis politiques, comme représentants de classes ou de secteurs de classes, pour donner une définition démographique et rationaliste.

17. Il jette à la poubelle la théorie de l'Internationale Communiste et du trotskysme, qui soutient que les partis ouvriers se divisent essentiellement en deux types : les partis opportunistes et réformistes, représentants de secteurs bureaucratiques et privilégiés du mouvement ouvrier, agents directs ou indirects de l'impérialisme, d'une part ; et les partis trotskystes, seuls partis ouvriers authentiquement internationalistes et révolutionnaires, de l'autre. A la place, il ouvre un éventail indéterminé de partis ouvriers de sexe indéfini. En ne précisant pas d'une manière catégorique ces deux pôles politiques du mouvement ouvrier, il perd toute possibilité de caractériser correctement les organisations ultra-gauchistes et centristes, que nous définissons comme progressistes si elles s'orientent vers le trotskysme, et réactionnaires si elles penchent vers les partis ouvriers contre-révolutionnaires.

18. La résolution en vient ainsi à masquer le sinistre rôle contre-révolutionnaire des partis sociaux-démocrates et staliniens, tant pour le présent que pour les premières étapes de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Comme conséquence de cela, ce document

ne prépare pas nos partis à la bataille frontale, sur tous les terrains, contre les bureaucraties contre-révolutionnaires. Et ce fait est d'autant plus grave que cette lutte se produira inéluctablement, et constitue la lutte la plus importante que nous ayons à mener au sein du mouvement ouvrier.

19. Le document abandonne complètement la méthode dialectique en préconisant des normes et institutions absolues, au lieu de les relativiser en fonction des buts et nécessités de la dictature révolutionnaire du prolétariat, et du développement de la révolution socialiste internationale contre l'impérialisme. Ainsi il rejette les lois fondamentales de la dialectique marxiste, pour ce qui est des rapports contradictoires entre fins et moyens, nécessité et liberté, tout et parties, forme et contenu. A la place, il utilise une méthode formelle, dans laquelle tout découle du développement des libertés et des droits les plus absolus pour tout le monde, sans aucune relation avec les fins et les nécessités de la dictature prolétarienne.

20. Il remet en cause, sans le dire clairement, toute la politique qu'ont appliqué au pouvoir Lénine et Trotsky, dans la mesure où ils ont fait tout le contraire de ce que prescrit la résolution en tant que norme obligatoire pour la dictature du prolétariat.

21. Il renie dans les faits la politique de Trotsky pour l'URSS jusqu'en 1934. L'axe de cette politique était la défense inconditionnelle du monopole du pouvoir étatique par le parti communiste, le régime unipartiste et l'illégalité des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Contre cette position historique de Trotsky et des trotskystes, la résolution soutient que toujours, à tout moment, doit régner sous la dictature du prolétariat un système pluripartiste, l'unique exception acceptée - pour les époques de guerre civile - devant être réglemée par un code pénal strict et libéralissime.

3. Les sept caractéristiques essentielles de la dictature révolutionnaire du prolétariat.

La conception de type juridique, formel, qui caractérise les thèses, amène à ce que n'est signalé nulle part le contenu de la dictature du prolétariat, sa fonction. Pourquoi est-ce que nous la voulons, ou plus précisément, en avons nous besoin ?

Pour le SU, après la prise du pouvoir, la mobilisation et la révolution permanente disparaissent en tant qu'objectif suprême. C'est ainsi que les auteurs de la résolution dépeignent une dictature du prolétariat sans un objectif politique précis et déterminé. Pour eux, le plus important est le mécanisme automatique de la démocratie la plus absolue de type soviétique, les tâches défensives consistant à "empêcher que se rétablisse la propriété privée", et l'objectif réitéré systématiquement de "construction socialiste". Pas une fois le SU ne dit qu'il faut continuer à lutter pour la révolution socialiste internationale contre l'impérialisme.

Nous soutenons tout à fait clairement que la dictature révolutionnaire du prolétariat est l'organisation et la domination de l'état par la classe ouvrière, pour poursuivre le développement de la révolution socialiste nationale et internationale. C'est pour cela que nous la

voulons et en avons besoin ; pour développer la mobilisation permanente des travailleurs jusqu'au triomphe de la révolution socialiste à l'échelle du globe entier.

Sur la base de tout ce que nous avons dit, nous pouvons résumer très brièvement les sept caractéristiques essentielles de la dictature révolutionnaire du prolétariat, et qui pour nous proviennent de cet objectif et des critiques que nous avons effectuées :

1. La dictature révolutionnaire du prolétariat, dirigée par un parti trotskyste ou trotskysant, dans sa première étape d'affrontement avec la contre-révolution impérialiste, a pour tâche principale d'impulser la révolution à l'échelle mondiale contre l'impérialisme. Se combine et est subordonnée à cette tâche principale, celle de jeter les bases du socialisme avec la planification de l'économie, un impétueux développement des forces productives et de la consommation des masses, au moyen des soviets, du contrôle ouvrier et/ou quelque autre forme d'auto-organisation des ouvriers et des masses, qui les éduque à la gestion de la nouvelle société et à la mobilisation permanente contre l'impérialisme et l'influence des exploités.

2. Cette auto-organisation a pour point de départ la structure économique productive, a pour axe les usines les plus grandes et modernes, et le prolétariat industriel, sans avoir dans son organisation fondamental aucun caractère territorial ou populaire.

3. Cette organisation n'appartient à *tout* le prolétariat, ni à *toutes* les masses travailleuses, mais à la majorité des prolétaires et des travailleurs qui se mobilisent pour impulser la révolution et les soviets révolutionnaires.

4. Il règne la plus stricte discipline de classe, qui impose des devoirs et des obligations sévères, à tel point que ceux qui ne les respectent pas, même si ce sont des ouvriers, seront réprimés afin d'être obligés à accomplir les résolutions du pouvoir ouvrier.

5. A sa tête se trouve un parti marxiste-révolutionnaire internationaliste, disposé à tout pour parvenir au triomphe de la révolution mondiale. En ce sens, nous pouvons dire que ce doit être un parti trotskyste ou trotskysant.

6. La plus large démocratie n'existe que pour le prolétariat industriel et les travailleurs révolutionnaires, c'est-à-dire pour tous ceux qui respectent les résolutions adoptées par la classe ouvrière révolutionnaire au pouvoir, et luttent pour elles. Seuls ces secteurs, en tant qu'ouvriers et travailleurs individuels, ont le droit le plus absolu de critiquer toute résolution politique, dans tous les organismes et toutes les réunions du

mouvement ouvrier et révolutionnaire, sans qu'ils puissent être limités dans ce droit ou réprimés. Ce droit *individuel* de tout ouvrier ou travailleur révolutionnaire est absolu et total. Il dépendra de la situation de la dictature ouvrière que ce droit individuel absolu se transforme en droit de tendance, ou en pluripartisme révolutionnaire, soviétique, bien que le principe programmatique général soit le pluripartisme soviétique, ce qui signifie que c'est le soviét révolutionnaire qui légalise ou illégalise, majoritairement, les partis qui demandent leur légalisation.

7. Les six caractéristiques antérieures ne signifient aucunement en tant que concept que toujours et à tout moment les opposants, bourgeois et ouvriers, de la dictature révolutionnaire du prolétariat, seront réprimés ou se verront appliqués des mesures coercitives. C'est la tendance opposée qui est juste : sans que cela constitue un précédent, ni un "impératif catégorique", la dictature révolutionnaire du prolétariat tendra à accorder les libertés les plus larges de presse, d'opinion, de réunion, idéologiques, de propagande et politiques, tant que les terribles conditions de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme mondial le permettront. Cette tendance doit s'accroître pour tous les secteurs du mouvement ouvrier et des travailleurs, même s'ils servent objectivement des partis contre-révolutionnaires.

Bogotá, juillet 1978

Notes

1. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", Inprecor n°10, nouvelle série, 7 juillet 1977, p. 5.

2. *La révolution trahie*, Editions de Minuit, 1963, p. 49.

3. Idem, p. 122.

BIBLIOGRAPHIE

- BOLIVAR, SIMON, Ideas Políticas y Militares (1812-1830), Buenos Aires, Jackson, 1957
- CARR, EDWARD HALLET, La révolution Bolchévique, Tome I, Paris, Editions de Minuit, 1969.
- HEREDIA, Reaffirmation ou Réévaluation de "Démocratie socialiste et Dictature du Proletariat" ?, Paris, Documentation Internationale (publication interne de la LCR) n°22, février 1979.
- INTERNATIONALE COMMUNISTE, Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923. Paris, Librairie du Travail 1934, Réédition en fac-similé, Maspéro, 1975.
- LENINE, Oeuvres Complètes, Editions Sociales (Paris), Editions du Progrès (Moscou)
- MANDEL, ERNEST, Sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe occidentale, Interview par Henri Weber. Critique Communiste, n°8/9 (N° spécial), 1976.
- NOVAK, GEORGE, Democracia y Revolucion, Barcelone, Fontamara, 1977.
- SECRETARIAT UNIFIE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE, Démocratie socialiste et dictature du prolétariat, Inprecor n°10 (nouvelle série), Paris, 7 juillet 1977.
- TROTSKY, LEON, Bolchévisme contre stalinisme, Paris, Ed. de la Taupe rouge, 1977.
- TROTSKY, LEON, The Challenge of the Left Opposition (1923-1925), New York, Pathfinder Press, 1975.
- TROTSKY, LEON, The Crisis in the French Section (1935-36), New York, Pathfinder Press, 1975.
- TROTSKY, LEON, Essais, articles et lettres compilées dans Escritos, Ed. Pluma, Bogota, 1976-77
- TROTSKY, LEON, The First Five Years of the Communist International, New York, Monad Press, 2ème édition, 1972.
- TROTSKY, LEON, L'Internationale Communiste après Lénine, Paris, Presses Universitaires de France, 1969.
- TROTSKY, LEON, Les leçons d'octobre, Paris, Maspéro, 1971.
- TROTSKY, LEON, SERGE, VICTOR, La lutte contre le stalinisme, Paris, Maspéro, 1977.
- TROTSKY, LEON, La nature de l'URSS, Paris, Maspéro, 1974.
- TROTSKY, LEON, Ou va l'Angleterre ?, Paris, Ed. Anthropos, 2° édition, 1977.
- TROTSKY, LEON, Portraits, Political and Personal, New York, Pathfinder Press, 1977.
- TROTSKY, LEON, Le Programme de Transition (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale), Paris, Maspéro, 1973.
- TROTSKY, LEON, La Révolution permanente, Paris, Editions de Minuit, 1963, réédition Gallimard, 1972.
- TROTSKY, LEON, The Revolution Betrayed, New York, Pathfinder Press, 5ème édition, 1974.
- TROTSKY, LEON, La Révolution trahie, Paris, Editions de Minuit, 1963, réédition 1973.
- TROTSKY, LEON, Sur la Deuxième Guerre Mondiale, Bruxelles, Editions de la Taupe, 1970 ;
- TROTSKY, LEON, Lettres (1917-1922) compilées par Jan M. Meijer dans The Trotsky papers, Mouton, Paris 1964.
- TROTSKY, LEON, Essais, articles et lettres compilées dans Writings of Leon Trotsky, New York, Pathfinder Press, 2ème édition, 1977-78

